LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2024

Et si on se hasardait à une explication.

« Il serait certes fort commode de faire l'histoire universelle si on n'engageait la lutte qu'à condition d'avoir des chances infailliblement favorables. Cette histoire serait par ailleurs de nature fort mystique si les "hasards" n'y jouaient aucun rôle. Naturellement, ces hasards entrent dans le cadre de la marche générale de l'évolution et sont compensés à leur tour par d'autres hasards. Mais l'accélération ou le ralentissement du mouvement dépendent beaucoup de "hasards" de ce genre – et parmi eux figure aussi cet autre "hasard" : le caractère des gens qui se trouvent d'abord à la tête du mouvement. » (Lettres à Kugelmann, Editions sociales 1976, lettre du 17 avril 1871).

Par hasard, Marx entendait tout ce qui existe et qu'on ignore forcément tant qu'il ne s'est pas réalisé, de ce fait, on doit admettre qu'on ne peut pas tout savoir, ce qui ne signifie pas pour autant qu'on ne saurait rien, comme le prétendent les détracteurs du marxisme qui eux pour le coup ne savent pas grand-chose.

Il y en a qui exigent l'impossible, des garanties, une théorie ou une doctrine parfaite, un parti parfait, des dirigeants parfaits avec lesquels ils seraient d'accord sur tout, et qui ne les trouvant pas en concluent qu'ils ne peuvent pas exister, ce en quoi ils ont parfaitement raison, sans pour autant que cela soit suffisant pour prouver qu'on ne pourrait pas s'en passer, juste pour justifier leur refus de s'engager dans le combat politique ou s'organiser dans un parti ouvrier, prendre en mains leur destin en somme.

En procédant de la sorte, ils démontrent qu'ils ignorent qu'absolument rien dans la nature ou la société des hommes ne correspond au principe qu'ils ont énoncé ou ne fonctionne selon ce principe.

Ce qu'on a observé, c'est que la réalité est faite de rapports contradictoires régis par les lois de la dialectique, dont l'issue dépend de l'évolution des facteurs qui les composent, sans toutefois qu'on puisse prédire avec exactitude ni quand ni comment la transformation de la quantité en qualité au sein du processus historique ou au cours de la lutte des classes se réalisera, on sait qu'elle devrait permettre d'atteindre un degré de développement supérieur de la société sur le plan économique et social, dans le cas contraire, c'est l'espèce humaine qui pourrait être condamnée à dégénérer et à disparaître, hypothèse qu'on ne doit pas écarter, puisque qu'aucune espèce organique n'est immortelle.

Dès lors, pour peu qu'on décide d'agir sur ces facteurs et leurs rapports, il sera possible de réunir les conditions qui permettront de les orienter en fonction de nos objectifs politiques, puisqu'ils incarnent le degré de développement supérieur de la société que nous avons évoqué précédemment, encore faudrait-il qu'on ait conscience de l'ensemble de ce processus dialectique et de ses lois de fonctionnement.

Or, manifestement ce n'est pas le cas, puisque les esprits les plus éclairés ne parviennent pas à en faire une synthèse qui serait irréprochable. Toujours est-il, il est faux de croire ou de prétendre, qu'on serait réduit à l'impuissance face à une situation politique qui semble inextricable ou un combat politique qu'on nous dit perdu d'avance, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pourquoi ne pas admettre qu'on n'entend pas s'engager dans le combat politique parce qu'on croit qu'il ne présente aucun intérêt pour nous ou il ne mènera à rien. Mais comment en arriver à cette conclusion, sinon qu'on ne partage ni la même méthode de penser, ni la même interprétation du monde, finalement, ni les mêmes objectifs politiques. On a beau affirmer qu'on partagerait la même cause ou le même idéal humaniste, les mêmes valeurs ou principes, en réalité, c'est un leurre dès lors qu'on cautionne l'existence du capitalisme ou le système économique d'exploitation à l'origine de toutes les sortes d'oppression, d'inégalité et de discrimination, on ne peut pas représenter à la fois les intérêts de l'oppresseur et de l'opprimé.

Cette démonstration était destinée à ceux qui entendent progresser, passer de la résistance passive de plus en plus souvent devant un écran, à la phase pratique et organisée de la lutte de classe. Nous leur disons que le matérialisme dialectique, le marxisme, le socialisme est la thérapie par excellence des corps et des esprits, qu'ils veuillent bien noter qu'il ne s'agit pas d'un remède miracle, mais qu'il bénéficie tout de même d'un label scientifique éprouvé, puisqu'il a été mis à l'épreuve une multitude de fois pendant plus d'un siècle et demi, sans jamais avoir été pris en défaut ou avoir été réfuté, sauf par ceux qui en attendaient des miracles ou lui étaient devenus étrangers, pire, l'avaient trahi!

Engagez-vous, mobilisation générale.

Lu.

- C'est ainsi que l'on est passé de la politique à l'idéologie, ou de la politique à l'électoralisme, la paresse intellectuelle de rigueur le disputant au cynisme des prédateurs prêts à tout pour se maintenir au pouvoir. Le goût du travestissement et l'aptitude au bavardage étant manifestement des qualités suffisantes pour gouverner. Le fond important peu. Pourvu que l'intérêt général serve l'intérêt privé de ceux qui gouvernent.

Qu'est-ce qu'un monde où l'engagement n'est plus estimé, reconnu, encouragé ? Un monde sans pompiers, sans médecins, sans enseignants ? Ce projet dystopique, amorcé de façon plus ou moins grotesque par les leaders globalistes et autres escrocs tapageurs du progressisme, ne verra jamais le jour : l'homme, même s'il doit encaisser les coups des puissants et de ses congénères fièrement asservis, veille en silence, tel le félin prêt à bondir pour défendre son territoire et sa progéniture. Si le pelage est doux, la morsure peut être mortelle...

Tant que le domaine politique ne sera franchement purgé de ses imposteurs et séducteurs, tant que les médias et l'institution scolaire ne rempliront avec l'exigence nécessaire leur rôle d'éducation des populations – éducation à l'indépendance et à l'esprit critique -, on ne pourra espérer une société apaisée, riche de son sens de l'engagement. Tant que l'on ne sera repassé de la démagogie à la pédagogie, l'abus d'autorité sera la règle.

Car ce sont bien l'indépendance et l'esprit critique qui mènent, en un cheminement personnel basé sur l'expérience, à l'engagement.

La barbarie est indissociable de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Lu.

Cette guerre nous enfonce dans un âge sombre où les lois, le droit, les garde-fous, tout ce qui empêcherait cette humanité de sombrer dans la barbarie, sont méthodiquement mis à terre. Une ère où une partie a décidé de la mise à mort de l'autre partie jugée « barbare ».

Membres d'institutions aussi prestigieuses que le Conseil de sécurité de l'ONU ou le G7, les gouvernements de ces États entérinent la loi de la jungle imposée par Israël et la logique de la punition collective.

Cette logique était déjà à l'œuvre en Afghanistan en 2001 et en Irak en 2003, avec les résultats que l'on connaît. Déjà en 1982, Israël avait envahi le Liban, occupé le Sud, assiégé Beyrouth et supervisé les massacres des camps palestiniens de Sabra et Chatila. C'est cette « *victoire* » macabre qui a abouti à l'essor du Hezbollah, tout comme la politique israélienne d'occupation a abouti au 7 octobre. Car la logique de guerre et de colonialisme ne peut jamais déboucher sur la paix et la sécurité.

J-C - C'est oublier que les auteurs de ces "lois, droits ou garde-fous" étaient eux-mêmes des barbares, pas depuis 2001, mais lorsqu'ils disposèrent des moyens (militaires et de transport) permettant de se lancer dans des guerres coloniales aux quatre coins du monde, il y a de cela plusieurs siècles en arrière sous la monarchie, et depuis, sous le capitalisme, elles n'ont jamais cessé. Non seulement elles furent partie prenante de son développement, elles devinrent rapidement le facteur déterminant de la survie de ce système économique, et au-delà de l'hégémonie exercée par une poignée de puissances et d'oligarques sur le reste du monde.

Trois commentaires adressés à différents blogs (et publiés).

1- @ françois gerard

Je partage votre commentaire, mais je voudrais apporter quelques précisions, si vous me le permettez.

Ce n'est pas le réformisme qui a permis des avancées sociales, mais la mobilisation des masses dans le cadre du mouvement ouvrier ou la crainte de leur radicalisation et qu'elles renouent avec le socialisme... Cette idéologie est par nature ou définition, depuis la fin du XIXe siècle, la négation du socialisme.

Vous dites que "le réformisme a permis certaines avancées sociales non négligeables (35 h 5 e semaine de congés, retraite à 60 ans etc)", c'est être encore trop bon envers lui ou c'est lui attribuer une vertu qu'il n'a jamais eu (au capitalisme non plus), en fait ces "avancées sociales" correspondirent davantage à des concessions accordées par la classe dominante, un moindre mal plutôt que risquer de tout perdre (à terme), et finalement elle ne perdit rien au change, puisque chaque fois cela lui permit de développer de nouveaux marchés intérieurs ou de créer de nouveaux secteurs économiques pour satisfaire de nouveaux besoins, cela va de l'industrie du divertissement au tourisme en passant par le sport qui présente aussi l'avantage de permettre aux exploités de mieux supporter leur condition ou de l'oublier, en somme, une sorte d'autoconditionnement une fois

de plus très avantageux puisque réalisé à moindres frais ou prit en charge par ceux qui en sont victimes.

Bref, plutôt une aubaine pour le capitalisme en crise, dont bénéficieraient à la marge les masses (pas toutes) pendant une durée limitée seulement, pendant que les capitalistes vaqueraient tranquillement à leurs affaires, et profiteraient des bienfaits de la division internationale du travail qui ne manquerait pas de s'étendre davantage durant cette période, dans l'indifférence quasi générale puisque toutes les classes en occident en profiteraient. Et puis tant pis si ces "avancés sociales" s'accompagnèrent de privatisations, de délocalisations, de destructions massives d'emplois, de pans entiers de l'industrie ou de secteurs de l'économie, d'un chômage de masse, tandis que la pauvreté et la précarité frappaient de nouvelles couches de la classe ouvrière, etc. la liste est trop longue, les lecteurs complèteront. J'allais oublier les guerres, dès lors qu'elles se déroulent loin de chez nous ou ne troublent pas notre sommeil !

Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne fallait pas lutter pour ces revendications sociales, je le précise pour les adeptes des procès d'intention et autres amalgames orduriers, c'était juste pour en montrer les limites et les contradictions, y compris nocives, dès lors que ces luttes ne s'inscrivaient pas dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme et ses institutions. D'ailleurs, quels enseignements les travailleurs et les militants en ont-ils retenu, en observant ce qui se passe quotidiennement sous nos yeux, je répondrai sans hésitation, aucun, puisque nous ne disposons ni d'un parti ni d'une internationale pour affronter l'offensive généralisée de la réaction et la vaincre.

Ne serait-ce pas là le problème urgent que nous aurions à régler, et que vous avez effleuré? Il paraît que ce serait ringard, obsolète, un fossile théorique du XIXe siècle et j'en passe et des meilleurs, et que proposent ceux qui l'affirment? Absolument rien! A l'instar des idéologues de la réaction, leurs interventions servent uniquement à discréditer ceux qui continuent de diffuser les idées du marxisme et du socialisme, c'est devenu une raison d'être chez eux ou une seconde nature. Ne nous laissons pas distraire ou déstabiliser, essayons plutôt de voir comment on pourrait se rassembler et avancer ensemble. A suivre dans mon blog dans la prochaine causerie.

Instrumentalisation de la pauvreté ou l'autre peur qui paralyse et pousse à se conduire en citoyen obéissant et discipliné

J-C – Ce pourrait être une maladie contagieuse qui nous frapperait par surprise, une malédiction qui s'abattrait sournoisement sur nous, un coup fatal dont on ne se relèverait pas, alors vaut mieux marcher dans les clous, ne pas faire de vagues. Point d'esprit critique qui nous marginaliserait et nous fragiliserait, marchons en pas cadencé, soyons servile, adoptons les idées et le comportement des puissants en espérant qu'ils nous épargneront, et estimons-nous heureux du sort qu'ils nous ont réservé.

Hausse de la précarité chez les séniors : la France bientôt «une fabrique de vieux pauvres» ? - RT 30 sept. 2024

«En 2024, on estime à environ deux millions les personnes de 60 ans et plus qui vivent sous le seuil de pauvreté». C'est le constat amer dressé en France par l'association Petits Frères des Pauvres, à l'occasion de la publication de son rapport annuel consacré aux anciens. Un rapport qui parait, chaque année, la veille du 1er octobre, journée internationale des personnes âgées.

Petits Frères des Pauvres dégage ainsi trois «enseignements clés» de son rapport avec, tout d'abord, 69% des personnes âgées pauvres ayant connu au moins «une privation» (restaurants, déplacements, vacances, chauffage) au cours de l'année écoulée.

- J-C Je suis pauvre, et comme tous les pauvres que je côtoie, personne d'entre nous ne va au restaurant, ne se déplace sauf nécessité absolue, ne part en vacances, un pauvre ne peut pas se payer le luxe de dépenses superflues ou réservées aux nantis, sa survie en dépend!
- RT Vient ensuite la répartition géographique de cette précarité des personnes âgées, dont la plupart d'entre elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales (42%) qu'en milieu urbain (35%).
- J-C Pardi, elles déclarent se sentir plus abandonnées en zones rurales qu'en milieu urbain! Tiens donc, il n'y a pas un bureau de poste et un hôpital dans chaque bourg ou village, comme c'est étonnant, il a toujours fallu aller à la ville pour accéder aux services publics et parcourir des kilomètres ou dizaines de kilomètres aller/retour. J'habite dans un village en Inde et notre situation est identique ou pire encore, elle n'a jamais changé.
- RT Interrogée dans le rapport, Nathalie Gemza, coordinatrice du développement social des Petits Frères des Pauvres du département de la Nièvre a dénoncé une «double peine pour ces habitants qui traversent des difficultés et qui se trouvent punis d'être éloignés des services, des lieux d'information, des professionnels à saisir...»
- J-C En Inde. La commune la plus proche de mon village est à 1,5km, dès qu'une petite vieille atteint la route qui va à cette commune, des conducteurs en motos ou en scooters s'arrêtent spontanément pour la transporter. Les bagnoles qui passent ne s'arrêtent jamais, pas en raison d'une différence de caste mais de classe sociale, ce qui revient au même. Nous, nous ne sommes punis de rien, puisque nous manquons de tout!
- RT Le taux de pauvreté passe ainsi de 5,9% en 2016 à 10,6% en 2022, soit près du double. Cette catégorie demeure toutefois mieux lotie que le reste de la population française, où le taux de pauvreté était la même année de 14,4%.
- J-C Alors de quoi se plaignent-ils franchement ? Je déconne. Tout le monde s'en fout des pauvres et ce n'est pas nouveau. Ils ne votent pas, ils ne se syndiquent pas, ils ne militent pas, ils ne paient pas d'impôt, ils consomment peu, et le comble de l'indécence, ces parasites osent se plaindre!
- RT En conclusion du rapport, le directeur général Petits Frères des Pauvres, Yann Lasnier : «notre société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber la pauvreté des aînés les moins privilégiés».
- J-C Vous me direz, qu'il vaut mieux ne pas faire partie des vieux les plus privilégiés qui finissent dans des Ehpad ou autres mouroirs! La vieille mère (+ de 90 ans) de ma compagne est en train de finir ses jours chez nous, elle s'alimente encore mais elle ne bouge pratiquement plus, bref, elle n'en finit plus de ne pas vouloir mourir depuis des mois, c'est une provocation intolérable!

Quand on m'a demandé si j'acceptais de la prendre en charge, je n'ai pas hésité une seconde. Pour tout vous avouer, cette question m'a un peu choqué au départ, car comment douter de ma réponse, puis je me suis dit que c'était mieux que de me l'imposer, comme quoi même chez les pauvres on a de la dignité et généralement on se voue mutuellement un minimum de respect.

Cette société n'arrive plus à contenir et encore moins à résorber l'avidité de richesse des plus fortunés ou des plus privilégiés, il faut donc leur retirer le pouvoir de l'accumuler et de nuire à toutes les couches de la société, exproprions-les tous !

En Complément ou confirmation. Macron-Barnier-Le Pen s'attaquent aux plus défavorisés.

Les agences postales communales menacées par une grosse coupe budgétaire - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Le gouvernement vient de sucrer 50 des 160 millions d'euros servant à financer les quelque 17.000 agences de la Poste qui maillent le territoire

« Si cette coupe est faite en 2024, elle annonce sans doute une coupe en 2025, cela veut dire qu'on ne pourra plus faire fonctionner des agences postales communales », a-t-il ajouté, en indiquant que le groupe avait « déjà engagé beaucoup de dépenses pour 2024 ». « Dans les communes rurales, il y a énormément d'agences postales communales où La Poste paye une partie du salaire de l'employé communal, donc c'est un vrai drame pour l'avenir de ces points de contact », a souligné Philippe Wahl.

Grâce à ce maillage, plus de 97 % de la population se trouve à moins de cinq kilomètres ou à moins de vingt minutes d'un « *point de contact* » postal.

Selon l'AMF, depuis la signature du premier contrat de présence postale en 2008, « plus de 2,4 milliards d'euros ont été investis dans les territoires pour adapter et moderniser la présence postale et accompagner les clientèles les plus vulnérables ».

« Ce fonds de péréquation territoriale [...] a été conçu pour bénéficier de manière prioritaire aux zones qui en ont le plus besoin, telles les zones rurales, zones de montagne, quartiers prioritaires de la politique de la ville et territoires d'outre-mer », précise l'association. 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Qui finance le ministère de la Vérité ou de la propagande, devinez ?

Lu.

- Laurent Bigot, patron du fact-checking en France, est partout, sur Franceinfo, France Télévisions, Radio France, France Médias Monde, Arte, TV5 Monde et l'INA. C'est lui qui a lancé Vrai ou Faux où sévit Julien Pain sur FranceInfo en 2018. Il dirige l'École publique de journalisme de Tours. Les futurs journalistes y apprennent à penser droit.

Le réseau international de fact-checking (Poynter Institute)

Le Poynter Institute rassemble les initiatives de fact-checking du monde entier. Il compte plus de 120 signataires en mars 2024, dont l'AFP, 20 Minutes, FranceInfo. Laurent Bigot représente le Poynter Institute en France, lequel est financé par la Fondation Bill & Melinda Gates, Google,

Facebook/Meta, le département d'État américain (Affaires étrangères), le National Endowment for Democracy (CIA), le Omidyar Network (Ebay, Wikimedia), l'Open Society Foundations (Soros)...

Totalitarisme. Vous vivez dorénavant sous un régime de liberté surveillée.

La vidéosurveillance algorithmique, expérimentée pendant les JO, va être généralisée par le gouvernement Barnier - francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Jusqu'ici, le ministère de l'Intérieur assurait que l'expérimentation n'irait pas au-delà de la période des Jeux olympiques, même si dans les faits, le texte de la loi prévoyait déjà une prolongation jusqu'au 31 mars 2025. Pourtant, l'idée désormais à l'étude est de faire rentrer de manière permanente cet usage dans le droit. Une généralisation à laquelle est notamment favorable Laurent Nunez, le préfet de police de Paris. francetvinfo.fr 2 octobre 2024

Totalitarisme. Et estimez-vous heureux d'échapper à la prison...provisoirement!

Prisons : Près de 79.000 détenus, un nouveau record pour la France - 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Les établissements pénitentiaires français, conçus pour accueillir 62.014 détenus, présentent une densité carcérale moyenne de 127,3 %. Cette situation est encore plus préoccupante dans les maisons d'arrêt, où la densité atteint 153,6 %. Dans 17 établissements ou quartiers spécifiques, la surpopulation atteint même ou dépasse les 200 %.

L'une des conséquences directes de cette surpopulation est le nombre croissant de détenus contraints de dormir sur des matelas posés au sol. Ils étaient 3.609 dans cette situation début septembre, contre 2.361 à la même période l'année précédente.

Parmi les détenus, 20.563 sont des prévenus, en détention dans l'attente de leur jugement définitif. Au total, le nombre de personnes placées sous écrou atteint 94.906 au 1er septembre, incluant 15.937 individus placés sous bracelet électronique ou bénéficiant d'un placement à l'extérieur.

La France, troisième pays d'Europe en matière de surpopulation carcérale derrière Chypre et la Roumanie. 20 Minutes/AFP 1 octobre 2024

Totalitarisme. L'UE entend censurer le discours « nuisible » de ses opposants.

Contenus nuisibles : YouTube, Snapchat et TikTok devront préserver la santé mentale de leurs utilisateurs - 20minutes.fr/AFP 2 octobre 2024

L'UE resserre les vis : inquiète de l'apparition de certains contenus « *nuisibles* » diffusés par les plateformes YouTube, Snapchat et TikTok, la Commission européenne a réclamé, mercredi 2 octobre 2024, des informations sur les algorithmes qui les mettent en avant.

L'exécutif européen, gendarme du numérique dans l'UE, invoque en particulier le besoin de protection des mineurs et exige de ces trois groupes qu'ils fournissent « davantage d'informations sur la conception et le fonctionnement de leurs systèmes de recommandation ».

YouTube et Snapchat sont en particulier priés de fournir « des informations détaillées sur les paramètres utilisés par leurs algorithmes pour recommander du contenu », ainsi que sur « leur rôle dans l'amplification de certains risques », y compris de possibles atteintes aux processus électoraux et au discours civique, a précisé la Commission.

La Commission européenne veut aussi connaître les mesures prises par ces deux plateformes pour atténuer l'influence de leurs algorithmes sur la promotion de discours de haine et/ou de drogues illégales.

De son côté, TikTok a été prié de fournir plus d'informations sur les moyens mis en œuvre pour « éviter la manipulation de son service par des acteurs malveillants » et « atténuer les risques pour les élections, le pluralisme des médias et le discours civique ».

Confirmation. Reporters sans frontières un agent de l'OTAN.

L'attaque de RSF contre Sputnik met en évidence son statut d'''aile médiatique de l'Otan'' - fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Les demandes des Reporters sans frontières (RSF) pour que l'UE s'attaque à la Serbie qui a hébergé des bureaux de RT et Sputnik et leurs attaques contre ces médias russes montrent que cette organisation est "une aile médiatique de l'Otan et de l'Occident", a déclaré à Sputnik Stevan Gajic, chercheur associé à l'Institut d'études européennes.

Il a ainsi commenté un rapport de RSF qui accuse Sputnik et RT de diffuser de la "désinformation" et des "récits du Kremlin" dans les Balkans et au-delà. Le document fait partie d'une nouvelle initiative de RSF baptisée "Propaganda Monitor", promettant de mener une "bataille pour promouvoir un journalisme fiable".

"Les déclarations de RSF et d'autres selon lesquelles Sputnik et RT doivent être réduits au silence ont un objectif final clair: "supprimer toute information venant de l'autre côté pour faire taire tous ceux qui ne jouent pas le jeu de l'Otan. Et c'est particulièrement un problème pour l'Otan et pour ces organisations fantoches, comme les journalistes de Reporters sans frontières, en temps de guerre", a martelé M.Gajic. fr.sputniknews.africa 30.09.2024

Totalitarisme. En Italie, ce sera au garde-à-vous!

Italie : Les élèves seront notés sur leur comportement en classe, comme à l'époque de Mussolini - 20 Minutes/AFP 2 octobre 2024

En Italie, les élèves devront désormais obtenir une note de « *comportement* » en classe supérieure à 6/10 pour pouvoir passer à la classe supérieure, même si leurs résultats scolaires sont bons

Faire redoubler les élèves perturbateurs : c'est la mesure mise en place par le Parlement italien pour « *rétablir le respect* » et limiter les agressions d'enseignants à l'école. Votée le 25 septembre, la nouvelle loi instaure une évaluation du comportement des enfants, rapporte The Guardian.

Au collège et au lycée, une note inférieure ou égale à 5/10 conduira ainsi automatiquement à un redoublement. Si l'élève obtient 6/10, il pourra passer à la classe supérieure en suivant un cours de rattrapage en éducation civique.

La cheffe du gouvernement Giorgia Meloni a estimé que cette mesure « ramènerait le respect » dans les écoles.

Problème : cette loi s'inspire d'une ancienne mesure introduite sous le régime de Benito Mussolini en 1924.

Outre les sanctions scolaires, des amendes allant de 500 à 10.000 euros ont été instaurées en cas d'agression physique ou verbale contre les enseignants. Le contexte de cette décision est marqué par une augmentation de 110 % des violences envers le personnel éducatif depuis le début de l'année 2024 en Italie.

Situation sociale en France.

Une vingtaine de magasins Casino ferment cette semaine faute de repreneur - 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Vingt et un super et hypermarchés Casino, qui emploient plus de 1.100 salariés, fermeront entre lundi et samedi, faute d'avoir trouvé un repreneur

Vichy : Cent cinquante soignants du centre hospitalier en grève - 20 Minutes/AFP 27 septembre 2024

Selon les chiffres communiqués par le centre hospitalier, 150 personnes étaient en grève, ce jeudi, en plus des médecins qui se sont portés solidaires au mouvement, sans que leur nombre ait été communiqué.

Les soignants en grève sont préoccupés par deux situations. Tout d'abord, les grévistes s'inquiètent de l'important retard de traitement des courriers de consultation. Selon eux, plus de 2.500 courriers s'entasseraient actuellement au sein des services du centre hospitalier de Vichy, dans le département de l'Allier.

Ces courriers seraient donc toujours en attente de frappe, sans que le personnel possède suffisamment de moyens humains pour mener à bien ces tâches. L'autre source de préoccupation des grévistes est le nouveau système téléphonique qui dysfonctionnerait depuis le printemps dernier. Un dysfonctionnement qui engendrerait d'importantes lourdeurs informatiques et aggraverait la charge de travail du personnel, déjà conséquente.

Situation politique en France.

Propagande et conditionnement. Comment ils vous préparent psychologiquement à de nouveaux sacrifices.

- « La France vit-elle au-dessus de ses moyens ? » : l'analyse du « Point » ce soir sur TF1 et LCI LePoint.fr 30 septembre 2024
- J-C Vous noterez qu'ils ne s'embarrassent plus pour camoufler leur supercherie, la réponse (attendue) figure ouvertement dans la question, « *la dette publique vous inquiète* », à force de le marteler, tout le monde ou presque tombe dans le panneau.

Dette : les Français plus inquiets que jamais - LePoint.fr 30 septembre 2024

Le sondeur partenaire du Point, Cluster17, est formel : la dette publique donne désormais des sueurs froides aux Français. 77 % d'entre eux considèrent en effet que le niveau d'endettement du pays a atteint un niveau « *très élevé* ».

À la question « diriez-vous que le niveau de la dette publique vous inquiète ? », 81 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative.

La plupart d'entre elles (précisément 51 %) affirment même : « Oui, beaucoup. »

« Les sondés sont indécis : 18 % estiment qu'il faut baisser le budget de la culture, 16 % celui de la défense, 16 % celui consacré à l'environnement et, enfin, 14 % veulent baisser les dépenses à l'égard des collectivités territoriales. »

Notons enfin que 17 % des sondés ont répondu « *autres* », citant la réduction « *du train de vie de l'État* » et des administrations, le rabotage des aides sociales, la réduction des subventions à certaines associations ou encore la fin des « *niches fiscales* ».

Plus surprenant, seuls 10 % des Français s'expriment en faveur d'une hausse de l'impôt sur les sociétés. À croire qu'ils ont compris que, dans une économie ouverte sur le monde, alourdir nos entreprises ne ferait que grever leur compétitivité et, à terme, remonter le chômage. De quoi donner du grain à moudre au gouvernement de Michel Barnier. LePoint.fr 30 septembre 2024

J-C – Ajoutons, et à la lut	te de classe!	

Budget 2025 : Budget de guerre!

Budget 2025 : un effort colossal de 60 milliards d'euros - LePoint.fr 2 octobre 2024

Pour atteindre les 5 % de déficit l'an prochain (contre 6,1 % cette année), l'exécutif mise sur un effort de 60 milliards d'économies. Comme annoncé par le Premier ministre la veille, celui-ci sera réparti entre baisses de dépenses (un peu plus de deux tiers) et hausses d'impôts (un peu moins d'un tiers). Soit plus de 40 milliards d'économies et un peu moins de 20 milliards de recettes supplémentaires.

Un ralentissement des dépenses des opérateurs de l'État est attendu et représente un peu plus d'un milliard d'économies.

Les administrations de sécurité sociale représentent quant à elles près d'un tiers des baisses de dépenses. Un report de l'indexation des retraites au 1er juillet 2025 est notamment prévu. L'objectif national de dépenses d'assurance-maladie (Ondam) sera fixé à 2,8 %. Les collectivités locales seront également appelées à modérer leurs dépenses pour contribuer à l'effort. Au total, les dépenses publiques devraient refluer de 56,8 % du PIB cette année à 56,3 % l'an prochain.

La Cour des comptes plaide pour la suppression de 100 000 postes dans les collectivités locales - LePoint.fr 2 octobre 2024

Dans un rapport remis ce mercredi 2 octobre, la Cour des comptes suggère de supprimer 100 000 effectifs des collectivités locales afin d'économiser 4,1 milliards d'euros par an à partir de 2030. LePoint fr 2 octobre 2024

En famille. Quelle « chance », quelle surprise!

Marine Le Pen annonce que le RN ne censurera pas a priori le gouvernement "pour lui laisser une chance"

« Le Rassemblement national n'entend pas entraîner le pays vers le chaos. Le RN a fait un choix responsable : refuser de censurer a priori votre gouvernement », assure la cheffe de file des députés RN après la déclaration de politique générale de Michel Barnier. franceinfo 1 octobre 2024

Et pour cause:

«L'immigration n'est pas une chance»: en France, Bruno Retailleau suscite un tollé parmi la coalition au pouvoir - RT 30 sept. 2024

La députée RN Laure Lavalette compare Bruno Retailleau à "un porte-parole" de son parti - BFMTV 1 octobre 2024

Invitée sur BFMTV-RMC, la députée RN Laure Lavalette a comparé le ministre de l'Intérieur à un porte-parole de son parti en réponse à ses récentes sorties polémiques. BFMTV 1 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie en guise de démocratie.

Moven-Orient : l'Iran tire près de 200 missiles contre Israël - RT 1 oct. 2024

L'Iran a tiré ce 1er octobre une nouvelle salve de missiles contre l'État hébreu. Une attaque réalisée en réponse aux morts de Haniyé, Nasrallah et Nilforoushan, a déclaré le Corps des Gardiens de la révolution. Selon l'armée israélienne, qui a promis une réponse, près de 200 missiles auraient été tirés par la République islamique.

Guerre au Proche-Orient: l'Iran frappera "toutes les infrastructures" d'Israël s'il est attaqué - BFMTV 2 octobre 2024

L'Iran menace de riposter en frappant "toutes les infrastructures" d'Israël dans le cas d'une riposte de l'État Hébreu, après l'attaque massive de missiles de Téhéran, ce mardi 1er octobre.

L'Iran frappera "toutes les infrastructures" d'Israël s'il est attaqué en riposte à ses lancements de missiles, a averti ce mercredi 2 octobre le chef d'état-major de l'armée iranienne, le général de division Mohammad Bagheri.

"Si le régime sioniste, qui est devenu fou, n'est pas contrôlé par ses soutiens américain et européen et veut poursuivre ces crimes ou agir contre notre souveraineté et notre intégrité territoriale, l'opération comme celle de ce soir (mardi) sera répétée avec une plus grande intensité et toutes les infrastructures du régime seront visées", a déclaré le général Bagheri à la télévision d'État iranienne. BFMTV 2 octobre 2024

Des documents fuités révèlent les plans de contre-révolution en Iran par Kit Klarenberg, Max Blumenthal - Arrêt sur info — 25 septembre 2024

Des documents et des courriels ayant fait l'objet d'une fuite et obtenus par The Grayzone révèlent un effort apparemment secret de la part d'agents américains chargés du changement de régime pour imposer une direction radicale aux vestiges du mouvement de protestation iranien contre le tchador obligatoire, afin de renverser le gouvernement de l'Iran.

L'initiative a été lancée par Carl Gershman, directeur de longue date de la National Endowment for Democracy (NED), une organisation à but non lucratif financée par le gouvernement américain qui soutient les opérations de changement de régime dans le monde entier. Conçue à l'origine par la CIA de l'administration Reagan, la NED s'est immiscée dans des élections et a soutenu des putschistes du Nicaragua au Venezuela, en passant par Hong Kong et bien d'autres pays encore.

Les fuites révèlent comment Gershman a comploté en privé pour canaliser les ressources du département d'État vers la construction d'une « coalition pour la liberté de l'Iran » composée de militants iraniens pro-occidentaux et d'agents néoconservateurs américains qui réclament à cor et à cri une attaque militaire américaine contre l'Iran.

Tout en visant à « mobiliser un soutien international » en faveur du mouvement « Femmes, vie, liberté », « et à faire tout ce qui est possible pour soutenir [leur] lutte" » la Coalition pour la liberté représente une tentative manifeste d'imposer une direction en exil à l'opposition iranienne de base qui est dirigée et parrainée par les éléments les plus belliqueux de Washington.

https://arretsurinfo.ch/des-documents-fuites-revelent-les-plans-de-contre-revolution-en-iran/

Israël: Joe Biden ordonne à l'armée américaine d'intercepter les missiles iraniens - BFMTV 1 octobre 2024

Washington juge « *totalement inacceptable* » l'attaque de l'Iran contre Israël en riposte à l'assassinat du chef du Hezbollah au Liban

« Les Etats-Unis soutiennent pleinement, pleinement, pleinement Israël », a déclaré Joe Biden, ajoutant que des discussions étaient « en cours » avec Israël sur la réponse à apporter.

Le président américain a demandé à l'armée américaine d'aider Israël à intercepter les missiles tirés par l'Iran contre l'État hébreu.

Mimétisme.

Emmanuel Macron a "condamné avec la plus grande fermeté les nouvelles attaques de l'Iran contre Israël" et la France a "mobilisé" ce mardi 1er octobre "ses moyens militaires au Moyen-Orient pour parer la menace iranienne", a déclaré l'Élysée dans un communiqué à l'issue d'un conseil de défense.

Le président français a également exigé que « le Hezbollah cesse ses actions terroristes contre Israël et sa population », rappelant que la France est « attachée à la sécurité d'Israël ».

Pour François Hollande "il est légitime de défendre Israël face à cette attaque". BFMTV et AFP 1 et 2 octobre 2024

En complément :

Budget 2025 : "L'attitude des socialistes doit être de voter tout ce qui va dans le bon sens de la justice fiscale", estime François Hollande - francetvinfo.fr 1 octobre 2024

Des manifestants à Paris pour soutenir le Liban et condamner « *Israël* » - french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Des drapeaux libanais et palestiniens ont été brandis pendant le rassemblement qui a réuni quelque 2000 manifestants, selon les organisateurs cités par des médias français.

Au Liban, les armées israéliennes et libanaises s'affrontent pour la première fois au sol - Le HuffPost 2 octobre 2024

Pour la première fois, les soldats des deux camps s'affrontent au sol. 48 heures après le lancement d'une offensive terrestre israélienne ciblée au sud du Liban contre le Hezbollah, des premiers combats directs ont eu lieu entre les armées des pays ennemis.

Les troupes libanaises ont annoncé, en début d'après-midi ce mercredi 2 octobre, qu'un drone israélien avait visé l'une de ses unités dans le sud du Liban. Une attaque survenue « alors que [cette unité] s'employait à ouvrir la route Marjayoun-Hasbaya », coupée par des bombardements, a précisé l'armée libanaise sur X.

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Un bilan des pertes de Tsahal quelques heures tard recense huit morts, en comptant le capitaine Eitan Itzhak Oster.

Outre les combats entre les armées régulières des deux pays, plus tôt dans la journée, le Hezbollah avait affirmé combattre des forces israéliennes s'étant « *infiltrées* » dans le sud du Liban, dans le village frontalier de Maroun al-Ras.

Faites tomber les masques. La véritable nature de l'ONU à nue.

Israël officialise sa rupture avec l'ONU en qualifiant Antonio Guterres de "persona non grata" - Le HuffPost 2 octobre 2024

S'exprimant sur X après que l'Iran a tiré près de 200 missiles sur Israël, Antonio Guterres a condamné « *l'élargissement du conflit au Moyen-Orient* », en déplorant « *l'escalade après escalade* ». « *Cela doit cesser. Il nous faut absolument un cessez-le-feu* », a-t-il ajouté, sans plus de précisions.

Cette réaction n'a pas plu au ministre israélien des Affaires étrangères, reprochant au chef de l'ONU de ne pas avoir condamné nommément l'Iran pour son attaque massive. Indiquant qu'Antonio Guterres était désormais « persona non grata » en Israël, Israël Katz a ajouté : « Quiconque ne peut condamner sans équivoque l'attaque odieuse de l'Iran contre Israël ne mérite pas de fouler le sol israélien. »

« *Persona non grata* ». Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a été interdit d'entrée en Israël en raison de sa réaction après l'attaque iranienne contre Israël, survenue mardi 1er octobre soir.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a qualifié, ce mercredi 2 octobre, Antonio Guterres de « secrétaire général anti-israélien qui apporte son soutien aux terroristes, violeurs et assassins ».

Syrie : une frappe israélienne aurait ciblé «la villa» du frère de Bachar al-Assad - RT 1 oct. 2024

Sur fond d'offensive au Liban, l'armée israélienne a mené dans la soirée du 29 septembre, une frappe dans la région de Yafour, à l'ouest de la capitale syrienne, a rapporté le média panarabe Al-Quds al-Arabi. Une frappe qui, selon une source militaire «bien informée» de ce média, aurait ciblé «la villa» du frère du président syrien Maher al-Assad, à l'aide de trois missiles.

Outre la frappe ayant visé le domicile du président syrien, un raid israélien sur Damas dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre a tué une journaliste syrienne. La télévision syrienne «pleure la présentatrice Safaa Ahmad, est morte en martyre dans l'agression israélienne de la capitale Damas», a-t-elle annoncé dans un communiqué.

Qui gouverne la France et l'UE?

J-C – Quand le Réseau Voltaire s'en tient au journalisme et évite la propagande idéologique, il arrive qu'il publie d'excellents articles qui comportent des données indispensables pour comprendre la situation, qui sont censurées par les médias mainstream, celui-ci en fait partie.

La place des États-Unis et d'Israël dans les gouvernements de l'UE et de la France - Réseau Voltaire 1er octobre 2024

L'Union européenne a été fondée non pas par les Européens, mais par les États-Unis et le Royaume-Uni pour mieux les contrôler. La Commission européenne (autrefois dénommée Haute Autorité) est l'administration non-élue chargée d'imposer leur volonté aux États-membres. Au cours des dernières années, elle est parvenue à élargir les compétences de la Commission au détriment de la souveraineté des États-membres sans changer pour autant quoi que ce soit dans les traités. Suivant cette même ligne, Michel Barnier fait entrer les démocrates états-uniens et la faction fasciste d'Israël au sein du gouvernement français.

https://www.voltairenet.org/article221297.html

En France et dans l'Union européenne, la place et la responsabilité des États sont progressivement remis en cause. Sans qu'aucune modification n'ait été apportée aux Traités européens, de nombreuses compétences des États membres ont été discrètement transférées à la commission européenne au cours des cinq dernières années.

L'origine de la Commission européenne

Rappelons d'abord que l'Union européenne est la résultante d'un processus imaginé par les Anglo-Saxons fin 1942. L'amiral William Leahy, chef d'état-major des armées des États-Unis et ancien ambassadeur à Vichy jusqu'en mai 1942, institua à Alger un Gouvernement militaire allié des territoires occupés (Allied Military Government of Occupied Territories - AMGOT) pour la France, autour de l'amiral François Darlan, puis du général Henri Giraud. Il appliquait les lois de Vichy, mais ne reconnaissait pas l'autorité de Charles De Gaulle à Londres.

Charles De Gaulle, considérant que les Britanniques et les États-uniens n'avaient pas plus de droit que les Nazis d'occuper son pays, s'y était fermement opposé (d'où son opposition au débarquement de Normandie [1]). Aussi ce gouvernement n'a pu être étendu qu'en Allemagne, en Autriche et au Japon, mais pas comme prévu en Norvège, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Belgique, au Danemark et en France.

Au vu de cet échec, les Anglo-Saxons cherchèrent une forme de gouvernance pour pouvoir contrôler l'ensemble du monde, conformément à leur volonté commune exprimée lors de la conférence de l'Atlantique.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et le Royaume-Uni se divisèrent le monde. Churchill imagina de regrouper l'Allemagne de l'Ouest, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas dans une organisation supranationale, la Communauté économique européenne (CEE). Elle devait se substituer à l'AMGOT (qui persistait en Allemagne et en Italie) pour mettre en œuvre le principe de la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, conformément à la stratégie anglo-saxonne du libre-échange. Les États-Unis ont lié les prêts du Plan Marshall à l'obligation de ces pays d'entrer dans la CEE.

Le MI6 britannique crée la Ligue européenne de coopération économique (European League for European Cooperation - ELEC), tandis que la CIA finance l'Union européenne des fédéralistes (UEF) et crée le Comité américain pour une Europe unie (American Committee on United Europe - ACUE).

Le premier président de la Haute Autorité de la CEE, c'est-à-dire du prédécesseur de la Commission de l'Union européenne, fut l'Allemand Walter Hallstein (1958-1967). Ce juriste nazi avait conçu le Neuordnung Europas (Nouvel ordre européen) pour le führer Adolf Hitler : il s'agissait de remplacer les États-nations par des structures régionales ethniques, tout en étendant le Reich à l'ensemble des populations de langues allemandes, et en vidant son espace vital de ses populations autochtones. Walter Hallstein n'ayant qu'à gérer une partie de l'Europe pour les Anglo-Saxons, il n'a pas eu à aborder les questions de l'expansion de l'Allemagne ni celle de l'expulsion ou l'extermination des populations slaves. Par précaution les Anglo-Saxons le neutralisèrent en ôtant de ses fonctions la politique de régionalisation qu'ils confièrent au Conseil de l'Europe.

Tout au long de son histoire, la Haute autorité, puis la Commission européenne, ne furent que des interfaces civiles entre d'un côté l'OTAN (qui remplaça l'AMGOT) et les États-membres. Ses premiers fonctionnaires furent issus de l'AMGOT en Allemagne et en Italie. Pendant la guerre, ils avaient été formés aux affaires civilo-militaires dans une dizaine d'universités états-uniennes.

Ces administrations (non-élues) disposent à la place du Parlement européen (élu) du pouvoir d'initier des règles dans l'espace de l'Union. Ce point est extrêmement important : la Haute Autorité, puis la Commission, n'ont d'autre but que de faire entrer toutes les normes de l'OTAN dans les lois des États-membres. Le Parlement européen n'est qu'une chambre d'enregistrement des décisions de l'impérialisme anglo-saxon.

Aujourd'hui, la Commission a imposé aussi bien des normes sur la production de chocolat (qui sont exactement celles préalablement fixées par l'OTAN pour la barre de chocolat de la ration du soldat) que sur la construction de certaines routes (afin de pouvoir y faire passer les chars de l'Alliance).

La commission von der Leyen

Venons-en maintenant à la période actuelle. En 2014, il a été convenu que la présidence de la Commission échoira à la tête de liste du parti arrivé en tête lors de l'élection du Parlement européen. On pensait à ce moment que ce serait soit le Parti populaire européen (PPE), soit le Parti socialiste européen (PSE), qui se partageaient déjà la présidence du Parlement, qui arriverait en tête. C'est l'ancien Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, un membre des réseaux staybehind de l'Otan (Gladio), qui fut désigné par le PPE et devint président de la Commission de 2014 à 2019.

En 2019, la présidence de la Commission aurait dû échoir au chrétien démocrate Manfred Weber. Cependant il renonce à cette fonction, ouvrant la voie au social-démocrate Frans Timmermans, ancien ministre des Affaires étrangères néerlandais, dont le parti est arrivé second aux élections du Parlement européen. Mais la Hongrie, la République tchèque, la Slovaquie et la Pologne s'y opposent car il n'a cessé de les accuser de tendances autoritaires alors qu'il était commissaire chargé de l'amélioration de la législation, des relations inter-institutionnelles, de l'État de droit et de la charte des droits fondamentaux. La chancelière allemande Angela Merkel propose alors sa dauphine et ministre de la Défense, Ursula von der Leyen. Le président français, Emmanuel Macron, la soutient à la condition que la Franco-États-unienne Christine Lagarde [2] soit nommée présidente de la Banque centrale européenne.

Lors de son discours d'investiture, elle annonce la couleur en déclarant : « Ma Commission sera une Commission géopolitique ». Cette expression n'exprime pas un rôle dans les relations internationales, mais fait référence à la théorie du Lebensraum (espace vital) imaginée par Karl Haushofer.

Ursula von der Leyen crée immédiatement un Groupe pour la coordination externe (EXCO). Il se réunit tous les mardis au niveau des directeurs généraux et tous les mercredis au niveau des conseillers des cabinets des commissaires.

En mars 2020, alors qu'elle venait juste de prendre ses fonctions, Ursula von der Leyen doit affronter la crise de la Covid-19. La nouvelle présidente élabore un programme de relance économique d'un montant de 2 018 milliards d'euros (dont 800 milliards empruntés), puis elle organise l'achat conjoint de 4,6 milliards de doses de « *vaccins* » pour 71 milliards d'euros supplémentaires (soit 15 fois le coût de production). Enfin, elle met en place un passeport sanitaire européen, le EU Digital COVID Certificate, dit « *QR Code* ». Ces initiatives ne figurent pas parmi les compétences attribuées par les Traités à la Commission, cependant tous les États-membres s'en sont félicités. En outre, jusque-là, l'Allemagne s'était toujours vigoureusement opposée au principe d'un emprunt conjoint.

Les scientifiques considèrent aujourd'hui que 2,8 milliards de ces doses n'étaient pas des vaccins, mais uniquement des médicaments à ARNmessager. Au demeurant, ils étaient tous expérimentaux.

La Cour de justice de l'Union européenne déplorera l'absence de transparence de la Commission concernant les contrats d'achats de vaccins anti-Covid. Toutefois aucune des procédures intentées pour avoir connaissance des échanges entre les laboratoires pharmaceutiques et Mme von der Leyen n'aboutiront. Son époux, Heiko von der Leyen, a été nommé directeur médical d'Orgenesis, une société liée à un des laboratoires fabriquant les vaccins. Il y travaille très peu et y perçoit un salaire exorbitant. En outre, selon la Cour des comptes de Chypre, la Commissaire à la Santé d'Ursula von der Leyen, la Grecque Stélla Kyriakídou, aurait touché 4 millions d'euros via son mari, Kyriakos Kyriakídou.

Le 23 février 2022, la Russie débute son « *opération militaire spéciale* » pour mettre fin aux massacres perpétrés par les « *nationalistes intégraux* » au Donbass. Cette entrée de l'armée russe sur le territoire ukrainien est considérée par l'OTAN comme une agression, bien qu'elle ne soit qu'une application de la résolution 2202 et de la responsabilité de protéger. Quoi qu'il en soit, le Haut représentant et vice-président de la Commission, Josep Borrell, déclare : « *C'est le moment où l'Europe géopolitique est en train de naître* ».

La Commission propose sans attendre des paquets de mesures coercitives contre la Russie que le Conseil adopte sans débattre. Il s'agit de la transcription en droit européen des mesures déjà prises par les États-Unis [3] et coordonnées par l'ancien ambassadeur de Washington à Moscou, Michael McFaul.

La Commission propose également un vaste programme d'aide financière et militaire à l'Ukraine. Il est élaboré par Björn Seibert, le chef de cabinet d'Ursula von der Leyen et ancien analyste de l'American Enterprise Institute, en contact constant avec Washington. Elle a, à ce jour, mobilisé 88 milliards d'euros d'aide financière pour Kiev et 50 milliards d'euros d'armes (« Facilité pour l'Ukraine »).

Le rôle de Michel Barnier en France

Avant les élections européennes de juin 2024, le président Emmanuel Macron propose à Michel Barnier de devenir son Premier ministre. Cependant, la liste présidentielle ne parvient pas à recueillir 15 % des voix. Le président Macron dissout alors l'Assemblée nationale avec un espoir sérieux de reconstituer sa majorité parlementaire. Cependant, Jean-Luc Mélenchon parvient en deux jours à rassembler les partis de gauche au sein du Nouveau front populaire. Au premier tour, la liste présidentielle ne recueille que 20 % des voix. Le président Macron évite le pire en organisant un « Front républicain » contre le Rassemblement national de Marine Le Pen. Ce n'est qu'après deux mois de tergiversations qu'il parvient à désigner Michel Barnier comme Premier ministre.

Michel Barnier est un opportuniste. Soutien du gaulliste Jacques Chaban-Delmas, il le trahit pour l'atlantiste Valéry Giscard d'Estaing, en 1977. Soutien du néo-gaulliste Jacques Chirac, il le trahit pour l'atlantiste Édouard Balladur, en 1993. En 2007, dans l'affaire Clearstream 2, il dépose devant le juge Renaud Van Ruymbeke contre le gaulliste Dominique de Villepin en faveur de l'atlantiste Nicolas Sarkozy.

Sa seule constance est de participer à la construction de l'Union européenne dans l'ombre de Washington et de Londres. Après le rejet par référendum de la Constitution européenne, il est membre du groupe Amato qui rédige le traité de Lisbonne lequel sera imposé par la voie parlementaire. Il négocie patiemment les conditions du Brexit avec Londres car il est le seul commissaire européen à connaître l'histoire de l'UE et à comprendre la logique de la volonté britannique.

Cependant, il se met à dos bien des hauts fonctionnaires européens, lors de la campagne présidentielle française de 2022. Il dénonce en effet la gestion des règles de l'immigration depuis des décennies par ses collègues de la Cour de justice de l'UE, ce qu'il n'avait jamais fait auparavant.

Le 21 septembre, l'Élysée annonce la composition du gouvernement dont il est le Premier ministre. Il prend soin de laisser croire qu'il en est le seul auteur et que le président Macron ne l'a pas influencé.

C'est évidemment faux. Par exemple Marc Ferracci, ministre délégué chargé de l'Industrie, ancien camarade d'Emmanuel Macron durant leurs études à SciencesPo, fut son témoin de mariage, tandis que le président fut le témoin du sien. Son père, Pierre Ferracci, a participé à la commission Attali pour la libération de la croissance française (2007-2010), dont Emmanuel Macron fut rapporteur spécial. Il dirige un réseau permettant de recaser les hauts-fonctionnaires momentanément écartés. L'épouse du nouveau ministre, Sophie Ferracci, fut directrice de cabinet d'Emmanuel Macron au ministère de l'Économie et à son parti politique, En marche. Elle a été recasée à la Caisse des dépôts et consignations et est aujourd'hui présidente du Groupe SOS de Jean-Marc Borello, ami de longue date de Brigitte Macron.

Le gouvernement Barnier est placé sous les augures des démocrates états-uniens et des sionistes révisionnistes israéliens.

Son ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, est l'héritier d'une longue succession de démocrates-chrétiens. Son grand-père, Noël Barrot fut résistant et député. Son père ; Jacques Barrot, créa avec Michel Barnier le club Dialogue & Initiative. Il fut député ministre, vice-président de la Commission européenne et même membre du Conseil constitutionnel. La sœur de Jean-Noël, Hélène Barrot, est directrice de la communication d'Uber-Europe.

Spécialiste des Finances, il fut professeur associé au Massachusetts Institute of Technology (MIT), puis professeur à HEC Paris. Il fut lauréat (promotion 2020) du programme « Young Leaders » de la French-American Foundation.

Le membre le plus surprenant du gouvernement Barnier est son ministre délégué chargé de l'Europe, Benjamin Haddad. La presse a relevé son rôle au sein de l'Atlantic Council, donc au service de Washington. Il fut aussi haut fonctionnaire du service européen pour l'action extérieure (SEAE) où il défendit les positions des États-Unis et d'Israël.

Mais le plus important est ailleurs : il a longuement travaillé au sein du Tikvah Fund qui se présente comme une association d'éducation juive états-unienne. En réalité, c'est une association des « sionistes révisionnistes », c'est-à-dire des disciples du fasciste Vladimir Jabotinsky dont le portrait orne les murs de tous ses bâtiments et est reproduit sans toutes ses publications. Le Tikvah Fund n'est pas une organisation pro-israélienne comme les autres, elle promeut l'idéologie de Benyamin Netanyahu (dont le père était le secrétaire particulier de Jabotinsky) [4]. Rappelons que le premier Premier ministre d'Israël, David Ben Gourion, avait interdit que l'on inhume Jabotinsky en Israël.

Selon Haaretz, le Tikvah Fund, présidé par le criminel états-unien Elliott Abrams [5], a financé la prise de pouvoir en Israël par Benjamin Netanyahu et ses alliés Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich [6].

Il y a trois ans, Benjamin Haddad expliquait qu'assimiler le Hezbollah à une organisation terroriste comme Daesh, qu'il a combattu et qu'Israël a soutenu, permettait d'obtenir le soutien des Européens [7].

Ce qu'il faut retenir :

- La Commission européenne est l'héritière de la Haute Autorité de la CEE, elle-même héritière de l'AMGOT, c'est-à-dire de l'autorité militaire d'occupation anglo-saxonne.
- La Commission européenne n'est donc pas élue, mais composée à l'instigation des Anglo-Saxons. Sa seule fonction est de faire adopter les normes de l'OTAN par les États-membres.
- Le gouvernement Barnier est le prolongement de la Commission. Il comporte ainsi aussi bien un ministre agréé par les démocrates états-uniens, qu'un autre représentant les sionistes révisionnistes de Benyamin Netanyahu.

Notes.

- [1] « Comment justifier l'agression de l'Otan contre la Russie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 11 juin 2024.
- [2] « Avec Christine Lagarde, l'industrie US entre au gouvernement français », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 22 juin 2005.
- [3] Voir le tableau des mesures états-uniennes et européennes dans « La fin de la domination occidentale », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 19 avril 2022.

- [4] « Le voile se déchire : les vérités cachées de Jabotinsky et Netanyahu », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 23 janvier 2024.
- [5] Elliott Abrams a été condamné à 2 ans de prison pour son rôle dans l'IranGate. Il a été gracié par le président George Bush père.
- [6] « Le coup d'État des straussiens en Israël », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 7 mars 2023.
- [7] Ecoutez le podcast en anglais : « Benjamin Haddad on Why Europe is Becoming More Pro-Israel ».

Argentine.

Argentine: nouvelle manifestation massive contre Milei pour défendre l'université - AFP 3 octobre 2024

Une marée humaine a rempli en fin d'après-midi la vaste place du Parlement au centre de la capitale, pour défendre "*l'urgence budgétaire*" de l'université, des rattrapages salariaux pour les enseignants, et une réévaluation régulière des budgets sur fond d'inflation à 236% en interannuel.

Ils réclament un rattrapage des salaires des enseignants du supérieur -autour de 650.000 pesos pour un débutant- et sur une loi, approuvée au Sénat, déclarant l'université en "urgence budgétaire", et posant une réévaluation bimensuelle de son budget.

Javier Milei, au nom du sacro-saint objectif de "déficit budgétaire zéro", a promis un "veto total" à cette loi, veto qui devait être officialisé entre mercredi et jeudi. Autre motif de colère des manifestants.

Le veto présidentiel serait toutefois en suspens, puisqu'il pourrait être invalidé par une majorité des deux tiers à la Chambre des députés, où le petit parti libertarien de Milei, La Libertad Avanza, minoritaire, ne parvient à ce jour qu'à des alliances ad hoc.

États-Unis.

États-Unis: les dockers commencent leur grève après l'échec de négociations - RFI/AFP1 octobre 2024

Le syndicat des dockers de quatorze grands ports de la côte Est des États-Unis, qui ont commencé à débrayer tôt, mardi 1er octobre, après l'échec de négociations de dernière minute, s'est dit prêt à « se battre aussi longtemps que nécessaire ».

« Nous sommes prêts à nous battre aussi longtemps que nécessaire, à rester en grève le temps qu'il faudra, pour obtenir les salaires et protections sociales que nos adhérents méritent », a prévenu dans un communiqué le patron du syndicat ILA, Harold Daggett. Les dockers ont commencé à débrayer tôt mardi après l'échec de négociations de dernière minute entre leur syndicat et l'Alliance maritime.

L'USMX représente les employeurs de 36 ports disséminés le long des côtes entre le Maine, dans le nord-est, et le Texas, au sud du pays, sur le Golfe du Mexique, en passant par la Floride, dans le sud-est.

En face, le syndicat des dockers compte 85 000 adhérents aux États-Unis (ports, rivières, lacs). Le contrat social arrivant à expiration concerne 25 000 adhérents, travaillant dans les terminaux de conteneurs et de chargement de véhicules roulants de quatorze grands ports : Boston, New York, Philadelphie, Baltimore, Savannah, Miami, Tampa ou encore Houston.

Le transport d'hydrocarbures et de produits agricoles, ou encore les croisières, ne devraient être que très faiblement, voire pas du tout, affectés. RFI/AFP1 octobre 2024

Russie.

Russie: explosion des dépenses militaires en 2025 pour poursuivre l'offensive en Ukraine - AFP 1 octobre 2024

Le conflit en Ukraine quoiqu'il en coûte: le projet de loi budgétaire 2025 en Russie dévoilé lundi prévoit une envolée de 30% des dépenses militaires l'an prochain, confirmant la détermination du Kremlin à poursuivre son offensive, malgré le coût humain et économique.

Les dépenses de défense vont atteindre en 2025 près de 13.500 milliards de roubles (130 milliards d'euros au taux actuel), selon le projet de loi.

Le budget militaire national avait déjà explosé de près de 70% en 2024, représentant cette année avec les investissements de sécurité 8,7% du PIB selon Vladimir Poutine, une première dans l'histoire moderne de la Russie.

Depuis 2022, le Kremlin a largement réorienté son économie sur l'effort de guerre, développant à grande vitesse son complexe militaro-industriel, recrutant des centaines de milliers d'employés.

La somme allouée pour la défense représentera en 2025 près d'un tiers des dépenses fédérales et plus de deux fois plus que les investissements "de politique sociale".

Le budget dédié à la sécurité intérieure, qui inclut la police et les services spéciaux en charge notamment de la répression des critiques du Kremlin, va, lui, passer à 3.460 milliards de roubles (33 milliards d'euros), représentant près de 10% des dépenses annuelles de l'Etat russe.

Ce cumul "*Défense*" et "*Sécurité*" représentera environ 40% du budget. Sans compter de nombreux investissements classés secrets.

Au total, les dépenses fédérales vont passer en 2025 à 41.500 milliards de roubles (environ 400 milliards d'euros).

Pour boucler son budget, le gouvernement a prévu au 1er janvier une augmentation des impôts sur les hauts revenus et les entreprises.

Les pénuries de main d'œuvre demeurent toutefois problématiques dans un grand nombre de secteurs, ce qui entraîne la surchauffe de l'économie nationale.

J-C - En comparaison, les dépenses militaires américaines ont atteint 916 milliards de dollars et 296 pour la Chine en 2023, le budget militaire de l'OTAN se monte à 2,029 milliard d'euros en 2024 (www.nato.int).

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 6 octobre 2024

La bêtise humaine est stupéfiante!

On dit souvent qu'on s'adresse à l'intelligence des hommes, ajoutons des femmes pour que ses complexées ne se sentent pas injustement frustrées ou sacrifiées, car après tout elles sont souvent en premières lignes sur les barricades, on se demande parfois où cette intelligence a bien pu passer!

On a l'impression d'avoir affaire à des amnésiques qui n'ont rien retenu ou appris de leurs expériences passées, ne parlons même pas des enseignements de la lutte de classes.

En principe, quand on est face à un problème, on respire profondément, on réfléchit tranquillement et on s'arme de patience. On en recherche la cause ou l'origine pour agir dessus et envisager de l'extraire. En termes politiques, si cette cause s'avère persistante, on va la combattre afin de l'éradiquer ou faire en sorte de réduire à néant sa capacité de nuisance sur notre existence (ou la société), celle de nos semblables et de nos enfants, d'où la nécessité d'abolir le capitalisme...

Au lieu de cela, certains, les mieux nantis en général, prétendent qu'il serait impossible d'identifier la nature ou les origines des maux qui accablent les exploités et les opprimés, elles seraient tellement nombreuses et complexes, si bien qu'on demeurerait indéfiniment impuissant pour en venir jamais à bout, car hors de notre portée, trop colossales ou puissantes, alors vaudrait mieux encore s'en accommoder en attendant des jours meilleurs ou se contenter d'une existence médiocre ponctuée de plaisirs éphémères et insignifiants, et au diable ceux pour lesquels c'est déjà un véritable cauchemar au quotidien !

Vous savez ce qui se produit ensuite, le temps passe, et par laxisme ou dilettantisme, pour n'avoir pas traité notre problème à la racine, il finit par prendre une tournure inattendue, parfois violente. Il enfle, il s'étend démesurément et gagne en profondeur, il se généralise, frappe sans prévenir toutes les couches de la société, si bien qu'on se retrouve dans une situation encore plus périlleuse ou dans les pires conditions pour l'affronter, du coup, on n'a plus le choix qu'entre l'amputation ou la gangrène généralisée qui nous guette, une réaction s'impose, c'est devenu une question vitale, de vie ou de mort. Notez, que la rupture ou amputation et la gangrène correspondent à eux conceptions de la lutte de classe du prolétariat diamétralement opposées ou antinomiques, inconciliables.

Notez aussi que ce n'est pas spécifique à notre époque, on aurait pu dresser le même constat il y a un siècle, et tout au long du XXe siècle ponctué de famines, de guerres et de souffrances sans nombre, le malheur des uns faisant le bonheur des autres.

Malheur à ceux qui sont nés au mauvais moment et au mauvais endroit... en espérant ne pas en faire partie, mais ce serait ignorer ou sans compter un peu vite, ironie oblige, que si la roue de l'histoire ne peut jamais tourner à l'envers, en revanche emportée irrésistiblement dans son élan, elle pourrait nous rattraper et nous broyer au passage. Ce serait fâcheux, peut-être pas tant que cela

finalement, si c'était indispensable pour nous libérer enfin de nos illusions, surtout quand on a conscience d'avoir encore quelque chose à perdre.

On pourrait en profiter pour prendre son destin en mains, pour s'organiser et se mobiliser, pas pour sauver les meubles ou le régime en place, mais pour le renverser et nous sauver collectivement, mettre un terme à l'exploitation, à l'oppression, à la guerre, à la barbarie, car il n'existe pas d'autre issue que le socialisme.

Des millions ne supportent plus la pire des barbaries, impressionnant!

Des milliers de personnes défilent en Europe en soutien à Gaza un an après le 7-Octobre - AFP 5 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient : de Paris au Cap, des milliers de personnes défilent en soutien à Gaza et au Liban, un an après le 7-Octobre - franceinfo 5 octobre 2024

A Paris, le cortège parisien de 5 000 personnes, selon les autorités, a rallié la place de la République à celle de Clichy, aux cris de "*Palestine vivra, Palestine vaincra*".

Un millier de personnes ont également défilé à Lyon, selon la préfecture. A Toulouse, 300 manifestants ont déambulé d'après les autorités. A Strasbourg, les manifestants étaient eux aussi 200, munis de pancartes.franceinfo 5 octobre 2024

Royaume-Uni: des milliers de manifestants dans les rues de Londres en soutien à Gaza - RFI 5 octobre 2024

En Italie, pour les sionistes nazis, toutes les dates sont valables.

Guerre au Proche-Orient : Heurts avec la police, pétards... Une manifestation propalestinienne dégénère à Rome - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Le préfet de police de Rome avait interdit cette manifestation propalestinienne à deux jours du premier anniversaire du sanglant conflit entre Israël et le mouvement islamiste palestinien Hamas, invitant les organisateurs à choisir une autre date.

Plusieurs manifestations en mémoire des quelque 1.205 personnes tuées lors de l'attaque en Israël le 7 octobre sont prévues lundi en Italie. 20minutes.fr 6 octobre 2024

France. Quelle est la nature de ce régime, quand les plus faibles doivent être sacrifiés en priorité au profit des plus puissants ?

Isère : Soupçonnée de diriger un réseau de proxénétisme, une ado de 16 ans écrouée - 20minutes.fr 6 octobre 2024

Unicef : « *Inadmissible* »... Plus de 2.000 enfants dorment dans la rue en France - 20minutes.fr 29 août 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Le chiffre de 2.000 est de surcroît largement sous-évalué, insistent Unicef France et la FAS - le baromètre ne prenant en effet pas en compte ceux qui ont renoncé à appeler le 115, les enfants vivant dans des bidonvilles ou en squats ou encore les mineurs non accompagnés. 20minutes.fr 29 août 2024

J-C – Personne ne pourra dire qu'il ne savait pas, et pourtant la plupart semble s'en accommoder et avoir bonne conscience, je ne prendrais pas le risque de leur tourner le dos...

C'est l'histoire d'un feu de paille qui a fait les choux gras de l'extrême gauche qui sert de caution de gauche au capitalisme.

J-C - Chaque fois que je tombe sur ce genre d'info mettant en scène l'aristocratie ouvrière, en Grande-Bretagne ou en Allemagne assez souvent, je ne la relaie plus, ici je fais une exception, vous allez comprendre pourquoi.

Les travailleurs et les opérateurs portuaires américains parviennent à un accord pour mettre fin à la grève de la côte Est - english.almayadeen.net 04 octobre 2024

Les dockers américains et les opérateurs portuaires ont conclu un accord provisoire jeudi, mettant ainsi fin à une grève paralysante de trois jours qui avait interrompu les opérations de navigation le long de la côte Est et de la côte du Golfe.

Selon des sources familières avec l'accord, l'accord comprend une augmentation de salaire d'environ 62 % sur six ans, ce qui porte le salaire moyen de 39 dollars à environ 63 dollars de l'heure. Un travailleur sur la ligne de piquet a également confirmé cette annonce. L'International Longshoremen's Association (ILA) avait initialement exigé une hausse de 77 % des salaires, tandis que le groupe d'employeurs, l'Alliance maritime des États-Unis (USMX), avait précédemment offert près de 50 %. english.almayadeen.net 04 octobre 2024

J-C - Tant mieux pour eux, ce que je dénonce, c'est l'exploitation qui en est faite par les opportunistes, qui oublient de mentionner que le salaire minimum varie d'un Etat à l'autre aux Etats-Unis, entre 7,25 et 15 dollars de l'heure en 2024. Rien à taper : ils ne sont pas syndiqués ou ils ne militent dans aucun parti ouvrier !

Youpi!

Guerre au Proche-Orient : La crainte d'une attaque sur l'Iran fait s'envoler les prix du pétrole - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a gagné 5,03 %, pour clôturer à 77,62 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) avec échéance en novembre, a lui pris 5,15 %, à 73,71 dollars.

Réaction. La tendance du jour.

- Pogrom du 7 Octobre LePoint.fr 5 octobre 2024
- Pour Donald Trump, Israël devrait « *frapper* » les installations nucléaires de l'Iran. AFP 5 octobre 2024
- Le chef de l'ONU demande "la libération immédiate et inconditionnelle" des otages du Hamas BFMTV 6 octobre 2024
- Un parlementaire du bloc central en « off » : « Les débats vont être très difficiles, car chacun sait que ça se terminera par un 49.3. ». Publicsenat.fr 30 septembre 2024

Quand la présidente de l'Assemblée nationale cautionne la barbarie anglo-saxonne-sioniste.

J-C - Les Palestiniens, les Iraniens, les Syriens, les Irakiens, les Libanais, etc. n'ont jamais été victimes du terrorisme anglo-saxon-sioniste. D'ailleurs c'est bien simple, ils n'ont pas le droit de se défendre en cas d'agression un point c'est tout !

"Il ne faut pas désarmer Israël": Yaël Braun-Pivet estime que l'État hébreu "doit être en capacité de se défendre" - BFMTV 6 octobre 2024

Invitée ce dimanche sur le plateau de BFM Politique ce dimanche 6 octobre, la présidente de l'Assemblée nationale a néanmoins estimé que l'État hébreu "doit être en pleine capacité de se défendre".

"En ce moment, Israël fait face à de nombreuses attaques terroristes" et "la guerre face au terrorisme en Israël n'a pas cessé", a souligné Yaël Braun-Pivet. "Elle doit se poursuivre."

"Aujourd'hui Israël se défend", a-t-elle jugé. « Israël se défend face à l'Iran, Israël se défend face au Hezbollah, Israël se défend face au Hamas. »

Pour Yaël Braun-Pivet, "il ne faut pas désarmer Israël dans ces circonstances-là". BFMTV 6 octobre 2024

Charlie charlot! Et dire que la défense de la liberté de la presse rimait avec celle des banquiers!

J-C – C'est toujours bon de rappeler des petites choses élémentaires, il y a tellement de gens qui ont la fâcheuse tendance à les oublier, n'est-ce pas ?

Parole d'internaute.

- AFP héritière de Agence Havas, fondée par Charles-Louis Havas banquier.

Les agences étrangères Reuters, Associated Press, Bloomberg... historiquement sont toutes liées à l'histoire bancaire de près.

Ceci explique peut-être cela

Vous pouvez le vérifier ici.

 $\underline{https://www.afp.com/fr/lactualite-de-lafp/20-aout-1944-naissance-de-lafp-heritiere-de-lagence-havas}$

- Ne dites plus : "Je lis la presse" mais : "Je lis la Banque" ou la Finance.

Geoffroy Lejeune sur Cnews 4 octobre 2024 - «On savait tous que ce n'était pas vrai mais c'était interdit de le dire» : les journalistes sur le plateau de Pascal Praud reconnaissent qu'ils savaient que le vaccin ne protégeait pas de la transmission. Cnews 4 octobre 2024

La vidéo Cnews:

https://vk.com/video463987841 456254790

Le Pr. Didier Raoult - « le nombre d'hommes politiques, de PDG, de directeurs de journaux qui actuellement me harcèlent m'ont demandé de les traiter. Plus un nombre de gens célèbres absolument incroyable. Donc on est dans une mauvaise foi qui est absolument spectaculaire.

Moi j'ai fait mon métier »

Totalitarisme. Quand les barbares tentent d'interdire et de criminaliser l'antisionisme assimilé à l'antisémitisme.

L'American Bar Association approuve un projet de loi visant à codifier une définition controversée de l'antisémitisme de l'IHRA après avoir refusé de l'adopter elle-même - mondoweiss, net 3 octobre 2024

L'American Bar Association (ABA) a exhorté les dirigeants du Congrès au début de ce mois à adopter un projet de loi qui exigerait des dizaines d'agences fédérales pour adopter la définition de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), selon une lettre signée par le Président de l'ABA William Bay et obtenue par Mondoweiss.

Cette décision intervient moins de deux ans après que l'ABA, qui se décrit comme la plus grande association professionnelle bénévole du monde au monde, a décidé de ne pas adopter la définition dans sa propre résolution interne sur l'antisémitisme.

En janvier 2023, plus de 40 organisations, dont l'ACLU et le Center for Constitutional Rights, se sont opposées à l'utilisation potentielle de la définition par l'ABA, en disant dans une lettre que « l'objectif clair de la promotion de la définition de l'IHRA est la suppression de la protestation non

violente, de l'activisme et de la critique d'Israël et/ou du sionisme – un fait qui est si bien documenté qu'il est au-delà de la contestation raisonnable ».

Maria LaHood, directrice juridique adjointe du Center for Constitutional Rights, a déclaré : « Plutôt que de soutenir une loi visant à supprimer un discours protégé par la Constitution qui est critique à l'égard d'Israël, peut-être l'ABA devrait-elle se préoccuper de la plus grande menace que le monde fasse peser sur l'état de droit — la complicité de notre propre gouvernement dans le génocide israélien, et sa lutte contre toutes les lois et mécanismes fédéraux et internationaux qui l'exigent. »

https://mondoweiss.net/2024/10/american-bar-association-endorses-bill-to-codify-controversial-ihra-antisemitism-definition-after-refusing-to-adopt-it-itself/

Sanctionner les discours pro-Hezbollah - 3 octobre 2024

Les responsables australiens s'empressent de dénoncer les expressions de soutien au groupe de résistance Hezbollah comme une violation d'une nouvelle loi antiterroriste, écrit Caitlin Johnstone.

https://consortiumnews.com/fr/2024/10/03/punishing-pro-hezbollah-speech/?eType=EmailBlastContent&eId=fb9deb49-d0c1-4191-bdde-1454ee4f4f67

Au Liban, les responsables australiens des deux côtés de ce clivage partisan imaginaire se sont mis en quatre pour que les Australiens soient punis pour leurs délits de discours à propos du groupe de résistance libanais Hezbollah.

La classe politique et médiatique australienne ont été en émoi Depuis que des images ont fait surface montrant des personnes agitant des drapeaux du Hezbollah lors d'une manifestation à Melbourne ce week-end et montrant des photos du chef décédé du groupe, Hassan Nasrallah, qui était assassiné par Israël lors d'une frappe aérienne massive vendredi.

Après déclarant initialement qu'aucun crime n'avait été commis dans ces actes de discours politique, la police de Victoria disent maintenant ils ont identifié six incidents potentiellement criminels liés à la manifestation.

Ces incidents impliqueraient des « *symboles interdits* », en violation de l'amendement à la législation antiterroriste adopté l'année dernière.

Il va sans dire que les nations libres n'ont pas de « symboles interdits ».

Cette évolution fait suite à de nombreuses déclarations de divers dirigeants australiens dénonçant les manifestations comme étant criminelles.

« Je m'attends à ce que les services de police poursuivent cette démarche », a déclaré la Première ministre de Victoria, Jacinta Allan des manifestations, ajoutant : « Apporter du chagrin, de la douleur et de la division dans les rues de Melbourne en affichant ces symboles interdits est totalement inacceptable. »

La ministre australienne des Affaires étrangères Penny Wong a pris à Twitter pour dénoncer les manifestants, affirmant que les Australiens doivent non seulement s'abstenir de soutenir le Hezbollah, mais même de donner « toute indication de soutien ».

« Nous condamnons toute indication de soutien à une organisation terroriste telle que le Hezbollah », a déclaré Wong. tweeté, ajoutant : « Cela menace non seulement la sécurité nationale, mais alimente également la peur et la division dans nos communautés. »

Le ministre de l'Intérieur Tony Burke veut expulser tout visiteur international affichant des symboles interdits en Australie, dire « Je n'hésiterai pas à annuler les visas des visiteurs de notre pays qui répandent la haine. »

De l'autre côté de l'allée, le chef de l'opposition Peter Dutton est en croisade pour faire passer de nouvelles lois afin de garantir l'élimination des symboles interdits de la vue du public, affirmant que « l'application de la loi est nécessaire et s'il y a des lois qui doivent être adoptées pour garantir que nos valeurs soient respectées, alors le Premier ministre devrait le faire ».

« Le soutien à une organisation terroriste interdite n'a pas sa place dans les rues de Melbourne », tweeté Josh Burns, député travailliste : « Quiconque enfreint la législation antiterroriste doit être soumis à la pleine rigueur de la loi. »

« Les Australiens chérissent le droit de manifester pacifiquement », tweeté « Cependant, rien ne justifie le soutien à une organisation terroriste interdite. Ceux qui ont été vus en train de le faire dans les rues de Melbourne lors des manifestations d'hier devraient faire l'objet d'une enquête et de poursuites », a déclaré la députée indépendante Zoe Daniels.

Dans un article intitulé « Les drapeaux du Hezbollah lors des manifestations sont un test pour les nouvelles lois sur les symboles de haineSelon ABC [la société de radiodiffusion australienne], ces efforts juridiques pour étouffer les discours politiques dissidents sont rendus possibles par des lois récemment adoptées dans le but officiel de cibler les symboles nazis, mais qui « couvrent également les symboles d'organisations terroristes répertoriées comme le Hezbollah ». Ce qui est à peu près l'argument le plus solide que l'on puisse demander sur la pente glissante de la censure gouvernementale.

Le Hezbollah est classé comme une « *organisation terroriste* » par le gouvernement australien, non pas en raison de ses actions ou de ses méthodes, mais parce qu'il s'oppose à l'alliance de puissance américaine dont l'Australie fait partie. Cette désignation arbitraire est appliquée à tous les groupes de résistance sur terre qui s'opposent aux diktats de Washington, et peut ensuite être utilisée pour étouffer la parole de quiconque est en désaccord avec le comportement meurtrier de l'empire occidental.

Et il convient de noter ici que l'Australie est la seule soi-disant démocratie au monde qui a aucune charte nationale ni déclaration des droits d'aucune sorte. On a placé une confiance énorme dans les législateurs des États et du gouvernement fédéral pour qu'ils fassent simplement ce qu'il faut, ce qui s'est avéré stupide et inefficace.

Professeur George Williams a écrit pour le *Revue de droit* de l'Université de Melbourne dans 2006 :

L'Australie est aujourd'hui la seule nation démocratique au monde à ne pas avoir de charte nationale des droits. Une forme complète de protection juridique des droits fondamentaux est par

ailleurs considérée comme un frein et un équilibre essentiels dans la gouvernance démocratique à travers le monde.

En effet, je ne connais aucun exemple d'une nation démocratique qui s'est dotée d'une nouvelle Constitution ou d'un nouveau système juridique au cours des dernières décennies qui n'ait pas inclus une forme de déclaration des droits, et je ne connais pas non plus d'une telle nation qui ait supprimé une déclaration des droits une fois qu'elle a été mise en place.

Pourquoi l'Australie est-elle alors une exception ? La réponse se trouve dans notre histoire. Bien que beaucoup considèrent l'Australie comme un pays jeune, constitutionnellement parlant, elle est l'une des plus anciennes du monde. La Constitution australienne est restée presque entièrement telle qu'elle était lorsqu'elle a été promulguée en 1901, tandis que les Constitutions des États australiens peuvent remonter jusqu'aux années 1850.

Les systèmes juridiques et les constitutions de la nation et des colonies australiennes (et ensuite des États) ont été conçus à une époque où les droits de l'homme, à l'exception notable de la Déclaration des droits des États-Unis de 1791, n'avaient pas tendance à être protégés par un seul instrument juridique.

Certes, il n'existait pas alors de loi de ce type au Royaume-Uni, dont le système juridique est en grande partie le nôtre. Cela a changé, notamment après la Seconde Guerre mondiale et l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, mais à cette époque, le système de gouvernement australien fonctionnait déjà depuis des décennies.

Si vous vous demandez pourquoi l'Australie apparaît si souvent comme une anomalie bizarre dans le monde occidental avec son autoritarisme déconcertant et son mépris des droits de l'homme, voici pourquoi.

Les puissants abusent de nos droits civiques parce qu'ils le peuvent. Nous sommes bombardés de propagande dans la ville natale de Rupert Murdoch et de plus en plus interdits de dénoncer les atrocités commises par notre gouvernement et ses alliés à l'étranger. Nous sommes transformés en moutons obéissants et sans cervelle pour l'empire.

Combat contre la dictature climatique.

Réchauffement climatique : un physicien détruit les mythes - Daniel Husson

https://www.youtube.com/watch?v=9OTVjJyio0s

Docteur en physique des particules, chercheur, enseignant à l'Université de Strasbourg sur la thermodynamique et la relativité.

Co-auteur de l'ouvrage collectif "La physique pour les nuls" (Editions pour les nuls),

Auteur récemment de "Climat, de la confusion à la manipulation" (Ed. Artilleur)

Dans le Finistère, un projet de parc éolien s'écrase face aux menhirs - France-Soir 03 octobre 2024

Dans la ville de Porspoder, dans le Finistère, un projet de parc éolien s'est écrasé sur les menhirs ! La justice a estimé que l'installation des trois machines de 120 mètres de haut porterait une "atteinte excessive" au paysage et au patrimoine archéologique local. France-Soir 03 octobre 2024

 $\underline{https://edition.francesoir.fr/societe-environnement/dans-le-finistere-un-projet-de-parc-eolien-s-ecrase-face-aux-menhirs}$

Où va se nicher la dictature climatique.

Paris interdit la distribution de gazole aux pompes - lepoint.fr 04 octobre 2024

La capitale déroule son plan pour les zones à faible émission et restreint l'autorisation de distribuer du carburant diesel sur son territoire urbain.

Pour le moment, il ne s'agit que des quatre stations du réseau Total Energies situées en périphérie sur les 18 encore en activité dans la capitale. Depuis le 1er octobre, elles se sont vu retirer l'autorisation de distribuer du carburant aux véhicules diesel, quels que soient leur âge et leur génération. De telle sorte que plus aucune goutte de gazole ne sort des pompes des stations de la porte d'Orléans, de la porte d'Aubervilliers, de la porte de Clignancourt et du quai d'Issy-les-Moulineaux.

Car ces quatre stations, situées en des points névralgiques très fréquentés aux entrées de Paris, sont soumises à la concession accordée par la Ville de Paris à Total Energies dont une clause souscrite par les deux parties prévoit expressément ce cas de figure.

Les conducteurs peuvent encore compter sur les quatorze autres stations parisiennes délivrant du gazole et dont il faudra revoir, au cas par cas, les contrats de concession. Cela servira de test pour un certain nombre de grandes villes de province, soumises à la mise en place de ZFE et tentées de suivre l'exemple et les mesures autophobes de la capitale. lepoint.fr 04 octobre 2024

Un coup, il pleut très peu ou pas assez, un coup, il pleut beaucoup ou trop, quoi de plus naturel!

Climat : On n'avait pas rêvé... Il n'avait pas autant plu en septembre depuis vingt-cinq ans -20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

Septembre 2024 devient « *le mois de septembre le plus arrosé depuis vingt-cinq ans* », selon Météo-France qui a mesuré un excédent pluviométrique de près de 60 % par rapport aux normales de saison

J-C - Et les mois précédents ? Ils isolent un mois et ils en tirent des conclusions conformes à leur idéologie. Ils devraient se réjouir que les nappes phréatiques se remplissent, non, ils tiennent encore un discours alarmiste.

20 Minutes - Côté températures, malgré une « sensation de fraîcheur », la moyenne nationale en septembre a été en revanche « proche de la normale » de saison, ajoute Météo-France. Avec ses deux épisodes de fraîcheur, en milieu et en toute fin de mois, le mois de septembre 2024 contraste avec celui de l'an passé qui avait été le plus chaud jamais enregistré depuis le début des mesures en 1900 (+3,6 °C). Aussi, au cours des six dernières années (2018 à 2023), chaque mois de septembre affichait une température moyenne au-dessus des normales de saison. 20 Minutes/AFP 30 septembre 2024

J-C - Pas de bol, la météo, plus que le climat, est venue contrariée leur rhétorique catastrophiste, tant mieux, et ce n'est qu'un début. En réalité, dans 9 cas sur 10 leur argumentation est frauduleuse, c'est ce qu'on n'a pas arrêté de mettre en évidence dans ces causeries ces dernières années, mais aussi en publiant plein d'articles à caractère scientifique qui démonte l'escroquerie du réchauffement climatique de nature anthropique.

Situation sociale en France.

Comment privatiser les frais de santé et liquider la Sécurité sociale, mode d'emploi.

Consultations médicales : vers une baisse du taux de prise en charge par la Sécurité sociale ? Yahoo 3 octobre 2024

Après la baisse du remboursement des soins dentaires l'an dernier, le gouvernement voudrait diminuer celui des consultations médicales, qui serait compensé par les mutuelles.

Le gouvernement Barnier cherche des économies tous azimuts face au déficit des comptes publics. Pour limiter celui de la Sécurité sociale, le quotidien économique *Les Échos* rapporte que le gouvernement réfléchit à diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales.

Le taux de prise en charge par la Sécu passerait de 70% aujourd'hui à 60%, avec un transfert de charge vers les mutuelles. Elles devraient alors rembourser 40% du prix des consultations contre 30% actuellement.

Pour une consultation chez son médecin généraliste, le reste à charge passerait donc de 9 euros à 12 euros pour une consultation à 30 euros. "Il y a un risque de renoncement au soin en raison du reste à charge. Le motif économique est le premier critère de renoncement. Globalement, cela va dans le mauvais sens, on rembourse de moins en moins les soins et tant pis pour ceux qui y renoncent par manque d'argent", met en garde Michaël Rochoy, médecin généraliste dans le Pas-de-Calais.

Près de 2,5 millions de Français, en particulier des étudiants, des chômeurs ou des retraités, n'ont pas de mutuelle et verraient par exemple le coût de leur passage chez leur médecin généraliste augmenter de 3 euros de leur poche et verront donc leur pouvoir d'achat diminuer.

Avant même cette idée de diminuer le taux de remboursement pour les consultations médicales, les cotisations de complémentaire santé devaient déjà augmenter en 2025 entre 4% et 10 % selon les contrats. Une hausse qui pourrait être encore plus importante si le déremboursement était acté, avec un surcoût estimé à 1 milliard d'euros pour les mutuelles.

https://fr.news.yahoo.com/consultations-medicales--vers-une-baisse-du-taux-de-prise-en-charge-par-la-securite-sociale-155251217.html?guccounter=1

Situation politique en France.

Leur dette, c'est celle des milliardaires, du CAC 40 : Confiscation – expropriation !

Michel Barnier a annoncé des hausses d'impôts ciblées sur environ « 300 entreprises » qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à un milliard d'euros.

Le Premier ministre a confirmé que les ménages les plus riches, ceux gagnant plus de 500.000 euros par an, seraient également concernés par une hausse de la fiscalité. Cette mesure permettra de récupérer « 2 milliards d'euros » pour contribuer à la réduction du déficit. «75 000 ménages en France». Selon les données de l'Insee (2021), la France en comptait 30,6 millions. (Faites le calcul, 2 milliards divisés par 75 000, cela donne 26.000 euros par foyer richissime, une ruine s'écrie Darmanin! Vous avez là la racine de la guerre civile inévitable à venir, et la justification de la dictature du prolétariat. – J-C)

Il envisage notamment la fusion de certains services publics ainsi que la possibilité de ne pas remplacer tous les fonctionnaires partant à la retraite.

Le chef du gouvernement n'a guère fait de mystère ce jeudi, sur France 2, quant à l'utilisation probable du 49.3 sur les textes budgétaires. « *Il n'y a pas de majorité...* », a-t-il soufflé. Quant à la minorité qui le soutient, elle tangue. Le HuffPost 4 octobre 2024

Salauds de malades, le pendant des salauds de pauvres!

Arrêts maladie : vers une baisse de la prise en charge par la Sécurité sociale ? - Publicsenat.fr 4 octobre 2024

L'Assurance maladie va-t-elle à l'avenir prendre moins bien en charge l'indemnisation des arrêts maladie pour une partie des salariés ? La piste est à l'étude au niveau du gouvernement, révèle ce vendredi le quotidien *Les Échos*.

Actuellement, la Sécurité sociale prend en charge à hauteur de 50 % la rémunération quotidienne d'un de ses assurés, arrêté pour des raisons de santé. L'employeur prend ensuite à sa charge le reste, pour assurer à la personne en arrêt le maintien d'au moins 90 % de son salaire, parfois plus selon les accords internes ou les conventions collectives. Le niveau financé par la Sécurité sociale est plafonné à 1,8 Smic (3 180 euros brut mensuels), soit un maximum de 52 euros chaque jour. Selon Les Échos, le gouvernement Barnier pourrait abaisser ce plafond à 1,4 Smic (2 473 euros brut mensuels), soit 40 euros. Publicsenat.fr 4 octobre 2024

Santé.

Totalitarisme. Folie vaccinale et psychose collective étendue aux ovins. L'Etat gave les trusts pharmaceutiques.

Fièvre catarrhale ovine : La vaccination gratuite étendue à toute la France - 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

Elle se propage à vitesse grand V dans les élevages avec 3.743 foyers recensés depuis début août, quand le premier cas avait été détecté dans le nord de la France. Transmise par un moucheron, la fièvre catarrhale ovine (FCO) continue de faire des ravages dans les troupeaux. Pour endiguer la propagation de l'épizootie, non transmissible à l'homme, la vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs, a annoncé jeudi au sommet de l'élevage de Cournon-d'Auvergne la nouvelle ministre de l'Agriculture, Annie Genevard.

Face à la vitesse de propagation de la maladie, le gouvernement avait annoncé le 30 août la commande de 5,3 millions de doses complémentaires contre la FCO 3, en plus des 6,4 millions de doses déjà commandées en juillet. 20 Minutes/AFP 4 octobre 2024

J-C - "La vaccination gratuite va être ouverte à tous les éleveurs", qui paie alors, devinez ?

France Info la voix de Gavi-Davos.

Hydroxychloroquine, vaccins, homéopathie... Patrick Hetzel, un ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche aux positions scientifiques peu académiques

Le député LR du Bas-Rhin a pris ces dernières années des positions à la marge du consensus scientifique, soutenant par exemple l'usage du traitement vanté par Didier Raoult durant la crise du Covid-19 ou défendant l'homéopathie, alors que leur efficacité n'était pas prouvée.

Une nomination qui interpelle. L'arrivée de Patrick Hetzel au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche(Nouvelle fenêtre), le 21 septembre, a suscité une vague de désapprobation au sein de la communauté scientifique ou dans le cercle politique. Le député LR du Bas-Rhin, qui connait déjà bien ce ministère pour y avoir travaillé comme directeur général de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (DGESIP) entre 2008 et 2012(Nouvelle fenêtre), s'est prononcé plusieurs fois à rebours du consensus scientifique ces dernières années. Notamment en défendant l'usage de l'hydroxychloroquine pour soigner les patients atteints du Covid-19, ou en tentant de repousser le déremboursement de l'homéopathie.

Plus récemment, lors du débat sur le projet de loi contre les dérives sectaires, Patrick Hetzel s'est prononcé contre un article visant à créer un délit de "provocation à l'abstention de soins" médicaux.

https://www.francetvinfo.fr/politique/gouvernement-de-michel-barnier/hydroxychloroquine-vaccins-homeopathie-patrick-hetzel-un-ministre-de-l-enseignement-superieur-et-de-la-recherche-aux-positions-scientifiques-peu-

academiques_6810301.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241004&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Espagne : L'homéopathie qualifiée d'« arnaque » et de « pseudothérapie » par la ministre de la Santé - 20 Minutes 4 octobre 2024

Mónica García Gómez, la ministre espagnole de la Santé, a indiqué ce mercredi qu'elle ne croyait pas du tout à l'homéopathie, qui selon elle n'a pas fait ses preuves au niveau scientifique, rapporte BFMTV.

« L'homéopathie est une arnaque au détriment de l'argent de la santé des patients », a écrit la ministre sur son compte X (ex-Twitter). « Nous ne tenons pas compte des insultes faites aux preuves scientifiques. Au contraire : nous œuvrons pour lutter contre les pseudothérapies sur plusieurs fronts. » 20 Minutes 4 octobre 2024

Pr. Raoult : « comment prendre au sérieux une décision, qui intervient alors que je ne suis plus inscrit à l'ordre depuis septembre 2021, de la com ! » - France-Soir 04 octobre 2024

C'est par un tweet de Nicolas Berrod que le Pr. Didier Raoult et son avocat Me Di Vizio prenaient connaissance de la décision de la Chambre Disciplinaire de l'Ordre des Médecins : « une suspension de deux ans ».

À ce jour, le Pr. Raoult déplore n'avoir toujours pas reçu une copie de la décision et l'avoir appris par voie de presse. Dans ce débriefing, le Pr Raoult commente les contours de cette sanction, et remet les pendules à l'heure sur « l'absence de sérieux de ce groupe d'individus qui pensent avoir du pouvoir ». Cela rappelle le Pétainisme et les tristes, et sombres heures de notre histoire.

En fin de journée hier, Me Di Vizio obtenait une copie de la décision, qu'il commentait dans une vidéo sur X : « La décision concernant @raoult_didier n'est pas si mal à y réfléchir » : « Didier Raoult n'aurait pas fait courir de risque à ses patients en les traitant avec de l'hydroxychloroquine contre la covid-19 et la seule chose qu'on lui reproche, c'est de ne pas avoir soutenu la politique gouvernementale ».

 $\underline{https://www.francesoir.fr/videos-les-debriefings/pr-raoult-comment-prendre-au-serieux-une-decision-qui-intervient-alors-que}$

Hélène Banoun – l'information scientifique un vrai parcours du combattant, il faut même vérifier ce que dit l'AFP dont un des articles est truffé d'erreurs - France-Soir 02 octobre 2024

 $\frac{https://edition.francesoir.fr/videos-les-debriefings/helene-banoun-l-information-scientifique-un-vrai-parcours-du-combattant-il}{vrai-parcours-du-combattant-il}$

Revue Analyse de la campagne d'immunisation au Beyfortus (nirsevimab) : efficacité, biais et risques d'ADE dans la prévention du VRS - 23 septembre 2024

https://hal.science/hal-04706730

Bioterrorisme. Propagande de terreur, cobaye et population sacrifiée pour l'exemple.

Mpox : Lancement de la vaccination en RDC, épicentre de l'épidémie - 20minutes.fr 5 octobre 2024

La République démocratique du Congo (RDC) a officiellement lancé samedi sa campagne de vaccination pour tenter d'enrayer la propagation de l'épidémie du mpox dans ce pays d'Afrique centrale grand comme quatre fois la France et pauvre en infrastructures, de loin le plus touché au monde par le virus.

A Goma samedi, le directeur de cabinet du ministre de la Santé Romain Muboyayi a promis une « *lutte totale* » contre « *cette maladie évitable et guérissable* ».

« Le déploiement du vaccin marque une étape importante pour limiter la propagation du virus », a salué le Dr Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique, cité dans un communiqué.

Aucune date précise n'a été communiquée pour la vaccination à Kinshasa. La capitale congolaise surpeuplée a été relativement épargnée par l'épidémie mais une récente augmentation rapide des cas, signalée par l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC), fait planer le spectre d'une contamination à grande échelle.

« Vous pouvez imaginer que dans un pays de 100 millions d'habitants, ce n'est pas avec 265.000 doses qu'on résout le problème », a martelé vendredi Samuel-Roger Kamba, précisant que les adultes doivent normalement recevoir deux doses pour être totalement immunisés.

Plusieurs épidémies de mpox sont en cours dans le centre de l'Afrique. La recrudescence des cas et l'apparition d'un nouveau variant en RDC avaient poussé l'OMS à déclencher son plus haut niveau d'alerte mondiale en août. 20minutes.fr 5 octobre 2024

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

J-C - Shoa : Apparemment les nazis n'avaient pas terminé le boulot, restait à raser Gaza, le Liban, la Syrie, etc.

- "Gazafication" du Liban ? L'objectif d'Israël est-il de "terroriser une société entière" ? France 24 5 octobre 2024
- Les États-Unis ont frappé 15 cibles houthies au Yémen BFMTV 5 octobre 2024

Le plateau de bombes exterminateur, la «doctrine Dahiya» ou comment «tondre la pelouse».

La *«doctrine Dahiya»*, cette stratégie militaire ravageuse qu'Israël utilise contre ses ennemis - slate.fr 5 octobre 2024

Les moyens employés par l'armée israélienne rappellent cette doctrine théorisée en 2006 lors d'une violente riposte dans la banlieue chiite de Dahiya, à Beyrouth.

À chaque bombardement de l'armée israélienne, que ce soit à Gaza ou au Liban, les pertes civiles sont colossales. Si ces frappes visent avant tout, selon les autorités israéliennes, à détruire des cibles militaires du Hamas et du Hezbollah, leur violence est telle que le sort des civils semble n'être qu'un «dommage collatéral». Ce qui expliquerait les chiffres macabres de la guerre qui, depuis octobre 2023, a fait 2.000 morts au Liban et près de 40.000 à Gaza, dont 50% de femmes et d'enfants.

Cet emploi disproportionné de la force rappelle, selon Al Jazeera, une vieille doctrine militaire utilisée par le commandement israélien: la doctrine Dahiya (ou Dahiyeh). Cette dernière tire son nom des bombardements massifs de la banlieue chiite de Dahiyeh à Beyrouth en 2006, lors du conflit entre Israël et le Hezbollah. À l'époque, le mouvement chiite avait pris en otages deux soldats israéliens, déclenchant une réponse militaire féroce.

En 2008, le général israélien Gadi Eisenkot, qui fait aujourd'hui partie du cabinet de guerre israélien, a formalisé ce concept lors d'une interview avec le journal Haaretz, où il expliquait que l'armée israélienne utiliserait une force disproportionnée pour détruire les infrastructures civiles et militaires dans les zones contrôlées par des groupes armés comme le Hezbollah. Eisenkot déclarait alors, que «ce qui est arrivé à Dahiyeh à Beyrouth en 2006 arrivera à tous les villages qui servent de base à des tirs contre Israël. Nous ferons un usage de la force disproportionnée et y causerons de grands dommages et destructions. Ce n'est pas une suggestion, mais un plan qui a été approuvé».

Cette doctrine théorise un usage disproportionné de la force, sans distinction entre cibles militaires et civiles, pour affaiblir les ennemis de l'État hébreu. Un moyen de limiter les pertes militaires, quite à déplacer le risque sur les populations civiles, qui en payent le prix fort.

L'objectif? Décourager toute agression future contre Israël en «tondant la pelouse», une expression utilisée par certains chercheurs israéliens, explique Tewfik Hamel, enseignant-chercheur en histoire militaire, à France 24. «Tondre la pelouse» signifie détruire systématiquement, avec violence, pour empêcher la résurgence de groupes armés ennemis. Cette méthode a aussi un impact psychologique fort sur les populations civiles, qui, victimes collatérales des bombardements, pourraient se retourner contre les groupes qu'elles soutiennent, fragilisant ainsi ces derniers de l'intérieur.

L'aviation israélienne s'acharne sur la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah - RT 4 oct. 2024

L'aviation israélienne a mené plusieurs frappes contre la banlieue sud de Beyrouth dans la nuit du 3 au 4 octobre. L'une d'elles, la plus violente, aurait ciblé Hachem Safieddine, le chef du Conseil exécutif du Hezbollah, pressenti pour succéder à Hassan Nasrallah, assassiné le 27 septembre dernier par un raid israélien.

Le ministre libanais de la Santé a indiqué, le 3 octobre, que «le bilan de l'agression israélienne contre le Liban» s'élève à 1 974 morts, dont 127 enfants, 261 femmes, et à 9 384 blessés depuis le début des affrontements entre le Hezbollah et l'armée israélienne le 8 octobre. Au total, 97 secouristes, deux infirmières et 11 travailleurs de la santé ont été tués depuis le début de la guerre, a précisé Firas Abiad

Invasion du Liban : le Royaume-Uni dissimule l'entrainement militaire d'Israël - afrique-asie.fr 03 octobre, 2024

Le ministère britannique de la défense a rejeté une demande de liberté d'information qui aurait permis de faire la lumière sur la formation qu'il dispense au personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne.

Ce refus intervient alors que les forces israéliennes envahissent le Sud-Liban, déclenchant une nouvelle crise majeure au Moyen-Orient.

Ce rejet est le premier signe que le nouveau gouvernement travailliste de Keir Starmer a adopté l'approche secrète des conservateurs en matière de formation.

En février dernier, le ministère de la défense a admis, en réponse à une question parlementaire, qu'il y avait six officiers militaires israéliens en poste au Royaume-Uni.

Il a déclaré qu'« Israël est représenté par le personnel des forces armées dans son ambassade au Royaume-Uni et en tant que participant à des cours de formation dirigés par la défense britannique ».

Interrogé par le Parlement en mai sur les détails de ces cours de formation, un ministre britannique de la défense a déclaré : « Cette information n'est pas divulguée afin de protéger les données personnelles et d'éviter de porter préjudice aux relations entre le Royaume-Uni et un autre État. »

La demande de liberté d'information portait sur les points suivants : « Quels sont les cours de formation dirigés par la défense suivis actuellement par le personnel des forces armées israéliennes en Grande-Bretagne et où se déroulent ces cours ? »

En réponse, le ministère de la défense a admis que « toutes les informations » visées par cette demande « sont secrètes ».

Le précédent gouvernement britannique a refusé de fournir des informations sur les avions militaires israéliens qui ont récemment atterri en Grande-Bretagne. Il n'a pas non plus fourni de détails sur les dizaines de vols de la Royal Air Force qui se sont rendus en Israël au cours des derniers mois. La raison de ce black-out est probablement de protéger les ministres britanniques contre des poursuites pour complicité de crimes de guerre.

À la connaissance de Declassified, l'aveu du gouvernement britannique selon lequel il entraîne les forces israéliennes en Grande-Bretagne n'a pas été mentionné dans les médias nationaux britanniques. Declassifeid.org

Sergueï Lavrov dénonce l'escalade israélienne au Liban et accuse Washington de complicité - RT 4 oct. 2024

Le ministre russe des Affaires étrangères a exprimé sa vive préoccupation face à l'escalade des attaques israéliennes au Liban, dénonçant en particulier les assassinats ciblés de dirigeants

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

régionaux, devenus selon lui une « *méthode courante* » de l'armée israélienne. Il a qualifié ces actions de dangereuses, affirmant qu'elles aggravent les tensions au Moyen-Orient et menacent la stabilité de la région. Dans un article publié sur le site du ministère russe des Affaires étrangères, Lavrov a cité deux événements récents : l'assassinat à Téhéran d'Ismaïl Haniyeh, leader du Hamas, le 31 juillet et celui le 27 septembre à Beyrouth d'Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah.

Le ministre russe a également reproché aux États-Unis de ne pas avoir condamné l'invasion terrestre israélienne du Liban, qui a débuté le 1er octobre. Il a accusé Washington de fermer les yeux sur les actions d'Israël, facilitant ainsi l'extension de ses opérations militaires. « En ne prononçant aucun mot de condamnation, l'administration américaine encourage son allié israélien à élargir la zone de guerre », a déclaré Lavrov. Cette critique s'inscrit dans un contexte de tensions croissantes entre la Russie et les États-Unis sur leur vision respective des dynamiques au Moyen-Orient.

Assassinat de Hassan Nasrallah - Réseau Voltaire 4 octobre 2024

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah, a été assassiné le 28 septembre 2024, cinquantequatre ans, jour pour jour après la mort subite de Gamal Abdel Nassez, président de la République arabe unie (Égypte).

- La référence à Nasser n'est pas fortuite : le raïs était mort (officiellement d'un problème cardiaque) alors qu'il venait de refuser le plan de paix israélo-arabe du secrétaire d'État William P. Rogers et qu'il s'apprêtait à destituer son troisième vice-président, Anouar el-Sadate. Hassan Nasrallah a été éliminé alors qu'il se battait pour l'indépendance de la Palestine et alors qu'il s'interrogeait sur les objectifs de certains de ses compagnons. Il venait d'accepter le plan de cessez-le-feu états-uno-français de 21 jours, il en avait fait informer Washington et Paris par le gouvernement libanais, mais n'avait pas eu le temps de rendre publique son acceptation (cf. VAI 2048).
- Hassan Nasrallah était un Sayyed, c'est-à-dire qu'il était un descendant direct du prophète Mohamed. Il était surnommé « *Said al-Muqawama* » (M. Résistance), en raison de son action opiniâtre contre l'occupation israélienne de la Palestine, du Liban et de la Syrie. Sa mort n'a pas été ressentie qu'au Liban, en Syrie et en Iran, mais dans tout le monde musulman, particulièrement dans le monde arabe.

À la différence des autres leaders chiites, il s'adressait à tous, n'utilisant jamais de référence religieuse lorsqu'il s'adressait à des non-musulmans. Bien que chef spirituel, il défendait une vision laïque de l'État.

Sous son commandement, le Hezbollah est devenu la puissante armée populaire au monde. D'abord soutenu financièrement par la Syrie, puis par l'Iran, il constitua progressivement ses propres réseaux de financement dans le monde, particulièrement en Afrique. Il disposait d'un armement gigantesque offert principalement par l'Iran.

Le Hezbollah était devenu la principale force de défense du Liban au point que l'armée régulière du pays lui demanda volontiers de se déployer à la frontière libanaise, ce qui rendit, du point de vue israélien, inefficace la résolution 1701, rédigée à la fin de la guerre de 2006 par Victoria Nuland et amendée par Jacques Chirac.

Contrairement à la vision occidentale de son action, il n'a jamais conduit d'opérations terroristes à l'étranger (ni en Argentine, ni en Bulgarie), ni jamais utilisé ses armes contre les autres partis politiques libanais (l'opération de 2008 n'a visé que les immeubles utilisés par l'Otan et Israël, pas ceux utilisés par la famille Hariri).

Le système politique libanais liant les élections aux appartenances religieuses, Hassan Nasrallah n'a pas pu se présenter à la présidence du Liban. Cependant, si le Liban avait choisi son président sur le principe un homme, une voix, il aurait été élu à une large majorité.

Au demeurant le Hezbollah s'est progressivement substitué aux carences de l'État, aussi bien en matière de voirie que de santé ou d'éducation.

Hassan Nasrallah s'était rendu avec l'envoyé iranien Abbas Nilforoushan au siège du Hezbollah à Haret Hreik (sud de Beyrouth) pour une réunion avec 22 commandants, dont Ali Karaki. Ceux-ci souhaitaient se plaindre du refus de soutien de l'Iran (cf. VAI 2016). Une « taupe iranienne » (ou une taupe en Iran) a alors prévenu le Mossad. Benyamin Netanyahou a donné instruction de le tuer et de lancer l'opération « Nouvel ordre régional » depuis sa chambre d'hôtel à New York. Il a interrompu son séjour aux États-Unis et est revenu en Israël. Le Sayyed est mort hors de la présence des commandants, avec ses gardes du corps, soufflé par l'explosion.

J-C – Netanyahou ayant donné son accord au plan de cessez-le-feu entre Israël et le Hezbollah, Nasrallah fut sans doute amené à penser que la fin de ce conflit allait se régler diplomatiquement ou tout du moins c'était en bonne voie. Mis ainsi en confiance, sa vigilance se relâcha, entre temps les sionistes étant averties de la tenue de cette réunion, saisirent l'occasion rêvée d'en liquider tous les participants, de décapiter la direction du Hezbollah, puisque une vingtaine de ses commandants devaient y assister et y ont laissé la vie.

On ignore ce qui reste de la direction politique et militaire du Hezbollah. Ce qui est sûr, c'est que si la veille de la révolution russe de 1917, la totalité des membres du comité central du parti bolchevik avaient été massacrés, y compris Lénine et Trotsky, il n'y aurait pas eu de révolution ou elle aurait été vaincue.

Allemagne. Cadeaux aux marchés financiers.

En Allemagne, une dose de capitalisation pour garantir les retraites - lepoint.fr 05/10/2024

Le chancelier Scholz a concocté une réforme destinée à stabiliser le financement des retraites dans son pays en pleine crise démographique.

Ce fonds alimenté par le budget fédéral investira sur les marchés financiers et sera financé par la dette. Dès cette année, le gouvernement prévoit d'emprunter 12 milliards d'euros pour l'alimenter. Dans la prochaine décennie, 200 milliards d'euros devraient être investis par l'État sur les marchés financiers. Les intérêts générés permettront de renflouer le régime d'assurance retraite et de réduire les cotisations sociales. Au ministère des Finances, on compte sur 10 milliards d'euros de dividendes par an. Cette mesure devrait permettre de stabiliser le financement des retraites jusqu'en 2039.

Aujourd'hui, en Allemagne, un salarié qui a cotisé pendant 45 ans perçoit 48 % de son salaire quand il part à la retraite. Les experts ont fait le calcul : ce pourcentage est impossible à maintenir et le niveau de retraite devrait passer de 48 à 45 % du salaire net moyen si aucune réforme n'est engagée. Une baisse qui serait difficile à supporter pour beaucoup de retraités dans un pays où de nombreuses personnes, en particulier les femmes, sont déjà menacées de pauvreté quand elles sont âgées. D'où la solution du « capital générationnel. » Autre volet de cette réforme : les cotisations des actifs – qui n'ont pas augmenté depuis 2018 – passeront dans les prochaines années de 18,6 à 22,3 %.

D'ici à 2030, 7 millions de baby-boomers vont prendre leur retraite alors que depuis des décennies la natalité est particulièrement poussive en Allemagne. Les cotisations versées par les actifs ne suffiront bientôt plus à payer les pensions. En 2030, un seul actif devra financer un retraité avec une espérance de vie supérieure de dix ans à celle des années 1960. Pour le gouvernement, cette nouvelle réforme devrait également éviter de recourir une fois de plus au relèvement de l'âge légal du départ à la retraite. Aujourd'hui, les Allemands partent à la retraite à 65,8 ans. Le plafond a été fixé à 67 ans en 2031.

Le projet de réforme, adopté au mois de mai par la coalition tripartite (sociaux-démocrates/verts/libéraux) au pouvoir à Berlin, est en ce moment étudié par le Bundestag. L'idée de recourir aux marchés financiers pour financer les retraites effraie cependant pas mal de monde. Encore très méfiants vis-à-vis des placements boursiers, les Allemands hésitent à mettre en danger leurs retraites dans des placements au rendement incertain et risqué. D'autant qu'en 2001, la fameuse « réforme Riester », qui instaurait un système de retraite par capitalisation, s'est avérée être un échec. Les salariés pouvaient, s'ils le souhaitaient, contracter un « plan Riester » (du nom du ministre du Travail de l'époque au sein du gouvernement de Gerhard Schröder) et verser 4 % de leur salaire brut annuel dans ce nouveau produit d'épargne subventionné par l'État. Un système qui n'a pas vraiment fait ses preuves. Les rendements ont été faibles et peu de salariés recourent encore à ces contrats.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 10 octobre 2024

Deux commentaires publiés dans le blog Le Grand Soir.

- @Anonyme?
- "Avec l'IA, Vincent revient à un des gros points faibles de la théorie marxiste, le rôle du progrès technique dans la matérialisation du profit capitaliste. Les critiques de Marx avaient déjà remarqué que les capitalistes préféraient employer, dans la mesure du possible, des machines plutôt que des hommes."

Non, sans blague, Marx était décidément un pauvre d'esprit!

Les capitalismes, parmi les moins éveillés d'entre eux, ont imaginé en désespoir de cause, qu'ils pourraient se passer des travailleurs qui produisent la plus-value, leur unique source de richesse, en vain évidemment, d'où le recours à la guerre en permanence qui permet de réaliser d'immense destruction de forces productives, infrastructures, etc. qu'il faudra reconstruire ou remplacer et ainsi de suite, elle n'a pas d'autres origines comme l'a rappelé à sa manière @françois gerard.

Pour rappel:

- « Il est évident au premier coup d'œil que l'industrie mécanique, en s'incorporant la science et des forces naturelles augmente d'une manière merveilleuse la productivité du travail, on peut cependant demander si ce qui est gagné d'un côté n'est pas perdu de l'autre, si l'emploi de machines économise plus de travail que n'en coûtent leur construction et leur entretien. Comme tout autre élément du capital constant, la machine ne produit pas de valeur, mais transmet simplement la sienne à l'article qu'elle sert à fabriquer. C'est ainsi que sa propre valeur entre dans celle du produit. Au lieu de le rendre meilleur marché, elle l'enchérit en proportion de ce qu'elle vaut. » (Karl Marx, Le Capital Livre premier, IV° section, XV, II)
- "il y a de plus en plus de bouches inutiles à nourrir"

On croit rêver, l'économie mondiale ne se réduit pas à l'Europe et aux États-Unis.

Ici, en Inde, il y a de plus en plus de "bouches inutiles" qui trouvent à se nourrir, chez nos voisins asiatiques aussi, incroyable n'est-ce pas ? Sans doute un miracle à attribuer au sacro-saint capitalisme!

On se demande dans quel monde vivent certains, et le comble, c'est qu'on nous accuse d'être "dogmatiques" ou d'être restés bloqués au XIXe siècle. C'est l'hôpital qui se fout de la charité, aussi répandu que l'inversion accusatoire.

Sachant qu'on me contestera toute légitimité, inutile d'argumenter, je ne vais pas perdre mon temps. Les choses simples s'exprimant simplement, sachant qu'on n'accordera aucune attention à mon argumentation, autant donner la parole à Marx et Engels, on pourra les critiquer autant qu'on voudra sans qu'ils puissent répondre, ce n'est peut-être pas très charitable de ma part, peu importe puisqu'ils n'auront pas à en souffrir, et moi non plus de fait!

Le Capital - Livre premier

Le développement de la production capitaliste

VII° section : Accumulation du capital

Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste

- III. Production croissante d'une surpopulation relative ou d'une armée industrielle de réserve
- E. Passage de la manufacture moderne et du travail à domicile à la grande industrie.
- IX. Législation de fabrique

https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-I/kmcapI-25-3.htm

Même les auteurs de Wikipédia ne sont pas parvenus à contredire Marx

Armée de réserve de travailleurs

https://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_de_travailleurs

En plus rudimentaire ou "pour les nuls" :

Armée de réserve industrielle

https://wikirouge.net/Arm%C3%A9e_de_r%C3%A9serve_industrielle

- "Pour le marxiste-léniniste (version « dogmatique »), la classe moyenne est le ventre mou de la société. Sans repère propre, elle oscille entre deux pôles extrêmes : la classe dominante et le prolétariat. Elle oscille, oui, mais penchera toujours du côté du plus fort : soit vers la classe ouvrière organisée et armée d'un programme fédérateur (le socialisme), soit vers les dominants prêts à l'acheter (ils en ont les moyens), et déterminés à tirer sur les gueux récalcitrants.

Et si la classe ouvrière venait à manquer de force pour des raisons structurelles et non plus seulement par simple faiblesse organisationnelle, ou des deux simultanément, le schéma « léniniste » est sans appel : victoire du capitalisme en rase campagne !

Ainsi s'explique que tout un courant de l'extrême gauche française voit dans la seule disparition du Parti Communiste (dont la « nouvelle » Direction « droitière » est responsable) la raison principale de l'affaiblissement ouvrier, et donc de l'urgence de sa reconstruction."

Il y en a manifestement qui n'ont rien retenu ou compris des enseignements du marxisme de la lutte de classe du passé jusqu'à nos jours.

Vous n'auriez pas dû vous arrêter en si bon chemin, je suis sympa, j'ai trouvé la suite et la conclusion de votre plaidoyer antisocialiste.

Jacques Bidet, professeur émérite de philosophie à l'Université Paris X-Nanterre, fondateur d'Actuel Marx, membre du Conseil scientifique d'Attac.

- "La conclusion à laquelle je parviens est que l'organisation commune à construire ne peut avoir ni la forme-parti, ni la forme-mouvement. Elle doit intégrer ces configurations dynamiques — et d'autres comme celle du « commun » ou celles de la révolte ponctuelle sur un enjeu local, ou de l'engagement pour une bonne cause singulière — dans une forme-association, croisant les traditions marxiste et anarchiste."

(Marx et l'immigration : mise au point - Entretien inédit pour le site de Ballast, 25 octobre 2018, par Julien Chanet)

https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-18-automne-2018/debats/article/marx-et-l-immigration-mise-au-point

Tiens un proudhonien qui fait de la résistance ! Bref, on se demande où est passée la lutte des classes !

Si je comprends bien, on nous explique que pour affronter une classe puissamment organisée et armée dans tous les sens du terme, consciente de ses intérêts, féroce, cruelle, barbare, on devrait se contenter d'une organisation à la petite semaine en somme. Autant dire que ceux qui tiennent ce genre de discours, n'envisagent pas sérieusement de l'affronter, encore moins de la vaincre, au moins leurs intentions sont claires.

Tout est bon pour s'en prendre au marxisme ou au socialisme. Dans quel but, sinon justifier l'ordre établi ou la survie du capitalisme avec lequel on est appelé à collaborer, puisque ses détracteurs n'ont rien trouvé de mieux à nous proposer, le tout enrober de telle manière qu'on ne puisse pas leur reprocher, tout du moins c'est ce qu'ils croient et ils se trompent.

Pour tenter de discréditer le marxisme et le socialisme, de les dénigrer ou ridiculiser, rien de plus facile, il suffit d'ignorer de quoi on parle, de leur faire dire n'importe quoi ou de recourir à des contrevérités, je veux dire par là, ignorer les faits évoqués dans les analyses ou démonstrations que les marxistes ont produites, pour ensuite affirmer que leurs conclusions étaient erronées ou ne méritent pas d'être retenues. Et pour donner plus de substance ou de crédit à leur interprétation falsifiée, leurs auteurs font appel à des idéologues du capitalisme, Todd par exemple, qui les mène où, nulle part, sinon à une confusion extrême qui conduit à la paralysie et à l'impuissance, à croire que ce serait le but recherché, inconsciemment ou non peu importe...

De tout temps, il s'en est trouvé pour tenter de réfuter le marxisme sans jamais y parvenir, cependant, de nos jours, grâce aux mal nommés médias et réseaux sociaux, n'importe qui bénéficie

d'une formidable tribune pour défendre les théories concoctées par les idéologues du capitalisme, tandis que ceux qui continuent de défendre loyalement le marxisme ou le socialisme scientifique, l'idéologie de la classe ouvrière, ne disposent que de leurs propres moyens pour diffuser leurs idées, qui de ce fait seront ignorées par le plus grand nombre ou tout simplement censurés, on les traitera de préférence avec mépris.

Il fut une époque, où lorsqu'on se posait une question, avant d'y apporter une réponse ou d'affirmer quoi que ce soit, on se donnait la peine de lire (et d'étudier) les ouvrages qui avaient été rédigés par ceux qui l'avait étudiée minutieusement durant de longues années, et quand on ne comprenait pas quelque chose, on les relisait et on y réfléchissait encore et encore, on se posait des questions, on en discutait avec d'autres personnes, cela pouvait prendre des mois ou des années durant lesquelles on se contentait de l'essentiel, de ce qui nous paraissait plausible ou sérieux, de ce qu'on avait compris, un socle de connaissances suffisamment solides, quant au reste, on prenait soin de ne formuler qu'un avis relatif ou mesuré en avouant modestement notre ignorance...

De nos jours, tout le monde se prononce sur tout, tout le monde sait tout ou à réponse à tout, bref, le transhumanisme est déjà en train de se réaliser, c'est merveilleux.

Plaignez-vous, indignez-vous, signez des pétitions en ligne, résistez assis devant votre écran, faites ce que vous voulez, mais surtout, évitez de vous organiser dans un parti du mouvement ouvrier, surtout ceux qui prônent la rupture avec le capitalisme, vous pourriez vous compromettre gravement! Dormez tranquille, oubliez tous ceux qui souffrent injustement de la survie du capitalisme, tenez, les Palestiniens par exemple, vous vous faites du mal pour rien, vous valez mieux que cela, si, si, le monde est comme il est et il ne changera jamais, puisqu'on vous le dit, croyez-le, soumettez-vous, résignez-vous!

C'est voulu, alors déconnectez-vous! Ce sont eux qui ne sont pas « bien mentalement »

Santé mentale : Un tiers des jeunes utilisateurs des réseaux sociaux déclare « se sentir mal » - 20minutes.fr 8 octobre 2024

Dailymotion a publié, lundi 7 octobre 2024, son second baromètre (annuel) de la santé mentale en ligne des utilisateurs et créateurs de contenu. Il révèle que le temps passé sur Internet augmente... et entraîne des effets néfastes sur la santé mentale – surtout chez les jeunes.

Conduite par YouGov auprès de 2004 personnes, l'étude avance en effet que 32 % des 18-24 ans – qui représentent 14 % du panel – déclarent « *ne pas se sentir bien mentalement* » (contre 29 % des personnes interrogées tous âges confondus). En cause, les réseaux sociaux que près d'un jeune sur deux « *accuse* » de détériorer la santé mentale.

Corollaire de l'accroissement du temps passé sur Internet, 65 % des 18-24 ans indiquent avoir déjà été confrontés à une forme de violence en ligne (contre 37 % au global). Et parmi ces 65 %, 45 % ont eux-mêmes déjà été « personnellement victimes de violences en ligne », c'est-à-dire de messages ou commentaires haineux, de harcèlement, de diffamation etc.

J-C - Cela ne date pas d'hier. Dès qu'on poste un commentaire, on s'y expose, et alors ? Dès que vous partagez oralement vos idées avec des inconnus, vous vous exposez au même phénomène, tous les militants peuvent en témoigner, cela fait partie de la vie, c'est tout.

20minutes - Les 18-24 ans sont, selon l'étude, davantage éprouvés par l'utilisation des réseaux sociaux que leurs aînés : 35 % d'entre eux déclarent ainsi « avoir déjà eu du mal à dormir », 42 % « se sentir souvent fatigués », 36 % « avoir déjà ressenti de l'anxiété » et 29 % « s'être souvent senti tristes ».

Pour autant, cette conscience des effets néfastes d'Internet n'empêche pas les jeunes de visionner toujours plus de vidéos en ligne (38 %). 20minutes.fr 8 octobre 2024

J-C - Média sadique! Quelle frustration, quel symbole de déshumanisation de la société!

Quand en guise de relation avec le monde extérieur, on est en présence d'un écran, on se retrouve couper de la réalité qu'on le veuille ou non, car l'interaction qui existait entre vous et le monde extérieur est rompue ou ne peut plus se réaliser naturellement, ce qui peut entraîner des conséquences extrêmement graves, car la personne sera prompt à favoriser le développement de symptômes psychotiques, un penchant schizophrénique à tendance paranoïaque, voire meurtrière ou suicidaire.

L'idéologie néfaste de la classe dominante distillée quotidiennement par les médias et réseaux dits sociaux, favorise une forme d'individualisme à outrance, qui outre toutes sortes de perturbations d'ordre mental ou psychiatrique, peut conduire à l'isolement, à la marginalisation, à l'atomisation du reste de la société détestée ou vécu comme une menace à l'insu des intéressés ou sans qu'ils en aient conscience.

D'où mon appel répété à briser ce cercle infernal, à acquérir une réelle conscience de classe, à s'organiser et à participer au combat politique, à aller à la rencontre des jeunes et des travailleurs, à échanger ou partager nos idées, les soumettre à cette épreuve afin de les améliorer, la meilleure mesure de prophylaxie ou thérapie pour à la fois prévenir tout désordre psychiatrique, et rester en contact avec la réalité, de manière à prendre conscience de notre condition et en tirer une satisfaction durable, incomparable, puisqu'on œuvre individuellement et collectivement pour une bonne cause.

Totalitarisme. LFI en délateur et procureur de l'Inquisition "au nom de la nécessaire exemplarité".

J-C – Cela pue le tribunal d'exception des pires dictatures!

Ils adoptent l'attitude des puritains anglo-saxons qui tyrannisent le prolétariat et massacrent les Palestiniens et les Libanais (lire plus loin). En chiens de garde ou agents du régime, ces justiciers sèment la terreur dans la société en surveillant, enregistrant, condamnant tout comportement ou toute parole déviante de l'idéologie totalitaire régnante, pire, ils les livrent à la justice d'un Etat tyrannique et à la vindicte populaire, comme au temps des procès en sorcellerie ou du maccarthisme.

Il faut qu'ils montrent qu'ils sont loyaux envers leurs maîtres et leur régime, en espérant sans doute qu'il les épargnera, pure illusion ou crasse ignorance qui ne mérite que notre mépris.

Assemblée: le député Hugo Prévost exclu du groupe LFI après des accusations de ''faits graves à caractère sexuel'' - BFMTV 9 octobre 2024

Dans un communiqué, l'Union étudiante (syndicat qu'Hugo Prévost co-fondé avant de devenir député) révèle que les faits reprochés au député de l'Isère "s'étalent sur une période de 2020 à 2024".

"Ces violences citées ont notamment concerné des femmes des équipes nationales successives de notre organisation, et ont été utilisées comme outil pour asseoir et affirmer la domination d'un homme au sein du syndicat", écrit l'Union étudiante, qui évoque un "climat de terreur".

"Les témoignages réunis soulignent une volonté de contrôle sexuel et politique des femmes, avec des agissements s'apparentant à des injonctions sur leurs relations intimes et leur manière de se comporter, jusqu'à, selon les témoignages recueillis, une domination physique à travers au moins deux cas de violences sexuelles", résume l'Union étudiante.

"L'Union étudiante souhaite que justice soit faite, et demande à Hugo Prévost de démissionner", écrit le syndicat, "au nom de la nécessaire exemplarité que nous attendons de nos représentants politiques, par respect pour les victimes, et pour prévenir que d'autres violences puissent être commises". (Ecriture inclusive censurée. - J-C)

J- C- Ils n'ont pas été en mesure de citer un seul acte relevant d'une violence sexuelle.

Le HuffPost - La nature des faits n'est pas précisée, mais LFI précise qu'ils auraient été commis avant son élection. "La justice pourra être saisie si les personnes concernées en décident", poursuit le groupe LFI

À ce stade, aucune plainte n'a été déposée contre Hugo Prévost, qui ne s'est pas encore exprimé publiquement sur le sujet.

De son côté, le syndicat Union étudiante a publié son propre communiqué expliquant que son ancien porte-parole et co-fondateur Hugo Prévost est accusé « de harcèlement moral et sexuel, de schémas de prédation, de faits s'apparentant à des violences sexuelles » sur une période « de 2020 à 2024 ». Le HuffPost 9 septembre 2024

J- C- Vous avez bien lu, ils se livrent à un lynchage en règle sans qu'ils nous communiquent la version de l'intéressé ou qu'il ait l'occasion de se défendre, à quoi bon, puisqu'ils violent allègrement la présomption d'innocence, ils l'ont déclaré coupable d'avance, bref, ces policiers des mœurs se substituent au ministère de la Justice et ils font le sale boulot à sa place.

Ce sont les fossoyeurs du mouvement ouvrier, les meilleurs alliés de la réaction.

Ces gens-là n'ont pas leur place dans le mouvement ouvrier, nous ne leur reconnaissons aucune légitimité pour s'exprimer en notre nom, on pourrait ajouter, depuis qu'ils ont appelé à voter Macron et pour les partis qui le soutiennent au nom du "front républicain" contre l'extrême droite, dont finalement ils servent les intérêts.

Quand LFI se repent ou rentre dans le rang des sionistes, cautionne leurs discours justifiant le génocide du peuple palestinien, entre autres.

Attaque du 7 octobre : LFI qualifie d'« *acte terroriste* » l'attaque du Hamas en Israël - 20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

Le 7 octobre 2023, LFI - qui a depuis fait de la cause palestinienne une de ses revendications principales - avait publié un texte qui avait créé la polémique car jugé par beaucoup comme manquant de compassion envers les victimes israéliennes.

Ce premier communiqué qualifiait notamment l'attaque du mouvement islamiste d'« *offensive armée de forces palestiniennes* ». Il avait valu à la présidente du groupe insoumis à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, une convocation devant la police dans une procédure pour « *apologie du terrorisme* ».

La France insoumise, qui met en avant sa volonté de respecter « *le droit international* », avait également été critiquée pour son refus de qualifier le Hamas de mouvement « *terroriste* ».

J-C - Ce manque de "respect" à l'encontre des sionistes nazis agissant pour le compte de l'impérialisme anglo-saxon enfin réparé.

20 Minutes - La France insoumise, dont la réaction initiale avait été largement critiquée, a rendu hommage lundi aux victimes du « *massacre* » de cet « *acte terroriste* » du Hamas.

Dans un communiqué envoyé lundi soir, LFI demande ainsi la « *libération immédiate* » des otages du Hamas et dénonce un « *acte terroriste* ».20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

Combat contre la dictature climatique.

Réchauffement climatique : Septembre a été brûlant avec des précipitations extrêmes - 20minutes.fr/AFP 8 octobre 2024

J-C - Dans cet article ils manipulent tous les phénomènes météorologiques qu'ils présentent comme des phénomènes climatiques, afin uniquement de justifier leur théorie foireuse du réchauffement climatique dû à l'activité humaine et autres pets ou rots de vaches !

C'est un modèle du genre en termes de falsifications délibérées de données météorologiques. Vous pourrez le vérifier par vous-même ici :

 $\frac{https://fr.news.yahoo.com/r\%C3\%A9chauffement-climatique-septembre-\%C3\%A9t\%C3\%A9-br\%C3\%BBlant-103159321.html}{}$

Commentaires d'internautes.

1- Bigre

Le 24 juin: "Pas habitué a si peu d'activité sur ce bassin" se lamente un certain Cyco

Le 04 Juillet un certain Philip Klotzbach poste une photo satellite de l'Océan Pacifique sans aucun phénomène nommé ce qui est très inhabituel.

Gaemi atterrit en Catégorie 3 sur Taïwan fin juillet on sent une certaine frustration chez les observateurs passionnés par ces phénomènes "Ce n'est pas une saison très active sur ce bassin mais il suffit d'un seul typhon pour rappeler que le danger peut survenir même dans les saisons dites "calmes""

Puis Yagi en catégorie 4 début Septembre dans une saison décidément calme.

2- "Septembre a été brûlant et ponctué de catastrophes et de pluies extrêmes"

Septembre a été brûlant ? C'est une blague ou quoi ?

Pas en France en tous cas. Quant à la photo d'illustration en Pologne, pas très judicieux. En France, sauf erreur, pas eu d'inondations cet été, et même très peu de feux de forêts.

Alors, arrêtez de vouloir faire peur aux gens.

Quant à l'année 2024 la plus chaude, j'ai comme un gros doute, j'ai rallumé ma chaudière le 2 octobre cette année. L'an dernier, je l'avais rallumée que le 1er novembre.

J-C - En Inde du Sud, au Tamil Nadu où j'habite, depuis 1990 je ne me souviens pas qu'il ait autant plu entre mi- juin et le 8 octobre de cette année. Durant cette période, il a plu pratiquement tous les jours ou plutôt chaque nuit, avec disons moins de dix jours sans pluie. Du coup, la nature explose avec la chaleur, c'est magnifique, notez que la température est restée modérée ou inférieure aux années antérieures, tandis que la température nocturne diminuait tellement, que je coupais la climatisation à 4h du matin, j'ouvrais une fenêtre, et je constatais qu'il faisait moins de 25°.

D'ailleurs c'est bien simple, il ne fait pas suffisamment chaud pour que les hibiscus fleurissent abondamment comme c'est le cas chaque été, si je n'en avais pas planté une quinzaine, nous n'aurions pas assez de fleurs pour préparer du jus d'hibiscus (rouge) mélangé avec du citron. On est obligé de les cueillir et de les conserver au réfrigérateur, et on prépare le jus quand on en a une quantité suffisante, ce qui ne nous est jamais arrivé.

Personne ne se plaint de la pluie ici, bien au contraire, à ceci près que ces salauds de vendeurs de légumes en profitent pour augmenter leurs prix prétextant que l'humidité ferait pourrir les légumes, ne précisant pas que la baisse de la température tend plutôt à les préserver. Eh oui, on pense toujours à ceux qui ont des difficultés à se nourrir normalement, les prix au kilo des tomates ou des oignons passent quand même de 15 à 80 roupies, pour vous donner un ordre d'idée, dégueulasse, n'est-ce pas ?

En complément. Les colonisateurs ne sont pas si inhumains qu'ils en ont l'air, la preuve, ils se préoccupent du sort des malheureux africains.

Mali: les inondations mettent en péril la rentrée scolaire, déjà reportée - RFI 9 octobre 2024

Niger: 339 morts et plus d'un million de sinistrés depuis juin à la suite des pluies exceptionnelles touchant le pays - RFI 9 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org 8 Courriel: jctardieu@outlook.fr

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Hommage en France aux sionistes nazis.

Attaque du 7 octobre : Des discours « poignants » à la cérémonie d'hommages qui « font du bien à entendre » - 20minutes.fr 8 octobre 2024

Le Crif a organisé une cérémonie en mémoire des victimes du 7 octobre ce lundi pendant laquelle ont défilé de nombreuses personnalités, de Michel Barnier à Patrick Bruel en passant par Bernard-Henri Levy.

Aux noms de François Hollande, présent dans la salle, et d'Emmanuel Macron, les huées des gradins couvrent les tambours de la pluie battante. A l'inverse, ceux de Nicolas Sarkozy, Manuel Valls ou Yaël Braun-Pivet, déclenchent des tonnerres d'applaudissements.

« Le droit de vivre pour Israël, c'est le droit de se défendre », rétorque Yonathan Arfi, le président du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France), sur scène. Dans ce discours, il a également repris sa charge contre LFI qu'il a renvoyé au « camp du déshonneur », alors que la salle huait copieusement le mouvement de Jean-Luc Mélenchon.

Des textes écrits pas des survivants, des proches de victimes ou d'anciens otages sont lus et incarnés par Sandrine Kiberlain, Joann Sfar, Charlotte Gainsbourg ou encore Yvan Attal.

Sophia Aram est ovationnée quand elle appelle à « regarder en face la barbarie islamiste », Bernard-Henri Lévy sur la difficulté de faire un deuil « empêché, interdit, impossible », et Laurence Ferrari quand elle énumère des actes antisémites enregistrés en France cette année. Patrick Bruel confie avoir « tous les jours depuis un an des envies de brûler le journal Le Monde ».

La soirée s'éteint sur une Marseillaise reprise par la salle entière.

J-C - C'est bien l'hymne de la réaction, ces ordures ne se sont pas trompés de partition, celle de la Palestine!

Commentaires d'internautes.

- 1- On est plus dans une cérémonie d'hommage aux victimes mais avant tout dans un soutien de la politique génocidaire de Netanyahou, la preuve Macron a été hué car il ne veut plus vendre d'armes à Israël...
- 2- Il faudra aussi penser un jour ou l'autre à un devoir de mémoire aux victimes du génocide du peuple palestinien
- 3- Hommage aux victimes palestiniennes et libanaises
- 4- C'est quand même le seul peuple sur terre pour lequel on a un mot dédié concernant le racisme alors qu'on utilise le mot racisme pour autre personne quel que soit sa couleur son orientation et ses croyances. De toute ils détiennent le monopole absolu de la souffrance depuis 39-45 peu importe ce qu'ils font aux autres

- 5- Petit rappel, cette guerre qui n'est pas la nôtre d'ailleurs, a commencé fin 48 quand la colonisation et le vol des terres palestiniennes a débuté, et non pas le 07 10 23....
- 6- N'en déplaise aux extrémistes pro Netanyahou (bien à l'abri en France), nous ne sommes pas en Israël et nous avons le droit de critiquer ou de s'opposer à ce gouvernement d'ultra droite de ce pays.

Guerre au Proche-Orient : Netanyahou menace de détruire le Liban de la même façon que Gaza - 20minutes.fr

Netanyahou exhorte les Libanais à se « *libérer* » du Hezbollah, les menaçant sinon de connaître « *des destructions et des souffrances comme à Gaza* »

7 octobre 2024, un an de soulèvement du ghetto de Gaza. Partie 1. L'Apocalypse

Est-ce le soulèvement du ghetto de Gaza le 7 octobre 2023 qui a déclenché le génocide israélien à Gaza ? Ou, au contraire, la tempête d'Al Aqsa était-elle précisément un ultime soulèvement contre le génocide silencieux et planifié qui se déroule depuis des années en Palestine occupée et qui est maintenant entré dans sa phase finale sous les yeux du monde entier ?

 $\underline{https://www.legrandsoir.info/7-octobre-2024-un-an-de-soulevement-du-ghetto-de-gaza-partie-1-lapocalypse.html}\\$

7 octobre 2024, un an après le soulèvement du ghetto de Gaza, partie 2 : Élections démocratiques en 2006, et la mort en récompense

Ce 7 octobre, revenons sur ce qui s'est passé au cours des vingt dernières années. Pour comprendre pourquoi, ce jour-là, la résistance palestinienne n'a eu d'autre choix que de sortir du ghetto de Gaza.

 $\frac{https://www.legrandsoir.info/7-octobre-2024-un-an-apres-le-soulevement-du-ghetto-de-gaza-partie-2-elections-democratiques-en-2006-et-la-mort-en-recompense.html}{}$

Qui a déclenché la réaction en chaîne au Moyen-Orient? Par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 05 octobre 2024

Si Israël – reconnu coupable par la Cour internationale de justice de l'ONU de génocide contre les Palestiniens – peut annuler toute autorité des Nations unies dont il est membre, s'il peut poursuivre le génocide en toute impunité même en Cisjordanie afin d'anéantir définitivement l'État palestinien, c'est parce qu'il est soutenu par les États-Unis, l'OTAN et l'UE dans le cadre d'une stratégie concertée. Il y a un an, dans l'épisode du 7 octobre intitulé « Le 11 septembre du Moyen-Orient ", nous avons affirmé, sur la base d'une documentation précise, qu'il s'agissait d'un " scénario semblable à celui de l'attaque terroriste à New York et Washington le 11 septembre 2001, une opération éconduite par la CIA (probablement aussi avec la participation du Mossad) pour

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

amorcer la guerre mondiale contre le terrorisme avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak et les guerres qui ont suivi ».

Nous avons ensuite conclu : « Quelque chose d'analogue est en train de se passer aujourd'hui en Israël, dont tout le système de renseignement et défense aurait été "pris par surprise" par l'attaque du Hamas. Le but stratégique de l'opération est, d'une part, celui d'exterminer les Palestiniens et de s'emparer de leurs territoires. D'autre part le but stratégique de l'opération est d'amorcer, en ciblant l'Iran, une réaction en chaîne de guerres dans un Moyen-Orient où les États-Unis, Israël et les puissances européennes perdent du terrain. ».

La réaction en chaîne est en cours : Israël – armé et soutenu principalement par les Etats-Unis, qui déploient une force militaire croissante au Moyen-Orient – non seulement poursuit la destruction de la Palestine, mais étend la guerre au Liban, au Yémen, à la Syrie et à l'Irak.

La cible centrale reste l'Iran, qui est encore plus important aujourd'hui : ayant rejoint les BRICS, dont la Russie et la Chine sont membres, il est désormais un point névralgique du Corridor Nord-Sud construit par la Russie en réponse au blocus de l'Occident et, en même temps, un point névralgique de la Nouvelle Route de la Soie promue par la Chine.

Faute de pouvoir contrer par des moyens politiques et économiques ces projets qui ébranlent leur position dominante dans une région d'importance stratégique, les États-Unis et les puissances européennes recourent à la guerre en utilisant Israël comme fer de lance.

Poutine a-t-il empêché l'ukrainisation de l'Iran par Netanyahou et ses alliés du gouvernement états-unien ? Existe-t-il un accord militaire entre la Russie et l'Iran ? par Alfredo Jalife-Rahme - Réseau Voltaire 8 octobre 2024

Après l'aller-retour secret de Benjamin Netanyahou au Kremlin, il y a trois semaines, et le tir d'un missile hypersonique yéménite guidé par la Russie sur un oléoduc israélien, les champs de bataille d'Ukraine et du Moyen-Orient se confondent.

Cependant, désormais Téhéran a la possibilité de lancer un missile hypersonique sur la centrale nucléaire de Dimona, les retombées ne manqueraient pas de toucher plusieurs États de la région.

https://www.voltairenet.org/article221349.html

J-C - La rubrique fais-moi peur, ça nous manquait depuis un certain temps !

L'Iran et Israël par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 8 octobre 2024

Nous commettons une grave erreur en pensant que tout l'Iran est opposé à la colonisation de la Palestine par Israël. Un groupe d'Iraniens, certes minoritaire, espère toujours relancer le commerce avec les Occidentaux au prix d'une entente avec le régime génocidaire de Benyamin Netanyahou.

Conclusion:

Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner si une source iranienne a informé Israël des lieux et des moments où il pouvait assassiner un à un les dirigeants du Hezbollah.

https://www.voltairenet.org/article221331.html

J-C - Je vous renvoie à la causerie du 4 octobre dans la page d'accueil du blog qui fournit une autre version.

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 12 octobre 2024

«	Celui	qui	ne	connait	pas	la	vérité	n	'est	qu'i	un	imbécile.	Mais	celui	qui	connait	la	vérité	et	la
qualifie de mensonge est un criminel. » (Bertolt Brecht)																				

Les Etats-Unis d'Amérique sont le produit d'une guerre d'extermination ou d'un génocide, sa colonie au Moyen-Orient également. C'est en quelque sorte leur marque de fabrique.

Qu'ils servent de modèle « *démocratique* » à tous les régimes en Europe et dans d'autres régions du monde, fournit une idée assez précise sur l'idée qu'ils s'en font ou la nature de ces régimes.

Prix Nobel idéologique, qui en doutait encore ?

J-C – On croirait une tribune du Forum économique mondial.

Pour David Baker, Nobel 2024, la création de protéines contre les problèmes du monde - AFP 10 octobre 2024

"Face à l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, en médecine, santé, développement durable, énergie, technologie, le potentiel de la conception de protéines est énorme", dit à l'AFP David Baker depuis Seattle aux Etats-Unis, quelques heures après avoir remporté un prix Nobel aux côtés de deux colauréats.

Les protéines sont des molécules jouant un rôle fondamental dans presque toutes les fonctions d'un organisme vivant: contracter un muscle, digérer la nourriture, activer les neurones...

Elles ont évolué dans la nature "pour régler tous les problèmes auxquels nous avons fait face durant le processus de sélection naturelle", explique le biochimiste de 62 ans aux cheveux hirsutes.

"Mais l'humain est aujourd'hui confronté à de nouveaux problèmes", pointe-t-il. "Nous réchauffons la planète et nous avons donc besoin de nouvelles solutions en matière d'écologie et de durabilité. Nous vivons plus longtemps, ce qui rend des maladies comme Alzheimer plus importantes. Il y a de nouveaux agents pathogènes comme le coronavirus."

Laisser l'évolution résoudre ces problèmes "prendrait beaucoup de temps", poursuit David Baker. Or "avec de nouvelles protéines, nous pouvons les résoudre, mais dans un délai très court."

J-C - En voilà un que Gates n'aura même pas besoin de se donner la peine de recruter, à moins que cela ait déjà été fait et qu'on l'ignore.

La vérité est révolutionnaire!

J-C – L'auteur de l'article suivant n'en est pas un, loin de là, c'est un pur produit du régime en place et il a adopté la conception officielle de la médecine. Pour autant lorsqu'il se retrouve victime de la guerre fratricide que se livrent les différents clans de l'aristocratie financière, alors il se rebiffe sans comprendre ce qui se passe réellement, ce qui va donner lieu à une réflexion qui n'est pas sans intérêt.

Abbé Pierre, Covid : que de similitudes par le Dr. Gérard Maudrux 8 octobre 2024

Il est étonnant de voir à quel point, et avec quelle facilité on peut mentir aux citoyens, leur cacher des vérités et des énormités connues de tous au plus haut niveau. C'est déconcertant et inquiétant.

On assiste aujourd'hui à un déferlement de toute la presse concernant le comportement de l'abbé Pierre. Mais que ne l'ont-ils dénoncé plus tôt ? Tous savaient, personne n'a rien dit, et ceux qui se sont exprimés passaient pour des menteurs.

Cela fait 70 ans que ses frasques étaient connues, 70 ans d'omerta. 70 ans de secrets. Déjà en 1955, lors de sa tournée aux États-Unis, des femmes se sont plaintes à New-York, Chicago et Washington, et son séjour avait dû être écourté. Même chose à Montréal où il fut reconduit à la frontière avant la fin du séjour. Les archives de l'archevêché de Paris signalaient déjà 24 plaintes officielles en 1964. Une lettre de Monseigneur Veuillot parle de « grand malade mental » et de « jeunes filles marquées pour la vie », car il ne s'agissait pas seulement d'attouchements, mais de viols, y compris sur mineures. L'abbé était en permanence surveillé par un garde du corps, le socius, pour empêcher que des femmes s'en approchent, ce qui ne l'empêchait pas de se rendre régulièrement dans les maisons closes comme à Genève, relaté par une témoin dans une émission de De Dechavanne (Ciel mon mardi, en 1990). Aucun crédit ne sera alors accordé à ce témoignage qui sera vite enterré.

70 ans de secrets, comme pour les 50 ans de secret défense du covid, cela permet de ne pas savoir ce qui se passe réellement, et de tout cacher jusqu'à ce que les responsables aient disparus ou soient à l'abri de poursuites, leur permettant également de poursuivre leurs exactions.

Pour lire la suite :

https://www.covid-factuel.fr/2024/10/08/abbe-pierre-covid-que-de-similitudes/

Commentaire d'un internaute.

- De mon côté et depuis près de trente ans, je dénonce le niveau de désinformation politicomédiatique de notre pays. Cela m'a valu d'être interdit de conférences publiques. Aujourd'hui vous faites un parallèle entre la désinformation Abbé Pierre et pandémie Covid. Je viens d'en faire de même pour la "dite" catastrophique Dette Publique Française (DPF). J'ai adressé le 23 septembre mon analyse à qui de droit y compris à des proches de M Barnier. En essayant de faire court... voici les axes principaux de ma publication sur la DPF.

Afin de mieux nous faire avaler une future sanction financière, la mode actuelle et répétitive de nos politiciens et de leurs relais médiatiques est de nous convaincre que la DPF est une spécificité française. Malgré le " quoiqu'il en coûte " de la pandémie Covid, elle est égale à 111% de notre

PIB. En fait, elle est dans la moyenne des pays de l'UE avec lesquels nous pouvons être comparés. Le Portugal est à 130%, l'Italie à 138%, l'Espagne à 109%, la Belgique à 107%. Seules l'Allemagne et les Pays Bas sont respectivement à 67 et 55%. En Dette par habitant, la France est aussi dans la moyenne de l'UE. A l'International, le Japon bat tous les records puisqu'il est à 260% de son PIB, soit 11000 milliards de dollars mais aucune inquiétude pour les japonais...En fait la DPF cumulée sur cinquante ans est égale à 3200 milliards d'€ Le seul relatif point noir est que les investisseurs étrangers sont pour nous à hauteur de 53% alors qu'ils ne sont qu'à 10% pour le Japon.

Qui dit investisseurs étrangers dit prioritairement les très célèbres Sociétés de Gestion d'Actifs que sont BlackRock et Vanguard. Rappelons-nous que Vanguard est, comme par hasard, le premier actionnaire de Pfizer mais aussi d'Akamai, première entreprise mondiale de stockage des données numériques nominatives incluses dans les QR code y compris vaccinaux : merci la pandémie question fichage...De son côté, BlackRock gère chaque année plus de 10000 milliards de dollars d'actifs qui lui permettent de faire la pluie et le beau temps sur les marchés financiers et les Fonds de Pension.

Ainsi, en pleine pandémie, sur la seule année 2021, en compagnie de Vanguard et State Street, ces trois sociétés, principaux actionnaires des Big Pharma et des GAFAM ont géré (chiffre INSEE) 20700 milliards de dollars, donc autant que le PIB des USA et sept fois celui de la France !!! Au niveau mondial, toutes sociétés confondues, le chiffre total en 2022 des actions sous gestion était de 98000 milliards de dollars (chiffre Boston Consulting Group 17 mai 2023).

Alors que pèsent nos malheureux 3200 milliards d'euros de DPF cumulée sur cinquante ans à côté des 98000 milliards de dollars annuels de ces sociétés mondialistes. Elles continuent à nous prêter car, c'est bien connu, on ne prête qu'aux riches. En Octobre 2020, Michel Rocard déclarait : " la dette est une construction artificielle créée par les banques avec le consentement des Etats pour dépouiller les peuples et en faire des esclaves à leur solde".

Que dire aussi du rapport de 400 pages que vient de publier en mai 2024 Marion Draghi ancien président de la BCE, libéré de son devoir de réserve vis à vis de la Présidente de la Commission Européenne. Il écrit : " un éloge de l'endettement français actuel, tout à fait acceptable et sécurisant pour les financeurs en terme de potentiel de remboursement". Dont acte car c'est bien connu : "on ne prête qu'aux riches". Tout ceci me rappelle ce que m'avait personnellement écrit Albin Chalandon à la suite de mes publications sur la Protection Sociale française " Sachez qu'en politique aucune vérité n'est bonne à dire...". Désinformation Abbé Pierre, Pandémie Covid, Dette Publique Française: même combat.

J-C – Les mégalomanes fanatiques de Davos ou Bilderberg s'en prennent violemment au capitalisme, ce qui a le don d'en surprendre ou déstabiliser plus d'un parmi nous, au point que plus personne ne comprend ce qui se passe...ou presque.

Ils lui attribuent volontiers toute sorte de méfaits ou crimes, ce qui leur permet d'atteindre tous ceux qui en ont été complices ou qui y ont directement participé, afin de les discréditer ou les éliminer, de manière à ce que leur conception du nouvelle ordre mondial s'impose comme la seule alternative ou perspective en lice, parce qu'ils ne peuvent pas se passer du capitalisme. Ils procèdent ainsi à une sorte de renouvellement de leurs représentations idéologiques, mieux adaptées à leurs objectifs politiques et économiques.

Il leur faut s'attaquer à toutes les représentations idéologiques qu'ils avaient contribué à créer ou qu'ils ont entretenues tout au long du XXe siècle, parce qu'elles peuvent encore servir de bastions à

la résistance des peuples contre leur propre idéologie, les élites, les religions en font partie, la philosophie, au-delà, les connaissances en général qu'ils s'appliquent systématiquement à déconstruire ou annihiler, leur réécriture de l'histoire (cancel culture) procède du même principe ou de la même nécessité, c'est ce qui donne à leur idéologie un aspect totalitaire...

Notez que cela constitue de leur part un aveu de faiblesse, dont on pourrait profiter, mais malheureusement on est trop con pour cela, on préfère polémiquer entre nous, à croire que ceux qui procèdent ainsi sont trop bien nourris! Mais il ne faut pas désespérer...

Quatre commentaires publiés dans le blog Le Grand Soir.

- "En plus, il respire!"

Mélenchon "respire" encore... quand la population civile palestinienne est délibérément bombardée ou fait l'objet d'une guerre d'extermination.

20 Minutes - La France insoumise, dont la réaction initiale avait été largement critiquée, a rendu hommage lundi aux victimes du « massacre » de cet « acte terroriste » du Hamas.

Dans un communiqué envoyé lundi soir, LFI demande ainsi la « *libération immédiate* » des otages du Hamas et dénonce un « *acte terroriste* ». 20 Minutes/AFP 8 octobre 2024

LFI se repent ou rentre dans le rang des sionistes, cautionne leur discours justifiant le génocide du peuple palestinien. No comment !

- A chaque jour sa peine... Rien que les faits.

Dans la causerie de mon blog (luttedeclasse.org) du 9 octobre 2024 :

Totalitarisme. LFI en délateur et procureur de l'Inquisition "au nom de la nécessaire exemplarité".

Assemblée : le député Hugo Prévost exclu du groupe LFI après des accusations de "faits graves à caractère sexuel" - BFMTV 9 octobre 2024

 $\frac{https://fr.news.yahoo.com/assembl\%C3\%A9e-d\%C3\%A9put\%C3\%A9-hugo-pr\%C3\%A9vost-exclu-213515111.html?guccounter=1$

A LFI-NFP adoptent l'attitude des puritains anglo-saxons qui tyrannisent le prolétariat et massacrent les Palestiniens et les Libanais. En chiens de garde ou agents du régime, ces justiciers sèment la terreur dans la société en surveillant, enregistrant, condamnant tout comportement ou toute parole déviante de l'idéologie totalitaire régnante, pire, ils les livrent à la justice d'un État tyrannique et à la vindicte populaire, comme au temps des procès en sorcellerie ou du maccarthisme.

Il faut qu'ils montrent qu'ils sont loyaux envers leurs maîtres et leur régime, en espérant sans doute qu'il les épargnera, pure illusion ou crasse ignorance qui ne mérite que notre mépris.

Dans la causerie à venir :

Lynché pour l'exemple! Ils vous tireront une balle dans le dos.

Le député Hugo Prevost, accusé de violences sexuelles, démissionne - Le HuffPost 10 octobre 2024

https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/le-depute-lfi-hugo-prevost-accuse-de-violences-sexuelles-demissionne_240685.html

Hugo Prevost ne bénéficiera pas du principe de la présomption d'innocence, il est d'emblée condamné ou déclaré coupable sans défense ni procès comme sous les pires dictatures.

On résume : Monsieur Prevost "n'était pas au courant de l'existence des accusations" qui sont portées contre lui, par qui, on se demande d'où elles proviennent ou qui est à l'origine de cette nouvelle cabale, puisque le parquet de Grenoble a confirmé mercredi n'avoir reçu « aucune trace de plainte ».

Dès lors, on aurait pu penser que cette affaire s'arrêterait là, mais c'était sans compter sur l'acharnement dont il allait faire l'objet de la part du CVSS (Comité de Vigilance contre les Violences Sexistes et Sexuelles) qui est une instance du groupe parlementaire LFI-NFP, une sorte de milice de la pensée qui veille au respect des bonnes mœurs dans l'ensemble de la société et pas seulement au sein du NFP, à l'instar des régimes qui sévissent en Afghanistan ou en Iran par exemple, sous le régime de l'Inquisition, relayée par les élus locaux du NFP qui exigeront sa démission, ainsi que des médias véreux, tel Mediapart, qui s'emploieront à monter en épingle cette affaire.

Dans quel but, sinon s'en prendre à LFI et l'affaiblir au sein du NFP avec la complicité de ses dirigeants (de LFI).

Pourquoi ? Parce que dans l'inconscient collectif, LFI incarne - à tort, peu importe ici, la résistance à la politique ultra-réactionnaire mise en œuvre par Macron. Les reniements successifs de LFI ne suffisent pas, il faut faire éclater le NFP, ce qui entre nous, nous laisse indifférents, ou plutôt, si cela pouvait préfigurer la recomposition du mouvement ouvrier sur des bases saines, nous nous en féliciterions, toutefois, sans illusion à l'heure actuelle... Cela dit, on y travaille, cet épisode y contribue, à suivre.

- Je partage l'éloge de @Vincent.

Pour se détendre un moment.

J'ai visité ce pays pendant 10 jours en mai 87. Il m'avait enchanté au point que je souhaitais partir y vivre, et comme cela n'a pas pu se faire, je me suis rabattu sur l'Inde 3 ans plus tard...

A la même époque, j'ai connu des militants du JVP en exil en France, je ne militais plus. Ils m'avaient semblé insignifiants sur le plan politique, d'ailleurs nous avions parlé de tout, sauf de politique, pour autant que je me souvienne. J'ai fréquenté un temps des membres de la diaspora sri lankaise à Paris et dans sa banlieue, des moines aussi, ils ne m'ont pas laissé un souvenir impérissable... J'avais été surpris d'observer que ces moines possédaient un nombre impressionnant

de cartes bancaires dans leurs portefeuilles, alors qu'à cette époque, entre 1987 et 1990, je n'en possédais qu'une dont je me servais rarement. Charité bien ordonnée, vous connaissez la suite. Ils vivaient de dons et ils étaient bedonnants, ils se tapaient les femmes de leurs contacts! Un de ces moines était devenu notre meilleur ami, quand ma première épouse me largua, il alla vivre avec elle. Il lui avait promis qu'il travaillerait et se défroquerait, en fait, il se défroquera juste pour la sauter et remettre aussitôt après sa robe, il profitera d'elle et ne bossera jamais, elle finira par le foutre dehors! J'ai d'autres histoires en magasin.

Sri Lanka est un confetti dans l'économie mondiale...

Quant à la situation politique à Sri Lanka, je crois que Jean-Pierre Page l'a bien décrite, une farce caricaturale dont il n'y a rien à attendre avant longtemps malheureusement pour nos amis sri lankais...

En Inde c'est la même chose en plus supportable toutefois, parce que la superficie, la population et les richesses du pays sont beaucoup plus importantes, donc il existe davantage d'opportunités pour s'en sortir ou tout juste survivre, dans la pauvreté et la précarité absolue, puisque sans droits sociaux dans un pays livré à la bureaucratie et à la corruption. Ne me demandez pas le nom d'un ministre indien, hormis Maudi et Jaishankar, bref, personnellement, je ne m'intéresse pas à ces pays, sauf lorsqu'on entend parler d'eux dans les médias ou les instances internationales. On ne peut pas être partout à la fois, j'ai fait le choix de me concentrer sur les pays qui dominent l'économie mondiale, où la lutte des classes présentent davantage d'intérêt pour le reste de l'humanité.

- Pour rebondir sur le commentaire de @Zéro

Ne sont visibles dans l'arène politique, que les couches de travailleurs assimilables aux classes moyennes, ceux qui disposent d'un statut social privilégié ou d'un mode de vie relativement confortable, ceux qui consomment massivement, dont les conditions sociales permettent de supporter tous les coups que leur porte le gouvernement, c'est-à-dire la majorité de la population. En sont exclus, ceux qui "ne sont rien", les couches les plus défavorisées qui n'ont pas accès au marché ou lorsqu'ils y ont accès, c'est en se privant de manger ou de se soigner, ceux-là, dans certaines conditions, seraient prêts à se battre pour un changement de régime, parce qu'ils n'ont rien à perdre, mais ce ne sont pas eux qui s'organisent dans les partis du NFP ou de l'extrême gauche, dans les syndicats qui collaborent avec le régime, une grande partie d'entre eux ne votent pas non plus. Laissons de côté le lumpenprolétariat.

Je crois qu'en grande partie l'explication aux questions que vous vous posez réside ici, ces partis et syndicats sont à l'image des conditions sociales de ces couches de travailleurs les mieux lotis ou embourgeoisés, qui pour cette raison n'envisagent pas de rompre avec le capitalisme et ses institutions, d'où l'orientation réactionnaire du mouvement ouvrier qui flattent leurs attentes au lieu de leur fournir un programme révolutionnaire, ses dirigeants en font eux-mêmes partie, pour faire bref.

Cette question nécessite une adaptation du marxisme (et non une révision), que nos dirigeants ont été incapables de réaliser, en fonction des profondes transformations qu'ont connues la société et le monde, les différentes classes sociales, le capitalisme, ses représentations idéologiques, au cours du XXe siècle.

J'ai eu l'occasion d'aborder ce sujet à de nombreuses reprises dans mes causeries. Je vais essayer de synthétiser tout cela, et je livrerai le résultat à votre esprit critique. Analyser la situation, rien de plus facile, puisque plein d'intellectuels s'y sont déjà collés avec plus ou moins de bonheurs, mais chaque fois ils ont commis des erreurs, leurs analyses présentaient de graves lacunes, par exemple, les uns négligeant l'économie, les autres la lutte de classes, pratiquement tous privilégiant l'idéologie aux faits, la métaphysique à la dialectique, chacun détenant un petit bout de la réalité ou vérité, mais aucun étant capable de les rassembler ou d'en faire la synthèse, ce qui explique pourquoi ils demeurent confronter à des contradictions en apparence inextricables, et leurs conclusions se terminent systématiquement dans une impasse. Je parle de ceux dont les intentions sont honnêtes.

Vous comprendrez que les éléments les plus éclairés parmi la classe ouvrière et les classes moyennes, ne peuvent adhérer à une théorie ou l'adopter, qu'à condition qu'elle soit cohérente, qu'elles puissent la soumettre à l'épreuve décisive de la pratique pour en vérifier le sérieux. C'est ce qu'ils firent avec le marxisme jusqu'au premier quart du XXe siècle ou environ la fin de la Seconde Guerre mondiale, en s'en écartant de plus en plus... Ensuite, après les accords de Bretton Woods, pour se donner un repère, l'analyse marxiste de la situation mondiale était devenue obsolète ou elle ne correspondait plus à la nouvelle situation économique, aux rapports entre les classes, à la recomposition du monde entre grandes puissances, etc. ce qui aurait dû nécessiter une réévaluation des enseignements de la lutte de classe que nous avaient légués les marxistes, ce qui à mon avis n'a jamais été entrepris ou mené jusqu'au bout, tant le sujet portait à polémique, car chacun détient la vérité, au détriment de notre cause, hélas ! Faudra-t-il qu'elle soit désespérée pour qu'ils daignent nous écouter enfin ? Espérons que non.

La nuit dernière, je me suis réveillé à peine deux heures après m'être endormi très tard, et c'est cette réflexion qui m'est venue à l'esprit, en plus substantielle, puisque je suis resté éveillé pendant trois heures! Tout me semblait tellement clair que j'en étais fébrile, moins maintenant parce que je me fais vieux, j'espère réussir à renouer le fil de mes idées et présenter une synthèse valable, sans mémoire du tout, c'est extrêmement difficile.

Le GS et ses lecteurs pourraient contribuer à cette tâche urgente et de plus haute importance. Je n'aime pas me mettre en avant ou ces monologues, cela ne correspond pas à ma personnalité, merci de votre compréhension...

Abus de pouvoir.

Au nom de votre bien-être!

- Si vous réduisez la vitesse de 90 à 70, puis à 50 km/h, pour un trajet qui prenait 20 minutes, il vous en faudra 29, puis 38, pratiquement le double, autant dire qu'en passant pratiquement le double de temps sur le périphérique ou ailleurs, cela se traduira par un ralentissement de la circulation ou contribuera à la rendre moins fluide, à créer davantage de bouchons, à polluer davantage, à consommer davantage d'essence ou diesel, sans parler de la perte de temps...

Si le vent soufflait à contre-courant, pour un peu on pourrait s'attendre à faire du sur-place!

- Des rafales de vent jusqu'à 50 km/h sont attendues en fin de journée dans toute la région, notamment en Essonne, dans les Yvelines et en Seine-et-Marne.

J-C - 50 km/h, apocalypse now!

Selon Vigicrues, les précipitations prévues égaleront environ un mois de pluie en l'espace d'une journée. (20minutes.fr 9 octobre 2024)

Quel "mois de pluie", celui où il était tombé trois gouttes d'eau ?

Putain de féministes, il y a un sacré paquet de fric à se faire!

J-C - Dis-moi qui financent ces campagnes à caractère communautaire, et je te dirai quel en est le mobile.

Melinda French Gates lance un fonds de 250 millions pour la santé des femmes parismatch.com 9 octobre 2024

Melinda French Gates a indiqué, ce mercredi 9 octobre, créé un nouveau fonds de 250 millions de dollars pour « *améliorer la santé mentale et physique des femmes* », dans le cadre d'une action plus large pour « *promouvoir les droits des femmes* » pour laquelle est a promis un milliard de dollars.

Dans un communiqué repris par CNN, Melinda French Gates affirme que « la santé des femmes a été sous-financée, négligée et mal comprise » et que les inégalités en matière de santé entre les hommes et les femmes « ont non seulement un impact sur la vie quotidienne des femmes, mais peuvent également nuire à leur avenir ».

« Il est clair que nous devons faire mieux pour éliminer les obstacles à la santé des femmes. La bonne nouvelle est qu'il existe de nombreuses organisations dans le monde qui font exactement cela. Nous voulons nous assurer qu'elles reçoivent l'attention et le financement qu'elles méritent », écrit l'ex-épouse de Bill Gates, invitant les organisations intéressées à postuler pour recevoir une part du financement. parismatch.com 9 octobre 2024

La fabrique en marche et en masse de schizophrènes.

Premier smartphone à 11 ans, temps d'écran sous-estimé... Ce que révèle une étude sur l'éducation numérique des enfants français - francetvinfo.fr 8 octobre 2024

Selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Les enfants français acquièrent leur premier smartphone à 11 ans et quatre mois en moyenne, selon une étude de l'Observatoire de la parentalité et de l'éducation numérique réalisée par Ipsos média, révélée par franceinfo mardi 8 octobre.

Selon cette étude, cet âge moyen tombe même à 9 ans et cinq mois pour l'obtention d'une tablette. "Les écrans occupent une place de plus en plus importante dans la vie des enfants, principalement en raison de l'utilisation accrue des smartphones par les jeunes", écrit l'Observatoire de la

parentalité et de l'éducation numérique, précisant que "plus de la moitié des enfants âgés de 7 à 17 ans possèdent leur propre smartphone."

Selon l'étude, près de 70% des enfants âgés de 7 à 17 ans utilisent Internet quotidiennement, avec une préférence pour les services comme YouTube, TikTok, WhatsApp, Instagram et Snapchat. Par ailleurs, les enfants passent en moyenne 4 heures par jour sur leur smartphone pendant les vacances et les week-ends, un temps qui augmente avec l'âge. francetvinfo.fr 8 octobre 2024

J-C - C'est ainsi qu'ils se privent de la principale activité qui à leur âge participe à leur sociabilité, à savoir le jeu qui les met en contact avec d'autres gosses, les jeux collectifs au cours desquels ils acquièrent certaines valeurs ou certains principes, qui facilitent leur insertion ou leur adaptation à la société dans la mesure où ils sont admis collectivement.

C'est d'autant plus néfaste au développement de leurs facultés cognitives, que sur les médias ou réseaux dits sociaux on ne se contente pas de leur fournir des données, on leur propose des interprétations, en deux mots, on leur mâche le travail au détriment de leur réflexion et imagination.

A l'arrivée, leurs rapports au mode extérieur en seront affectés, à leur insu ou sans qu'ils en aient conscience évidemment, puisque ce processus relève du conditionnement mental et idéologique, avec à la clé des dégâts psychologiques ou des troubles du comportement prévisibles, dont ils auront toutes les peines du monde à se défaire par la suite, ce qui les rendra d'autant plus vulnérables à toutes les formes de manipulations mentales et idéologiques. Et une fois qu'ils auront développé une tendance schizoïde ou dépressive, souvent très rapidement, leur état sera vécu comme la normalité, alors pour se soulager de l'angoisse qui les étreint en quasi permanence ou leur incapacité à affronter la réalité telle qu'elle est, ils n'auront pas d'autres expédients que recourir toujours encore et encore à cette pratique qui consiste à passer l'essentiel de leur temps libre devant un écran.

Au-delà, cette activité les réduit à l'état végétatif du spectateur de leur propre existence. Au lieu de la prendre en main ils adoptent un comportement (compulsif) passif qui fera d'eux des esclaves modèles, obéissants et loyaux envers leurs maîtres et bourreaux.

Une autre réflexion, car on pourrait se dire qu'en se connectant à Internet ils pourraient devenir plus intelligents ou conscients que les générations passées, j'en doute fortement car cela dépend des conditions sociales dans lesquelles on est placé.

A quoi bon acquérir des tonnes de données ou de connaissances, si on ne sait pas quoi en faire, la plupart du temps elles ne serviront à rien ou à l'amélioration de la condition humaine.

On pourrait en dire autant des études universitaires, de ceux qui accumulent les diplômes, les médailles et les honneurs comme autant de trophées de chasse, qu'ensuite ils monnaieront aux plus offrants en échange de leurs services sans se soucier de l'usage néfaste pour la société qu'ils en feront du moment qu'ils servent leurs intérêts individuels ou égoïstes.

Sur la situation politique en France

Etat d'âme sans lendemain. Dites, soutenir les régimes nazis ukrainiens et sionistes, c'est assurément "retourner aux choses humaines"!

Le député PS Boris Vallaud invite la gauche à "retourner aux choses humaines" - AFP 11 octobre 2024

J-C - Il est aussi le chef des députés PS à l'Assemblée nationale.

Comme l'Etat n'a plus les moyens d'assumer ses ambitions coloniales, il recoure systématiquement à la répression comme seule réponse aux exigences légitimes des peuples colonisés.

Martinique: un couvre-feu total décrété après une nouvelle nuit de violences - BFMTV 11 octobre 2024

Le préfet de Martinique a annoncé dans un communiqué la mise en place dès ce jeudi 10 octobre au soir d'un couvre-feu total sur l'île. Une interdiction "de tout déplacement sur la voie publique et dans les lieux publics" est décrétée "sur l'ensemble du territoire de la Martinique entre 21 heures et 5 heures du jeudi 10 au lundi 14 octobre 2024", peut-on lire.

Cette décision fait suite à une nouvelle nuit de violences sur l'île, en marge d'un mouvement de protestation contre la vie chère.

Le mouvement contre la vie chère a été lancé début septembre par le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), qui exige un alignement sur l'Hexagone des prix des produits alimentaires qui sont 40% plus chers en Martinique.

Les manifestations sont en outre interdites jusqu'au lundi 14 octobre " afin de prévenir efficacement et de manière proportionnée les troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir".

Enfin, le préfet a décidé de l'interdiction " sur l'ensemble du territoire de la Martinique d'achat, de vente et de transport de combustibles, produits pétroliers, artifices et engins pyrotechniques".

Des barricades enflammées ont été installées dans plusieurs communes dans la nuit de mercredi à jeudi, des magasins ont été brûlés et douze gendarmes ont été blessés, dont un par balle. BFMTV 11 octobre 2024

Un budget de super austérité injuste et illégitime.

J-C – La dette de plus de 3000 milliards d'euros de l'Etat témoigne de la faillite du capitalisme. Elle est à mettre au compte des banquiers internationaux, du CAC40 et des capitalistes qui se sont enrichis démesurément au cours des dernières décennies en pillant l'argent publique, les richesses produites par les travailleurs.

Par conséquent, c'est à eux seuls de la régler. Et s'ils refusent, ils méritent juste d'être expropriés et toutes leurs richesses, biens ou avoirs doivent être confisqués jusqu'au dernier euro. On ne leur demande pas leur avis ou de rendre des comptes, car on ne leur reconnaît aucune légitimité, comment l'exploitation pourrait-elle être justifiée, n'est-ce pas ?

En revanche, s'ils résistaient, à coup sûr en déclenchant une guerre civile, ils seraient aussitôt mâtés sans autre forme de procès avec la même férocité qu'ils réprimèrent le mouvement ouvrier ou les travailleurs qui s'étaient mobilisés pour exiger que leurs besoins légitimes soient pris en considération.

Si le capitalisme, son Etat, ses institutions ne sont plus en mesure d'assurer le développement économique et le progrès social, ils doivent disparaître et céder la place à une République sociale et démocratique, à un gouvernement ouvrier s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation politique des masses exploitées, les institutions indépendantes qu'elles auront créées au cours du processus révolutionnaire intégrant les composantes du mouvement ouvrier qui combattraient à leur côté, au socialisme...

Le gouvernement a présenté ce jeudi 10 octobre son Projet de loi de finances pour l'année (PLF) pour l'année 2025

(Article réalisé à partir de différents articles de presse et de l'AFP des 10 et 11 octobre)

Le ton est donné:

- « Je ne suis pas là pour promettre du sang, du labeur, des larmes et de la sueur. » Si le ministre des Comptes publics Laurent Saint-Martin ne l'avait pas précisé, on aurait pu en douter tant le premier budget de l'ère Michel Barnier consacre un effort sans précédent sur les finances publiques.

De fait, les Français les plus aisés seront loin d'être les seuls à supporter la cure de rigueur imposée par Michel Barnier. Plusieurs taxes, prélèvements ou mesures vont concerner tout le monde. Sans parler de la baisse des dépenses publiques, propres à affecter les contribuables modestes.

En somme « la dette n'est pas qu'une question financière. C'est une question politique », comme l'expliquait le ministre de l'Économie Antoine Armand à la presse ce jeudi 10 octobre, en estimant que la situation « concerne tous les Français. » Manifestement les efforts, aussi.

Concrètement, plusieurs mesures de prélèvements annoncées ou confirmées par le gouvernement vont s'appliquer sans distinction de revenus. Sur le front de l'écologie par exemple, les ministres prévoient l'augmentation d'une taxe sur les billets d'avion.

Les Français se chauffant au gaz sont également ciblés : la TVA est relevée à 20 % (contre 5,5 % ou 10 % actuellement) pour l'installation d'une chaudière, de quoi rapporter 200 millions d'euros. Le gouvernement prône également le renforcement du malus « masse » et « CO2 » pour les véhicules polluants. Ainsi, les voitures neuves émettant plus de 112 grammes de CO2 par kilomètre (contre 118 précédemment) seront désormais taxées à hauteur de 50 euros par gramme de CO2 supplémentaire. Conséquence : seule la Mitsubishi Space Star, voiture à essence, échappera au malus thermique à partir de 2025.

Dans cette même logique, le gouvernement va augmenter - sans doute de manière spectaculaire - une taxe sur l'électricité (TICFE), que les équipes précédentes avaient drastiquement baissée à cause de la crise inflationniste. En clair : les Français (aux tarifs réglementés) peuvent espérer une baisse de 9 % de leur facture grâce au repli des prix des marchés. Mais celle-ci aurait pu être encore plus massive, sans le rehaussement de la taxe.

D'autant qu'à ces prélèvements supplémentaires, s'ajoutent des coups de rabot ou autres décisions sensibles pour tous les Français. On peut par exemple évoquer les retraités qui, du plus précaire au plus aisé, verront leurs pensions gelées pour six mois. Le gouvernement a effectivement confirmé le report en juillet de l'indexation sur l'inflation.

Même logique sur certaines économies de dépense, où le gouvernement vise large, sans précaution : il prévoit par exemple de réduire la part de l'Assurance maladie dans le remboursement des consultations médicales. Tant pis pour les 2,5 millions de Français qui n'ont pas de complémentaire santé et qui verront leur reste à charge inévitablement augmenter.

Le transfert de charge ne manquera pas à terme d'être répercuté dans les tarifs des complémentaires santé, qui ont déjà connu une hausse d'environ 8 % en moyenne en 2024.

Dans ce contexte, on pourrait également citer la rationalisation des transports sanitaires de patients ou encore les aides réduites pour l'apprentissage. Mais c'est sans doute à travers la baisse des budgets de l'État et des ministères que les Français subiront aussi la facture. Par exemple, les crédits alloués aux missions « *Sport* » sont rabotés de 12 % dans la nouvelle feuille de route. Même tendance (moindre) pour le Travail ou la Santé. Pour l'Education nationale, c'est 4 000 postes d'enseignants que l'exécutif prévoit de supprimer. Pas simple quand des professeurs manquent partout. Le HuffPost 11 octobre 2024

Au total, l'exécutif compte trouver "60 milliards d'euros" pour soutenir des finances publiques étouffées par une dette galopante.

AFP - Les mesures envisagées et des tensions dans l'alliance LR-Macronie, il vise un effort partagé pour préserver la crédibilité française auprès des marchés financiers et de l'UE, qui a épinglé Paris pour ses déficits publics.

L'objectif est de ramener le déficit public à 5% dès 2025, pour revenir en 2029 sous la limite de 3% tolérée par Bruxelles.

La Haut Conseil des finances publiques a jugé "fragiles" les prévisions du gouvernement, qui se trouve dans une position inconfortable après un "dérapage" du déficit en 2024 jugé "absolument considérable et inédit" par son président Pierre Moscovici, avant le verdict de l'agence de notation Fitch vendredi sur la solidité financière de la France.

La dette, de près de 3.230 milliards d'euros fin juin (112% du PIB), frôlera les 115% en 2025, alors que la croissance atteindrait 1,1% comme en 2024.

Loi de financement de la Sécurité sociale.

"La responsabilité impose de renouer avec un modèle soutenable" a affirmé Laurent Saint-Martin, le ministre du Budget et des Comptes publics.

Le déficit de la « *Sécu* » à 18 milliards en 2024, l'objectif pour 2025 est de le ramener à... moins de 16 milliards d'euros. Ce ne sont donc pas des coups de hache dans les dépenses sociales. Le gouvernement fixe leur progression « à un rythme limité de 2,8 % tandis que les recettes croîtraient de 3.2 % ».

Dans les faits pourtant, les dépenses sociales vont continuer à progresser. « Par rapport à 2024, 9 milliards supplémentaires seront consacrés à l'assurance-maladie en 2025, 7 milliards de plus pour les pensions de retraite, 1 milliard de plus pour la prise en charge des accidents de travail et des maladies professionnelles, 2 milliards de plus pour les allocations familiales, et 2 milliards de plus pour l'autonomie, en direction des personnes âgées ou en situation de handicap », explique-t-on de source gouvernementale. Le vieillissement de la population et la forte consommation des soins entraînent automatiquement une hausse mécanique des dépenses qu'il est très difficile de stopper.

"Nous assumons la hausse de la tarification de la consultation en médecine à 30 euros, au lieu de 26,50 euros, décidée par le précédent gouvernement" a défendu la ministre de la Santé, Geneviève Darrieussecq.

J-C - Les autres mesures ont déjà été évoquées dans une causerie précédente.

En famille. Collaboration de classes. Quand le budget 2025 de guerre de Macron-Barnier devient « NFP-compatible ».

- Le président de la commission des Finances, Éric Coquerel (LFI), a dit espérer parvenir au terme de l'examen en commission à un budget « *NFP-compatible* ». Le Point/AFP 10 octobre 2024

Santé.

Dépakine : 15 ans pour découvrir les dangers, 50 ans

57 ans pour que la justice condamne le labo et aussitôt l'État prend le relai pour indemniser à moindre coût

https://reseauinternational.net/depakine-15-ans-pour-decouvrir-les-dangers-50-ans-pour-les-reconnaitre-57-ans-pour-que-la-justice-condamne-le-labo-et-aussitot-letat-prend-le-relai-pour-indemniser-a-moindre-cout/

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Investigating war crimes in Gaza I Al Jazeera Investigations (sous-titré en français)

https://www.youtube.com/watch?v=kPE6vbKix6A

Chems-Eddine Hafiz a choisi son camp : «Le Hamas est un groupe terroriste» - algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le cas du recteur de la Grande Mosquée de Paris relève de la schizophrénie. Au début tenant le bâton par le milieu, n'affichant aucune empathie envers les Palestiniens massacrés à Gaza, mais

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

faisant mine d'être ému par le drame vécu par les victimes de l'armée nazie israélienne, Chems-Eddine Hafiz a fini par glisser petit à petit vers le soutien indécent à l'entité sioniste, aux côtés du grand rabbin de France dont semble dépendre son sort au sein de cette institution cultuelle musulmane, normalement propriété de l'Algérie.

Si, à décharge, il faut admettre qu'il ne fait pas bon se positionner contre Israël dans la France d'Emmanuel Macron, où le simple soutien à la cause palestinienne peut conduire au tribunal, il faut cependant signaler que Chems-Eddine Hafiz, invité à la cérémonie d'investiture du président Tebboune, porte la lourde responsabilité de ne pas contredire la position officielle historique de l'Algérie dans la guerre asymétrique qui fait rage au Moyen-Orient et dans laquelle Israël commet des crimes contre l'humanité qui ne peuvent être tolérés et encore moins couverts par des déclarations qui mettent le bourreau et sa victime sur un pied d'égalité.

C'est, en tout cas, ce à quoi le recteur de la Grande Mosquée de Paris vient de participer en signant un document faussement intitulé «Appel international à la paix et à la fraternité», rédigé par la Conférence des responsables du culte en France (CRCF). Ledit document accable la résistance palestinienne et, à aucun moment, ne dénonce le génocide perpétré par l'entité sioniste qui, non contente d'avoir rasé Gaza, étend son agression au Liban où elle mène des opérations aériennes et terrestres, en complète violation du droit international.

«Le 9 octobre 2023, responsables religieux catholiques, protestants, orthodoxes, juifs, musulmans et bouddhistes, nous exprimions ensemble notre effroi et notre profonde tristesse face à la barbarie du Hamas», écrivent les signataires de l'appel cosigné par le Franco-Algérien Chems-Eddine Hafiz. «En ce 7 octobre 2024, nous peinons à prendre la mesure des traumatismes, sans précédent pour notre génération, engendrés par ces actes terroristes», poursuivent-ils. Pour le recteur de la Grande Mosquée de Paris, les 45 000 enfants, femmes et hommes palestiniens tués sur ordre du criminel Benyamin Netanyahou sont des «victimes collatérales de la réponse militaire israélienne».

Chems-Eddine dit également «porter dans [son] cœur et [sa] chair l'immense souffrance des civils israéliens [...] livrés à la terreur et aux ravages que produit la guerre» et s'«inquiète vivement des conséquences durables de tant de violences, terroristes ou militaires, chez ceux et celles qui les subissent et ceux et celles qui les exécutent», les terroristes étant les résistants palestiniens.

Cet appel, aussi fourbe qu'ignominieux, a été signé par le président de la Fédération protestante de France, le président de la Conférence des évêques de France, le président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France, le grand rabbin de France, le président de l'Union bouddhiste de France et le recteur de la Grande Mosquée de Paris. algeriepatriotique.com octobre 8, 2024

Le Hezbollah fait son retour - Moon of Alabama October 08, 2024

Les sionistes espéraient que leurs tactiques terroristes consistant à faire exploser des téléavertisseurs et à bombarder les dirigeants du Hezbollah au Liban entraveraient ou diminueraient la capacité de combat de son ennemi.

Cet espoir était cependant en vain. Le Hezbollah, comme son allié du Hamas à Gaza, a été construit pour continuer son travail malgré de tels incidents.

Aujourd'hui, Naim Qassem, le chef adjoint du Hezbollah est apparu dans une émission et a déclaré que le Hezbollah restait pleinement opérationnel :

«Dans son allocution, Qassem a déclaré «Nous tirons des centaines de roquettes et des dizaines de drones. Un grand nombre de colonies et de villes sont sous le feu de la résistance». Il a souligné que la haute direction du Hezbollah reste active et que les postes des commandants tués ont été pourvus, affirmant : «Nous n'avons aucun poste vacant»».

À quel point il est inutile de tuer le leadership d'un ennemi a également été démontré à Gaza :

«Un aperçu de ce qui se passe réellement à Gaza a été offert par la dernière annonce d'Israël selon laquelle il avait tué trois hauts responsables du Hamas – Rawhi Mushtaha, chef du gouvernement et premier ministre de facto ; Sameh al-Siraj, qui détenait le portefeuille de la sécurité au sein du bureau politique du Hamas ; et Sami Oudeh, commandant du Mécanisme général de sécurité du Hamas.

La frappe aérienne a eu lieu il y a trois mois, et personne n'avait remarqué leur absence. C'est parce que le Hamas a continué à fonctionner indépendamment de ces dirigeants, vivants ou morts.

Dans le passé, les assassinats avaient conduit à une période d'incertitude pour le Hamas. Cela s'est produit après l'assassinat d'Abdel Aziz al-Rantisi en 2004. Mais cela ne marche pas aujourd'hui et cela ne marche pas non plus avec cette génération de combattants».

Syrie : un raid attribué à l'aviation israélienne frappe un quartier de Damas, faisant plusieurs morts - RT 9 oct. 2024

Une frappe contre le quartier de Mezzeh, dans la capitale syrienne, non loin de l'ambassade iranienne à Damas, a fait sept morts et 11 blessés le 8 octobre, selon la diplomatie syrienne qui a pointé la responsabilité d'Israël. Tsahal aurait mené plus d'une centaine de raids en Syrie cette année, selon une source de l'opposition syrienne.

L'attaque aérienne, toujours selon la même source, a «visé un bâtiment fréquenté par les commandants du Corps des gardiens de la révolution iranienne et du Hezbollah libanais». Le média saoudien Al-Hadath a pour sa part avancé que la cible de l'attaque serait un membre de l'Unité 4400 du Hezbollah, une cellule chargée d'acheminer des armes de l'Iran et de ses alliés vers le groupe chiite au Liban. Cette information n'a toutefois pas été confirmée.

Russie.

Commerce extérieur : «cette année la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays africains» - RT 9 oct. 2024

Alexeï Ovsiannikov, directeur du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiïsk, fait le point sur les exportations effectuées depuis le début de l'année.

À l'heure actuelle, au cours des neuf premiers mois de cette année, les laboratoires du Centre d'évaluation de la qualité des céréales de Novorossiïsk ont analysé plus de 19 millions de tonnes de grains destinés à l'exportation vers les pays africains. Les principales cultures exportées sont : le blé, l'orge, le maïs et les légumineuses, dont les pois, les pois chiches et les lentilles. Les céréales

du monde entier les plus demandées par les Africains sont d'abord le blé, avec plus de 17 millions de tonnes exportées. Ensuite en deuxième place, l'orge. En troisième position, le maïs, avec environ 210 000 tonnes. Précédemment, d'autres céréales n'étaient pas exportées sur le continent africain depuis les ports du territoire de Krasnodar. Mais cette année on observe une importante diversification et une augmentation du volume des exportations.

Cette année, nous avons repris les exportations vers certains pays africains tels que l'Éthiopie, la Gambie et Djibouti. Pour la première fois, un lot de lentilles a été envoyé sur l'île Maurice. Au total, au cours des neuf premiers mois de cette année, la Fédération de Russie a exporté ses céréales vers 27 pays

Chaque pays a ses propres exigences, en plus des exigences générales, c'est-à-dire, des exigences de la législation internationale, comme, par exemple, le codex alimentarius. Nos laboratoires accrédités analysent les indicateurs de sécurité et de qualité conformément aux exigences des pays importateurs. Je vais expliquer les exigences qui sont communes aux différents pays. Il s'agit des indicateurs de la présence d'éléments toxiques, à savoir le plomb, le cadmium, le mercure, et les mycotoxines, ainsi que de l'indicateur de la quantité résiduelle de pesticides dont l'analyse est requise, d'une manière ou d'une autre, par n'importe quel pays, mais tout dépend de la liste des pesticides. On analyse également la présence de radionucléides, généralement de césium et de strontium et d'autres indicateurs communs comme la fraction massique de protéines et de gluten, la vitrosité, la présence d'impuretés, y compris minérales et magnétiques. Enfin, on analyse l'indicateur d'infestation et de contamination. Conformément aux exigences de tel ou tel pays et aux demandes de l'acquéreur, des certificats nécessaires sont livrés à l'issue d'essais, c'est-à-dire, des certificats de sécurité, de qualité, d'absence d'OGM, ainsi que de non-radioactivité. Il y en a d'autres également, mais ceux-ci sont les principaux certificats.

Si on parle des critères au niveau de la sécurité, comme je l'ai déjà dit, il y a une réglementation générale commune à tous les pays et des critères spécifiques à chaque pays individuellement. Mais en règle générale les critères de qualité et de sécurité sont : la teneur en protéines, la teneur en eau, le gluten index, la force boulangère et le temps de chute, c'est-à-dire des critères qui concernent différents types de blés. Un autre critère, qui n'est pas moins important, est la détérioration des denrées stockées ainsi que le taux d'impuretés. Une place particulière est apportée au certificat phytosanitaire qui comprend une série d'analyses : Filth-test, test entomologique, bactériologique, microbiologique, virologique, résidus d'herbicide. Suite aux analyses, un certificat confirmant l'absence de tout élément nocif est émis.

J-C – Voilà de quoi les rendre furax (A Washington)!

Le Premier ministre burkinabè en Russie pour renforcer la coopération militaire et économique - RFI 9 octobre 2024

Le Premier ministre du Burkina Faso en visite en Russie. Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est rendu à Moscou pour la 8e édition des journées économiques du Burkina Faso qui se tient dans la capitale russe cette année du 8 au 11 octobre. Le chef du gouvernement de transition a notamment rencontré des partenaires économiques pour évoquer des projets de développement au Burkina Faso.

D'après l'agence de presse russe Interfax, le Premier ministre burkinabè Apollinaire Joachim Kyelem de Tambela s'est entretenu mardi avec le ministre de la Défense Andrei Belousov russe dans le cadre de leur coopération militaire.

Le ministre russe a considéré cette rencontre comme « une nouvelle étape dans le développement des relations amicales » entre les deux pays. Dans une interview à l'organe de communication African Initiative, le chef du gouvernement burkinabè s'est dit « satisfait » des éléments russes de l'African Corps présents dans son pays depuis moins d'un an.

Dans une interview accordée à l'organe de communication African Initiative, Kyelem de Tambela y tire un bon bilan des troupes russes de l'African Corps, présentes au Faso depuis presque un an : « C'est assez récent pour donner une appréciation correcte, mais je pense qu'on peut dire que nous sommes déjà satisfaits de ce qu'il se passe jusqu'à présent. Tout ce que nous pouvons faire, c'est souhaiter le renforcement de cette coopération. »

Et concernant l'arrivée éventuelle de nouveaux soldats russes au Burkina Faso, il a répondu que cela dépendra du type d'équipement militaire que son pays compte acquérir et qui pourra nécessiter l'envoi d'instructeurs pour former les forces burkinabè à ce nouveau matériel.

Accompagné de membres de son gouvernement et d'opérateurs économiques dans le cadre des huitièmes journées économiques du Burkina Faso, le Premier ministre a également invité ses partenaires russes à multiplier les investissements et les transactions entre les deux pays. Il a aussi réaffirmé la volonté du Burkina Faso de rejoindre la communauté économique des BRICS. RFI 9 octobre 2024

Argentine.

Argentine: l'opposition échoue à lever le «veto» de Milei sur l'augmentation du budget des universités - RFI 10 octobre 2024

L'opposition a échoué, hier, mercredi 9 octobre, à lever le veto du président ultralibéral à l'augmentation du budget universitaire voté par le Parlement mi-septembre. La politique d'austérité et les coupes budgétaires du gouvernement dans les dépenses d'éducation avaient pourtant provoqué un large mouvement social, qui pourrait désormais s'approfondir.

Ni les manifestations massives qui ont rassemblé plus d'un million de personne la semaine dernière, ni les occupations d'universités par les étudiants à travers tout le pays depuis le mardi 8 octobre, ni la nouvelle mobilisation devant le Congrès argentin, hier.

L'opposition n'a pas réussi à réunir la majorité qualifiée des deux tiers des députés nécessaires pour lever le veto de Javier Milei à l'augmentation du budget des universités. La loi votée par le Parlement mi-septembre prévoyait une actualisation budgétaire en fonction de l'inflation, qui dépasse actuellement les 236% annuel. Elle aurait notamment permis de revaloriser les salaires des enseignants qui ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat depuis le début de l'année.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 octobre 2024

Il y a plein de bonnes nouvelles dans cette causerie, à petites doses, c'est mieux que rien ou le contraire. Ne cherchez pas des annonces extraordinaires, il n'y en a pas, elles correspondent aux importantes failles que comportent la stratégie totalitaire que les maîtres du monde voudraient imposer à tous les Etats de la planète, qui sont dues à leur incapacité à prévoir et à contrôler les conséquences sociales de la crise rampante du capitalisme. Bref, la lutte de classe des exploités, la résistance, la révolte des peuples opprimés, constituent leur principale menace et préoccupation politique, comme on les comprend !

De nombreux chefs d'Etat contestent de plus en plus cette stratégie, ils manifestent ouvertement leur opposition et appellent à y résister, car expliquent-ils, elle présente plus d'inconvénients que d'avantages pour le développement économique de leurs pays et pour répondre aux besoins sociaux croissant de leurs populations au profit des Etats-Unis et des pays de l'UE, ce qui pour eux est devenu inacceptable.

Il s'agit là d'une résistance en bande organisée autour de la Chine et de ses partenaires, dont la Russie. L'effet de la boîte de Pandore ou même plus peur, certains s'enhardissent, on devrait les encourager à affronter les Etats-Unis et ses vassaux européens.

Dans d'autres cas, en particulier pour l'Allemagne, mais aussi pour la France, soutenir aveuglément les Etats-Unis (et sa colonie moyen-orientale, Israël) pourrait les amener à se mettre à dos des partenaires économiques dont ils ne peuvent pas se passer, les monarchies du Golfe, par exemple.

D'autres Etats comme la Serbie, la Slovaquie, la Hongrie ou la Turquie se radicalisent également face aux Etats-Unis et à l'UE, parce qu'ils sont confrontés aux mêmes difficultés économiques et sociales... En réalité, dans des proportions diverses, elles constituent de véritables défis, et ces gouvernements considèrent que c'est leur priorité de les affronter dans les meilleures conditions, sans se soucier des intérêts de telle ou telle puissance qui réclame qu'ils bradent les leurs, car ils ne tiennent pas à ce que leurs difficultés économiques dégénèrent en une grave crise politique.

On assiste donc à un changement de ton, à une modification d'alliances entre Etats un peu partout, au détriment des Américains et des Européens dont l'influence diminue de jour en jour. Leur modèle de société « *démocratique* » basée sur leur hégémonie économique et militaire, à coups de chantages ou menaces, n'impressionne plus personne, il a fini de les faire rêver, ce qui annonce à terme d'importants bouleversements à l'échelle mondiale, qui n'en doutons pas alimenteront la lutte des classes.

Ils ne peuvent pas gouverner indéfiniment des peuples en recourant à un régime de terreur ou une dictature, tous ces régimes finissent par s'effondrer ou il arrive toujours un moment où les peuples se soulèvent et les renversent.

La question qui leur est posée dorénavant ou la tâche qu'ils doivent accomplir, je parle des peuples exploités et opprimés, consiste à aller cette fois jusqu'au bout, et non de se contenter de réformes sociales à la marge ou de replâtrer des Etats antidémocratiques subordonnés au capitalisme, c'est-à-dire, ils doivent liquider ses institutions et s'attaquer aux fondements du capitalisme, engager sans attendre le processus de son abolition, qui se soldera à terme par la disparition des classes sociales sur lesquelles reposaient le système d'exploitation et d'oppression à l'origine des guerres.

Vous aurez remarqué que je consacre davantage de temps à vous informer, plutôt qu'à exposer mes idées ou essayer de vous convaincre de quoi que ce soit. Bien que le blog ait une orientation politique facilement reconnaissable, socialiste, à aucun moment je ne chercherai à l'imposer.

Si chacun demeure libre d'adopter les idées ou convictions qui lui conviennent et de les défendre, c'est également mon droit, à condition toutefois de le faire sincèrement ou honnêtement. Et quant à ceux que mes idées incommodent, ils peuvent toujours aller voir ailleurs, on ne les retient pas, ils perdraient leur temps ici.

J'essaie de partager des idées et non de les imposer à quiconque. Je pars du principe qu'on ne peut progresser et acquérir un esprit critique aiguisé qu'en pensant librement, et non sous la contrainte, même déguisée, car ce serait contre-productif.

Partant du principe qu'on est censé partager les mêmes intentions, objectifs ou le même idéal humaniste d'émancipation de l'exploitation et de liberté, la même cause, on essaie de tout faire pour avancer dans cette voie. Mais elle est parsemée de nombreux obstacles destinés à freiner notre progression, qui seront autant d'écueils pour nous inviter à y renoncer, si on n'a pas la force de caractère ou la détermination suffisante, la chance aussi parfois, pour les identifier, les combattre et finalement les balayer.

Qu'on soit envahi par le doute ou le pessimisme, qu'on soit découragé, démoralisé, désespéré, dépressif, c'est humain ou somme toute naturel dans certaines circonstances, quand tout semble nous accabler, quand tout espoir semble illusoire, on en vient à perdre confiance en soi et dans les autres, on est prêt à renier nos convictions et nos connaissances les plus solidement établies, on perd tout repère, on est perdu, on ne sait plus où on en est, on devient extrêmement vulnérable, et c'est là qu'on est prêt à croire n'importe quoi, à perdre tout esprit critique, tout sens de la mesure, de la nuance, toute logique, alors comment faire pour ne pas en arriver à cette extrémité-là particulièrement dangereuse?

Il suffit de se dire, que quoi qu'il se produise ou quoi qu'il puisse arriver dans le monde, notre cause demeurera toujours légitime, et elle n'a pas besoin de justificatif, de certificat de bonne conduite ou de moralité, car nous savons qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé, le plus vertueux qu'il soit donné aux hommes de concevoir ou imaginer, et d'atteindre car il est à leur portée, pour enfin vivre délivré du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme de servitude ou d'oppression humaine, épanoui, en paix, libre quoi!

Ca, personne ne pourra nous l'ôter de la tête, même tranchée notre idéal continuerait d'exister et de bouger, parce que c'est dans la nature de l'homme de vouloir se libérer des contingences de sa condition, de tendre vers la liberté, d'élever son niveau de conscience toujours plus haut, ce qu'il ne pourrait pas réaliser sans s'en donner les moyens matériels, donc se développer sur le plan économique.

Vaut mieux prendre en mains son destin, plutôt que de se prendre la tête entre les mains, surtout si elle a été coupée, non ?

Une réflexion après avoir visionné des documentaires sur plusieurs pays du tiers ou du quart monde.

Quand on voit l'état des routes dans un grand nombre de pays en Afrique, en RDC ou au Niger par exemple, en Asie également, Chine ou Inde, en Amérique du Sud, en Bolivie par exemple, d'ailleurs c'est bien simple, elles ont totalement disparu, ce ne sont plus que des champs de boue impraticables où même des 4x4 très puissants s'embourbent ou se renversent, et pas seulement les routes secondaires qui relient des villages, y compris les routes principales qui relient le nord au sud de ces pays-là, alors qu'elles sont primordiales pour transporter la population et l'approvisionner en marchandises de toute sorte, y compris les denrées alimentaires de première nécessité, parce qu'il n'existe pratiquement pas d'autres moyens de transport, leur réseau ferré date généralement de la colonisation.

Le développement du réseau routier est indispensable au développement économique de tous les pays, comme les autres infrastructures telles les écoles, universités, hôpitaux, l'électrification et l'accès à l'eau potable, etc. c'est là qu'on s'aperçoit qu'en en privant ces peuples, c'est délibérément que les puissances dominantes avec leurs multinationales qui exploitent leurs richesses, maintiennent ces pays dans le sous-développement et vouent leurs peuples à des conditions d'existence misérables, cauchemardesque.

Lu.

En conclusion, la climatologie est une science multidisciplinaire complexe qui n'est pas entièrement aboutie et qui reste soumise à des paramètres multiples incomplètement identifiés et mal maîtrisés (non inventoriés ici). Deux tendances viennent perturber une démarche scientifique authentique. En premier; la mainmise d'idéologues peu scientifiques, partisans d'une doctrine anticapitaliste, qui exploitent les incertitudes pour manipuler les masses avec une propagande alarmiste catastrophiste. En second; la prise de position, non moins fanatique que la première, par des négationnistes à la science insuffisante qui contestent des phénomènes physiques pourtant bien réels. Entre les deux, quelques honnêtes chercheurs, à l'audience faible, constatent que la situation évolutive du climat est réelle mais modérée, en rien catastrophique, ayant quelques inconvénients et parfois même sous certains angles quelques avantages, mais une situation évolutive qui ne justifie pas l'hystérie climatique, économique, politique à l'œuvre, notamment en Occident.

J-C - Quand on est « anticapitaliste », qu'on combat la « propagande alarmiste catastrophiste des négationnistes » qui consiste à « manipuler les masses », et qu'on prend en considération « la situation évolutive du climat » qui n'a « rien (de) catastrophique » et présente même « quelques avantages », vous aurez compris qu'on se met à dos tous les courants politiques, parce qu'on a pour seule boussole les « phénomènes physiques pourtant bien réels », bref, les faits, la réalité qui a valeur de vérité.

Cela correspond parfaitement aux principes que je revendique, ainsi que le courant politique que j'incarne avec ce blog, que malheureusement personne n'envisage de rejoindre pour le développer,

ce qui en dit davantage que de longs discours sur les intentions qui animent les uns et les autres, qui n'ont rien à voir avec nos intérêts collectifs.

Made in USA. La stratégie du pouvoir et de la terreur, et le culte de la violence et de la guerre, vont très bien ensemble.

J-C - Comment après cela, voulez-vous que les Américains ne soient pas mentalement déséquilibrés ? Pas tous, les autres ou la majorité sera terrorisée et profondément marquée ou déstabilisé psychologiquement par tant de cruauté.

« Terrifier 3 » vampirise les salles de cinéma aux Etats-Unis - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Vision d'horreur. Terrifier 3, produit par les studios indépendants Cineverse et Icon Events, a engrangé 18,2 millions de dollars (16,63 millions d'euros) entre samedi et dimanche au Canada et aux Etats-Unis. Un début qualifié d'« *exceptionnel* » pour le troisième film d'une franchise de ce genre par Franchise Entertainment Research.

Ce film qui multiplie les scènes de meurtre violentes a été interdit aux moins de 18 ans en France - une décision rare - où il connaît aussi un grand succès dans les salles. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Mais où est passé le mouvement ouvrier ?

J-C – Réponse : Dans le camp de la réaction, alors quand a bien faire, autant voter pour des partis qui l'assume ouvertement, officiellement de droite, et si cela ne suffit pas, d'extrême droite.

Ne vous en faites pas, ce n'est pas bien grave, nos dirigeants s'en contrefoutent, la preuve ils ne sont pas été en mesure de nous fournir une explication cohérente ou sérieuse pour justifier cette avancée manifeste de l'extrême droite dans toute l'Europe, en dehors des analyses foireuses et démagogiques qu'ils n'ont eu de cesse de nous servir pendant plus d'un demi-siècle et qui ont conduit à la situation actuelle.

Ils ont soutenu les partis corrompus du mouvement ouvrier qui servaient de marchepied à l'extrême droite et qui l'ont manipulée, alors comment voudriez-vous qu'il en soit autrement ?

Belgique : Pour la première fois une ville du pays va être gérée par l'extrême droite - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Ninove située à l'ouest de Bruxelles, va être la première commune de Belgique gérée par l'extrême droite flamande, après la victoire dimanche d'un député du Vlaams Belang (VB) à l'élection communale.

La liste « *Forza Ninove* », déclinaison locale du VB et d'apparentés, a remporté l'élection dans cette ville de 40.000 habitants avec 47,4 % des voix, contre 30,8 % pour celle de la maire sortante, une

libérale. Ce résultat assure à Guy D'haeseleer et à ses colistiers une majorité absolue de sièges au conseil communal (l'appellation du conseil municipal en Belgique).

Jamais le parti d'extrême droite flamand Vlaams Belang (ex-Vlaams Blok), qui est désormais le principal rival des conservateurs de la N-VA en Flandre, n'avait géré jusqu'à présent une collectivité. Au Parlement régional flamand, le VB, premier groupe d'opposition, compte 31 élus (dont Guy D'haeseleer), autant que la N-VA, leader de la coalition majoritaire. Le VB a aussi décroché 20 sièges de députés (sur 150) au Parlement fédéral lors des législatives du 9 juin. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Quand l'UE va-t-elle imploser?

Les BRICS sont une alternative réelle à l'Union européenne, selon le vice-Premier ministre serbe - RT 13 oct. 2024

«Il serait irresponsable de ne pas examiner toutes les possibilités, y compris l'adhésion aux BRICS. Si les BRICS sont attractifs pour d'autres pays, comme pour les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite ou la Turquie, pourquoi en serait-il autrement pour la Serbie ? Il ne fait donc aucun doute que les BRICS sont devenus une alternative réelle à l'Union européenne», a déclaré Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe, ce 13 octobre dans une interview au journal allemand Berliner Zeitung.

Aleksandar Vulin a également affirmé qu'il était devenu eurosceptique après avoir «découvert l'UE de l'intérieur». Selon lui, Bruxelles impose à Belgrade des conditions irréalisables et ne considère pas le pays comme un partenaire.

Comme l'a souligné Aleksandar Vulin, l'UE exigerait que la Serbie rompe tous ses liens avec la Russie pour rejoindre l'UE, tandis que le président russe Vladimir Poutine n'imposerait pas de telles conditions.

La Russie occupe la présidence des BRICS du 1er janvier au 31 décembre 2024. Au cours de cette période, plus de 200 événements sont prévus dans le cadre de cette présidence russe, couvrant un large éventail de thématiques, allant de l'économie à la coopération culturelle. L'événement principal de cette présidence sera le sommet des BRICS, qui se tiendra du 22 au 24 octobre à Kazan, en Russie.

Ce sommet est prévu comme un rendez-vous majeur, des invitations ayant été envoyées à 38 pays à travers le monde. À ce jour, 32 pays ont confirmé leur participation, et 24 chefs d'État assisteront personnellement à cet événement. RT 13 oct. 2024

Si même la collaboration de classes ne fait pas recette, alors ils ont vraiment de quoi s'inquiéter.

Crise de confiance : les Français tournent le dos à leurs politiques - Le Point 12 octobre 2024

Une baisse de popularité généralisée touche l'ensemble du paysage politique, et le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, est le premier à en faire les frais.

Le pessimisme des Français a récemment connu une augmentation marquée.

La chute de popularité d'Emmanuel Macron se poursuit inexorablement.

Comme résume Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos : « C'est la douche glacée pour tout le monde et les Français broient du noir. » Ce constat souligne l'incapacité des personnalités politiques à apporter des solutions concrètes ou à travailler de manière unie.

« Globalement, les Français estiment que leurs représentants ont failli, sans pour autant préserver les divers opposants », a développé Brice Teinturier.

Parole d'internaute

Quand on regarde la courbe de la dette française, on voit qu'elle n'a fait que croître depuis 1981.

- Double septennat Mitterrand ~20 % en 1981 à ~50 % en 1995 soit + ~600 M€ou ~43 M€an
- Septennat + quinquennat Chirac ~50 % en 1995 à ~65 % en 2007 soit + ~595 M€ou ~50 M€an
- Quinquennat Sarkozy ~65 % en 2007 à ~88 % en 2012 soit + ~613 M€ou ~123 M€an
- Quinquennat Hollande ~88 % en 2012 à ~98 % en 2017 soit + ~392 M€ou ~78 M€an
- Quinquennat + 2 ans Macron ~98 % en 2017 à ~112 % en 2024 soit + ~1000 M€ou ~143 M€an

J-C – Un gouvernement ouvrier procèderait à l'expropriation des capitalistes du CAC40, à la saisie de tous leurs biens et avoirs. Il décrèterait illégitime et nulle la dette de la France envers les créanciers internationaux et les banquiers contractée par ses prédécesseurs. Il romprait avec l'UE et la BCE. Il décrèterait la souveraineté monétaire de la République sociale de France et créerait sa propre monnaie. Les autres monnaies seraient réservées exclusivement aux échanges commerciaux internationaux...

Totalitarisme. La dictature de l'écologie politique ou du Green New Deal de Davos en famille.

J-C – Qui visent-ils ? Les plus pauvres ou défavorisés, normal.

Les véhicules Crit'Air 3 exclus de Paris à partir de 2025 - France-Soir 09 octobre 2024

Le gouvernement poursuit la chasse aux particules, et pas de manière fine. Dès le 1er janvier 2025, les véhicules étiquetés Crit'Air 3 seront interdits de circulation à Paris et à Lyon — sauf dérogations exceptionnelles. Une barrière de plus pour les plus démunis, qui risque de mettre le feu aux poudres.

La graine a été plantée en 2021, quand la loi Climat et Résilience a été promulguée. Celle-ci prévoyait la création des zones à faibles émissions (ZFE) dans toutes les villes de "plus de 150 000 habitants où les valeurs de qualité de l'air recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont dépassées". Au total, ce sont 42 agglomérations françaises qui sont concernées et devront mettre en place des mesures plus ou moins strictes avant le 1er janvier 2025. Certaines d'entre elles jouent déjà le jeu, telles que Rouen, Grenoble ou Strasbourg, mais ce ne sont pas les plus polluées, donc pas les plus restrictives non plus.

Paris et Lyon, à l'inverse, tardent à se mettre au diapason. Et pour cause ! Dans ces deux villes, plus polluées que les autres, ces ZFE imposent purement et simplement l'interdiction de circulation des véhicules Crit'Air 3, soit toutes les voitures diesel de plus de 14 ans et les voitures essence de plus de 19 ans, de 8h à 20h en semaine. Comme le rapporte le site AutoMoto, cela représente ni plus ni moins que 24% des immatriculations en Seine-Saint-Denis, 22% dans le Val-d'Oise ou 21% en Seine-et-Marne, contre 15% à Paris. Globalement, un cinquième de la population française se verra contrainte de rester hors de la capitale, ou d'y entrer par un autre moyen : en transports bondés, à pieds ou à cheval, qui sait ? Ce qui est sûr, c'est que s'offrir un nouveau carrosse ne sera pas possible pour la majorité des personnes concernées, faute de revenus suffisants pour assumer la croissance des prix de l'occasion.

Les citadins se murent dans la ville, et les plus pauvres sont exclus, au nom de la pollution. Ceci étant dit, tout magnanime qu'il est, le gouvernement a bien prévu une roue de secours, que David Belliard, adjoint EELV à la mairie de Paris a présenté en conférence de presse : un pass ZFE. Nouveau sésame qui permettrait aux propriétaires de véhicules Crit'Air 3 de franchir le Rubikon 12 fois l'an, pendant 24h! La nouvelle, sans surprise, fait jaser sur les réseaux :

Le gazole retiré des pompes à essence, le périphérique à 50km/h, les ZFE pour empêcher les moins bien équipés d'entrer en ville, peut-être un péage urbain, bientôt. France-Soir 09 octobre 2024

Un commentaire publié dans le blog Le Grand Soir.

Aux Etats-Unis.

Quand de soi-disant trotskystes se posent en garant de «l'intégrité électorale »... pour le compte de qui ?

Le WSWS s'inquiète en tant que "responsable démocrate" au cas où serait...

WSWS - rejeter une victoire démocrate

Quel malheur ce serait, votez Kamala Harris! Ils en rajoutent une couche craignant...

WSWS - la disqualification des bulletins de vote...

...en faveur de la candidate démocrate... du clan de l'oligarchie financière de Davos, c'est émouvant!

Le WSWS entend...

WSWS - faire respecter la Constitution.

Quelle noble intention compte tenu de la nature antidémocratique du régime en place !

Ah ben si...

WSWS - « c'est qui les compte » (les bulletins de vote) la « dernière ligne de défense contre le marxisme envahissant ».

... Posobiec ne devait pas à ces trotskystes, et pour cause!

Pour finir WSWS se pose en garant "de l'ensemble du système politique étasunien", on l'avait compris :

WSWS - La classe dirigeante (...) ne veut pas alerter la population sur le fait que les élections se déroulent dans un contexte d'effondrement progressif de l'ensemble du système politique étasunien.

Pour brouiller les pistes ou qu'on n'accuse pas ces imposteurs de rouler pour l'oligarchie, ils recourent à un argument qui n'engage à rien :

WSWS - Quels que soient leurs différends, les deux partis sont des instruments de l'oligarchie capitaliste américaine et des ennemis de la classe ouvrière.

Ils ne sont pas les seuls...

Commentaire adressé à France-Soir

- Qualifier la chute de la monarchie ou le passage à une république constitutionnelle de "mystification politique" et de "catastrophe absolue" permet de mieux cerner la nature réactionnaire de France-Soir.

Totalitarisme. France: Un Etat policier, un régime d'exception.

Bienvenue dans le monde opaque des notes blanches de la DGSI! - France-Soir 08 octobre 2024

Extrait.

Pour une fois que Nicolas Sarkozy avait adopté une bonne mesure en les supprimant, elles sont réapparues. Mais de quoi s'agit-il? De ces fameuses notes blanches. Dignes d'un état policier, ce que la France est devenue, elles sévissent de nouveau depuis 2015. Le prétexte invoqué étant, vous vous en doutez, l'état d'urgence. Entre 2015 et 2017, nous avons vécu sous menaces terroristes,

donc sous état d'urgence, puis nous avons enchaîné l'état d'urgence sanitaire de 2020 jusqu'au 1er août 2022. Bienvenue dans le monde sans fin et programmé des « états d'urgence ».

En théorie, l'état d'urgence a été levé depuis lors. Mais qu'en est-il réellement ? Car, comme l'Hydre de Lerne, vous coupez une tête, mais une autre apparaît. Les Parisiens médusés ont assisté au bouclage de la capitale avant et pendant les JO de Paris. Grillages, contrôles, QR code pour rentrer chez soi, gendarmes, policiers et militaires armés jusqu'aux dents à tous les coins de rues. L'oppression policière à son paroxysme ? Que nenni ! Elle a encore de beaux jours devant elle. Laurent Nuñez, préfet de police de Paris depuis juillet 2022, - mais qui, rappelez-vous, s'était illustré aux côtés de Christophe Castaner dans la répression violente des Gilets Jaunes -, vous le prouve en déclarant, il y a peu, vouloir maintenir la vidéosurveillance algorithmique testée pendant les JO à Paris.

Comme si tout cela ne suffisait pas, derrière cette débauche « sécuritaire » et dans un silence assourdissant, d'obscurs gratte-papier décident, dans la plus grande impunité, de votre sort. Malheur à vous si votre nom apparaissait dans une note blanche. Car, aussitôt, la machine infernale administrative se met en marche.

Darmanin a annoncé fièrement à la fin des JO que 559 MICAS – Mesures Individuelles de Contrôle Administratif et de Surveillance - ont été prononcées à l'occasion de la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Un certain nombre de ces Micas visait des personnes, ni condamnées, ni même mises en examen, mais qui ont eu leur vie gâchée grâce à un auteur anonyme d'une de ces fameuses « notes blanches ». Ni signées, ni sourcées, ni datées. Juste de vagues soupçons de troubler l'ordre public. Il faut réaliser qu'une assignation à résidence, pour une durée indéterminée, ruine votre vie professionnelle et familiale. Vous risquez de perdre votre travail, votre couple et votre entourage.

Comment se débarrasser d'un faux rapport éventuel puisque vous ne connaîtrez jamais sa source, ni de quel service il émane? Le parcours du combattant administratif est ouvert. Bon courage et bienvenue dans le monde glauque, sournois et destructeur des notes blanches.

Cette méthode insidieuse et cachée peut bousiller la vie de ceux qui osent s'opposer à l'État profond français et peut vous tomber sur le coin du nez du jour au lendemain.

La liberté d'expression n'est qu'une façade creuse. En coulisse, vous êtes menacés tous les jours si vous faites partie des voix contestataires. Comme dit le proverbe « un homme averti en vaut deux ». Savoir que ces notes blanches existent permet d'assurer ses arrières.

J-C – A France-Soir, qu'ils fassent du journalisme	e, ce qu'ils savent très bien faire parfois, et qu'ils
cessent de faire de la politique, où là c'est exécrabl	le.

Vous, vous n'êtes pas organisés, eux, ils le sont à tous les étages.

Club Le Siècle ? Quelques journalistes bien entourés et LCI en vedette - ojim.fr 2 octobre 2024

Selon la bien informée La Lettre (anciennement Lettre A), le 853ème dîner du club Le Siècle organisé le 27 septembre 2024 au cercle de l'Union interalliée (Paris 8ème) a nouvelle fois attiré la fine fleur de l'oligarchie française.

De Tavares à Darmanin et quelques présidents de médias

Parmi les participants, des PDG de multinationales (Carlos Tavares, Stéphane Israël, Éric Trappier, etc.), le ministre Jean-Noël Barrot, des hauts-fonctionnaires comme Alexandre Brugère directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ou le directeur des services secrets français (la DGSE), des patrons de médias comme Arnaud de Puyfontaine, président du directoire de Vivendi, Maxime Saada, président du directoire du Groupe Canal+ ou Maryam Salehi, directrice déléguée à la direction générale de NRJ Group.

Dans ces dîners dont l'existence a été longtemps ultrasecrète, les journalistes ont aussi leur place, comme des relais d'une pensée libérale économiquement, progressiste et libertaire sur le plan sociétal, atlantiste et défenseur d'une caste qui s'est accaparée presque tous les pouvoirs.

Peu de journalistes à cette rentrée

Les présents pour les journalistes étaient peu nombreux pour cette édition de rentrée :

- David Pujadas, animateur sur LCI de 24h Pujadas, l'info en questions.
- Dominique Seux : journaliste économique, directeur délégué de la rédaction du journal Les Échos. Éditorialiste économique dans Le Sept/Dix, sur France Inter, chroniqueur régulier à Ouest-France, intervenant dans l'émission 24 heures Pujadas sur LCI et à C dans l'air sur France 5, émission présentée par Caroline Roux.
- François Lenglet : dirige le service économie de TF1 et LCI, animateur du magazine Lenglet Déchiffre diffusé tous les dimanches sur LCI, chronique quotidienne Lenglet-Co dans la matinale de RTL.

Le rôle particulier de LCI

Dans les relations entre cette oligarchie et les journalistes, la chaîne LCI et David Pujadas semblent jouer des rôles particuliers en se faisant le porte-voix quasi-officiel du club Le Siècle. L'ancien président du Siècle, Olivier Duhamel, était un intervenant régulier dans l'émission 24h Pujadas avant de devoir tout stopper en 2021 à la suite de révélations sur des viols qu'il avait commis dans les années 1980 sur son beau-fils et que la justice a considéré comme étant proscrits.

De nombreuses enquêtes journalistiques avaient montré que les faits étaient connus par un grand nombre de personnes (police, justice, politiques, médias, etc.) mais que personne n'avait osé en parler avant la sortie du livre de Camille Kouchner, La Familia grande, en janvier 2021.

Source: Observatoire du Journalisme

https://www.ojim.fr/club-le-siecle-quelques-journalistes-bien-entoures-et-lci-en-vedette/?cn-reloaded=1

Sur la situation politique et sociale en France.

Au moins trois morts en marge des violences en Martinique : le point sur la situation - Le Point/AFP 12 octobre 2024

« *Nous en sommes à trois morts* » depuis le début des violences en Martinique, a annoncé Clarisse Taron, procureure de la République en Martinique vendredi en fin de journée sur France Inter.

Barricades enflammées, magasins brûlés ou pillés et « *voyous à moto* » : la situation est restée tendue vendredi en Martinique, malgré l'instauration d'un couvre-feu nocturne, alors qu'un mouvement de protestation contre la vie chère est en cours sur l'île. Selon une source préfectorale, 32 interpellations ont été effectuées et 12 blessés légers sont à relever parmi les forces de l'ordre. Quelque 150 véhicules ont brûlé dont ceux d'une société de location et 14 locaux commerciaux ont été incendiés.

Six tables rondes réunissant les services de l'État, les collectivités locales, les acteurs économiques et le collectif RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afrocaribéens) ont été organisées, sans qu'elles débouchent sur une issue positive jusque-là. La dernière réunion date de ce vendredi 11 octobre au soir.

« Il y a des progrès importants. J'espère que dès la reprise des discussions, on aboutira maintenant totalement à l'écriture [d'un accord]. La reprise [des discussions] va être précisée dans les heures qui viennent, sans doute en tout début de semaine », a assuré François-Noël Buffet. « Il est incontestable que l'écart de prix est très important et toutes les mesures qui sont proposées dans les discussions sont de nature à le réduire de manière très substantielle, entre 15 et 20 % », a-t-il affirmé.

Le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) exige un alignement des prix des produits alimentaires sur ceux de l'Hexagone, affichés 40 % plus chers en Martinique.

Quand le législateur entend « protéger les Français », c'est qu'il est malintentionné à leur égard, il ne peut pas en être autrement.

Immigration: une nouvelle proposition de loi « début 2025 » - LePoint.fr 13 octobre 2024

Sur le plateau de BFMTV, Maud Bregeon a confirmé l'arrivée au Parlement d'une nouvelle proposition de loi sur immigration, prévue « *début 2025* ». « *Il faudra une nouvelle loi immigration pour adapter un certain nombre de dispositions* », a-t-elle expliqué.

Ce projet fait écho à la dernière promulgation d'une loi similaire en début d'année 2024, le 26 janvier dernier, dont un tiers des articles avait été censuré par le Conseil constitutionnel au terme de navettes de débats plutôt houleux au sein de la majorité entre le Sénat et l'Assemblée nationale. Par

ailleurs, le texte n'avait pu passer le vote parlementaire que grâce au vote des députés du Rassemblement national.

Citant le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, la porte-parole du gouvernement a indiqué que le nouveau texte prévoyait par exemple de « faciliter la prolongation de détention des étrangers en situation irrégulière [...] dans les centres de détention administratifs ».

« Il propose que les profils les plus dangereux puissent être maintenus en détention, non pas au maximum 90 jours comme c'est le cas aujourd'hui, mais jusqu'à 210 jours », a précisé l'ex-députée macroniste, ajoutant que « pour le faire, on a besoin d'une loi. Ce n'est pas du réglementaire. Donc, on présentera ces propositions législatives plutôt en début d'année 2025 et on ne s'interdit pas [...] d'y mettre d'autres dispositions qui nous apparaîtraient, au sein du gouvernement, et avec les discussions qu'on aura avec les groupes parlementaires comme utiles pour protéger les Français ».

Trente-deux lois sur l'immigration et les étrangers ont été adoptées depuis 1980 en France, selon le Musée de l'histoire de l'immigration. Soit un texte adopté en moyenne tous les 16 mois en 44 ans. LePoint.fr 13 octobre 2024

La peste "brune" est au pouvoir.

Budget 2025 : le gouvernement veut augmenter la fiscalité sur le gaz - lepoint.fr/AFP 11 octobre 2024

Le gouvernement va proposer « une hausse de la fiscalité sur le gaz », par la voie d'un amendement au projet de loi de finances, a indiqué vendredi 11 octobre la ministre de la Transition écologique et de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher.

« L'enjeu est également de travailler sur les niches brunes au travers de l'augmentation du malus automobile, au travers de la suppression du taux réduit de TVA à 5,5 % sur l'installation de chaudières à énergies fossiles et enfin par voie d'amendement gouvernemental, au travers d'une hausse de la fiscalité sur les billets d'avion et sur le gaz », a-t-elle déclaré.

Le gouvernement précédent a déjà doublé au 1er janvier 2024 l'accise sur le gaz, un des impôts payés par les fournisseurs de gaz et répercuté aux consommateurs, ce qui avait concrétisé à l'époque la sortie du bouclier tarifaire sur le gaz.

Commentaires d'abonnés « gauchistes » du Point :

- 1- Ils feraient mieux de nous dire ce qu'ils ne veulent pas taxer, ça serait plus rapide....
- 2- Taxer taxer taxer... Ils ne se rendent même pas compte qu'ils étouffent le secteur productif avec leur idéologie moribonde
- 3- D'après elle, les gens dépensent du gaz sans compter, pour tout et n'importe quoi. Ils ne sont pas raisonnables et la seule façon de faire baisser la consommation (pour sauver la planète) c'est de les taxer! Elle ne sait même pas que la consommation de gaz d'un ménage est incompressible, et qu'on ne peut pas faire cuire à moitié les aliments, ou se doucher à l'eau froide. Qu'est-ce qu'elle croit ?

Sait-elle seulement comment est produite l'eau chaude chez elle ? Il ne devrait pas y avoir de taxe sur l'énergie tout simplement.

- 4- Le budget du ministère de la transition énergétique est de 25 milliards, j'en supprimerai la totalité. Le carbone ne pose aucun problème. Marre de ces salades...
- 5- Bon, le prix de l'électricité est indexé sur le prix du gaz allemand! Le prix de l'électricité augmente vue l'augmentation du prix du gaz plus rare par l'abandon de la source Russe!

L'électricité en France voit ses taxes augmenter pour combler des trous budgétaires ! Comme l'électricité augmente on se retrouve avec un gaz moins cher que son équivalent électricité !

Moralité de nos énarques, il faut augmenter le prix du gaz qui doit rester plus cher que son équivalent électricité!

Ils gagnent sur le gaz et sur l'électricité aux dépens de tous les Français!

- 6- Et on prend encore prétexte d'écologie pour augmenter les taxes.
- 7- Quand allez-vous donc arrêter vos fadaises? La France responsable de 0, 8 pour cent des rejets du CO2 mondial va sauver la planète en taxant le gaz et l'électricité domestique. Madame Veuve Michu va se prendre 200 euros dans la gueule (pour sauver la planète) par ce qu'elle fait chauffer sa purée-saucisse sur sa gazinière. Ça confine à l'hystérisation cette affaire, ça relève de la psychiatrie.
- 8- C'est le gouvernement qui avait poussé à la roue, dans les années 90, pour que la majorité des citadins utilisent le gaz de ville. Quel battage ! Des affiches partout du genre " *le gaz arrive*". Tout ça parce que les politiques de l'époque écoutaient les écolos farouchement anti-nucléaires et donc anti-électricité... Et maintenant haro sur les utilisateurs de gaz ! Un vrai racket.
- 9- Dans beaucoup d'endroits, comme les immeubles anciens de centre-ville, il n y a pas d'autre alternative que le gaz de ville...

Santé.

«Souveraineté bradée», «traîtres», «saboteurs» : émoi en France, sur fond de cession du Doliprane à des Américains - RT 11 oct. 2024

Le laboratoire français Sanofi a confirmé ce 11 octobre entrer en négociations avec le fonds américain CD&R pour la vente d'Opella, sa filiale santé grand public, qui détient plus de cent marques de médicaments dont le Doliprane, très prisé des Français. Le gouvernement français a déclaré «prendre acte» de cette décision du groupe pharmaceutique.

Dans la matinée, le groupe pharmaceutique français Sanofi avait annoncé par communiqué «avoir entamé des négociations avec CD&R pour la cession potentielle d'une participation de contrôle de 50% dans Opella», sa filiale de santé grand public qui détient une centaine de marques dont le Doliprane, mais également le Dulcolax, la Lysopaïne et le Maalox. Un consortium, mené par le français PAI Partners, avait également déposé une offre. Mais le conseil d'administration de Sanofi a préféré l'Américain, «mieux disant financièrement» a rapporté la presse française.

La vice-présidente de Sanofi touchera «200 millions d'euros pour avoir vendu la filiale Doliprane à un fonds américain».

L'économiste Maxime Combes a rapporté sur le réseau social X, certaines dates clefs autour du Doliprane, médicament à base de paracétamol, notamment lorsqu'Emmanuel macron avait appelé en juin 2023 à la «relocalisation de la production» de ce principe actif.

- En 10 ans, Sanofi a reçu plus d'un milliard d'euros d'aides publiques (CIR etc)
- Pénurie de paracétamol pendant la pandémie
- 18 Juin 2020 E. Macron: "La France doit relocaliser la production du paracétamol"
- Octobre 2024 : Sanofi vend Doliprane à un fonds US

Du côté de l'exécutif français. Le nouveau ministre en charge de l'Industrie Marc Ferracci, «prend acte de cette décision, tout en rappelant aux deux parties les points de vigilance du gouvernement, tant sur le plan économique que sanitaire», selon un communiqué de son ministère.

Ferracci a également qualifié CD&R de «fonds d'investissement sérieux qui présente des perspectives positives pour le développement global d'Opella ainsi que pour les sites implantés en France». RT 11 oct. 2024

J-C - Le Doliprane ou des médicaments à base de paracétamol sont fabriqués dans le monde entier, notamment en Inde à un coût très inférieur, donc à un moment donné ce fonds d'investissement américain décrètera que le produire en France coûte trop cher, sa production doit être délocalisée, fin de partie, c'est déjà écrit...

Parole de putes! Qui peut encore les croire?

Doliprane : le gouvernement pense pouvoir garder des sites de production en France - Le Point 14 octobre 2024

Le gouvernement a établi deux conditions essentielles pour approuver la vente du Doliprane au fonds d'investissement CD&R. D'abord, il est crucial que la France soit en mesure de continuer à recevoir des approvisionnements suffisants en ce médicament, en plus d'assurer le maintien des emplois de production sur le territoire.

« Je pense très sincèrement que des engagements seront pris, qui seront très solides, à la fois pour maintenir les emplois et pour maintenir la sécurité de l'approvisionnement des Français », a affirmé Marc Ferracci, ministre de l'Industrie, ce dimanche. Ces engagements visent à rassurer les salariés et la population face à la vente potentielle de l'une des principales productions pharmaceutiques françaises.

Xénophobie et racisme d'Etat. Il leur faut désigner un bouc émissaire, un ennemi, ce sera l'étranger.

J-C - Il leur faut détourner du régime la haine qu'il inspire aux masses, les injustices sociales criantes, les privations et humiliations qu'il leur fait subir, ce sera l'étranger venu bouffer le pain

des Français, piquer leurs emplois, occuper leurs logements, violenter leurs gosses, etc. car ils sont responsables de toutes les difficultés ou souffrances qui les accablent au quotidien, c'est bien connu.

Moi, je vis en Inde depuis près de 30 ans, et je ne suis pas soumis à ce mauvais traitement, parfois on me demande avec le sourire de quel pays je viens, mais c'est tout. Dans un Etat, le Tamil Nadu, où les habitants sont d'origine dravidienne et de peau sombre, un occidental ne passe pas inaperçu. Je suis le seul "*Blanc*" de mon village ou du district qui est l'équivalent d'une taille moyenne en France, et comme chacun peut observer que je n'ai pas un mode de vie ou un comportement différent de ceux de la population locale, je suis traité de la même manière que n'importe quel citoyen indien, sans subir la moindre discrimination ou allusion à mon origine.

L'Inde est une République fédérale où vivent une multitude d'ethnies ou de peuples d'origines, de langues et de cultures, religions ou philosophies diverses. Si toutes ces populations ont tendance à se regrouper en fonction de ces critères, pour autant elles sont amenées à se côtoyer et à vivre ou travailler ensemble depuis si longtemps, si bien que les manifestations de type raciste sont condamnées, parce qu'elles constituent un manque de tolérance ou de savoir vivre, une atteinte à l'intégrité de la nation, une violation de la Constitution.

Lorsqu'il m'est arrivé (très rarement) d'être pris violemment à partie par des Indiens et qui m'aient invité à repartir dans mon pays d'origine, les policiers les avaient remis à leur place sans ménagement, après que je leur eus rappelé qu'ils étaient les garants du respect de la Constitution, selon laquelle je disposais des mêmes droits que n'importe citoyen de ce pays. Entre nous, c'est l'argument imparable pour se mettre les flics dans sa poche en cas d'altercation avec des Indiens, brandir la Constitution a un effet apaisant radical en présence de force de l'ordre ayant tendance à donner raison à ceux (des voyous ou des excités) qui la corrompent et face auxquels je ne dispose pas d'autres armes ou arguments pour faire valoir mes droits. Le Point 14 octobre 2024

Commentaire d'un lecteur "gauchiste" du Point :

- II :	faut être	ministre	pour	croire à	ce	genre	de	boniment.
--------	-----------	----------	------	----------	----	-------	----	-----------

J-	C –	Ou	de	pseud	lo-syr	ndical	listes	
----	-----	----	----	-------	--------	--------	--------	--

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël - rtbf.be 12 oct. 2024

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël, ouvertement critiqué par le gouvernement de Daniel Ortega pour sa guerre contre le mouvement islamiste palestinien Hamas à Gaza, a annoncé vendredi la vice-présidente du pays. "Notre président a demandé au ministère des Affaires étrangères [...] de procéder à la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement fasciste et génocidaire d'Israël", a déclaré à la presse officielle la vice-présidente Rosario Murillo, épouse du président de gauche Daniel Ortega.

Cette décision est essentiellement symbolique et politique, les échanges entre les deux pays étant quasi inexistants. Israël n'a, en outre, pas d'ambassadeur à Managua. Le 28 mars 2017, le Nicaragua et Israël avaient rétabli leurs relations diplomatiques, après qu'elles eurent été rompues par Ortega en 2010. rtbf.be 12 oct. 2024

La Jordanie a appelé ce samedi les pays à imposer un embargo sur les armes à Israël afin de le contraindre à mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban. Cet appel fait suite à ceux de la France et de l'Espagne. Le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, a écrit sur son compte X qu'Israël «n'aurait pas été en mesure de lancer toutes ces agressions [...] s'il n'y avait pas eu l'impunité avec laquelle la communauté internationale continue de lui fournir, et les armes que de nombreux pays continuent de lui envoyer». liberation.fr 12 octobre 2024

Les pays arabes du Moyen-Orient ont interdit à Israël d'utiliser leur espace aérien pour attaquer l'Iran - reseauinternational.net 11 octobre 2024

L'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU ont refusé de faire passer des avions des FDI dans leur espace aérien pour attaquer la République islamique.

En outre, Riyad, Doha et Abu Dhabi ont mis en garde Washington contre d'éventuelles difficultés d'approvisionnement en pétrole dans la région en cas d'attaque israélienne contre l'Iran. Dans ce contexte, le président Joe Biden a demandé au Premier ministre Netanyahou de ne pas frapper les infrastructures pétrolières et nucléaires iraniennes. Cependant, le chef du gouvernement israélien a refusé, disant qu'il n'avait pas l'intention de «manquer cette occasion historique».

Il convient de noter que l'interdiction de l'utilisation de l'espace aérien par les combattants des FDI des pays arabes de la région a suivi une déclaration controversée du ministre israélien des Finances Betsalel Lookich. Le responsable a annoncé le désir de Tel-Aviv de créer un État juif, comprenant la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak, la Syrie et le Liban.

Selon les médias, la décision finale de frapper l'Iran sera prise ce soir lors d'une réunion du cabinet militaire israélien. Une décision très importante sera prise qui peut changer l'équilibre des pouvoirs dans la région. reseauinternational.net 11 octobre 2024

L'armée américaine officiellement déployée en Israël.

Les États-Unis vont envoyer à Israël un système antimissiles et une centaine de soldats - RFI 14 octobre 2024

Les États-Unis envoient de nouvelles cargaisons d'armement à Israël. Il s'agit cette fois de systèmes antimissiles, THAAD, destinés à renforcer la protection de l'État hébreu face aux attaques de l'Iran et des groupes soutenus par Téhéran dans la région.

Le système de défense que le Pentagone va envoyer aux Israéliens assure une protection contre les missiles à courte et moyenne portée ainsi que les missiles intermédiaires.

Une centaine de soldats américains devraient également être déployés en Israël pour manœuvrer cette batterie THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), précise notre correspondante à New York, Loubna Anaki. Le Pentagone précise qu'il n'est pas rare que des troupes soient ainsi

envoyées sur place, même si d'habitude, c'est pour des opérations d'entraînement et de coopération de routine. RFI 14 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient: 280 cibles visées par Israël au Liban et à Gaza en 24 heures - RFI 12 octobre 2024

Liban: Emmanuel Macron appelle le Hezbollah à "cesser immédiatement" les frappes contre Israël - BFMTV 12 octobre 2024

J-C - Je vous passe le baratin ou en le "*même temps*" qui accompagnait cette déclaration sans lendemain. Et pour cause :

Horrifiés par l'attaque de drone sur Binyamina, au bilan particulièrement lourd. Nos pensées vont aux très nombreux blessés ainsi qu'à leurs proches.

— La France en Israël (@franceenisrael) October 13, 2024

J-C - Il s'agit de l'ambassade de France en Israël.

Liban: 40 pays exhortent à protéger les Casques bleus de la force de l'ONU - BFMTV 13 octobre 2024

Au moins 40 pays ont apporté samedi 12 octobre leur soutien "complet" à la Force intérimaire des Nations unies déployée dans le sud du Liban (Finul) et exhorté à protéger les Casques bleus dont cinq ont été blessés en 48 heures.

"Nous condamnons fermement les dernières attaques contre les soldats de maintien de la paix. De tels agissement doivent cesser immédiatement et faire l'objet d'une enquête adéquate", ont écrit 34 pays contributeurs à cette Force de l'ONU, selon une lettre diffusée sur le compte X de la mission de la Pologne aux Nations unies.

Et "nous pressons toutes les parties au conflit à respecter la présence de la Finul, impliquant de garantir la sécurité et la sûreté de tous ses employés, tout le temps", poursuivent ces 34 États, auxquels se sont ajoutés six autres, dont, l'Allemagne et l'Inde.

Israël s'est retrouvé vendredi sous le feu des critiques après que la Finul a accusé les troupes israéliennes de tirer "de façon répétée" et "délibérée" sur ses positions.

"Nous considérons le rôle de la Finul comme particulièrement crucial à la lumière de l'escalade des tensions au Proche-Orient", ont encore insisté ces 40 pays, dont côté européen l'Italie, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni et l'Irlande, et aussi le Népal ou l'Indonésie dont deux Casques bleus ont été légèrement blessés par une frappe contre le quartier général de la Finul. Parmi les contributeurs et signataires, on trouve aussi la Chine, le Qatar ou la Turquie.

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

La Finul est déployée dans le sud du Liban pour faire tampon avec Israël. Cette force qui compte plus de 9.500 soldats est prise sous les feux croisés d'Israël et du Hezbollah depuis que le mouvement pro-iranien a ouvert un front contre Israël en octobre 2023.

Elle accuse désormais les troupes israéliennes de tirs "répétés" et "délibérés" sur ses positions ayant blessé cinq Casques bleus en deux jours.

Rome a dénoncé de possibles "crimes de guerre" et a convoqué, comme Paris, l'ambassadeur israélien sur son sol.

La résolution 1701 des Nations unies a été prise en août 2006 pour mettre fin à la guerre entre Israël et le Hezbollah dans le sud du Liban. Elle comprend notamment l'instauration d'une présence permanente de Casques bleus de l'ONU en soutien de l'armée libanaise, le tout pour éviter qu'Israël et le Hezbollah puisse être directement opposés militairement sur le sol libanais.

Cette résolution a été ratifiée à la fois par le Hezbollah et Israël, qui se sont donc engagés à permettre sa mise en place sur le long terme.

Andrea Tenenti, porte-parole de la Force intérimaire des Nations unies dans le pays (Finul), estime que depuis cette résolution de 2006, "c'est probablement la première fois que des Casques bleus sont visés délibérément". "Il y a une obligation qui s'impose aux parties de protéger les Casques bleus", rappelle-t-il.

"La France exprime sa forte préoccupation (...) et condamne toute atteinte à la sécurité de la Finul", a écrit la diplomatie française, dans un communiqué. BFMTV 12 et 13 octobre 2024

Le Hezbollah menace Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban - RFI 14 octobre 2024

Le Hezbollah libanais a menacé lundi Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban, après une frappe de drones visant une position militaire à Haïfa qui a tué au moins quatre soldats israéliens. Dans un communiqué, le Hezbollah a affirmé que « la résistance (...) promet à l'ennemi » que l'attaque « au sud de Haïfa n'est qu'un avant-goût de ce qui l'attend s'il décide de continuer ses agressions contre notre peuple ».

Le Hezbollah a mené, dimanche 13 octobre, des combats rapprochés contre les troupes israéliennes au sud-Liban. Le mouvement a également lancé une attaque de drones en Israël dans une zone proche de Haïfa, ainsi que des missiles sur une base militaire dans la même région ; la première a fait au moins 60 blessés, la seconde a coûté la vie à quatre soldats.

Trois pelotons de soldats israéliens ont franchi dimanche matin la « Ligne bleue » séparant Israël et le Liban, a déclaré la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), indiquant également que deux chars israéliens ont détruit la porte principale de la position des Casques bleus. L'armée israélienne assure qu'un char « essuyant des tirs » et en train d'« évacuer des soldats blessés » a percuté un poste de la Finul. L'ONU a averti que des attaques contre les Casques bleus pourraient être considérés comme des « actes de guerre ». RFI 14 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Lu. Rappel ou résumé.

« Le 11 septembre du Moyen-Orient », en se basant sur une série de faits qui prouvaient l'existence d'un plan similaire à celui qui, le 11 septembre 2001, avait servi à déclencher la « guerre mondiale contre le terrorisme » qui a conduit à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par les États-Unis et l'OTAN. Le plan mis en œuvre par le Hamas le 7 octobre 2023 était connu depuis un an des dirigeants israéliens, qui n'ont pas été surpris par l'attaque mais l'ont au contraire facilitée.

C'est ce que confirment les témoignages, publiés ces derniers jours par le *Wall Street Journal*, de jeunes femmes soldats israéliennes affectées à la surveillance de la barrière électronique autour de Gaza. Depuis des mois, rapporte le WSJ, « elles avaient averti leurs supérieurs à plusieurs reprises que le groupe militant islamique Hamas semblait préparer une attaque.

Leurs préoccupations ont été ignorées. Au moment de l'attaque, les femmes ont lancé des avertissements urgents aux troupes sur le terrain. Lorsque plus de 150 militants ont envahi leur base, à environ 800 mètres de Gaza, elles ont commencé à appeler frénétiquement à l'aide. Mais personne n'est venu. »

Finalement, 15 femmes soldats de cette base ont été tuées et sept ont été prises en otage à Gaza ». De ces faits et de nombreux autres éléments de preuve émerge le plan du « 7 octobre " : faire croire qu'Israël est attaqué par surprise et donc contraint de riposter, faire passer pour « défensive » la guerre d'extermination avec laquelle Israël détruit Gaza et la Cisjordanie pour anéantir l'État palestinien, avec laquelle il attaque le Liban, le Yémen, la Syrie. Israël est en réalité le fer de lance avec lequel les États-Unis et les puissances européennes tentent de maintenir leur domination au Moyen-Orient, où ils perdent du terrain, par la guerre.

La principale cible dans leur ligne de mire est l'Iran, qui est devenu un carrefour stratégique du corridor de transport Nord-Sud vers l'Inde et au-delà, avec lequel la Russie contrecarre le blocus mis en place par l'OTAN et l'UE, et en même temps un carrefour stratégique de la nouvelle route de la soie de la Chine vers l'Europe.

Les conséquences de l'attaque contre l'Iran qu'Israël prépare avec le soutien militaire total des États-Unis et de l'OTAN pourraient être très graves. Une attaque contre les installations pétrolières de l'Iran provoquerait un choc pétrolier mondial. Une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, qui sont sous le contrôle des Nations unies parce que l'Iran a adhéré au traité de non-prolifération nucléaire, serait encore plus dangereuse pour la propagation de la radioactivité, alors qu'Israël, la seule puissance nucléaire de la région, a refusé de le faire et se trouve donc hors de tout contrôle.

Sans limites par Craig Murray - Mondialisation.ca, 12 octobre 2024

Il n'y a littéralement pas d'acte aussi ignoble que le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne refuseront de soutenir s'il est perpétré par l'État terroriste d'Israël.

Hier, Israël:

- a délibérément attaqué des soldats de la paix de l'ONU dans trois bases distinctes

- bombardé le centre résidentiel de Beyrouth, tuant et mutilant des centaines de personnes
- enlevé, battu et détenu un journaliste américain
- a massacré 30 réfugiés palestiniens dans une école de l'UNRWA
- a été reconnu coupable du crime contre l'humanité d'« extermination » à Gaza par un rapport officiel d'une commission des Nations unies.

Chacun de ces outrages serait fermement condamné s'il était commis par n'importe quel pays, à l'exception d'Israël, et entraînerait des répercussions.

Mais Israël peut les commettre tous en un seul jour...

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/sanslimites/5693066?doing_wp_cron=1728805346.4995939731597900390625

En complément.

Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232) - 11 septembre 2024

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël, daté du 11 septembre mais publié hier, est incroyablement accablant et constituera un document clé pour le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud et d'autres contre Israël devant la CIJ.

Il fait état de 498 attaques israéliennes contre des établissements de santé dans la bande de Gaza et – fait bien moins médiatisé – de 500 attaques contre des établissements de santé en Cisjordanie, bien qu'elles soient toutes moins meurtrières.

A télécharger en français :

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/n2426279.pdf

Le Royaume-Uni et son embargo en trompe l'œil sur les armes par Shahd Hammouri - Mondialisation.ca, 11 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/le-royaume-uni-et-son-embargo-en-trompe-loeil-sur-les-armes/5693037?doing_wp_cron=1728805527.1536200046539306640625

J-C - Cela dit, je condamne la conclusion de cet article : - Il faut rappeler au Royaume-Uni ses obligations juridiques internationales.

A l'instar des travailleurs britanniques nous ne nous reconnaissons pas dans le régime et le gouvernement réactionnaire en place en Grande-Bretagne...

Quand les régimes et gouvernements occidentaux cautionnent des actes d'une cruauté extrême.

J-C – Ce sont assurément des démocraties.

Personne n'oserait remettre en cause ces témoignages récoltés par le New York Times, Politico, The Guardian ou le Los Angeles Times, d'où leur importance, à mettre sous le nez de ceux qui ne croient pas à la barbarie sioniste, il faut espérer qu'après les avoir lus et vomi un bon coup, ils changeront d'avis ou alors ce sont également des monstres.

Les snipers israéliens tirent régulièrement et délibérément dans la tête d'enfants palestiniens - reseauinternational.net 11 octobre 2024

Le *New York Times* a publié un nouveau témoignage de médecins sur le fait que les forces israéliennes tirent constamment des balles dans la tête d'enfants palestiniens.

Le rapport, intitulé «65 médecins, infirmières et auxiliaires médicaux : ce que nous avons vu à Gaza», commence comme suit :

«J'ai travaillé comme chirurgien traumatologue à Gaza du 25 mars au 8 avril. J'ai fait du bénévolat en Ukraine et en Haïti, et j'ai grandi à Flint, dans le Michigan. J'ai été témoin de violences et j'ai travaillé dans des zones de conflit. Mais parmi les nombreuses choses qui m'ont marqué en travaillant dans un hôpital à Gaza, il y en a une qui m'a interpellé : Presque chaque jour, j'ai vu un nouveau jeune enfant qui avait reçu une balle dans la tête ou dans la poitrine, et presque tous sont morts. Treize au total.

«À l'époque, j'ai pensé qu'il s'agissait de l'œuvre d'un soldat particulièrement sadique qui se trouvait à proximité. Mais après mon retour, j'ai rencontré un médecin urgentiste qui avait travaillé dans un autre hôpital de Gaza deux mois avant moi. Je lui ai dit : «Je n'arrivais pas à croire le nombre d'enfants que j'ai vus abattus d'une balle dans la tête». À ma grande surprise, il a répondu : «Oui, moi aussi. Chaque jour»».

De nombreux membres du personnel médical ayant travaillé à Gaza témoignent ensuite dans le rapport de leurs rencontres régulières avec des enfants ayant reçu une balle dans la tête ou la poitrine par les forces israéliennes, ainsi qu'avec des enfants et des nourrissons souffrant de malnutrition sévère et d'infections facilement évitables.

En juillet, Politico a publié un article rédigé par deux chirurgiens américains, Mark Perlmutter et Feroze Sidhwa, intitulé ««Rien ne nous a préparés à ce que nous avons vu» : Deux semaines à l'intérieur d'un hôpital de Gaza», qui contient le passage suivant :

«Nous avons commencé à voir une série d'enfants, des préadolescents pour la plupart, qui avaient reçu une balle dans la tête. Ils mouraient lentement, avant d'être remplacés par de nouvelles victimes qui avaient également reçu une balle dans la tête et qui mouraient lentement. Leurs familles nous ont raconté l'une des deux histoires suivantes : les enfants jouaient à l'intérieur lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes, ou ils jouaient dans la rue lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes».

En avril, un article intitulé «Pas une guerre normale : des médecins disent que des enfants ont été pris pour cible par des tireurs d'élite israéliens à Gaza» a été publié dans The Guardian, citant neuf médecins qui avaient travaillé à Gaza après le 7 octobre et qui «ont rapporté avoir traité un flux constant d'enfants, de personnes âgées et d'autres personnes qui n'étaient manifestement pas des combattants, avec des blessures par balle unique à la tête ou à la poitrine».

Des médecins légistes ont pu identifier les balles utilisées par l'armée israélienne lors de ces attaques contre des enfants :

«Le Guardian a communiqué à des experts militaires et à des médecins légistes des descriptions et des images des blessures par balle subies par huit enfants. Ils ont déclaré qu'il était difficile de déterminer de manière concluante les circonstances des tirs sur la seule base des descriptions et des photos, bien que dans certains cas ils aient pu identifier les munitions utilisées par l'armée israélienne».

En février, le Los Angeles Times a publié un article intitulé «Je suis un médecin américain qui s'est rendu à Gaza. Ce que j'ai vu n'était pas la guerre, c'était l'anéantissement». L'auteur, un chirurgien reconstructeur nommé Irfan Galaria, écrit ce qui suit :

«À une occasion, une poignée d'enfants, tous âgés de 5 à 8 ans, ont été portés par leurs parents aux urgences. Tous avaient reçu une seule balle de sniper dans la tête. Ces familles rentraient chez elles à Khan Yunis, à environ 3,5 km de l'hôpital, après le retrait des chars israéliens. Mais les tireurs d'élite sont apparemment restés sur place. Aucun de ces enfants n'a survécu».

C'est donc bien ce qui se passe. Les preuves sont indéniables et les sources sont aussi solides que possible. Il existe des montagnes et des montagnes de preuves irréfutables que les forces israéliennes tirent régulièrement et délibérément des balles dans la tête d'enfants palestiniens à Gaza, reseauinternational, net 11 octobre 2024

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational.	net/les-snipers-isra	<u>eliens-tirent-reguli</u>	<u>erement-et-delib</u>	<u>verement-dans-la-</u>
tete-denfants-palestiniens/	•			

Sommet de l'ANASE.

Échec de l'OTAN asiatique à l'ANASE

Les 44e et 45e sommets de l'ANASE et les réunions des dirigeants sur la coopération en Asie de l'Est se tiennent cette semaine, avec des dirigeants ou des représentants des 10 pays de l'ANASE, ainsi que de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Russie et des États-Unis, qui se réunissent à Vientiane, la capitale du Laos. Lors du 27ème Sommet Chine-ANASE, les dirigeants de la Chine et des pays de l'ANASE ont annoncé jeudi la conclusion substantielle des négociations sur la mise à niveau de la zone de libre-échange (ALE) Chine-ANASE version 3.0. Cette réalisation importante témoigne d'un effort conjoint de la Chine et de l'ANASE pour mener l'intégration économique en Asie de l'Est, démontrant ainsi le ferme soutien des deux parties au multilatéralisme et au libre-échange. Il réaffirme également que la

recherche de la stabilité, de la coopération et du développement reste le courant dominant inébranlable dans la région.

Notamment, avant le sommet de l'ANASE, des responsables de haut niveau de pays comme les États-Unis et le Japon ont fait allusion à la confrontation des camps et aux conflits géopolitiques dans la réunion. Cependant, cette intention s'est heurtée à une résistance évidente. En particulier, l'idée d'une soi-disant OTAN asiatique, proposée par le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, a fait face à une forte réaction dans la région. Le ministre malaisien des Affaires étrangères, Mohamad Hasan, a déclaré sans ambages : «Nous n'avons pas besoin de l'OTAN dans l'ANASE», tandis que le plus grand journal indonésien de langue anglaise, le Jakarta Post, a averti qu'une «OTAN asiatique» vise à se liguer contre la Chine, ce qui est «très offensant» pour les 10 membres de l'ANASE. Cette opposition importante a forcé Ishiba à abandonner toute mention de «l'OTAN asiatique» lors de la réunion.

L'échec de l'idée de «l'OTAN asiatique» met en lumière plusieurs problèmes.

Premièrement, cela démontre que, contrairement à la perception d'autosatisfaction de l'OTAN et des alliés des États-Unis, l'OTAN est considérée comme un «signe avant-coureur de désastre» par d'autres nations.

Deuxièmement, les pays de la région ne sont pas seulement opposés à l'introduction du modèle de l'OTAN dans la région Asie-Pacifique, mais aussi à l'importation de la mentalité de guerre froide de l'OTAN et à la confrontation des camps, ainsi qu'au positionnement de la Chine comme un ennemi hypothétique dans les conflits géopolitiques. Les principes de l'OTAN et ceux des pays asiatiques sont nettement différents.

Pour lire l'article en entier :

https://reseauinternational	ll.net/echec-de-lotan-asiatique-a-lan	ase/
*	Ť	

Russie.

La Russie s'accorde avec l'Iran, les nuages de guerre se dispersent par M.K. Bhadrakumar - reseauinternational.net 11 octobre 2024

Malgré la brillante gestion des médias par Israël, des rapports ont fait surface selon lesquels l'attaque de missiles iraniens du 1er octobre a été un succès spectaculaire. Ce fut une démonstration de la capacité de dissuasion de l'Iran qui pourrait écraser Israël, si le besoin s'en faisait sentir. L'échec des États-Unis à intercepter les missiles hypersoniques iraniens portait son propre message. L'Iran affirme que 90% de ses missiles ont pénétré le système de défense aérienne d'Israël.

Will Schryver, ingénieur technique et commentateur en sécurité, a écrit sur X : «Je ne comprends pas comment quiconque a vu les nombreux clips vidéo des frappes de missiles iraniens sur Israël ne peut pas reconnaître et admettre que ce fut une démonstration étonnante des capacités iraniennes. Les missiles balistiques iraniens ont brisé les défenses aériennes américano-israéliennes et ont lancé plusieurs frappes avec de grandes ogives sur des cibles militaires israéliennes».

De toute évidence, dans la situation de panique qui a suivi en Israël, comme l'a dit le président américain Joe Biden le 4 octobre, il n'y avait pas encore de décision sur le type de réponse qu'Israël devrait organiser contre l'Iran. «Si j'étais à leur place [israélienne], je réfléchirais à d'autres alternatives que de frapper des champs pétrolifères», a déclaré Biden lors d'une rare apparition dans la salle de briefing de la un jour après que des responsables israéliens ont déclaré que des «représailles importantes» était imminente.

Biden a ajouté que les Israéliens «n'ont pas conclu comment ils sont... ce qu'ils vont faire» en représailles. Biden a également déclaré aux journalistes que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou devrait se souvenir du soutien des États-Unis à Israël lorsqu'il décidera des prochaines étapes. Il a affirmé qu'il essayait de rallier le monde pour éviter une guerre totale au Moyen-Orient.

Dans cette pantomime, il est plus sûr de croire Biden, car l'honnête vérité est que sans les contributions et l'aide pratique des États-Unis, argent et l'intervention directe, Israël n'a tout simplement pas l'endurance nécessaire pour affronter l'Iran. La domination régionale d'Israël se réduit à l'exécution d'assassinats et aux bombardements de civils non armés.

Mais là aussi, on peut se demander à quel point Israël est autosuffisant vis-à-vis de l'Iran. Des rapports sont apparus selon lesquels les nouveaux renseignements technologiques des États-Unis avaient permis de localiser le chef du Hezbollah Sayyed Nasrallah, renseignements qui ont été transmis à Israël et qui ont permis son assassinat.

Fait intéressant, le directeur de la CIA, William Burns, est intervenu pour réfuter les rumeurs disant que l'Iran aurait effectué un essai nucléaire samedi. S'exprimant lors d'une conférence sur la sécurité lundi, Burns a déclaré que les États-Unis surveillaient de près l'activité nucléaire de l'Iran à la recherche de tout signe de précipitation vers une bombe nucléaire.

«Nous ne voyons aucune preuve aujourd'hui qu'une telle décision a été prise. Nous les surveillons très attentivement», a-t-il déclaré. Burns a donc gentiment supprimé un autre alibi pour attaquer l'Iran.

Un facteur critique qui a contraint Israël/États-Unis à reporter toute attaque contre l'Iran est l'avertissement sévère de Téhéran disant que toute attaque contre ses infrastructures par Israël se heurterait à une réponse encore plus sévère. «En répondant, nous n'hésiterons pas ni ne nous précipiterons», pour citer le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, qui, soit dit en passant, s'est rendu au Liban et en Syrie ce week-end pour donner à Israël un «message» provocant, comme il l'a dit lui-même : «L'Iran soutient fortement la résistance et la soutiendra toujours».

Plus tôt le 4 octobre, le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avait utilisé un rare sermon public pour défendre l'attaque de missiles de l'Iran contre Israël, affirmant qu'elle était «légitime et légale» et que «si nécessaire», Téhéran le referait. S'exprimant à la fois en persan et en arabe lors de la prière du vendredi à Téhéran, Khamenei a déclaré que l'Iran et l'Axe de la résistance ne reculeraient pas devant Israël. L'Iran «ne tergiversera pas et n'agira pas à la hâte pour s'acquitter de son devoir» face à Israël, a déclaré Khamenei.

Cependant, ce qui dissuade les Israéliens et provoque un malaise dans l'esprit américain est autre chose ; l'ombre de la Russie qui s'allongent sur la tapisserie du Moyen-Orient.

Des analystes militaires américains ont révélé que certains armements russes très avancés avaient été transférés en Iran au cours des dernières semaines, soutenus par le déploiement de personnel militaire russe pour faire fonctionner ces systèmes, y compris des missiles S-400. Il y a des

spéculations selon lesquelles le secrétaire du Conseil de sécurité russe (et ancien ministre de la Défense), Sergueï Choïgou, a effectué deux visites secrètes en Iran au cours de la période récente.

Apparemment, Moscou a également répondu à la demande iranienne de données satellitaires sur les cibles israéliennes pour sa frappe de missiles le 1er octobre. La Russie a également fourni à l'Iran le système de guerre électronique à longue portée «Mourmansk-BN».

Le système «*Mourmansk-BN*» est un puissant système de guerre électronique, qui peut brouiller et intercepter les signaux radio ennemis, GPS, communications, satellites et autres systèmes électroniques, jusqu'à 5000 km de distance, et neutraliser les munitions «*intelligentes*» et les systèmes de drones. Il est aussi capable de perturber les systèmes de communication par satellite à haute fréquence appartenant aux États-Unis et à l'OTAN.

Certes, l'implication de la Russie dans l'impasse entre l'Iran et Israël pourrait potentiellement changer la donne. Du point de vue des États-Unis, cela fait planer le spectre inquiétant d'une confrontation directe avec la Russie, dont ils ne veulent pas.

C'est dans ce scénario que les agences de presse officielles russes ont cité dimanche l'assistant présidentiel Iouri Ouchakov disant que Poutine envisage de rencontrer son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, dans la capitale turkmène, Achgabat, le 11 octobre.

Ouchakov n'a pas donné de détails sur la réunion. En effet, cela est une surprise puisque les deux dirigeants se reverront lors du sommet des BRICS dans la ville russe de Kazan qui se déroule du 22 au 24 octobre.

Bien sûr, les Iraniens jouent aussi timidement. Moscou et Téhéran ont annoncé que leurs présidents se rendaient à Achgabat le 11 octobre pour assister à une cérémonie marquant le 300e anniversaire de la naissance du poète et penseur turkmène Magtymguly Pyragy. C'est de la poudre aux yeux ! (ici et ici)

Il est tout à fait concevable qu'en pleine tension régionale, Moscou et Téhéran aient pu penser à avancer la signature officielle du pacte de défense russo-iranien, qui devait initialement avoir lieu à Kazan.

Si tel est le cas, l'événement de jeudi rappellera la visite impromptue du ministre soviétique des Affaires étrangères de l'époque, Andrei Gromyko, à New Delhi pour la signature du Traité historique de Paix, d'Amitié et de Coopération entre l'Inde et l'URSS le 9 août 1971.

Fait intéressant, Ouchakov a ajouté que Poutine n'avait pas l'intention de rencontrer Netanyahou. Poutine n'a pas encore répondu à une demande de Netanyahou pour une conversation téléphonique, faite il y a cinq jours. Une légende que Netanyahou a créée au cours des dernières années pour impressionner son public national (et confondre la rue arabe) – selon laquelle il entretenait une relation privilégiée avec Poutine – s'effondre.

D'autre part, en organisant une réunion urgente à Achgabat – en fait, le président turkmène Serdar Berdimuhamedov n'était à Moscou lundi/mardi que pour une visite de travail – le Kremlin indique clairement à Washington et à Tel-Aviv que Moscou est irrévocablement aligné sur Téhéran et aidera ce dernier quoi qu'il en coûte. (Voir mon blog «La crise au Moyen-Orient incite Biden à briser la glace avec Poutine», 5 octobre 2024)

L'histoire ne se répète-t-elle pas ? Le Traité indo-soviétique de 1971 fut le traité international le plus important conclu par l'Inde depuis son Indépendance. Ce n'était pas une alliance militaire. Mais l'Union soviétique a renforcé la capacité militaire de l'Inde pour une future guerre et a créé un espace pour que l'Inde renforce les bases de son autonomie stratégique et de sa capacité d'action indépendante. reseauinternational.net 11 octobre 2024

source:	https://www.indianj	ounchline.com/russ	<u>sia-aligns-with-i</u>	ran-war-clouds-	scatter/
	-	•			

Ukraine.

Les raids de mobilisation se multiplient en Ukraine - RT 13 oct. 2024

Des concerts, des boîtes de nuit, des restaurants, des centres commerciaux, des marchés et mêmes des hôtels : en Ukraine, tous ces lieux deviennent les cibles de raids des commissaires militaires.

Ainsi, à Lvov, une ville dans l'ouest de l'Ukraine, des commissaires militaires ont fait irruption dans un restaurant où un mariage était célébré. Dans la vidéo partagée par plusieurs médias ukrainiens, on peut voir comment les hôtes ont expulsé des hommes cagoulés. «On pouvait deviner que c'étaient des commissaires militaires, car ils portaient des cagoules [...] Les gens les ont simplement mis dehors. C'est juste illégal», a raconté un témoin.

Des médias ukrainiens ont fait état aussi de «raids de mobilisation» dans des restaurants et des boîtes de nuit de villes ukrainiennes comme Kiev, Lvov, Dniepr ou encore Kharkov.

Dans la capitale ukrainienne, un raid a été effectué le 11 octobre lors d'un concert de rock du groupe Okean Elzy. L'opération aurait impliqué une centaine de commissaires militaires et policiers qui ont vérifié les papiers des hommes qui assistaient au concert. Selon les médias locaux, un grand nombre de spectateurs ayant des problèmes avec leurs papiers ou qui refusaient de montrer leur carte d'identité ont été arrêtés. On ignore le nombre exact de personnes arrêtées. RT 13 oct. 2024

L'Allemagne devrait cesser de livrer des équipements militaires lourds à Kiev - RT 13 oct. 2024

L'Allemagne va cesser de livrer des équipements militaires lourds à l'Ukraine, estimant que Kiev n'est pas en mesure de mener une contre-offensive, selon le quotidien Bild. Les demandes de Zelensky à Scholz concernant l'utilisation de missiles Taurus en Russie et l'accélération de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'ont pas reçu de réponse positive.

L'expert militaire et spécialiste de l'Ukraine Carlo Masala a déclaré à Bild : «Volodymyr Zelensky n'a pas avancé d'un pas sur les deux exigences clés de son plan de victoire. Par conséquent, sa tournée européenne peut être considérée comme un échec du point de vue de l'Ukraine.»

Lors de cette réunion à Berlin, Volodymyr Zelensky aurait présenté deux demandes principales : la première, l'autorisation d'utiliser des missiles à longue portée Taurus pour frapper des cibles

stratégiques à l'intérieur du territoire russe, et la deuxième, un processus accéléré pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cependant, bien qu'Olaf Scholz n'ait pas explicitement refusé ces demandes, il n'aurait pas non plus donné de réponse positive.

Depuis le début du conflit, l'Allemagne a apporté un soutien militaire considérable à l'Ukraine, notamment en livrant 18 chars Leopard 2. Cependant, malgré un stock disponible d'environ 300 autres chars, le ministère allemand de la Défense a décidé de ne plus envoyer de «gros équipements», comme le rapporte Bild.

L'Allemagne est le deuxième plus grand fournisseur d'armes à l'Ukraine, après les États-Unis. À ce jour, la République fédérale a consacré environ 28 milliards d'euros au soutien militaire de Kiev, y compris des engagements pour des dépenses futures. Selon l'accord budgétaire pour 2025, l'Allemagne prévoit d'allouer 4 milliards d'euros à l'aide militaire pour l'Ukraine, soit deux fois moins qu'en 2024. RT 13 oct. 2024

Chine.

Chine: Pékin présente un ambitieux plan de relance économique - RFI 12 octobre 2024

La Chine a annoncé, samedi 12 octobre, qu'elle mettrait à la disposition de son économie un soutien budgétaire de 325 milliards de dollars (environ 300 milliards d'euros) au cours des trois prochains mois, afin de soutenir les banques, de consolider le marché immobilier et de libérer les dépenses de consommation dans le cadre du plus important programme d'aide de Pékin depuis la crise financière mondiale. Ce plan de relance très attendu vient s'ajouter à une série de mesures annoncées au cours des dernières semaines, notamment des baisses de taux d'intérêt et l'octroi de liquidités aux banques.

La déclaration clé de Pékin pourrait être que la Chine voit une marge de manœuvre pour augmenter le déficit budgétaire. Au cours des trois prochains mois, un total de 2 300 milliards de yuans de fonds d'obligations spéciales pourra être utilisé dans différents endroits, notamment pour soutenir l'infrastructure et stimuler les investissements.

Les mesures consistent toujours à pousser les gouvernements locaux à en faire plus - à émettre plus d'obligations pour payer les dettes cachées et à racheter les maisons invendues. Mais les responsables locaux hésitent à participer au programme d'achat de logements, parce qu'ils craignent que les prix des logements ne chutent davantage et qu'il n'y ait pas de rendement lucratif dans ce domaine.

Les	principales	banques	chinoises	ont égaleme	nt déclaré	qu'elles	réduiraient	les taux	d'intérêt	sur 1	es
prê	ts hypothéca	ires exist	ants à par	tir du 25 oct	obre.						

Japon.

Shigeru Ishiba reconnaît la responsabilité des États-Unis dans les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki - RT 13 oct. 2024

Au cours d'un débat politique, le nouveau Premier ministre japonais a reconnu la responsabilité des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

Dans un tournant marquant pour la politique de communication japonaise, Shigeru Ishiba, le nouveau Premier ministre du Japon, a reconnu le rôle des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki lors des débats des chefs des partis politiques japonais le 12 octobre : «La vision de la vidéo montrant la bombe atomique larguée sur Hiroshima, diffusée par les États-Unis, m'a profondément marqué lorsque j'étais en sixième année de l'école primaire. Je n'oublierai jamais le choc ressenti.»

Cette référence directe contraste avec l'approche de son prédécesseur, Fumio Kishida, qui, lors de la cérémonie commémorative du bombardement atomique de Nagasaki le 9 août dernier, n'avait pas mentionné que ces attaques avaient été menées par les États-Unis. RT 13 oct. 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 17 octobre 2024

Ils peuvent nous tuer, ils ne gagneront pas la lutte de classes.

Chaque fois qu'ils tueront l'un d'entre nous, partout dans le monde des millions se lèveront pour prendre la relève du combat contre l'exploitation et l'oppression parce qu'il est juste, jusqu'à leur anéantissement définitif et la victoire finale.

Imbroglio politique autour des propos qu'auraient tenus Macron sur l'Etat juif génocidaire qu'il n'a jamais cessé de soutenir. Une « fuite » orchestrée.

J-C – J'ai bien fait de ne pas réagir à chaud à ce coup pourri comme j'ai failli le faire, car je me serais planté tellement les différents acteurs de ce mélodrame sordide sont mégalomanes, tordus, vicieux, cyniques.

Il aura fallu trois jours et lire de nombreux articles, pour enfin avoir le fin mot de cette provocation foireuse destinée à resserrer les rangs derrière Netanyahou et à débusquer les traitres à la cause du sionisme nazi. Autant dire, que toutes ces ordures font savoir en guise de bonne foi, qu'ils se réjouissent de l'assassinat du chef du Hamas Yahya Sinwar, c'est si naturel et parfaitement inutile, on savait déjà à quoi nous en tenir à leur sujet.

Je vous propose quelques articles qui relatent le déroulement de cette misérable mise en scène. Avant d'y venir je pense qu'une grille de lecture s'impose, je vous soumets la conclusion à laquelle je suis arrivé, j'avoue avoir dû m'y reprendre à plusieurs fois.

Macron se devait de régir vivement face aux réactions négatives ou de plus en plus véhémentes parmi la population et certains acteurs politiques ou médiatiques, qui ont dû lui être rapportés par ses conseillers et certains ministres quelque peu déstabilisés ou désemparés au regard de la poursuite des massacres de civils et autres actes de barbaries perpétrés par les sionistes nazis des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie et qui se sont étendus à la population libanaise, que plus personne ne peut nier.

Macron aurait-il commis une grave erreur politique, en affirmant lors du conseil des ministres du 15 octobre dernier, que l'ONU ou la résolution 181 avait été à l'origine de la création d'Israël ?

Pourquoi fallait-il faire absolument abstraction de la période qui l'avait précédée, ainsi que celle qui lui avait succédé ?

C'est la question que je me suis posé, et j'avoue n'avoir eu aucun mérite puisque j'en connaissais déjà la réponse : Pour épargner les banquiers juifs Rothschild (notamment) anglo-saxons et les

sionistes fascistes ou nazis qui sont à l'origine d'Israël. Vous en aurez les preuves en détail plus loin dans cette causerie.

Il faut se souvenir, que les banquiers ayant été les seuls réels vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, et à s'enrichirent au point de devenir les créanciers privilégiés des puissances occidentales ou les sauveurs du capitalisme, la moindre des choses étaient d'honorer l'une de leurs principales créances politiques en signe de reconnaissance, après qu'ils eurent donné leur aval à la création de l'ONU: Leur offrir la Palestine sur un plateau, un cadeau d'une valeur inestimable, qui une fois paré officiellement du sceau du droit international, personne n'oserait contesté suite au sort qu'avaient subi les juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. C'était ignorer que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes coulent dans leur sang, et que le moment venu ils réaliseront leur unité et ils auront le pouvoir de balayer leur droit international reposant sur la force et leur division.

Les conseillers de Macron ont cru apparemment bien faire, à moins que ce soit finalement une provocation, qu'il serait souhaitable de faire l'impasse sur la période antérieure et postérieure au 29 novembre 1947, tant elles furent peu flatteuses pour les colonisateurs anglo-saxons et sionistes ou qui montraient qu'en réalité, ni avant, depuis le milieu du XIXe siècle, ni après ou depuis ils n'avaient manifesté l'intention de respecter le droit international ou le contenu de la résolution 181 adoptée par l'ONU, pour s'être livrés à une multitude d'actes de terrorisme ou une orgie de massacres de Palestiniens, destructions de villages entiers dès les années 30 jusqu'à nos jours, avec l'aide ou la complicité des Britanniques, destinés à les expulser et à s'emparer de la totalité de la Palestine, ce qu'en réalité ils n'ont jamais cessé de revendiquer.

On aura compris, que pour continuer de soutenir les massacres monstrueux commis par le gouvernement d'extrême droite génocidaire israélien à Gaza et au Liban, il fallait à tout prix éviter de se pencher sur l'avant ou l'après 29 novembre 1947, car immanquablement, cela reviendrait à remuer la merde ou à faire remonter à la surface une toute autre histoire que la version officielle ou celle qui figure dans les manuels d'histoire.

Il fallait surtout épargner que les véritables commanditaires et profiteurs de ce génocide soient identifiés, et que leurs noms parviennent ainsi à la connaissance de la population en France (et partout ailleurs dans le monde), elle devait continuer de croire aveuglément la version officielle reprise en boucle par la totalité des médias et des partis politiques institutionnels.

Les articles suivant ont été classés par ordre chronologique. Je tiens à préciser, qu'ayant autres choses à faire, car il n'y a personne chez moi pour s'occuper de mes affaires, je n'en ai pas pris connaissance dans cet ordre-là, ce qui explique aussi le délai qu'il m'a fallu pour comprendre à quelle minable manipulation nous avions affaire.

Quand Netanyahu avoue que l'État d'Israël est le produit illégitime de la guerre d'agression menée contre la Palestine par une armée de mercenaires sionistes fanatisés, fascisés.

L'État d'Israël né d'une décision de l'ONU? Benjamin Netanyahu affirme qu'Emmanuel Macron se trompe - BFMTV 15 octobre 2024

Le Premier ministre israélien a répondu à Emmanuel Macron qui expliquait que "Monsieur Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU."

Portail: www.luttedeclasse.org 2 Courriel: jctardieu@outlook.fr

Ce mardi 15 octobre, le Président français a déclaré lors du Conseil des ministres que "Monsieur Netanyahu ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU." Une affirmation erronée, selon Benjamin Netanyahu, pour qui la guerre de 1948 a créé Israël, et non une décision de l'ONU.

Une référence à la résolution 181 adoptée en novembre 1947 par l'Assemblée générale des Nations unies, prévoyant le partage de la Palestine en un État juif et un État arabe.

Vives déclarations sous fond de tensions avec la Finul

"Un rappel au président de la France: ce n'est pas la résolution de l'ONU qui a établi l'État d'Israël, mais plutôt la victoire obtenue dans la guerre d'indépendance avec le sang de combattants héroïques, dont beaucoup étaient des survivants de l'Holocauste, notamment du régime de Vichy en France", a déclaré Benjamin Netanyahu dans un communiqué.

"Le propos du président de la République en Conseil des ministres s'inscrivait dans un propos général rappelant l'importance pour Israël comme pour tous de respecter la charte des Nations Unies", a précisé le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot. BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Merci, on a compris!

Le Crif confirme que dès son origine, le sionisme était incompatible avec l'existence de la Palestine.

"Une faute historique et politique": le Crif dénonce les propos de Macron sur la création d'Israël - BFMTV 16 octobre 2024

Les propos d'Emmanuel Macron, qui a déclaré ce mardi 15 octobre qu'Israël a été créé par une décision de l'ONU, "renforcent dangereusement le camp de ceux qui contestent la légitimité du droit à l'existence d'Israël", juge le président du Crif Yonathan Arfi.

"Laisser penser que la création de l'État d'Israël est le fruit d'une décision politique de l'ONU, c'est méconnaître à la fois l'histoire centenaire du sionisme" et "le sacrifice de milliers d'entre eux pour établir l'État d'Israël", déclare le président du Crif dans son texte. BFMTV 16 octobre 2024

Qui est à l'origine de la création d'Israël ? Une famille de banquiers, elle le revendique.

J-C – Cet article n'a rien de « conspirationniste », puisqu'il vient de la vénérable BBC.

Le sionisme et Israël - bbc.com 15 mars 2024

Traditionnellement, le chef de la famille Rothschild au Royaume-Uni est considéré comme le représentant de la communauté juive du pays.

La famille a joué un rôle de premier plan dans la création de l'État d'Israël.

Edmond James de Rothschild (1845-1934), petit-fils du patriarche et fils cadet de James de Rothschild, fut l'un des grands partisans du sionisme, l'idée de fonder une patrie pour le peuple juif.

Sensibilisé par l'antisémitisme et les menaces auxquelles sont confrontés les Juifs en Europe à la fin du XIXe siècle, Edmond consacre d'importantes ressources à l'achat de terres en Palestine, alors sous domination ottomane.

Edmond a financé l'établissement de colonies juives, ainsi que le développement de l'agriculture et de l'industrie sur ces terres. À sa mort en 1934, son héritage était représenté par quelque 500 kilomètres carrés de terres et près de 30 colonies.

Bien qu'il ait été enterré à Paris, où il est décédé, les restes d'Edmond et de son épouse, Adleheid, ont été transportés en Israël en 1954 à bord d'une frégate, où ils ont reçu des funérailles nationales présidées par le Premier ministre David Ben Gourion.

Lionel Walter (Walter) Rothschild (1868-1937), le deuxième Lord Rothschild, a également joué un rôle central en ouvrant la voie à la possibilité de créer l'État d'Israël. C'est lui qui reçut la célèbre Déclaration Balfour, un document signé en 1917 dans lequel le gouvernement britannique annonçait son soutien à la création d'un « *foyer national pour le peuple juif* » en Palestine.

Comme l'a révélé dans une interview donnée en 2017 Jacob Rothschild, quatrième Lord Rothschild, récemment décédé, la préparation de cette déclaration a nécessité cinq ébauches, et sa cousine Dorothy de Rothschild a joué un rôle de premier plan dans sa mise en œuvre. Bien que très jeune, elle a contribué à relier le scientifique Chaim Weizmann – l'un des grands promoteurs du sionisme qui deviendra plus tard le premier président d'Israël – avec l'establishment britannique.

"C'était le plus grand événement de la vie juive depuis des milliers d'années, un miracle... Il a fallu 3 000 ans pour en arriver là", a déclaré Jacob Rothschild dans l'interview sur la Déclaration Balfour.

Dorothy de Rothschild a également fondé Yad Hanadiv, une fondation philanthropique qui a financé la construction des bâtiments de la Knesset (Parlement), de la Cour suprême et, plus récemment, de la Bibliothèque nationale d'Israël.

Jacob de Rothschild a dirigé cette fondation au cours des dernières décennies, qui, sous sa direction, a également consacré des efforts à des initiatives éducatives et environnementales, ainsi qu'à la promotion de l'égalité des chances pour la minorité arabe en Israël.

« Les Rothschild sont toujours très vénérés en Israël, ils sont extrêmement importants. Ils étaient considérés comme l'un des principaux financiers du mouvement sioniste », a déclaré Mike Rothschild à BBC Mundo.

Mais Mike souligne que tous les membres de la famille n'étaient pas unis autour de l'idée sioniste.

« Alors que certains Rothschild étaient extrêmement dévoués à la fondation de l'État d'Israël, d'autres y étaient en fait totalement opposés », note-t-il.

Après la Première Guerre mondiale, le pouvoir et la richesse des Rothschild ont commencé à décliner et, bien qu'ils soient restés une famille riche et puissante, ils n'avaient plus le niveau d'importance d'autrefois.

Malgré cela, ils ont continué à faire l'objet de mythes et de théories du complot. Pourquoi?

« Les Rothschild continuent de susciter autant d'intérêt parce qu'ils restent l'une des familles juives les plus connues d'Occident, et que les théories du complot et l'antisémitisme vont absolument de pair », explique Mike Rothschild.

Les théories du complot contiennent généralement une sorte d'élément antisémite, en particulier des éléments sur qui contrôle le complot et qui le finance.

« Beaucoup de ceux qui croient aux théories du complot ont tendance à penser que les Juifs les créent. Et quand on parle de juifs, il est très facile de trouver le juif le plus connu et le plus riche », conclut-il.

https://www.bbc.com/afrique/articles/c4nd2pvr2l7o

J-C – Effectivement, il n'y a pas eu de complot de la part des Rothschild, quoique je ne suis pas sûr qu'entre le milieu du XIXe siècle jusque dans les années 30 ou 40, en dehors des juifs beaucoup de personnes savaient ce qu'ils magouillaient en Palestine.

De nos jours, ce sont les autorités (dont Macron) et les médias qui complotent en camouflant cet épisode colonial du sionisme, sinon il est disponible sur le Net, la preuve puisque vous le lisez ici.

Quand les intérêts de la France sont menacés, Macron se doit de réagir.

"Indigné", Macron demande à Netanyahu d'arrêter les "ciblages injustifiables" des casques bleus au Liban - BFMTV 16 octobre 2024

La tension ne retombe pas entre le président de la République et le Premier ministre israélien

Le président de la République "a instamment demandé à Israël de mettre fin à ces ciblages injustifiables", indique l'Élysée.

"La Finul constitue un élément essentiel de crédibilité pour le règlement de la crise au Sud Liban: la Finul a vocation à rester au Sud Liban, au bénéfice de la sécurité d'Israël comme du Liban. Dans ce cadre, la France continuera d'œuvrer avec les contributeurs de troupes et aux côtés du Secrétaire général des Nations Unies à la pleine mise en œuvre de la mission de la Finul", peut-on lire dans le communiqué.

Emmanuel Macron a en outre "condamné les frappes indiscriminées israéliennes qui ne font qu'alourdir un bilan humain déjà insupportable, à Gaza comme au Liban" et a de nouveau plaidé pour un cessez-le-feu dans la région.

"Enfin, le Président de la République a marqué sa très forte préoccupation sur la situation en Cisjordanie, les violences contre les civils, notamment de la part de colons, et la poursuite accélérée de la colonisation", concluent les services d'Emmanuel Macron. BFMTV 16 octobre 2024

Israël: quand Macron dit tout et son contraire - Le Point 16 octobre 2024

Lors de sa visite en Israël le 24 octobre 2023, Emmanuel Macron propose de créer une « *coalition* » internationale pour lutter contre le Hamas, établissant un parallèle avec la coalition formée en 2014 pour combattre le groupe État islamique (Daech) en Syrie et en Irak. Cette proposition semblait alors témoigner d'un soutien fort à Israël face à la menace terroriste.

Cependant, le 5 octobre 2024, lors du sommet de la Francophonie, Macron appelle brutalement à « cesser de livrer des armes pour mener les combats à Gaza », alors que les exportations françaises d'armes vers Israël restent modestes, représentant environ 0,1 % des fournitures entre 2019 et 2023.

Plus grave, lors d'un conseil des ministres qui s'est tenu mardi 15 octobre, Emmanuel Macron aurait déclaré : « M. Netanyahou ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU. » Le Point 16 octobre 2024

France : le gouvernement interdit les exposants israéliens au salon Euronaval, l'État hébreu s'insurge - RT 17 oct. 2024

La décision du gouvernement français d'interdire de stands les entreprises israéliennes au salon Euronaval, prévu en novembre prochain a provoqué l'ire de responsables de l'État hébreu. Le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a qualifié cette mesure de «honte» pour la France, estimant qu'elle dégradait les relations bilatérales.

Cette décision touche sept sociétés israéliennes qui avaient prévu de participer à l'évènement, indique la même source.

C'est la deuxième fois cette année que des entreprises israéliennes sont exclues d'un salon militaire en France. Au mois de mai, lors du salon Eurosatory, le gouvernement avait également estimé que les conditions n'étaient pas propices pour accueillir les entreprises israéliennes, alors qu'Emmanuel Macron exigeait l'arrêt des opérations à Gaza. RT 17 oct. 2024

Polémique avec Netanyahu: la colère de Macron après la fuite de ses propos sur Israël qu'il dit "déformés" - BFMTV 18 octobre 2024

Polémique sur Israël: Macron s'en prend aux ministres et aux journalistes - AFP 18 octobre 2024

"Manque de professionnalisme" des ministres et des journalistes, "délitement du débat public": Emmanuel Macron a violemment riposté jeudi après des propos rapportés sur la création de l'Etat d'Israël qui lui ont valu de vives critiques du Premier ministre Benjamin Netanyahu et du président du Sénat Gérard Larcher.

Ce mardi, quelques heures après la sortie dans la presse des propos du président, le ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot avait précisé la pensée présidentielle: "Le propos du Président de la République en Conseil des ministres s'inscrivait dans un propos général rappelant l'importance pour Israël comme pour tous de respecter la charte des Nations Unies."

"Je voudrais me permettre de rappeler quelques règles", a lancé le chef de l'Etat, très remonté, en préambule de sa conférence de presse à l'issue d'un sommet européen à Bruxelles.

"Il appartient aux journalistes et aux commentateurs de traiter les rumeurs et les propos rapportés avec les précautions qui s'imposent", a poursuivi le Président.

"Je dois vous dire combien j'ai été stupéfait de lire tant de commentaires, de commentaires de commentaires, de réactions, y compris de responsables politiques, étrangers ou français, devant des propos que j'aurais tenus sans se poser la question de savoir (...) ce que j'aurais exactement dit", a-t-il dit.

En cause, des déclarations du chef de l'Etat rapportées par des participants au Conseil des ministres mardi.

Emmanuel Macron s'en est pris tout à la fois aux "ministres", aux "journalistes" et aux "commentateurs", en démentant ses propos "tels qu'ils ont été rapportés".

« Je crois que je dis suffisamment sur la situation au Proche-Orient pour ne pas avoir besoin de ventriloque », a-t-il fustigé.

Il a sommé les ministres de « se montrer respectueux des règles et des fonctions pour ne pas faire circuler des informations fausses" et les journalistes « de traiter les propos rapportés avec les précautions qui s'imposent ».

« *Il n'y a pas d'ambiguïté* », la France n'a « *jamais fait défaut* » à l'Etat d'Israël, a insisté Emmanuel Macron.

L'Association de la Presse Présidentielle (APP) a pour sa part estimé que le président mettait « gravement en cause la déontologie de la presse ». « Notre travail ne peut se résumer à reprendre les déclarations officielles », a-t-elle pointé sur X. AFP 18 octobre 2024

Emmanuel Macron demande à Israël de "mettre fin à ses opérations militaires" au Liban - BFMTV 18 octobre 2024

"La France demande à Israël de mettre fin à ses opérations militaires, de ne pas y étendre son action au sol, de respecter la souveraineté du Liban aussi bien que ses obligations à l'égard des Nations unies, s'agissant tout particulièrement de la Finul", a déclaré Emmanuel Macron.

Emmanuel Macron indique que la France tiendra "une conférence de soutien au Liban et à sa souveraineté" le jeudi 24 octobre.

Dans sa prise de parole, le président de la République a aussi dénoncé le comportement du Hezbollah et de l'Iran, qui "portent une très lourde responsabilité dans la situation actuelle".

"En activant le Hezbollah contre Israël, en dépit de l'intérêt fondamental du Liban de se tenir éloigné de la guerre, l'Iran a fait le choix cynique d'exposer les Libanais et de se préserver lui-même", déplore Emmanuel Macron.

"Le Hezbollah doit en tirer les conséquences, il a des obligations: renoncer aux armes, au terrorisme et à la violence", martèle le président de la République.

Emmanuel Macron s'est en outre réjoui de la mort de Yahya Sinouar, le chef du Hamas, dont l'élimination a été annoncée par l'armée israélienne ce jeudi 17 octobre. "Cette occasion doit être saisie pour que tous les otages puissent être libérés et pour que la guerre soit enfin arrêtée", a-t-il assuré.

Qui sont les terroristes?

Au secours il pleut ou comment ils instaurent un régime de terreur permanente.

Le climat est notre ennemi, le système solaire est détraqué, notre galaxie est menacée, l'univers tout entier nous en veut, ajoutons tous ceux qui ne nous ressemblent pas, et cela fait du monde : Qui n'ont pas la même origine, la même identité, la même nationalité, la même couleur de peau, le même âge, le même sexe, la même religion, philosophie ou conception de l'existence, les mêmes idées, le même comportement, qui ne sont pas issu du même milieu social que nous, qui appartiennent à une autre communauté que la nôtre, etc.

A qui doit profiter cette propagande idéologique, sinon à ceux qui en sont à l'origine, nos seuls ennemis, de quoi, de classes, pardi!

Ils sont de plus en plus dingues!

Moustique tigre : Avec 80 cas autochtones, la dengue bat des records dans l'Hexagone - 20minutes.fr 16 octobre 2024

Elle pourrait bien être la prochaine épidémie en France.

La propagation de la dengue et d'autre virus également transmis par le moustique tigre comme le chikungunya ou zika présente « *une tendance alarmante qui exige une réponse coordonnée* », selon l'Organisation mondiale de la Santé, selon laquelle le nombre de cas de dengue suffisamment graves pour être testés a environ doublé chaque année depuis 2021 dans le monde. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Guerre idéologique. Ils ne sont plus à une manipulation près.

Affaire Depardieu : les images accablantes de Complément d'enquête... n'ont jamais existé! - lejdd.fr 16 oct. 2024

Le JDD a mis la main sur les procès-verbaux des trois protagonistes à l'origine du *Complément d'enquête* consacré à Gérard Depardieu, diffusé en décembre dernier. Témoignages imprécis, versions contradictoires... L'ensemble est accablant. La preuve de la manipulation est désormais irréfutable.

C'est un véritable coup de tonnerre dans le litige qui oppose Gérard Depardieu à la production de l'émission *Complément d'enquête* (France 2) : cette fois, c'est officiel, il n'y avait aucune caméra braquée sur Gérard Depardieu lors du tournage de la tristement célèbre scène du haras ! Cette séquence, qui avait profondément choqué l'opinion publique, montrait l'acteur tenant des propos obscènes semblant viser une petite fille alors qu'elle montait à cheval. « *Si jamais il galope, elle jouit. C'est bien ma fifille, continue. Tu vois, elle se gratte là* », pouvait-on entendre de sa bouche, au moment où l'enfant apparaissait à l'écran, déambulant sur un poney. lejdd.fr 16 oct. 2024

J-C - En fait, hors champ de la caméra, au même moment une femme de 30 à 40 ans faisait du cheval, et c'est d'elle qu'il aurait parlé sans qu'elle entende ses propos graveleux. Par ailleurs, plusieurs actrices avaient témoigné que Depardieu appelait souvent les femmes fillettes ou fifilles.

L'article en entier avec moult détails :

https://www.lejdd.fr/societe/exclusif-affaire-depardieu-les-images-accablantes-de-complement-denquete-nont-jamais-existe-150654

J-C – J'ai condamné dans plusieurs causeries le lynchage dont Depardieu faisait l'objet au nom de la justice ou du respect de la présomption d'innocence, ce qui ne signifie pas que je le défendrais ou que je nierais le bien-fondé des accusations qui sont portées contre lui.

Personnellement, au cours de ma vie je n'ai jamais tenu de tels propos ou eu un tel comportement avec une femme, par principe, en raison de mon éducation, mais aussi de la crainte que m'inspiraient les femmes.

Pour la Banque mondiale il faudrait "un siècle pour faire disparaître la pauvreté dans la moitié du monde". Quel humaniste osera le justifier, alors qu'il suffirait d'abolir le capitalisme pour y mettre un terme immédiatement ?

J-C – Bien des militants, des travailleurs ou des intellectuels intervenant dans la lutte de classes ou dans les réseaux dits sociaux, seraient de gauche, démocrates, progressistes, humanistes, justifient l'existence du capitalisme, par conséquent, ils cautionnent la pauvreté, la précarité et la guerre qu'ils dénoncent et prétendent combattre, et qui finalement en sont les conséquences.

Comment un comportement aussi inconsistant est-il possible, sinon qu'ils se sont détournés du socialisme, dès lors, en l'absence de toute alternative au capitalisme, ils sont portés à croire que dorénavant et pour l'éternité le capitalisme régira les rapports sociaux, et tant pis si les trois quarts des 8 milliards d'hommes, femmes et enfants en souffriront durant toute leur existence, leur bonne conscience s'en accommodera.

C'est là qu'on s'aperçoit qu'ils ont un niveau de conscience politique insignifiant ou une conscience de classe médiocre, qu'on est en présence d'ignorants sous influence de l'idéologie de la classe dominante. Au lieu de juger les autres ou de nous donner des leçons, nous les invitons amicalement à revoir leur copie.

Inégalités : Quelle part de la population mondiale vit sous le seuil de pauvreté ? - 20 Minutes/AFP 15 oct. 2024

Depuis plusieurs années, il n'y a plus de progrès dans la lutte contre la pauvreté à l'échelle mondiale, et la proportion des individus en situation de pauvreté reste équivalente à celle de 1990... C'est ce qu'a révélé, ce mardi, la Banque mondiale.

Selon son rapport annuel sur la pauvreté, près de 700 millions de personnes, soit 8,5 % de la population, vit avec moins de 2,15 dollars par jour, soit le seuil d'extrême pauvreté ; un taux qui devrait baisser à 7,3 % d'ici à 2030, espère la Banque. Plus généralement, 44 % de la population mondiale vit avec moins de 6,85 dollars par jour, ce qui est considéré comme le seuil de pauvreté dans les pays émergents.

« Après plusieurs décennies de progrès, le monde fait face à de sérieux retards en matière de lutte contre la pauvreté, conséquence d'une convergence entre ralentissement économique, dette élevée, conflits, chocs climatiques et la pandémie » de Covid-19, a détaillé le directeur général de la Banque mondiale, Axel van Trotsenburg.

La pandémie de Covid-19, en particulier, a porté un coup sérieux à la réduction de la pauvreté dans le monde, observe le rapport, alors qu'un certain nombre de pays en développement n'ont pas retrouvé leur niveau de PIB par habitant prépandémique.

« Le 1 % le plus riche a capté plus de richesse que 95 % de la population, il ne faut pas chercher bien loin pourquoi il faudra plus d'un siècle pour mettre fin à la pauvreté. La réduction radicale des inégalités doit être la priorité de la Banque mondiale », a insisté Max Lawson, responsable des politiques inégalitaires chez Oxfam.

La Banque mondiale estime en effet qu'au rythme actuel, il faudra un siècle pour faire disparaître la pauvreté dans la moitié du monde. 20 Minutes/AFP 15 oct. 2024

Quand un système économique est en faillite, c'est qu'il doit disparaître.

Dette : le total mondial va atteindre 100 000 milliards de dollars, selon le FMI - LePoint.fr 16 octobre 2024

Entre 2019 et 2024, le poids de la dette par rapport au PIB au niveau mondial a ainsi gonflé de 83 à 93 %. Et les projections du FMI estiment que la dette devrait même atteindre 100 % de la production de richesse planétaire en 2030, voire 115 % dans les trois ans à venir, selon les prévisions pessimistes.

Les États-Unis sont les plus gros contributeurs à l'échelle de la planète, avec une dette qui dépasse les 34 000 milliards de dollars. Cette somme représente 125 % de la production annuelle de richesse du pays. Derrière eux, l'endettement de la Chine continue aussi d'augmenter, et équivalait à 83 % du PIB national en 2023, contre 77 % en 2022, alors que son montant était déjà de plus de 12 700 milliards de dollars.

À titre de comparaison, l'Insee chiffrait à 3 228 milliards d'euros – soit 3 515 milliards de dollars le montant de la dette française fin septembre dernier. LePoint.fr 16 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Bon appétit.

Afrique australe: cinq pays en état de catastrophe, le PAM alerte sur la «pire crise alimentaire de l'histoire» - RFI 16 octobre 2024

Le Programme alimentaire mondial (PAM) lance un nouvel appel d'urgence face à la « *pire crise alimentaire jamais connue* » en Afrique australe. Cinq pays sont particulièrement touchés : le Lesotho, le Malawi, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe. La situation, déjà dramatique, ne devrait pas s'améliorer avant plusieurs mois, tandis que l'aide internationale tarde à arriver.

Le PAM estime que 27 millions de personnes sont actuellement touchées par la crise alimentaire, dont 21 millions d'enfants souffrent de malnutrition. Octobre marque le début de la période de soudure et, selon le PAM, « chaque mois sera pire que le précédent, jusqu'au printemps prochain ».

Les récoltes ont été désastreuses, le bétail décimé. Et dans les zones les plus touchées, les enfants sont chanceux s'ils parviennent à obtenir un repas par jour. « *La situation est catastrophique*, *il faut agir* », martèle Tomson Phiri, porte-parole du PAM pour l'Afrique australe. RFI 16 octobre 2024

Ils osent tout. Ce sont les mêmes, qui sont indifférents au massacre des enfants à Gaza et qui se soucieraient de leur alimentation.

J-C - Les gosses se foutront de la TVA et du prix s'ils ont envie d'en manger, ils continueront d'acheter ces confiseries ou pâtisseries, et ils le savent ces ordures de l'institut Montaigne, un think tank néolibéral. Ces sadiques ont le don de s'en prendre aux couches les plus faibles ou vulnérables, dont les enfants.

Un rapport propose de taxer les produits sucrés pour rendre les fruits et légumes plus accessibles - 20minutes.fr 17 octobre 2024

L'institut Montaigne propose que tous les produits sucrés, caramels, bonbons et chocolats, pâtes à tartiner ou pâtisseries particulièrement aimées par les enfants et les ados, affichent un taux de TVA à 20 %, afin de financer un chèque fruits et légumes de 30 euros pour les 4 millions de Français les plus modestes. 20minutes.fr 17 octobre 2024

Totalitarisme. Ce sont des intégristes, des fanatiques. Ils s'adressent aux suppôts de nazis ukrainiens et sionistes de défendre les droits des femmes.

J-C – Il faut toujours commencer par se demander ou se rappeler qui sont-ils, pour se faire une idée assez précise sur leurs réelles intentions, qui ici sont de natures idéologiques ou politiques et n'ont rien à voir avec les aspirations légitimes des femmes. Au passage, ils légitiment Macron et son gouvernement en difficulté pour appliquer leur politique antisociale et ultra réactionnaire.

Violences sexuelles: des associations féministes réclament une "loi intégrale" - BFMTV 17 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Une cinquantaine d'associations et fédérations féministes, dont le Planning familial, Osez le féminisme ou la CGT, ont annoncé ce vendredi 18 octobre former une "coalition" portant près de 130 mesures pour construire "une loi intégrale" contre les violences sexuelles.

Cette coalition rassemble aussi la Fondation des Femmes, l'Amicale du Nid, En avant toute(s), Centralesupelec au féminin mais aussi des associations de protection de l'enfance et la CGT.

Lu.

Sputnik - Une inondation sans précédent depuis 1961 frappe le Sénégal...

Sputnik - Selon les autorités, ce phénomène est lié aux changements climatiques...

Source:

https://fr.sputniknews.africa/20241015/rue-du-fleuve-senegal-le-gouvernement-est-mobilise-pour-aider-les-sinistres-1068704278.html

Donc il y a déjà eu un précédent il y a 63 ans, à cette époque personne n'invoquait des "changements climatiques" relayés généreusement par l'agence de presse officielle russe, Spunik.

Je le précise pour ceux qui en pincent aveuglément pour tout ce qui vient de Russie. C'est toujours bien de fournir des exemples irréfutables et vérifiables, cela permet d'éviter toute contestation ou polémique, de remettre les choses à leurs places.

Deux commentaires publiés dans le blog Le Grand Soir.

- Les articles publiés par le Réseau Voltaire fournissent de précieuses données à ce sujet, sous forme de synthèses ou rappels très instructifs qui font gagner du temps quand on veut s'informer, sans pour autant qu'on se sente obliger de suivre ou d'adopter son orientation politique ou ses conclusions, qui peuvent parfois induire en erreur ou servir des intérêts occultes toujours liés à la réaction. Qui plus est, il fait généralement l'impasse sur la crise du capitalisme et la lutte de classes passe à la trappe.

Quand les extrêmes se rejoignent ou quand elles se partagent la sale besogne.

En résumé. L'extrême centre est piloté par le clan oligarchique Rothschild-Rockefeller ou Davos-Bilderberg, qui est à la fois sioniste et d'extrême droite, fasciste et nazi. S'il est minoritaire, il est le plus puissant financièrement, et le plus puissant politiquement selon les circonstances, cette nuance n'est pas sans importance. L'extrême centre est idéologiquement d'extrême droite par nécessité, car tout est bon pour préserver leurs privilèges, comme tout bon capitaliste qui se respecte finalement, qui si nécessaire collaborera avec un régime fasciste ou nazi.

L'extrême droite n'existerait pratiquement pas, si elle n'était pas financée et instrumentalisée par le clan oligarchique d'extrême centre, notamment, donc pas seulement, si on fait la distinction entre les différentes factions d'extrême droite qui existent en fonction de leurs origines qui remontent à la

monarchie ou du statut social de ses membres, car ce sont des intérêts personnels ou existentiels qui motivent avant tout leur appartenance à ces courants politiques.

Quel est le lien entre l'extrême centre et l'extrême droite ? Le sionisme nazi.

Pendant que l'extrême centre met de préférence l'accent sur la xénophobie anti russe et chinoise, normal puisque ce courant politique est au pouvoir ou aux affaires, l'extrême droite moins exposée se charge d'alimenter le racisme antimusulman ou anti-Arabes.

On peut s'étonner qu'un État minuscule et très peu peuplé comportant environ 6 millions de juifs, soit en mesure d'imposer sa loi à près de 200 États dans le monde, de posséder des relais dans tous les gouvernements occidentaux et toutes les institutions internationales, s'il n'incarnait pas les intérêts économiques et n'avait pas le soutien politique du sommet de l'oligarchie financière anglosaxonne, ce serait impossible.

Une infime minorité de 12 millions dicte le destin de 8 milliards d'habitants ou de l'humanité, décide à leur place de l'orientation de la situation mondiale en recourant aux pires actes de barbarie.

Alors qui sont les dangereux extrémistes, fanatiques, va-t-en-guerre, terroristes, criminels, les pires ennemis du progrès social et de la démocratie, ces barbares sionistes et les capitalistes ou les militants et partis ouvriers qui luttent partout dans le monde contre l'exploitation et l'oppression, contre la guerre, pour la liberté et pour le socialisme ?

Il y aurait encore beaucoup à dire sur l'extrême centre, qui est compatible avec la "gauche", la droite et l'extrême droite, seule l'extrême gauche ne trouve pas grâce à ses yeux, sans doute parce qu'elle se revendique encore du socialisme, même si dans certain cas cela relève plutôt de l'imposture.

- Voilà encore un article qui va susciter de nombreux commentaires !

Ce qui se conçoit bien s'exprime aisément, ce n'est manifestement pas le cas de monsieur Erno Renoncourt. C'est généralement à cela, qu'on reconnaît ceux qui ne savent pas de quoi ils parlent, ils sont les seuls à se comprendre, et encore!

L'auteur de ce charabia n'osant pas nous inviter directement à nous détourner du marxisme, s'en prend à tous ceux qui s'en réclament sans qu'on sache de qui ils parlent :

- "Si l'on suit le catéchisme du marxisme, tel que déformé dans le prisme enfumé, par l'absence de toute lueur consciente, des héritiers de Marx"

Lesquels?

- "il semble que l'immense majorité des héritiers de Marx se sont contentés de retenir la vérité première du marxisme"

Lesquels?

- "Personne chez les marxistes n'a apparemment pris le temps de se demander"

Lesquels?

- "nous en venons à la question du "Que faire ?" si adulée par les révolutionnaires marxistes."

Lesquels?

- "Le matérialisme historique est si mal compris par certains marxistes"

Lesquels?

- "l'approche critique du matérialisme historique envers la notion de conscience est en fait plus subtile, plus dynamique, plus intelligente et moins dogmatique que ce qu'en ont fait les héritiers de Marx."

Lesquels?

Tout s'explique.

Le fin mot de l'histoire était, semble-t-il ici, quand l'auteur nous invite à "cesser de voir l'évolution historique des sociétés sous le seul angle des rapports de production économiques", on ne saurait dire au profit de quoi à tel point la suite était pédantesque et inintelligible à souhait.

J'ai déjà perdu trop de temps avec ce borborygme.

Question très terre à terre : Comment peut-on évoquer le marxisme en occultant le matérialisme dialectique qui était la conception philosophique de Marx et Engels ?

Pour ceux ou celles qui veulent en savoir plus sur le marxisme, autant aller à la source, c'est plus sûr, et puis, à chacun ses références, c'est révélateur en général :

Anti-Dühring -Friedrich Engels (1878)

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/anti-duhring.pdf

- "En ce qui me concerne, je suis aussi un « chercheur » en philosophie. Plus précisément : je me suis donné pour tâche, dans ces notes, de rechercher où se sont égarés les gens qui nous offrent, sous couleur de marxisme, quelque chose d'incroyablement incohérent, confus et réactionnaire." Septembre 1908. V.I. Lénine

Quelle modestie, monsieur Erno Renoncourt ferait bien d'en prendre de la graine!

Matérialisme et empiriocriticisme - Lénine 1908

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/vil1908 materialisme.pdf

Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme - Lénine - Mars 1913

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/marxisme1913.pdf

Le Marxisme et notre époque - Trotsky 18 avril 1939

http://www.luttedeclasse.org/marxisme/lt193904modif.pdf

Totalitarisme, les anglo-saxons en sont les champions toutes catégories.

J-C - Si vous mangez de la viande rouge, vous êtes complice de cette nouvelle forme de terrorisme made in England.

Royaume-Uni : Enquête ouverte après la mort d'une jeune femme piétinée par une vache dans un champ- 20 Minutes 15 octobre 2024

Au Royaume-Uni, une jeune femme de 29 ans avait trouvé la mort en juillet 2022, piétinée par une vache à Littlethorpe. Une enquête du jury a démarré ce lundi pour tenter de faire la lumière sur ce tragique accident, rapporte la BBC.

Selon l'expert, les dommages causés au corps de la jeune femme ne semblent toutefois pas suffisamment importants pour que l'ensemble du troupeau soit impliqué. Selon lui, cet « *incident relativement bref* » pourrait avoir été causé par un seul animal.

L'enquête se poursuit pour tenter de comprendre dans quelles circonstances précises elle a trouvé la mort.

J-C - Et malheureusement, ils ne pourront pas livrer tout le troupeau à un test ADN pour trouver la coupable, la juger et l'envoyer directement à l'abattoir! Il faut croire qu'ils n'ont que cela à foutre ces cinglés de magistrats en Grande-Bretagne. La justice progresse dans ce pays!

Totalitarisme. France: Un Etat policier.

France, un régime toujours plus oppressif, liberticide, répressif.

J-C – Il s'agit d'une atteinte (répétée) intolérable à la liberté de déplacement. Cette mesure a été prise par la mairie de Paris dirigée par le PS. De la part des adeptes du confinement en 2020, normal.

La zone à trafic limité bientôt en place dans le centre de Paris - lepoint.fr 15 octobre 2024

D'ici à cet automne, un périmètre où la traversée en voiture sera interdite, sauf exception, va être mis en place. Ce dispositif, qui vise notamment à diminuer de 30 à 7 % les véhicules motorisés en centre-ville, devrait concerner le secteur de Paris Centre, soit des 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements.

La zone à trafic limité, dont les modalités d'accès seront définies avec la préfecture de police, restera aussi accessible au trafic de destination, c'est-à-dire aux usagers qui s'y arrêtent. Les personnes résidant ou travaillant dans la zone, les livreurs, les commerçants ou encore les personnes se rendant à un rendez-vous quelconque pourront y circuler librement. lepoint.fr 15 octobre 2024

Quand l'antisionisme est qualifié d'« apologie du terrorisme » par le ministre de l'Intérieur.

J-C – Si je me fie uniquement à ce qui figure dans cet article, je suis bon pour signalement un signalement par le nouveau ministre de l'Intérieur de Vichy ou de Netanyahu, Bruno Retailleau, et nous sommes des centaines de milliers dans ce cas-là en France ou davantage encore.

Vous aurez remarqué aussi, que pour un peu ce serait les propos tenus ces derniers jours par Macron qui pourraient figurer dans la liste.

Maintenant que LFI et Mélenchon ont rejoint les rangs des sionistes qui ont qualifié le Hamas de terroriste, l'union nationale est réalisée en France sur cette question. Ils sont encouragés à passer à l'étape supérieure de la répression des opposants au génocide d'Israël.

Zineb El Rhazoui visée par un signalement de Bruno Retailleau pour « *apologie du terrorisme* » - lepoint.fr 15 oct. 2024

Le ministre de l'Intérieur a saisi la procureure de Paris pour des déclarations controversées de Zineb El Rhazoui qui dit « *ne pas condamner* » les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre.

« J'ai transmis ce jour à madame la procureure de la République de Paris le signalement pour le délit d'apologie du terrorisme concernant les propos de madame Zineb El Rhazoui tenus lors d'un entretien avec le journal Nouvelle Aube publié le 4 octobre dernier », a-t-il indiqué sur son compte X.

Bruno Retailleau fait référence à une interview de la journaliste par Nouvelle Aube, déclinaison française du quotidien turc conservateur Yeni Şafak, dans laquelle elle compare Israël à une organisation terroriste et refuse de condamner l'attaque sans précédent du Hamas en Israël le 7 octobre 2023. « *Je ne condamne pas le 7 Octobre* », a-t-elle assuré dans les colonnes du journal. Et de déclarer : « *Israël est un Daech qui a réussi*. »

« Il n'y a pas de civils en Israël puisque tout le monde fait le service militaire et arrive pour coloniser une terre qui ne lui appartient pas », développe-t-elle dans cet entretien. Selon la journaliste franco-marocaine, la bande de Gaza, théâtre de bombardements depuis le 7 Octobre, est « un camp de concentration devenu camp d'extermination ».

Selon Zineb El Rhazoui, le Hamas est un « mouvement de résistance ». D'après ses propos, l'organisation « a le droit de défendre sa patrie, son peuple, ses civils, son droit à l'existence ». « Israël dépasse largement en terrorisme tout ce que n'a jamais pu faire la résistance palestinienne », a-t-elle assuré.

Zineb El Rhazoui, engagée historiquement en faveur des droits humains, figurait sur la liste des personnalités sélectionnées pour le prix Nobel de la paix 2021.

Depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, elle multiplie les critiques à l'égard d'Israël et se présente en militante propalestinienne. En décembre, elle s'est vu retirer le prix Simone Veil par Valérie Pécresse, qu'elle avait remporté en 2019 pour son « *combat contre l'islamisme* ». La présidente de la région Île-de-France, interpellée par Aurélien Veil, a pris cette décision après une publication polémique sur son compte X liée à la guerre à Gaza. Zineb El Rhazoui a notamment repartagé un texte comparant les sionistes aux nazis et les prisons israéliennes au camp d'Auschwitz-Birkenau. lepoint.fr 15 oct. 2024

Lire plus loin les déclarations de Macron et Netanyahu.

Qualifié le Hamas de «mouvement de résistance» ce serait faire l'«apologie du terrorisme».

Répression : Yannis Arab, historien et soutien de la Palestine, perquisitionné et arrêté à son domicile - Le Média en 4-4-2

Yannis Arab, doctorant en histoire spécialisé sur la Palestine, a été arrêté à son domicile de Moirans (Isère) le 8 octobre, lors d'une perquisition musclée. Accusé d'«apologie du terrorisme», il a été libéré quelques heures plus tard, mais son ordinateur reste confisqué dans le cadre d'une enquête en cours. Cet événement, dénoncé par ses soutiens, s'inscrit dans un contexte de répression croissante des défenseurs de la cause palestinienne en France.

L'enquête porte sur des faits d'«apologie du terrorisme», qui auraient été commis entre 2022 et 2024, notamment à travers des publications sur les réseaux sociaux. L'historien aurait qualifié le Hamas de «mouvement de résistance» dans un post du 7 octobre 2023, en évoquant la violence palestinienne comme une réponse à l'occupation israélienne.

Maître Rafik Chekkat, l'avocat de Yannis Arab, dénonce une procédure «injustifiée et répressive», ciblant les militants pro-palestiniens. Il explique que près de 800 procédures similaires ont été engagées depuis un an contre des individus ou organisations dénonçant les violences en Palestine. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, a notamment pris des mesures pour limiter ces soutiens sur les campus.

Dans un communiqué publié après sa libération, Yannis Arab revient sur la violence de cette intervention, dénonçant l'usage excessif de la force contre sa famille. Il écrit : «Je n'oublierai pas et ne pardonnerai pas cette violence que ma famille a subie en raison de mon combat pour la dignité et les droits d'un peuple». Malgré cette épreuve, Yannis Arab reste résolument engagé. «Leur violence à mon égard n'a pas eu l'effet escompté : la peur et le silence. Non, au contraire. Je suis déterminé plus que jamais à défendre la dignité et les droits du peuple palestinien», affirme-t-il. Le Média en 4-4-2 et revolutionpermanente.fr 9 et 15 octobre 2024

« Apologie du terrorisme ». Les pères fouettards des tribunaux jouent à faire peur orientxxi.info 9 mai 2024

Soutenues bruyamment par les ministres de la justice, de l'intérieur et de l'enseignement supérieur, des centaines de procédures-bâillons ont été lancées en France pour des propos ou des écrits considérés comme soutenant le terrorisme. Ces procédures sont dans la plupart des cas en suspens, mais menacent des centaines de personnes. Et au-delà, l'expression de la solidarité avec les Palestiniens.

 $\underline{https://orientxxi.info/magazine/apologie-du-terrorisme-les-peres-fouettards-des-tribunaux-jouent-a-faire-peur, 7311}$

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Envoyé au tribunal parce qu'il dénonce un génocide! - Charles Onana

https://www.youtube.com/watch?v=fmPikB -Ogg

Charles Onana en procès contre la ligue des Droits de l'Homme pour ses propos contre le régime de Paul Kagamé

Avec Charles Onana, politologue, journaliste d'enquête, essayiste et éditeur franco-camerounais

Ouand les agents du capitalisme, qui nous pourrit la vie, se veulent vertueux.

J-C - On aurait tout aussi bien pu relever, qu'ils avaient forcément quelques choses d'inavouables à cacher, mais quoi ? Que ce sont des imposteurs, tout simplement.

Ils se prostituent pour le compte du capitalisme, et ensuite ces corrompus veulent nous donner des leçons de morale.

Quant à la violence sociale que le capitalisme impose quotidiennement à tous les travailleurs, ils la cautionnent, ils en sont les complices ou les exécutants zélés, alors qu'ils aillent se faire foutre!

Le PS met en place formation aux violences sexistes et sexuelles obligatoire pour ses membres - Le HuffPost 16 octobre 2024

Le bureau national a adopté ce mardi 15 octobre soir une résolution obligeant tout membre des instances nationales du parti et tout candidat à une élection au nom du PS à suivre une formation aux violences sexuelles et sexistes, a-t-il annoncé dans un communiqué.

Cette résolution a été adoptée à « l'unanimité ». Elle prévoit aussi de proposer à chaque nouvel adhérent une telle formation. Le HuffPost 16 octobre 2024

En complément.

Olivier Faure estime qu''il n'y a plus aucun endroit en France qui soit épargné" par le narcotrafic - BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Il devait parler de leur propagande social-néolibérale libertaire nauséabonde.

Surréaliste? Ces chiens ne sont jamais à court d'idées pour nous taxer.

Budget 2025 : Et si on taxait les propriétaires de chiens comme en Allemagne ? - 20minutes.fr 16 octobre 2024

Si vous avez un corgi, un teckel ou un berger allemand de l'autre côté de la Moselle, il faut en effet passer à la caisse. Comptez en moyenne 120 euros pour avoir un chien à Berlin et 102 euros à Francfort, renseigne Les Echos dans un article. Le toutou est imposable dès trois mois et le prix varie selon la race : comptez ainsi plus de 1.000 euros annuels à Nuremberg si vous avez un chien de combat. La mesure est un succès économique : 421 millions d'euros rapportés en 2023, soit des recettes en hausse de 40 % en dix ans.

Une telle taxe pourrait exister en France ? 9.712.324 chiens ont été identifiés en 2023 selon le fichier national d'identification des chiens, des chats et des furets. A 100 euros de moyenne la taxe annuelle sur le chien, voilà quasiment un milliard trouvé...

Clément Carbonnier, codirecteur de l'axe de recherche Politiques socio-fiscales du Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publique à Sciences Po, temporise toutefois : « S'il faut que les propriétaires de chiens paient pour l'ensemble du parc canin, que les vélotaffeurs paient pour les pistes cyclables, ou seulement les parents pour les parcs à jeux pour enfant, on perd le sens de l'espace public. » Pour l'économiste, les finances publiques locales et taxes de commune doivent servir pour des... services publics, même si tout le monde n'en a pas usage. « Sinon, on obtient des "clubs locaux" : chacun paie sa part et à son propre espace. »

A 1.000 euros le coût d'entretien d'un chien en moyenne en France, on pourrait se dire que les propriétaires ont les moyens pour une petite taxe supplémentaire.

Audrey Jougla, professeure de philosophie et spécialiste du rapport entre l'homme et l'animal, dément l'idée : « Tous les propriétaires de chiens ne sont pas aisés, ni n'ont les moyens de bien traiter leurs animaux. De nombreux chiens appartiennent à une population urbaine défavorisée. »

Mais inutile de débattre plus longtemps du bien-fondé ou non de cette mesure, tant cette dernière n'a en réalité aucune chance de surgir du budget 2025. L'argument massue ? Son immense impopularité. Audrey Jougla : « Aujourd'hui, l'animal de compagnie, et particulièrement le chien et le chat, est vécu comme un membre à part entière de la famille. Il y a un rapport un peu excessif dans la place qu'il peut occuper, pas forcément saine pour l'animal non plus d'ailleurs. Mais ce dernier semble difficilement touchable politiquement. »

En France, 32 % des foyers possédaient un chien en 2023. Difficile donc d'imaginer le gouvernement se lancer dans une mesure peut-être encore plus décriée que la réforme des retraites. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Sur la situation politique et sociale en France.

En famille. Barnier multiplie les concessions à l'extrême droite.

AME : le budget de l'Aide médicale d'État ne sera pas augmenté, le gouvernement change d'avis - Le HuffPost 16 octobre 2024

Volte-face. Le gouvernement s'est dit favorable ce mardi 15 octobre à un gel des crédits consacrés à l'Aide médicale d'État (AME) destinée aux sans-papiers, un changement de pied après avoir prévu initialement de les augmenter dans le budget 2025.

Le projet de budget présenté jeudi dernier prévoyait une hausse des crédits de l'AME de 8 %, à 1,3 milliard d'euros, contre 1,2 en 2024, ce qui avait suscité des protestations chez certains élus du Rassemblement national, opposés à cette augmentation.

À plusieurs reprises, le nouveau ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau a dit qu'il souhaitait réformer l'AME et la remplacer par une aide médicale d'urgence aux contours drastiquement réduits.

Pendant la campagne des législatives anticipées cet été, le RN indiquait pour sa part vouloir la remplacer par « une aide d'urgence vitale ».

En 2024, l'enveloppe de l'AME prévue par l'État représentait environ 0.5 % des dépenses de santé prévues par le budget de la Sécu (PLFSS). Fin 2023, on comptait 466 000 bénéficiaires de l'AME. Le HuffPost 16 octobre 2024

En famille. L'extrême droite est déjà au pouvoir.

"Tout cela va dans le bon sens": le député RN Jean-Philippe Tanguy prêt à voter la future loi immigration - BFMTV 16 octobre 2024

Le député du Rassemblement national Jean-Philippe Tanguy estime ce mardi 15 octobre que le texte "va dans le bon sens". Pour l'élu, "ce sont des victoires idéologiques" pour son parti.

Pour le député Jean-Philippe Tanguy, le Rassemblement national pourrait voter en faveur du texte sans "aucun état d'âme", a-t-il expliqué sur BFMTV ce mardi 15 octobre.

Un texte qui, pour Jean-Philippe Tanguy, "nous donnait raison sur le contrôle des aides aux étrangers, sur un meilleur contrôle des frontières et sur des restrictions considérables à la capacité de régularisation".

"Je me souviens du barrage républicain en juillet qui expliquait que c'était épouvantable tout ce qu'on proposait. Puis finalement, monsieur Retailleau en tout cas en paroles est parfois à notre droite", estime le député. BFMTV 16 octobre 2024

Les idéologues néoconservateurs ne sont jamais à court d'imagination.

« Sursaut »: les propositions chocs de Nicolas Baverez - Le Point 16 octobre 2024

Présentation.

Nicolas Baverez (63 ans), essayiste français, avocat, ancien élève de l'École normale supérieure et de l'École nationale d'administration (ENA), docteur en histoire et agrégé de sciences sociales.

Participant régulier aux conférences Bilderberg depuis 2007, il est membre de son comité directeur, trésorier de la Société des amis de Raymond Aron, membre du comité directeur de l'Institut Montaigne.

Nicolas Baverez est devenu libéral à partir de son entrée à l'ENA, en 1986 (Source : artefilosofia.com

Cet article a donc été rédigé par un idéologue du clan Rothschild-Rockefeller très influent sur Macron, on peut donc le lire pour avoir une idée assez précise de l'orientation politique défendue par ce clan de l'oligarchie financière concernant la France, sa conception de la société et du monde.

https://www.lepoint.fr/economie/extraits-exclusifs-les-propositions-chocs-de-nicolas-baverez-dans-son-essai-sursaut-16-10-2024-2572935_28.php#11

Quelques commentaires d'abonnés du Point quelque peu désabusés.

- 1- Le problème en France c'est que l'extrême gauche nous empêche de faire les réformes nécessaires, avec ses manifestations violentes et ses grèves, avec l'aide des journalistes d'extrême gauche qui nous disent ce qu'il faut penser
- 2- Il faut du courage, ne pas avoir peur du corporatisme et ne pas craindre la révolution.
- 3- Nous sommes face à un mur, indiscutablement.
- 4- Dans un pays paralysé par le syndicalisme, et dont la moitié de la population descend dans la rue à la moindre tentative de réforme...

Les masques tombent. Populisme. En famille. Mélenchon : Le naufrage final.

J-C – Il ne laisse jamais passer une occasion pour cautionner Macron, Barnier et son gouvernement, les institutions de la Ve République, le capitalisme, jusqu'au sionisme, mais où s'arrêtera-t-il ?

BFMFTV- Dans une note de blog publiée ce lundi 14 octobre, le leader de La France insoumise s'est félicité de la hausse d'impôts demandée par le gouvernement aux Français les plus "*fortunés*" dans le budget 2025.

"Le budget Barnier reconnaît notre victoire idéologique, pour nous antilibéraux", écrit Jean-Luc Mélenchon sur son site. "L'impôt sur les riches est réhabilité et celui sur les superprofits des entreprises aussi", se réjouit-il.

"Peu importe les montants: c'est le raisonnement qui compte", avance-t-il, estimant que Michel "Barnier a enterré les interdits et les tabous du libéralisme des gouvernements macronistes."

"Le budget montre davantage que des chiffres douloureux. J'y vois surtout l'agonie d'une époque. Celle de l'imposture libérale hier encore triomphante. Il ne reste rien de sa promesse initiale", insiste encore l'ancien candidat à la présidentielle. BFMTV 15 octobre 2024

J-C – Et nous qui pensions aux millions de travailleurs et leurs enfants en proie à la pauvreté, pour lesquels la survie constitue un défi quotidien, penser au lendemain avant de s'endormir un véritable cauchemar, qu'ils soient soulagés car une lueur d'espoir est née, dorénavant les riches partagerons leur « douloureux » destin !

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

C'est l'Etat colonial français ou la Ve République qui ne sont plus « viables »

Crise sociale en Martinique: le couvre-feu prolongé par la préfecture jusqu'au lundi 21 octobre - BFMTV 15 octobre 2024

"Aucun incident notable" n'a cependant été relevé par la police et la gendarmerie au cours des dernières 48 heures, avait indiqué la préfecture plus tôt dans la journée.

Prévue mardi, la septième réunion de négociation entre l'État et les acteurs locaux (militants, grande distributions, élus) pour faire baisser le coût de la vie n'aura finalement pas lieu, faute de "nouvelle proposition concrète et viable", a indiqué lundi soir le président du conseil exécutif de Martinique, Serge Letchimy.

Le collectif militant Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC) réclame que les distributeurs s'engagent à ne pas dépasser un certain différentiel de prix sur "tout l'alimentaire" alors que le document de travail actuel évoque seulement 54 familles de produits concernées. BFMTV 15 octobre 2024

Martinique: une figure de la protestation contre la vie chère condamnée à 7 mois de prison - BFMTV 15 octobre 2024

Bruno P., dit "Volkan", l'une des figures de la protestation en Martinique contre la vie chère, a été condamné à 7 mois de prison ce mardi 15 octobre pour avoir bloqué l'aéroport de Fort-de-France jeudi dernier.

J-C - Nous exigeons sa libération immédiate inconditionnelle, tout comme celle de tous les militants calédoniens emprisonnés...

Mobilisation contre la vie chère en Martinique : l'Etat annonce un accord pour baisser le prix de l'alimentaire de 20% - FranceInfo 17 octobre 2024

Cet accord n'a pas été ratifié par le collectif Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RPPRAC), à l'origine de la mobilisation depuis le 1er septembre, qui a appelé à "poursuivre le mouvement".

Cette baisse concerne "une liste de 54 familles de produits correspondant aux produits alimentaires les plus consommés en Martinique", écrit le préfet dans un communiqué. Le "protocole d'objectifs et de moyens de lutte contre la vie chère", sur ce territoire

Le RPPRAC réclame que la baisse des prix consentie par l'Etat et les divers acteurs locaux concerne "tout l'alimentaire". "On parle de 6 000 produits sur 40 000", précise Rodrigue Petitot, qui demande également la venue du ministre des Outre-mer sur l'île. "On est ultradéterminés. On maintient les blocages, on maintient tout. Le combat, c'est jusqu'à obtenir gain de cause", a-t-il martelé. FranceInfo 17 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

« Tous les ministres ont laissé faire » : Tous corrompus. S'ils le disent eux-mêmes !

Eaux minérales contaminées : « *Nestlé a fraudé* » et « *tous les ministres ont laissé faire* », selon le rapport parlementaire - 20minutes.fr 16 octobre 2024

«Nestlé a fraudé et trompé les consommateurs. Tous les ministres ont su et ils ont laissé faire. Ils auraient dû sanctionner et informer. Ils ne l'ont pas fait », dénonce Antoinette Guhl, rapporteure d'une mission « flash » lancée par le Sénat en avril dernier sur les « eaux contaminées ».

La sénatrice écologiste, interrogée par Le Monde, souligne que Nestlé a vendu « une eau 200 fois plus cher que celle du robinet en prétendant qu'elle provenait d'une source naturellement pure, alors qu'elle faisait l'objet de traitements interdits, filtres UV et à charbon actif ».

Le gouvernement avait été avisé par Nestlé en 2021 de son recours à des traitements litigieux. Sans rendre l'affaire publique, il a par la suite assoupli la réglementation, permettant aux industriels d'utiliser des microfiltres avec un seuil de filtration inférieur à 0,8 micron. 20minutes.fr 16 octobre 2024

Santé.

Le ministère de la Santé est devenu une agence des trusts pharmaceutiques mafieux qui vous empoisonnent à petit feu ou pire encore.

J-C - Avec la complicité de la quasi-totalité du corps médical favorable à la vaccination contre la grippe, y compris l'ensemble des médecins que j'ai cités dans mes causeries.

Pour rappel. Quand j'étais gosse, tous les ans en hiver je tombais malade, c'était systématique, ma sœur également, grosse fatigue avec gros rhume et fièvre, tous les symptômes d'une grippe ou d'une affection respiratoire. Il faut dire qu'on était très pauvre, et notre alimentation était déséquilibrée. On mangeait peu ou pas de viande et des légumes, pas de fruits, trop chers. Le médecin me prescrivait quelques jours de repos à une semaine.

Pendant ce temps-là, tous mes petits camarades issus d'un milieu social plus favorisé continuaient d'aller à l'école et ils se portaient à merveille, aucun d'entre eux n'était vacciné contre la grippe. Un miracle en somme, puisque ces médecins sont évidemment incapables d'expliquer cette différence de traitement qu'ils attribuent à un virus, du coup, théorie manifestement erronée qui m'a conduit à me dire qu'il devait exister une autre explication, celle que j'ai fournie ci-dessus.

Cependant, elle est trop élémentaire et présente un grave inconvénient, elle ne rapporte rien à personne. Vous aurez noté au passage comment tous les médecins se sont grassement enrichis en pratiquant leur "art", alors quand vous entendrez quelqu'un évoquer l'art de s'enrichir sur le dos d'ignorants, n'oubliez jamais les médecins, sauf très rares exceptions.

Macron et son gouvernement en tiennent une sacrée dose de sadisme.

Vaccination contre la grippe et le Covid-19 : comment va se dérouler la campagne qui commence mardi - francetyinfo.fr 15 oct. 2024

Suivant les recommandations de la Haute Autorité de santé (HAS), la DGS propose, en ce qui concerne le Covid-19, des vaccins utilisant la technologie à ARN-messager. En l'occurrence, il s'agit du vaccin Comirnaty JN.1, développé par le laboratoire Pfizer. Il s'agit d'un "vaccin efficace contre le variant Omicron qui circule majoritairement sur le territoire", souligne Sarah Sauneron.

Côté grippe, trois vaccins sont disponibles : le Fluarix Tetra, développé par le laboratoire GSK, le Vaxigrip Tetra, produit par Sanofi, et l'Influvac Tetra du laboratoire Viatris Santé. Ils peuvent être injectés dès l'âge de 6 mois et être utilisés indifféremment, quelle que soit la cible, précise l'assurance-maladie (Nouvelle fenêtre). Au total, "13,9 millions doses de vaccins seront livrées", assure Sarah Sauneron, ajoutant que "si les besoins venaient à être supérieurs, un système de préréservation sera possible". francetvinfo.fr 15 oct. 2024

J-C – Il n'y a plus que les fœtus qui sont épargnés par ces monstres, pendant combien de temps encore ?

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Un démenti à ceux qui ont prétendu que les missiles iraniens n'avaient pas atteint leurs cibles (dont le Réseau Voltaire).

Un missile iranien détruit un radar israélien d'une valeur de 500 millions de dollars - reseauinternational.net 14 octobre 2024

Les médias d'État iraniens ont publié de nouveaux détails sur une opération du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI), dont le nom de code est «*Vada-e Sadeq 2*», qui aurait abouti à la destruction de l'une des installations militaires les plus coûteuses d'Israël. Selon ces rapports, les militaires iraniens ont réussi à désactiver un radar en bande X situé au cœur de Tel-Aviv, ce qui a joué un rôle clé dans le succès de l'opération.

Selon la télévision d'État iranienne, avant de lancer l'attaque principale, les unités du CGRI ont pris pour cible un radar que l'armée israélienne avait dissimulé dans un parc de Tel-Aviv. Il s'agit d'une étape importante de l'opération, car la destruction du système d'alerte précoce prive Israël de la possibilité de réagir à temps aux attaques ultérieures.

Selon des sources iraniennes, les Israéliens ont installé une fausse copie du radar près de la base aérienne de Nevatim pour tenter d'induire l'ennemi en erreur. Toutefois, les unités du Corps des gardiens de la révolution islamique ont réussi à déjouer la ruse et à frapper le vrai site.

Ce radar à bande X, d'une valeur de 500 millions de dollars, est l'une des technologies militaires les plus coûteuses au monde. En comparaison, son prix équivaut au coût de 83 chars Merkava, ce qui souligne l'importance stratégique de cette installation pour le système de défense israélien. La destruction du système aurait été un facteur important dans le succès des attaques de roquettes ultérieures sur le territoire israélien.

Source: Avia.pro

 $\underline{https://avia.pro/news/iranskim-raketnym-udarom-unichtozhen-izrailskiy-radar-stoimost-500-mln-\underline{dollarov}$

Pakistan.

Le Pakistan place Israël et Netanyahou dans la liste des terroristes - Réseau International 14 octobre 2024

Les autorités pakistanaises ont qualifié Israël d'État terroriste et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou de criminel de guerre au regard du droit international. C'est ce que révèlent les informations partagées hier par le journal Dawn. Shahbaz Sharif, le conseiller aux affaires politiques du Premier ministre pakistanais, Rana Sanaullah, le ministre de l'Information et de la Radiodiffusion, Attaullah Tarar, et des représentants du parti Tehrik-e-Libbeyk Pakistan (TLP) ont tenu une conférence de presse commune à Islamabad, la capitale du pays.

Cités par ce média pakistanais, les officiels pakistanais ont expliqué qu'en commun accord, après les manifestations en soutien à Gaza, le gouvernement pakistanais a décidé de reconnaître officiellement le Premier ministre israélien comme un terroriste et d'inviter la communauté internationale à faire de même.

Le Pakistan assure notamment vouloir accélérer le soutien aux victimes palestiniennes des atrocités israéliennes en fournissant davantage d'aide humanitaire à Gaza. Il a annoncé que plus de 1000 tonnes de nourriture et de médicaments seraient expédiées en Palestine et que le gouvernement avait également accepté de fournir une assistance médicale au peuple palestinien et d'envoyer du personnel médical dans la région.

Par ailleurs, des dispositions seront prises pour permettre aux blessés palestiniens de venir au Pakistan pour y être soignés. Sanaullah a qualifié Israël d'État terroriste et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou de criminel de guerre au regard du droit international, et a déclaré que le Pakistan utiliserait tous les moyens possibles pour aider les Palestiniens et condamner Israël. Exigeant que Netanyahou soit poursuivi, Sanaullah a ajouté que «Netanyahou est un terroriste et un auteur de crimes de guerre. Netanyahou est responsable des atrocités commises par Israël en Palestine. Nous le qualifions de terroriste et demandons à la communauté internationale de reconnaître le Premier ministre israélien Netanyahou comme un terroriste».

Un comité est formé pour identifier et boycotter les entreprises qui soutiennent Israël «Nous boycotterons non seulement Israël, mais aussi tous les produits associés à Israël et les entreprises qui sont directement ou indirectement impliquées dans ces atrocités ou qui les aident», a insisté Sanaullah, annonçant qu'un comité avait été formé pour identifier les entreprises qui soutiennent financièrement les attaques d'Israël contre Gaza et pour interdire les produits de ces entreprises. Il a appelé la communauté internationale à tenir Netanyahou responsable de ses actes et à le traduire en justice.

L'Irlande prévoit de réduire ses liens commerciaux avec Israël - Euronews 17 octobre 2024

L'Irlande prévoit de réduire ses liens commerciaux avec Israël. Le Premier ministre Simon Harris a déclaré vouloir interrompre toute transaction économique impliquant des produits originaires de la Cisjordanie occupée.

Jusqu'à présent, seules l'Espagne et l'Irlande ont révisé les conditions de leur accord commercial avec Israël au sein de l'Union européenne. Euronews 17 octobre 2024

Ils ne peuvent plus le nier.

Liban: la Finul affirme qu'un char israélien a tiré une nouvelle fois sur une de ses positions - BFMTV 17 octobre 2024

La Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) a affirmé ce mercredi 16 octobre qu'un char israélien avait ouvert le feu sur l'une de ses tours de guet dans le sud du Liban, où ses Casques bleus sont déployés.

Des Casques bleus "postés près de Kfar Kila ont observé un char israélien de type Merkava tirer sur leur tour de guet. Deux caméras ont été détruites et la tour endommagée", a déclaré la Finul dans un communiqué, en déplorant des "tirs directs et visiblement délibérés" sur l'une de ses positions. BFMTV 17 octobre 2024

Ils n'ont vraiment rien à envier aux nazis.

La mort de Shaban al Dalu, jeune Gazaoui brûlé vif après un bombardement israélien sur l'hôpital Al-Aqsa, émeut le monde entier - huffingtonpost.fr 16 octobre 2024

La vidéo a fait le tour du monde. Lundi 14 octobre, Israël a bombardé un camp de réfugiés situé à proximité de l'hôpital Al-Aqsa à Deir al-Balah, dans la bande de Gaza, faisant plusieurs dizaines de blessés et tuant au moins quatre personnes. Parmi elles, Shaban al Dalu, un jeune Palestinien de 19 ans dont la mort a été filmée par plusieurs témoins présents sur place.

Les images, insoutenables, montrent Shaban, tenté de s'extraire de l'incendie et des débris du bombardement. « *Des gens sont en train de brûler devant nous!* », hurle Saleh Al-Jafarawi, un vidéaste palestinien qui capture la scène, au milieu des cris.

Shaban al Dalu, étudiant en génie informatique qui allait fêter ses 20 ans, avait trouvé refuge dans ce camp pour se remettre d'une blessure 10 jours auparavant. Au moment du bombardement, il était en compagnie de sa famille. Si son père et ses frères et sœurs ont survécu à la frappe, sa mère a également été tuée.

« Je ne faisais que crier : "Mon frère est en feu! Mon frère est en feu!" », a témoigné le petit frère de Shaban, Mohammed, auprès de SkyNews. « Mon frère était en train de brûler sous mes yeux et je ne pouvais rien faire pour l'aider. C'est un sentiment indescriptible. » Son cousin de 14 ans, Tasnim, a déclaré : « Je ne comprends vraiment pas ce qu'on a fait pour mériter ça. Nous sommes des familles déplacées. On bouge d'un endroit à un autre, c'est tout ce qu'on peut faire. Qu'est-ce qu'on a fait de mal? »

Pas de lieu sûr à Gaza, Israël brûle vifs les déplacés - Al-Manar 15 octobre 2024

Dans la nuit de dimanche à lundi 14 octobre, l'aviation de l'occupation a brûlé vifs des dizaines de déplacés qui s'étaient réfugiés dans la cour de l'hôpital Martyrs d'Al-Aqsa, au centre de Gaza.

Source : Al-Manar

La vidéo (je l'ai téléchargée):

https://twitter.com/i/status/1846212944939356287

Gaza: Israël accusé d'avoir utilisé des civils comme boucliers humains - BFMTV 17 octobre 2024

Selon des informations du New York Times, l'armée israélienne aurait utilisé des Palestiniens comme boucliers humains dans la guerre dans la bande de Gaza.

Selon le quotidien américain, des unités de l'armée israélienne réparties dans cinq villes du territoire palestinien ont contraint des civils à effectuer des tâches telles que la recherche d'explosifs ou le repérage à l'intérieur de tunnels du Hamas, dans le but de protéger les soldats.

Le New York Times a notamment cité un adolescent, alors âgé de 17 ans, qui a déclaré que des soldats israéliens l'avaient forcé à marcher menotté devant eux pour rechercher des explosifs, avant d'être relâché sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui. BFMTV 17 octobre 2024

Liban : le maire de Nabatieh tué dans une série de frappes israéliennes sur sa ville - RT 16 oct. 2024

Ce 16 octobre 2024, des frappes israéliennes ont ciblé la ville de Nabatieh, située dans le sud du Liban, entraînant un lourd bilan. «Le maire de Nabatieh a été tué dans l'attaque, ainsi que plusieurs autres personnes», a déclaré Howaida Turk, gouverneur de la région. Elle a qualifié l'événement de «massacre» et rapporté que les frappes avaient touché des bâtiments municipaux ainsi qu'un centre médical. Le ministère de la Santé libanais a annoncé un bilan provisoire de six morts et plus de 40

Fortes tensions diplomatiques

La situation diplomatique se tend également entre Israël et plusieurs chancelleries européennes. Selon le gouvernement italien, les 16 pays de l'Union européenne participant à la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) ont annoncé ce 16 octobre leur intention d'exercer une «pression maximale aux niveaux politique et diplomatique» sur l'État hébreu afin d'éviter de «nouveaux incidents».

Comme l'a précisé Rome, cette décision a été prise lors d'une réunion par visioconférence de leurs ministres de la Défense. Paris a réaffirmé son engagement en faveur du maintien de la Finul, mais a également demandé aux organisateurs du salon Euronaval de ne pas accueillir de «stands ni exposition de matériels» israéliens lors de l'édition prévue en novembre à Paris.

Cette décision, annoncée ce 16 octobre par les organisateurs du salon, a été qualifiée dans la foulée de «honte pour la nation française et pour les valeurs du monde libre» par le ministre israélien de la Défense, Yoav Gallant.

À Londres, lors de la séance hebdomadaire de questions au Premier ministre à la Chambre des communes, Keir Starmer, a fait savoir que son gouvernement «examinait» de possibles sanctions contre les ministres israéliens Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir, à la suite de propos «sans aucun doute odieux», «ainsi que d'autres actions très préoccupantes en Cisjordanie et à travers la région». RT 16 oct. 2024

Israël attaque les Nations unies par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 15 octobre 2024

Contrairement à une idée reçue, l'Assemblée générale des Nations unies n'a accepté l'adhésion d'Israël que sous condition (résolution 273). Or, Tel-Aviv n'a jamais respecté ses engagements. Il refuse d'appliquer 229 résolutions du conseil de Sécurité et de l'assemblée générale. Il vient de déclarer une agence de l'ONU « organisation terroriste », a appelé à raser son siège à New York, a désigné persona non grata son secrétaire général António Guterres, et vient d'attaquer quatre fois les forces de l'ONU au Liban (FINUL), blessant deux casques bleus.

Par Thierry Meyssan

Lors du retrait britannique de la Palestine mandataire (c'est-à-dire de la Palestine placée par la SDN sous l'administration provisoire du Royaume-Uni), le 14 mai 1948, le Conseil général sioniste, émanation de la Haganah (c'est-à-dire la principale milice de la communauté juive immigrée), proclama unilatéralement l'indépendance de l'État d'Israël. Elle fut annoncée par le président de l'Agence juive (c'est-à-dire l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale).

Il importe ici de préciser que l'occupant britannique ne se retira que d'environ un quart de la Palestine mandataire. Il avait déjà officiellement quitté les trois autres quarts, constituant la Transjordanie mandataire, future Jordanie.

Après quelques jours de réflexion, l'assemblée générale des Nations unies décida de reconnaître le nouvel État, non sans avoir souligné qu'en principe, ce n'était pas à une milice, la Haganah, de proclamer un État, même si cette proclamation venait combler le vide du départ de l'autorité mandataire, c'est-à-dire des Britanniques. L'assemblée générale avait bien noté que la proclamation d'indépendance ne disait rien du régime de cet État (théocratie ou république), ni de ses frontières. Elle entendait poursuivre son plan en vue de la création d'un État binational, à la fois arabe et juif, sans continuité territoriale entre les deux entités (Jérusalem et Bethléem ayant un statut international). Elle avait été rassurée par la référence du nouvel État à « une complète égalité de droits sociaux et politiques à tous les citoyens sans distinction de croyance, de race et de sexe. »

Dès le lendemain de l'indépendance, l'Égypte, l'Irak, la Transjordanie, le Liban, la Syrie et le Yémen envoyèrent leurs armées en Palestine. L'histoire officielle assure aujourd'hui que ces six pays (les « arabes », comprenez les « musulmans ») n'acceptaient pas un État juif, alors que cinq d'entre eux s'opposaient à la colonisation juive après la colonisation britannique et que le sixième soutenait Israël. La religion n'était un problème que pour Izz al-Din al-Qassam, les Frères musulmans et le mufti nazi Mohammed Amin al-Husseini. Identiquement, la propagande assure que ces armées furent battues en brèche par la valeureuse armée israélienne, sous-entendu « depuis le premier jour, les juifs sont moralement supérieurs aux arabes ». La réalité fut tout autre. La guerre

mondiale venait de se finir et aucun de ces pays, hormis la Transjordanie, n'avait d'armée digne de ce nom. Leurs troupes étaient exclusivement formées de volontaires. En outre, l'armée transjordanienne, qui mit fin au conflit, se battit du côté d'Israël contre les autres arabes. En effet, la Transjordanie, toujours sous influence britannique, espérait empêcher la création d'un État palestinien et annexer son territoire. Son armée n'était autre que celle des Britanniques (la « *Légion arabe* ») et était toujours placée sous le commandement du général John Bagot Glubb (alias « *Glubb Pacha* »). Ce sont les Transjordaniens (en fait les Britanniques) et non pas les Israéliens qui ont vaincus les autres armées arabes. Au cours du conflit, son souverain, le roi Abdallah Ier a d'ailleurs été proclamé « *roi de Palestine*. »

Durant ce conflit, les forces israéliennes, laissèrent les Britanniques de Transjordanie se battre contre les arabes et appliquèrent quant à elles le Plan D (en hébreu : Plan « *Dalet* »). La Haganah entendait en effet partager le moins de territoires possibles avec la Transjordanie. Les forces israéliennes importèrent illégalement des armes de Tchécoslovaquie (déjà dirigée par les communistes), probablement avec l'accord de l'URSS, prétendument pour lutter contre la colonisation britannique, en réalité pour expulser les Palestiniens. C'est la Nakba (catastrophe). 750 000 Palestiniens (soit entre 50 et 80 % de la population) sont déplacés de force.

Israël demande et obtient, l'année suivante, son adhésion aux Nations unies. À cette époque aucun État décolonisé n'en fait partie. Les pays sous influence anglo-saxonne y sont majoritaires. Cependant ils n'acceptent Israël que sous condition. Dans sa résolution 273, l'assemblée générale de l'ONU fait référence à un engagement écrit du ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire d'Israël, Moshé Shertok, par lequel il « accepte sans réserve aucune les obligations découlant de la Charte des Nations Unies et s'engage à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies » [1].

À ce jour, Israël n'a pas respecté cet engagement et ne s'est pas conformé à 229 résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale. Son adhésion pourrait donc être suspendue à tout moment.

Au cours des derniers mois,

- Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a déclaré le 23 mars que l'ONU était devenue « une organisation antisémite et anti-israélienne qui abrite et encourage le terrorisme ».
- Israël a mené campagne contre une agence des Nations unies, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), l'accusant d'être au service du Hamas. En juillet dernier, la Knesset a adopté trois lois (1) interdisant à l'UNRWA d'opérer sur le territoire israélien (2) privant son personnel des immunités diplomatiques (3) la déclarant organisation terroriste.
- Le représentant permanent d'Israël aux Nations unies, Gilad Erdan, a déclaré lors de la fin de son mandat, en août dernier, parlant du siège de l'ONU à New York, que « cet édifice doit être rasé de la surface de la Terre. »
- Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a déclaré le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, persona non grata.
- Les Forces de Défense d'Israël (FDI) ont délibérément visé les soldats de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), blessant deux « *casques bleus* » sri-lankais.

Ce qu'il faut retenir :

- Israël n'a pas été créé par son peuple, mais par son armée.
- La première guerre israélo-arabe n'a pas été gagnée par les Israéliens, mais par les arabes de Transjordanie sous commandement britannique.
- En adhérant aux Nations unies, Israël s'était engagé à en respecter toutes ses résolutions, ce qu'il n'a jamais fait 229 fois.
- Après la Palestine, le Liban, la Syrie, l'Iraq, le Yémen et l'Iran, le gouvernement Netanyahou a ouvert un huitième front, contre les Nations unies cette fois.

[1] « Admission d'Israël à l'Organisation des Nations Unies », Réseau Voltaire, 11 mai 1949.

Israël, un pur produit de l'empire colonial britannique dirigé par des sionistes.

En l'honneur de la vérité, de la mémoire et de la justice ; chronique de Palestine par Salman Abu Sitta - 15 octobre 2024

Le discours qui suit a été prononcé le 8 novembre 2022 par le Dr. Salman Abu Sitta, à l'Université d'Edimbourg. L'événement était co-organisé par RACE.ED – un réseau inter-universitaire concerné par les études sur la notion de race, la racialisation et le décolonialisme à l'Université d'Edimbourg et l'Institut Kenyon, CBRL – Jérusalem.

Dans sa communication, Dr. Salman Abu Sitta s'adresse au fonctionnaire colonial britannique si peu honorable, Lord Arthur Balfour, et lance au gouvernement britannique d'aujourd'hui, un appel à la réparation et à la justice.

Mon père m'a dit que Churchill l'a assuré personnellement que la Grande-Bretagne respectait et affirmait leurs droits dans le district de Beer Sheba, leur propriété foncière et leurs coutumes traditionnelles.

Churchill lui a demandé de recourir à la paix et de ne pas soulever de rébellion contre les Britanniques. La déclaration de Churchill à mon père a été confirmée par un document officiel du gouvernement britannique.

Ce document a été présenté devant un tribunal israélien bien des années plus tard, en 2010. Un citoyen palestinien d'Israël à Beer Sheba, nommé Nuri Al Uqbi, protestant contre la confiscation de ses terres par Israël, a présenté ce document. Le tribunal israélien l'a rejeté au motif que Beer Sheba était vide de toute population. Personne n'y vivait...

Pour lire l'article en entier :

 $\underline{https://www.legrandsoir.info/en-l-honneur-de-la-verite-de-la-memoire-et-de-la-justice-chronique-de-palestine.html}$

Niger.

Niger : Niamey débaptise des rues et monuments aux noms français, dont une avenue de Gaulle - 20 Minutes/AFP 16 octobre 2024

Niamey continue de prendre des mesures symboliques à l'encontre de l'ancienne puissance coloniale avec laquelle les autorités sont en froid. La junte au pouvoir au Niger a ainsi débaptisé mardi plusieurs endroits historiques de la capitale portant jusqu'ici des noms évoquant la France.

« La plupart de nos avenues, boulevards, rues [...] portent des noms qui rappellent tout simplement les souffrances et les brimades subies par notre peuple par l'épreuve de la colonisation », a dénoncé le colonel-major Abdramane Amadou, le ministre de la Jeunesse et porte-parole du régime. « Cette avenue qui portait le nom du général Charles de Gaulle est désormais baptisée "Avenue Djibo Bakary" », a-t-il lancé, lors d'une cérémonie. Figure politique nigérienne, Djibo Bakary (1922-1998), a été un partisan de l'indépendance obtenue en 1960.

Quelques centaines de mètres plus loin, le monument dédié aux morts des deux guerres mondiales devient « *Bubandey Batama* » (« *A nos morts* » en langue djerma) et rend désormais « *hommage à toutes les victimes civiles et militaires de la colonisation à nos jours* ».

Mardi à Niamey, un monument a même été totalement refait : le portrait du commandant et explorateur français Parfait-Louis Monteil, gravé depuis des décennies dans un monument en pierre, est remplacé par une plaque à l'effigie de Thomas Sankara. L'ex-président du Burkina Faso voisin, tué dans un coup d'Etat en 1987, est une figure du panafricanisme dont le colonel Amadou a salué mardi la « lutte de libération » et « d'émancipation des peuples » qui « continue encore d'inspirer les populations ».

Enfin, la place de la Francophonie a été renommée « place de l'Alliance des Etats du Sahel » (AES), une confédération créée en 2023 avec le Mali et le Burkina Faso, deux voisins également dirigés par des militaires arrivés au pouvoir par des putschs et qui ont tourné le dos à la France. Les trois pays ont été suspendus par les instances de la Francophonie après les coups d'Etat. Désormais « nous allons faire honneur à nos ancêtres », a assuré le général Assoumane Abdou Harouna, le gouverneur de Niamey et figure du régime.

Le régime nigérien franchit ainsi une nouvelle étape dans la rupture avec la France, entamée depuis le coup d'Etat qui l'a porté au pouvoir le 26 juillet 2023. Le régime qui fait de sa souveraineté un pilier de sa politique accuse fréquemment Paris de vouloir le déstabiliser. 20 Minutes/AFP 16 octobre 2024

Représailles de la France coloniale.

Kemi Seba arrêté à Paris, ce que l'on sait - RT 15 oct. 2024

Kemi Seba, figure célèbre du panafricanisme, a été arrêté à Paris dans un restaurant du 15e arrondissement alors qu'il était en compagnie de son collaborateur Cyrille Kamden. Cette arrestation, survenue le 14 octobre 2024, a rapidement été confirmée par plusieurs médias. Actuellement en garde à vue, l'activiste ferait l'objet d'une enquête pour des soupçons d'infraction à la réglementation sur l'entrée sur le territoire français.

D'après les premières informations, Kemi Seba serait entré en France le 10 octobre, en provenance d'Espagne, grâce à un passeport diplomatique nigérien. Il avait annoncé son retour pour promouvoir son nouveau livre, un événement qui a attiré l'attention sur les réseaux sociaux.

En juillet 2024, Kemi Seba a officiellement été déchu de la nationalité française, une décision prise par décret suite à ses prises de position jugées contraires aux intérêts de la France.

Selon lui, il s'agit d'entraver son combat contre la Françafrique. Quelques semaines plus tard, le 4 août 2024, le gouvernement militaire nigérien dirigé par le général Abdourahamane Tiani lui a octroyé un passeport diplomatique en signe de reconnaissance pour ses 25 ans de lutte panafricaine.

Seba voit dans ce document un acte de solidarité et un moyen de contourner la perte de sa nationalité française, qui, selon lui, visait à limiter ses déplacements et à freiner ses activités. RT 15 oct. 2024

Ukraine.

Guerre en Ukraine : Zelensky livre son « plan de la victoire », Moscou le calme aussitôt - 20minutes.fr/AFP 16 octobre 2024

Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a dévoilé ce mercredi son « plan de la victoire » devant le Parlement ukrainien. Ce plan, qui figure à l'agenda de la réunion ministérielle de l'Otan jeudi à Bruxelles, est censé aboutir à une « fin juste et rapide » de la guerre courant 2025, Zelensky rejetant l'idée de céder des territoires à Moscou en échange de la paix, malgré un manque critique d'hommes et de ressources. Pour cela, le chef d'Etat ukrainien réclame à ses alliés occidentaux des moyens de dissuasion non-nucléaires, la capacité de frapper en profondeur le territoire russe et une invitation à rejoindre l'Otan.

La diplomatie russe a ainsi accusé Volodymyr Zelensky de « *pousser* » les pays de l'Alliance atlantique à « *entrer en conflit direct* » avec Moscou. Moscou a également balayé les propositions du dirigeant ukrainien visant à obtenir le déploiement de moyens de dissuasion non-nucléaire en Ukraine. « *Le seul plan de paix, qui puisse être, c'est la compréhension par le régime de Kiev que sa politique est sans perspective et qu'il est nécessaire de se réveiller* », a déclaré Dmitri Peskov, porte-parole du Kremlin. « *Ce n'est certainement pas un plan, c'est un ensemble de slogans incohérents* », a asséné la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova.

Les paroles sont signées du chancelier allemand Olaf Scholzce mercredi. A contre-courant du discours de Volodymyr Zelensky, Olaf Scholz a appelé mercredi à « *tout faire* » pour empêcher la poursuite du conflit, y compris en discutant avec Vladimir Poutine, en concertation avec Kiev et les alliés de ce pays. Le temps est venu « *pour nous de tout faire, en plus de soutenir clairement l'Ukraine, pour trouver un moyen d'empêcher cette guerre de continuer* », a déclaré le chancelier devant les députés du Bundestag. 20minutes.fr/AFP 16 octobre 2024

Olaf Scholz prêt à discuter avec Vladimir Poutine pour mettre un terme à la guerre en Ukraine - BFMTV 17 octobre 2024

Olaf Scholz est prêt à échanger avec Vladimir Poutine, en concertation avec Kiev. "Si on nous demande: 'Allons-nous en parler avec le président russe?' nous disons 'oui c'est le cas'", a déclaré le chancelier allemand ce mercredi 16 octobre devant les députés du Bundestag. BFMTV 17 octobre 2024

Ukraine: 90 % des centrales thermiques ont été détruites ou endommagées, selon Chmyhal -RT 16 oct. 2024

«Les villes dépendant de grandes centrales thermiques sont les plus vulnérables. La Russie a délibérément attaqué les centrales thermiques et les centrales thermoélectriques, détruisant ou endommageant près de 90 % de la production d'énergie thermique ukrainienne. Notre objectif est de fournir aux habitants des villes d'autres sources de chaleur et d'électricité», a déclaré le 15 octobre le Premier ministre ukrainien Denys Chmyhal, sur sa chaîne Telegram.

Depuis la fin du mois de septembre, les médias ukrainiens et occidentaux affirment que l'hiver à venir pourrait s'avérer difficile à passer pour l'Ukraine. Le 10 octobre, le ministère ukrainien de l'Énergie avait annoncé sur sa chaîne Telegram qu'il ne serait pas en mesure d'«ici la fin de l'année» de connecter au réseau les 1GW de capacités de production électrique supplémentaires comme initialement prévu.

Le 20 septembre, la députée à la Rada d'Ukraine, Ielyzaveta Iasko, a mis en garde les Ukrainiens contre un hiver difficile dû à des pannes d'électricité prolongées et les a exhortés à «ne pas se faire d'illusions».

Soutien à l'Ukraine : la fatigue des Occidentaux est «réelle», prévient le chef de la diplomatie finlandaise - RT 16 oct. 2024

Elina Valtonen, ministre finlandaise des Affaires étrangères, a confié au Financial Times (FT) que la lassitude croissante des Occidentaux vis-à-vis de leur aide à l'Ukraine «est réelle» et prend de l'ampleur.

«L'Ukraine bénéficie d'un soutien, mais est-il suffisant? Telle est la question. [...] Beaucoup de pays aimeraient penser, surtout avec la guerre qui se prépare au Proche-Orient, qu'il serait bon de trouver une solution à la guerre menée par la Russie», a déclaré la ministre au FT.

Les partenaires occidentaux exercent une «pression croissante» sur Volodymyr Zelensky pour qu'il trouve une voie diplomatique vers un règlement du conflit, même s'ils craignent que la position de l'Ukraine soit «trop faible pour obtenir un accord équitable à l'heure actuelle», écrivait déjà le Financial Times le 1er octobre, citant des diplomates européens.

Courriel: jctardieu@outlook.fr Portail: www.luttedeclasse.org

Serbie.

Pourquoi la Serbie envisageait l'option de rejoindre les BRICS - RT 15 oct. 2024

Le vice-Premier ministre serbe Aleksandar Vulin, venu en Russie pour participer au sommet des BRICS qui se tiendra du 22 au 24 octobre dans la ville de Kazan, a accordé une interview à RT International. Il a expliqué pourquoi la Serbie envisageait l'option de rejoindre les BRICS et a raconté pourquoi Vladimir Poutine était populaire en Occident.

Dans quelle mesure l'aspiration de la Serbie à rejoindre l'Union européenne est-elle réelle ?

Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe : Je n'étais pas aussi eurosceptique avant de commencer à travailler avec les Européens. Une fois que je les ai rencontrés, vraiment rencontrés, je suis devenu très eurosceptique. Avant, j'avais quelques espoirs, quelques désirs. En rencontrant les autorités européennes à Bruxelles, je suis devenu très eurosceptique. Mais la politique de la majorité, l'opinion de la majorité des hommes politiques serbes est que nous devrions rejoindre l'Union européenne. Très bien. Je ne partage pas toujours cette opinion, mais je suis membre d'un gouvernement pro-européen et je fais ma part. Toutefois, il serait très irresponsable de ne pas envisager l'option des BRICS.

On dit qu'il s'agit d'une plateforme de discussion. Parfait. Donnez-nous la possibilité de les écouter et de les entendre. Les BRICS sont devenus une véritable alternative. Pour la première fois, il existe une véritable alternative, une alternative très excitante. Pour adhérer à l'Union européenne, par exemple, il faut se trouver sur le sol européen, à sa frontière. Ce n'est pas le cas avec les BRICS, il s'agit donc d'une plateforme très novatrice. Je suis fermement convaincu que nous partageons des valeurs communes. C'est encore plus important que de partager des frontières.

L'une des raisons pour lesquelles je suis si enthousiaste à propos des BRICS est que personne ne demande à la Serbie de faire quoi que ce soit. Personne ne nous demande de modifier notre loi électorale, par exemple, ou de légaliser le mariage homosexuel. Non, personne ne nous demande rien. On nous dit : «D'accord, c'est votre façon de vivre. Vous vivez comme vous voulez, de la manière dont vous pensez qu'elle est bonne pour vous.» Et les BRICS nous offrent bien plus que ce que nous demandons. Imaginez ce marché : 51% du gaz, 47% du pétrole.

Leur PIB est supérieur à celui du G7. Et ils ne nous demandent rien, politiquement parlant. Je suis donc très enthousiaste. J'aimerais en savoir plus. Les Serbes veulent-ils rejoindre les BRICS ? Il est trop tôt pour le dire. Je ne peux pas le dire. Mais je peux dire que nous voulons examiner cette opportunité. Pour la première fois, nous avons une véritable opportunité, nous avons une véritable alternative à l'Union européenne.

De plus, personnellement, je ne suis pas sûr à 100% que l'Union européenne veuille vraiment accepter la Serbie, une Serbie orthodoxe et libre. Je n'en suis pas sûr. RT 15 oct. 2024

Etats-Unis.

Les élections aux États-Unis, une guerre interne contre le capitalisme financier

Dans l'élection présidentielle aux EU, le défi entre Harris-Walz et Trump-Vance devrait plutôt être défini comme un affrontement entre le capitalisme financier des " *Big Three* " et celui qui veut affaiblir son monopole. Sans s'embarrasser de l'opposition "*gauche*" - "*droite*".

Après l'annonce du retrait de Joe Biden de la course à la présidence, un conflit permanent au sein du capitalisme financier aux EU est apparu de plus en plus clairement. Je vais tenter de le résumer et peut-être même de le simplifier. Après le choix de Vance comme vice-président, après les prises de position de Musk, les rangs des partisans de Trump – et des financiers - grossissent. Des sujets qui renvoient à un capitalisme qui tente d'endiguer le pouvoir écrasant des Big Three, c'est-à-dire des superfunds, Vanguard, Black Rock et State Street, désormais résolument liés aux démocrates. Biden et Kamala Harris ont eu et ont encore dans leur équipe des personnalités issues de Black Rock. Un personnage comme Jamie Dimon, le PDG de J.-P. Morgan, la banque du superfonds, brandie par Trump, a longtemps été un candidat pour les démocrates. Le président de la Fed, avec le soutien de Yellen, a accompagné les stratégies de ces mêmes superfunds, en rachetant leurs ETF [Exchange Traded Funds, fonds d'investissement cotés qui suivent la performance d'un indice : ndlr]

 $\underline{https://www.legrandsoir.info/les-elections-americaines-une-guerre-interne-contre-le-capitalisme-financier.html}$

Raytheon lourdement sanctionnée pour corruption sur des contrats d'armement au Qatar - AFP 17 octobre 2024

La société Raytheon, filiale du groupe américain d'aéronautique et de défense RTX, a passé plusieurs accords avec les autorités américaines en vertu desquels elle va payer plus de 950 millions de dollars pour, entre autres, fraude, corruption et violation de la législation sur l'armement.

Les autorités américaines ont également épinglé Raytheon pour avoir gonflé le prix de certains contrats et pour avoir falsifié des documents, avec pour conséquence un surcoût au détriment du Pentagone de plus de 111 millions de dollars. La société a aussi reconnu avoir fait payer le Pentagone deux fois pour le même contrat.

Ces pratiques se sont déroulées entre 2009 et 2020, certaines se situant dans une fourchette réduite de 2012 à 2016.

La SEC a expliqué, dans un communiqué distinct, que Raytheon avait utilisé de faux contrats avec un fournisseur pour verser, entre 2011 et 2017, près de deux millions de dollars de pots-de-vin à un militaire qatari et à d'autres responsables pour décrocher des contrats de défense avec le Qatar.

Elle ajoute qu'entre le début des années 2000 et 2020, la société américaine a versé "plus de trente millions de dollars à un agent qatari qui était un membre de la famille de l'émir du Qatar et qui (...) n'avait aucun antécédent en matière de contrat de défense".

Dans les échanges électroniques après la fermeture de la Bourse de New York, l'action RTX restait stable (-0,04%) après avoir terminé la séance en hausse de 1,74%. (Ouf! - J-C)

Venezuela.

Nicolás Maduro accuse Elon Musk d'avoir dépensé un milliard de dollars dans la tentative de coup d'État au Venezuela - RT 15 oct. 2024

Nicolás Maduro, président du Venezuela, a déclaré que l'homme d'affaires Elon Musk aurait injecté « *au moins un milliard de dollars* » pour soutenir une tentative de coup d'État au Venezuela après les élections présidentielles du 28 juillet 2024. Cette déclaration a été faite lors de son intervention télévisée du 14 octobre dans l'émission Con Maduro Más, diffusée sur Venezuela TV.

« Elon Musk a injecté une somme colossale, estimée à un milliard de dollars, pour renverser notre gouvernement, afin de provoquer une rébellion et d'inciter à la violence contre le processus électoral », a-t-il précisé. Il a également accusé l'opposition d'extrême droite de chercher à semer la violence et la confusion après les résultats des élections pour l'empêcher de pouvoir exercer son nouveau mandat.

Le chef d'État a également accusé les États-Unis de soutenir cette tentative de coup d'État, qualifiant leur implication de « conspiration permanente de l'empire nord-américain ». Maduro a également insisté sur le fait que ces appels à la violence et à l'insurrection étaient relayés via les plateformes gérées par le milliardaire américain : «Des appels à la violence, à l'incendie et au meurtre ont été lancés sur les réseaux sociaux d'Elon Musk». De plus, il a accusé Maria Corina Machado, une dirigeante du camp d'opposition, d'avoir été l'intermédiaire pour la réception des fonds, utilisés selon lui pour financer des « groupes terroristes ». RT 15 oct. 2024

Malaisie.

J-C – Ils consomment leurs richesses... et leur renvoient sous forme de déchets.

La Malaisie continue d'être la poubelle de l'Europe - Courrier International 17 octobre 2024

La Malaisie continue en particulier d'être inondée par des conteneurs venus d'Europe. En 2023, l'Union européenne (UE) y a ainsi envoyé 21 % de ses déchets plastiques (seule la Turquie en a réceptionné davantage, avec 22 %). Et surtout, ces expéditions étaient en hausse de 35 % par rapport à l'année précédente.

En 2023, l'UE a exporté 8,5 millions de tonnes de déchets recyclables (papier, plastique et verre) vers des pays non européens, une hausse de 34 % par rapport à 2022, indique Eurostat. Le volume de plastique acheminé vers la Malaisie s'est élevé à 283 000 tonnes en 2023, 99 000 tonnes de plus qu'en 2022.

Interrogé par le South China Morning Post, Yin Shao Loong, du Khazanah Research Institute, estime que l'UE fait preuve d'une grande hypocrisie. Car elle dénonce la déforestation à l'œuvre en Malaisie, liée en particulier à la production d'huile de palme, tout y en déversant ses déchets.

"L'Europe prétend qu'elle n'a pas la capacité, la technologie et les moyens financiers suffisants pour traiter tous ses déchets, ce qui dépasse l'entendement", juge Yin Shao Loong.

Malgré les inquiétudes croissantes en Malaisie, les autorités hésitent en réalité à tirer définitivement un trait sur les revenus que procure cette filière, relève le South China Morning Post. Le pays a ainsi enregistré près de 200 millions de ringgits (environ 43 millions d'euros) d'investissements dans 55 projets de recyclage, qui ont créé plus de 3 300 emplois. Courrier International 17 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 24 octobre 2024

Voilà qui résume bien la situation politique.

Quand en haut ils ne peuvent plus gouverner comme avant... Et en bas?

Budget 2025 : le recours au 49-3 approuvé en Conseil des ministres « à titre préventif » - Le HuffPost 23 octobre 2024

Le gouvernement a donné son feu vert à l'utilisation du 49-3 sur le budget. Le doute subsiste toutefois sur le calendrier.

Toute la question est donc maintenant de savoir quand l'arme du 49-3 sera effectivement brandie. Dans les prochaines heures ? Ou les prochains jours ? Le HuffPost 23 octobre 2024

J-C - Et en bas ? Je vous laisse deviner. La moitié de la réponse figure ci-dessous et plus bas.

En famille, le NPF veille au « respect » des institutions antidémocratiques de la Ve République.

J-C - Avec de tels opposants, l'oligarchie peut dormir tranquille!

En remportant une nouvelle vice-présidence, la gauche renforce sa présence au Bureau de l'Assemblée nationale - RT 23 oct. 2024

La coalition des gauches à l'Assemblée nationale a obtenu une nouvelle vice-présidence et se renforce au sein du Bureau de l'institution. Une élection remportée le 22 octobre au détriment de la droite, victime de désaccords au sein du bloc central.

Le député écologiste Jérémie Iordanoff sur X le 22 oct. 2024 :

Élu vice-président de l'Assemblée nationale.

Je remercie l'ensemble des groupes du NFP et au-delà pour leur confiance.

Attaché au respect de notre institution, je ferai vivre au mieux le débat dans notre hémicycle.

Le Bureau de l'Assemblée nationale, déjà majoritairement composé d'élus du Nouveau Front Populaire, voit donc la gauche se renforcer dans cette institution. RT 23 oct. 2024

Cocorico Doliprane: Une énième mystification et manipulation.

Que les salariés de Sanofi défendent leurs emplois est normal, et nous les soutenons évidemment, mais ce n'est pas de cela dont il est question ici, en réalité pour ceux que les idéologues du capitalisme appellent la gauche et l'extrême gauche, c'est juste un nouvel exercice de social-patriotisme qui va leur permettre d'apparaître au côté de la réaction.

Le Parti des Travailleur s'inquiète dans l'éditorial de la Tribune des travailleurs : "Aurons-nous du Doliprane demain ?"

Pourrons-nous demain nous procurer du Doliprane en pharmacie ? La question est posée depuis que Sanofi – qui vient de recevoir plus de 200 millions du gouvernement – a annoncé la vente de sa filiale Opella, productrice du Doliprane, au fonds d'investissement américain CD&R. Au micro de France Inter, ce 15 octobre, un certain Ferracci, ministre de l'Industrie, se veut rassurant : le gouvernement va « demander à Sanofi et au fonds d'investissement (...) des engagements sur l'emploi industriel »... Et de préciser : « Le Doliprane est produit quasiment exclusivement pour la France. 97 % des ventes de Doliprane se font en France, donc il y a intérêt à maintenir la localisation en France. » 16 octobre 2024

Le PT, c'est le parti de l'aristocratie ouvrière et d'une certaine élite intellectuelle bien-pensante, qui pète dans la soie et qui sont coupés des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière.

Je n'ai pu lire que le titre et le premier paragraphe de cet éditorial, j'explique pourquoi.

Jusqu'à une date récente on pouvait accéder gratuitement dans leur blog à l'éditorial de la Tribune des travailleurs, s'apercevant sans doute que certains s'en servaient pour critiquer leur orientation politique ou dénoncer leur collusion avec les opportunistes et le régime, ils le rendirent inaccessible et payant, 2€ pour l'équivalent de moins d'un tiers de page, un tarif exorbitant et dissuasif, 6 € la page ! Cependant on pouvait encore le lire au format image. Que cela ne tienne, une semaine après que je l'ai signalé à mes lecteurs, dorénavant il est flouté de sorte qu'on ne puisse plus le lire du tout. Quel acharnement malsain et révélateur à empêcher les travailleurs et militants à lire leur publication, n'est-ce pas ? Que craignent-ils donc de la confrontation des idées, qu'on démasque leur imposture, c'est déjà fait depuis longtemps.

Le POI et le PT ont liquidé tous les blogs que leurs militants ou sections avaient créés dans lesquels figuraient l'éditorial de leur hebdomadaire ou d'autres articles, et gare à ceux qui oseraient s'exprimer librement dans d'autres blogs ou tribunes sans la permission de leurs chefs, pire, critiqueraient publiquement leur ligne politique, ils seraient exclus sans ménagement. Rien à voir avec la conception du parti bolchevik de Lénine de la démocratie dans le parti, autant dire que le droit de tendance figurant dans le statut de leurs partis est destiné uniquement à ceux qui n'envisagent pas d'en user. Ils continuent de fonctionner comme les partis staliniens d'hier ou ils n'ont rien à envier aux sectes.

Durant la période de la dictature sanitaire de 2020-2022, quand il s'est agi de défendre la liberté des médecins de prescrire l'hydroxychloroquine ou l'ivermectine, le PT (tous les partis dits d'extrême gauche sauf peut-être le PRCF) fut aux abonnés absent ou plutôt il se rangea au côté de Macron et son ministre de la Santé qui préconisait le Doliprane qui était contre-indiqué contre la covid-19 selon certains médecins et professeurs en médecine. Ont-ils combattu le non remboursement des

médicaments homéopathiques, je n'en sais rien, sans doute que non les connaissant, pareil pour d'autres médecines alternatives à la médecine allopathique.

C'est quoi ce pataquès autour du Doliprane?

En réalité il est commercialisé par d'autres trusts pharmaceutiques que Sanofi. Donc personne n'en manquera en France.

Le paracétamol est la molécule active du Doliprane, mais aussi du Dafalgan et de l'Efferalgan, ainsi que de nombreux autres médicaments commercialisés en France. On le retrouve également associé à d'autres substances actives dans certains remèdes (Actifed, Dolirhume, Fervex, Humex Rhume, Rhinofébral, Novacétol, Dafalgan Codéine, Codoliprane).

Ce sont des accrocs de la pharmacopée allopathique de Big Pharma au détriment de la santé de la population, et des porte-parole zélés de la conception officielle (pasteurienne) de la médecine reposant sur une escroquerie, qui consiste à faire croire que des virus ou des bactéries seraient à l'origine d'épidémies ou de nombreuses maladies, alors que dans l'immense majorité des cas, je ne dis pas tous, en réalité, c'est plutôt l'état biologique ou la mauvaise santé des personnes qui les prédispose à la maladie. Ce qui n'est pas du tout pareil, car c'est la société telle qu'elle existe de nos jours ou plus précisément, le capitalisme qui est responsable de leur vulnérabilité.

En défendant les intérêts de Big Pharma, le marché pharmaceutique mondial a atteint 1 482 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2022, ils évitent de s'en prendre directement au capitalisme.

Il y a des organisations qui apparemment ne tiennent pas à ce que le niveau de conscience politique des travailleurs et des militants progressent ou qu'ils acquièrent un esprit critique hors de leur contrôle, et puis il y en a qui en font une priorité que nous partageons.

Comme le POI et le PT interdisent aux travailleurs et militants qui n'achètent pas leurs hebdomadaires (Informations ouvrière et la Tribune des travailleurs) d'accéder gratuitement à leur contenu sur Internet, je vous propose ceux de LO et du groupe GMI, disponible gratuitement au format pdf, qui contiennent un ensemble d'informations et d'analyses sur la lutte des classes internationale qui peuvent intéresser nos lecteurs, sans qu'ils soient obligés d'adopter leur ligne éditoriale ou les positions politiques de ces organisations, avec lesquelles je n'ai aucun lien, je tiens à le préciser. N'étant pas sectaire, j'estime que c'est mieux, que ne pas être informé du tout sur certains aspects de la lutte de classe des travailleurs dans le monde. Vous pouvez aussi opter pour Révolution communiste du GMI disponible gratuitement au format pdf.

Je signale également l'Anticapitaliste du NPA est également disponible gratuitement au format pdf, sans vous le conseiller tant ce parti est profondément dégénéré.

Lutte ouvrière du 18 octobre 2024

https://www.lutte-ouvriere.org/medias/journalnumero/fichiers/2024/10/2933-web_9ludd6i.pdf

Révolution communiste du GMI - septembre-octobre 2024

https://groupemarxiste.info/documents/RC64.07.pdf

En prime:

ABC du marxisme : la constitution - GMI 28 septembre 2024

https://groupemarxiste.info/2024/09/28/abc-du-marxisme-la-constitution/

Les opportunistes face à leurs contradictions.

La critique interne du capitalisme : l'interview de Hedges avec Monbiot - consortiumnews.com 18 octobre 2024

(Il s'agit d'une traduction automatique à partir de l'anglais avec quelques coquilles. - J-C)

Chris Hedges organise une très discussion intéressante avec Tuteur. Le chroniqueur George Monbiot parle de son nouveau livre sur le capitalisme et son incarnation moderne, le néolibéralisme. Monbiot considère à juste titre le capitalisme comme un « mode d'organisation économique extrêmement coercitif, destructeur et exploiteur ».

Le néolibéralisme, observe Monbiot, est apparu comme la réponse du capitalisme à son plus grand défi : la démocratie. (Ennemi, c'est mieux. L'approfondissement de la crise du capitalisme était devenu incompatible avec les acquis sociaux des travailleurs et leurs aspirations démocratiques, il fallait donc développer une idéologie et une stratégie politique qui permettent de s'y attaquer, de modifier le rapport de forces exclusivement en leur faveur de manière autoritaire... - J-C)

Après des siècles de lutte, les citoyens occidentaux ont réussi à obtenir le droit de vote. La classe dirigeante capitaliste était confrontée à un problème majeur. Les citoyens cherchaient à utiliser leur nouveau pouvoir politique pour obtenir d'autres droits, comme la protection des travailleurs. Les travailleurs se sont organisés en syndicats pour exiger une plus grande part de la valeur des biens qu'ils créaient. Ces nouveaux électeurs voulaient également une meilleure qualité de vie, notamment des week-ends libres et un logement décent, ainsi qu'un environnement exempt de polluants industriels qui contaminent (et contaminent toujours) l'air qu'ils respirent, la nourriture qu'ils mangent et l'eau qu'ils boivent.

Ces droits menacent intrinsèquement la maximisation du profit, l'objectif du capitalisme. (Tout à fait. - J-C)

Le néolibéralisme a proposé une solution. Il a cherché à rendre le capitalisme invisible aux yeux du public en le requalifiant d'« ordre naturel ». Comme la gravité, il a fini par être traité comme « quelque chose qui était là, pas quelque chose qui avait été inventé par les gens », comme le dit si bien Monbiot.

Les « *créateurs de richesses* » – les milliardaires qui profitent du bien commun – ont été transformés en dieux laïcs. Toute interférence dans le soi-disant « *marché libre* » – en fait, un marché qui n'est pas du tout libre, mais soigneusement manipulé pour bénéficier à une minuscule élite de riches monopolisateurs – a été considérée comme un sacrilège.

Un réseau de groupes de réflexion, financé secrètement par les milliardaires, a été créé pour fabriquer un consensus sur l'immuabilité et la bienveillance du capitalisme – un message qui a été amplifié avec enthousiasme par les médias appartenant aux milliardaires. (Il est même devenu philanthrope avec l'aide et la couverture des ONG. - J-C)

Au cœur de l'escroquerie au cœur du néolibéralisme se trouvait l'idée que toute dissidence, toute limite imposée à l'avidité rapace de la classe capitaliste, conduirait inexorablement au totalitarisme, au stalinisme.

Le capitalisme est devenu synonyme de liberté, d'innovation et d'expression de soi. Remettre en question le capitalisme était une attaque contre la liberté elle-même. Cette idée était au cœur de l'assaut incessant contre le mouvement ouvrier qui a pris plusieurs ampleurs pendant les années Thatcher-Reagan des années 1980. Les syndicats étaient présentés comme une menace pour le bon fonctionnement de l'économie, pour la croissance et pour la « *liberté* ».

C'est également à cette époque que la Commission trilatérale a été fondée par un groupe de hauts responsables politiques de Washington, désireux de s'attaquer à un problème qu'ils définissaient comme un « *excès de démocratie* ». Il convient de noter que l'actuel Premier ministre britannique, Sir Keir Starmer, a rejoint secrètement la Commission trilatérale vers 2017, alors qu'il était membre du cabinet fantôme du Parti travailliste. Il a été l'un des deux seuls députés - sur 650 - à être invité à en devenir membre au cours de cette période.

Starmer incarne la façon dont le néolibéralisme a rendu la politique parlementaire sans importance. Les électeurs britanniques, comme les Américains, ont désormais le choix entre deux courants radicaux du capitalisme. Le slogan de Margaret Thatcher, « *Il n'y a pas d'alternative* », a finalement porté ses fruits. (Question : la social-démocratie n'en porterait-elle pas l'immense responsabilité, au même titre que les staliniens du reste ? – J-C)

En pratique, nous sommes tous aujourd'hui des néolibéraux. Toute autre forme d'organisation de la société que celle que nous connaissons aujourd'hui – qui repose sur une consommation effrénée et nécessite une croissance économique insoutenable et sans scrupules – est devenue impossible à imaginer pour la plupart des gens. (Vous êtes sûr que ce ne serait pas plutôt pour que le capitalisme puisse compenser la baisse tendancielle du taux de profit, en privilégiant le volume, la quantité, encore faut-il trouver suffisamment d'acheteurs solvables ! - J-C)

Sur tout cela, l'argumentation de Monbiot est forte et claire.

Mais j'ai une question urgente pour ce critique du capitalisme : le Guardian Media Group Monbiot travaille-t-il pour une organisation de presse capitaliste ou non ?

Monbiot a toujours défendu son journal comme étant exceptionnel : le seul média d'entreprise soidisant « *sympa* ». Il a dénoncé tous les autres médias aussi catégoriquement que le capitalisme. Mais il insiste sur le fait que *The Guardian* est différent. Comment ?

S'il a raison à propos du capitalisme, et je pense qu'il a raison, alors il est difficile de comprendre comment il n'en est pas arrivé à la conclusion que *The Guardian* est lui aussi un produit du mode d'organisation économique coercitif, destructeur et exploiteur du capitalisme.

The Guardian dépend de la publicité des entreprises. En d'autres termes, il doit satisfaire ses annonceurs, c'est-à-dire des annonceurs intégrés et enrichis par le système capitaliste.

The Guardian est détenu et géré par une société, le Guardian Media Group, qui est liée à un ensemble d'autres sociétés dont les intérêts économiques dépendent entièrement du succès d'un système capitaliste guidé par la consommation et le profit. (Certaines personnes crédules croient encore à tort que le journal appartient à une sorte de fiducie de charité plutôt qu'à une société à responsabilité limitée.)

Ceci dit *The Guardian* est profondément enraciné dans le système capitaliste occidental et explique pourquoi il a joué un rôle si central pour saccager et salir Jeremy Corbyn, le seul dirigeant d'un grand parti britannique de mémoire d'homme à avoir cherché à remettre en cause le statu quo néolibéral. (C'est aller un peu vite en besogne, on ne lui a pas laissé le temps d'en arriver-là, en admettant qu'il en aurait eu l'intention, ce qu'il est permis de douter fortement. – J-C)

Cela explique pourquoi le papier est si visible a aidé à détruire Julian Assange, le fondateur de Wikileaks II a exposé comme personne d'autre les industries occidentales qui s'approprient les ressources naturelles et la guerre. Il l'a fait en mettant en lumière des documents officiels classifiés qui prouvaient les crimes de la classe dirigeante. (N'exagérez pas, on le savait déjà, il a eu le mérite de fournir une source indiscutable, c'est tout. – J-C)

Cela explique pourquoi *The Guardian* a été si inconsciemment faible en donnant une quelconque voix aux millions de Britanniques, dont beaucoup appartiennent à la gauche qu'il est censé représenter, qui sont choqués et consternés par le génocide perpétré par Israël contre la population de Gaza, et par la complicité totale des gouvernements britannique et américain.

Cela explique pourquoi *The Guardian* a été un fervent partisan d'une guerre entièrement évitable en Ukraine déclenchée par l'OTAN. L'expansion de la Russie depuis des décennies se rapproche de plus en plus de la frontière entre la Russie et l'Ukraine en raison des protestations de Moscou. C'est une décision que les experts occidentaux ont prise il y a longtemps. Cela signalerait à la Russie que l'Occident cherche la confrontation, saperait la confiance du Kremlin dans la possibilité de maintenir le principe de dissuasion nucléaire et provoquerait inévitablement une réaction tout aussi violente.

Cela explique pourquoi *The Guardian* a fait semblant de répondre aux inquiétudes concernant une catastrophe climatique imminente, tout en attisant activement les habitudes et les attentes des consommateurs qui rendent impossible la réduction des niveaux de CO2. (Vous reprenez le discours officiel alarmiste et entièrement fabriqué, frauduleux sur le climat. – J-C)

Et finalement, cela donne un sens à la raison pour laquelle *The Guardian* travaille très dur pour se présenter comme une publication uniquement de gauche et progressiste. Ce faisant, *The Guardian* est devenue la servante en chef du capitalisme. (Il l'a toujours été en fait. – J-C)

Lorsqu'un véritable dirigeant de parti de gauche émerge, comme Corbyn, *The Guardian* peut le malmener par la gauche beaucoup plus efficacement que des articles tels que *The Daily Telegraph* et *Le Daily Mail*, l'attaque bipartite contre Corbyn s'est avérée bien plus convaincante et crédible que si elle avait été menée uniquement par la presse de droite.

De même avec les guerres. Si *The Guardian* Si la presse de droite soutient la dernière guerre – comme elle le fait invariablement –, alors ces guerres doivent être une bonne chose, car la gauche et la droite sont d'accord. La presse de droite peut vendre la guerre à ses lecteurs sur la base de « *menaces terroristes* » et d'un « *choc des civilisations* », tandis que *The Guardian* peut le vendre aux lecteurs sur la base de « *l'humanitarisme* » ou de la nécessité de renverser le dernier « *nouvel Hitler*

». (La droite et la gauche se sont toujours partagées les rôles, les deux faces de la même pièce. – J-C)

Le système capitaliste a besoin d'une société médiatique comme *The Guardian* ne serait-ce que pour empêcher un média véritablement indépendant, véritablement anticapitaliste et véritablement antiguerre de prendre pied dans l'espace public. (Tout comme il a besoin de la social-démocratie et du stalinisme pour empêcher la classe ouvrière de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire ou réellement socialiste. – J-C)

C'est aussi pourquoi *The Guardian* a joué un rôle central dans les efforts visant à attiser les craintes à l'égard du « *populisme* » — de droite comme de gauche — et des « *fake news* » sur les réseaux sociaux. Il dépeint la gauche progressiste, anticapitaliste et antiguerre comme étant des partisans de la complaisance envers les dictateurs, des auteurs de génocides et des antisémites avec autant d'enthousiasme qu'il dénonce la suprématie blanche de la droite trumpienne. Il excelle dans ce domaine, sa propre forme spécialisée de désinformation.

Ce qui nous ramène à Monbiot.

J-C - La suite de l'article très longue portait sur la corruption idéologique de *The Guardian*, réputé pour être de gauche pour les ignorants ou les opportunistes, de droite en réalité.

 $\frac{https://consortiumnews.com/fr/2024/10/18/capitalisms-in-house-critic-hedges-monbiot-interview/?eType=EmailBlastContent\&eId=e164b9c6-6612-4b26-80c8-b485c717fc26$

Comment caractérise-t-on une société qui adopte l'imposture et la barbarie comme normes ?

7 octobre 2024 par le Pr. Djamel Labidi - reseauinternational.net 18 octobre 2024

C'est bien connu. Le menteur ne se souvient pas de ses mensonges. C'est comme cela qu'il se fait souvent «coincer». C'est le cas pour l'affaire du mensonge, parmi bien d'autres, des «bébés décapités» lors de l'attaque du 7 Octobre 2023. Le récit israélien les a aujourd'hui étrangement oubliés.

Le président Biden, y avait apparemment cru un moment et s'est vite ravisé. Le mensonge était, celui-là, trop gros. Il n'y avait aucune image, aucun témoignage des parents, aucune inhumation publique, rien, un pur mensonge à la Goebbels. Aujourd'hui, un an après, on n'en parle plus.

Mais les bébés palestiniens brulés vifs, fracassés, désarticulés, eux, sont bien réels. Il y a ceux débranchés des couveuses. Il y a aussi ceux alignés, par dizaines, emmaillotés dans leur petit linceul, comme de petites poupées de cire. Ce sont des centaines d'images dans nos yeux, dans les yeux du monde. Des images vraies, celles-là. Mais de ces bébés, les médias, complices de silence sur génocide, ne parlent pas.

«Le pogrom»

En ce 7 octobre 2024, les bébés, les enfants de Gaza sont le dernier des soucis du système dominant en Occident. C'est la grande messe médiatique sur «*le pogrom du 7 Octobre 2023*». Le mot «*pogrom*» a tout de suite été imposé comme élément du récit. Il a été répété, diffusé, matraqué par

les médias et les thuriféraires d'Israël. Imagine-t-on mot plus absurde, dans ce cas. Un pogrom c'est, d'après le dictionnaire «des attaques violentes commises sur des juifs par des populations locales non juives et plus généralement une émeute sanglante dirigée contre une minorité ethnique ou religieuse». Or ici il s'agit avant tout d'une attaque contre le dispositif militaire d'enfermement de Gaza. Preuve en est, 300 militaires israéliens ont été tués selon les autorités israéliennes ellesmêmes. Pour les autres destructions de bâtiments sur les kibboutz, il est très vraisemblable qu'elles sont le fait des forces israéliennes puisqu' elles l'ont été par des armes lourdes, dont ne disposaient pas les attaquants de Hamas. Toutes les enquêtes indépendantes signalent que de nombreux Israéliens ont été tués par l'armée israélienne lors de son intervention. Jusqu'à ce jour, aucune commission d'enquête n'a été faite par le gouvernement israélien, ce qui soulève de nombreuses interrogations.

Et puis on joue ici sur les mots, «attaques contre des juifs», évidemment puisqu'Israël est un État juif. Mais c'est un État, une armée, pas une minorité religieuse. S'il faut parler de pogrom, c'est au sujet de Gaza, pour la punir de s'être soulevée, révoltée, et en fait pour l'effacer. Le ghetto de Gaza s'est soulevé. A-t-on parlé de pogrom pour le soulèvement du Ghetto de Varsovie. Il faut être sérieux ! On a, là, la mesure de l'atmosphère incroyable d'intoxication mentale qui règne en Occident sur Israël. Bref les maitres actuels de l'Occident estiment qu'ils peuvent faire croire à l'opinion occidentale ce qu'ils veulent.

Les Arabes, même pas une statistique

Ce 7 octobre 2024, sur tous les plateaux et chaines sous contrôle, les commentateurs rivalisent de compassion pour Israël et de trémolos dans la voix pour les victimes. 1200 morts israéliens contre près de 50 000 morts et disparus et 100 000 blessés et mutilés pour les Palestiniens. Ça fait cher la vie israélienne à la bourse de la vengeance.

Le soir du 7 Octobre, la mairie de Paris éteint la Tour Eiffel en signe de deuil. Pas une allusion, pas un mot sur les victimes palestiniennes, et désormais aussi sur les milliers de libanais tués ou blessés. Pas une image les concernant dans les reportages.

On entendra même le porte-parole de l'armée israélienne féliciter, un gros média, BFM TV pour son reportage de ce jour en Israël. On en est ébahi. Il n'y a pas d'autre mot. Jamais l'information n'a été aussi partisane, militante, méprisante pour la vie non occidentale. Aucune empathie, pas une émotion, pour Gaza, pour Beyrouth, qui sont bombardés le même jour. S'ils faisaient, pour le peuple palestinien, pour celui du Liban, le millième de ce qu'ils font pour Israël... Dans ce monde de l'absurde qui emprisonne l'Occident, les Arabes, les musulmans, ne valent rien. Ils ne sont même pas des statistiques de pertes humaines. Ils sont une menace.

En fait, l'Occident, aujourd'hui, a finalement renoncé à parler au reste du monde. Le système qui le dirige ne veut plus, ne peut plus par ses médias et ses serviteurs, qu'une chose : garder son influence sur l'opinion occidentale. Ils ne le savent pas encore, mais c'est déjà une défaite.

L'Antisémitisme

Ce sera aussi le thème de la journée. Là aussi comme un seul homme, sur tous les médias. En France, on aligne les statistiques d'«agressions antisémites» dans l'année. Comment ont-elles été établies ? Comment les vérifier ? Leur répétition, partout, sur toutes les chaines de la médiacratie, fait office de vérité. Alors que chaque jour de la vie d'un Arabe, d'un noir, est gâchée par le racisme banal, quotidien. On prétendra que les juifs fuient la France alors que tout le monde voit, dans les aéroports israéliens, les queues du départ pour les pays occidentaux.

C'est une véritable campagne organisée par le système. Elle se poursuivra plusieurs jours. L'accusation d'antisémitisme est le dernier argument de l'Occident «sionisé». Il n'en a pas d'autre. Ils n'ont pas d'argument positif, une vision de progrès, de libération humaine. Ils ont peur. Ils craignent que leur opinion publique les lâche comme les signes en sont patents. Ils en sont arrivés à proposer, hors propos, aux USA, en France, des lois contre l'antisémitisme. Ils voient rouge dès qu'il s'agit d'une dénonciation d'Israël et même d'une simple critique. Ils n'ont même plus le sens de l'humour. Ils ont même fait la chasse à des humoristes, comme Dieudonné et d'autres qui dénonçaient les crimes d'Israël et son poids sur la vie politique française.

Le tropisme israélien

Ils renoncent même, pour l'amour d'Israël, aux sacrosaintes libertés, d'expression, de manifestation. On peut désormais être convoqué par la police pour «incitation à la haine» parce qu'on a brandit un drapeau palestinien.

Tout est fait pour assimiler antisionisme et antisémitisme. Cela permet de ratisser large. Un champion de la défense du sionisme, Elie Chouraqui se lance, ce 7 octobre, dans la charge habituelle contre le parti de la «France insoumise». Il affirme «regardez comment Mélenchon parle des juifs de France». Un participant au plateau TV lui fait remarquer que «JL Mélenchon parle du sionisme, d'Israël, et non des juifs». Il rejette d'un revers de main dédaigneux la remarque «C'est une question de sémantique, c'est la même chose».

Le jour avant, le 6 octobre, BH Lévy dit la même chose. Il accuse l'ex-Premier ministre français gaulliste, Dominique de Villepin, qui vient de dénoncer une nouvelle fois le génocide de Gaza ainsi que les bombardements sur le Liban, d'avoir «la haine des juifs, dont Israël est le nom»1. On remarquera cette expression. Elle est totalitaire. «Hors Israël pas de salut pour un juif» énonce-telle. Il n'est pas laissé de place à un juif de vivre son identité et son histoire en dehors d'Israël. Le 7 octobre, l'ancien Premier ministre Manuel Valls, précise qu'«être antisioniste c'est de manière confortable d'être antisémite». Ils établissent donc une équivalence entre juif-Israël-sioniste. Ils se définissent et se revendiquent ainsi eux-mêmes comme intellectuels sionistes.

Qui les autorise à assimiler juif et Israël ? Les juifs ont été juifs pendant des siècles sans être israéliens et en étant de tous les pays où ils étaient, comme c'est le cas pour les hommes des autres religions, dans tous les pays où ils sont.

En France, sur la question d'Israël, le système politico-médiatique au tropisme israélien en est arrivé même à préférer un dirigeant israélien étranger, Netanyahou, à leur propre président, Emmanuel Macron. C'est dire.

Macron versus Netanyahou

Le 5 Octobre, à la clôture du 19eme sommet de la francophonie, le président Emmanuel Macron déclare : «il n'est pas possible d'appeler chaque jour à nos côtés au cessez-le-feu et de continuer d'approvisionner Israël» en armes. L'allusion aux États-Unis est claire. Position on ne peut plus logique.

Aussitôt les intellectuels ultra sionistes, toujours les mêmes, montent au créneau et envahissent des plateaux TV déjà acquis à leur tropisme israélien. Les mêmes, Elie Chouraki, Bernard Henry Lévy, Alain Finkielkraut, académicien, Arcady, un réalisateur de cinéma, Raphael Enthoven, présenté comme philosophe et essayiste etc. Pas très original d'être à la fois juif et sioniste.

Le lendemain de la déclaration du président Macron, Netanyahou réagit contre lui. Il déclare que lui «mène la lutte de la civilisation contre la barbarie» et promet la «Honte» à ceux qui comme Macron veulent «désarmer Israël». La campagne contre Emmanuel Macron est violente. Pourtant celui-ci a toujours été un soutien à Israël, parfois jusqu'à couvrir ses crimes, aux côtés des États-Unis, au nom de «la légitime défense».

Le 7 octobre, à Paris, le nom de Emmanuel Macron est hué par l'assistance pendant le discours au CRIF du nouveau Premier ministre Michel Barnier. Le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) reproche régulièrement aux autres «d'importer» le conflit israélo-palestinien en France. Mais n'est-ce pas lui qui le fait ?

Le 11 octobre, sur la chaine LCI, L'invité est Alain Finkielkraut. La journaliste qui l'accueille avec déférence, Margot Haddad, énumère avec lui, les «fautes», de Macron : «il n'a pas participé à la manifestation contre l'antisémitisme, il a critiqué les attentats au biper, il propose d'arrêter la livraison d'armes à Israël etc.». Puis elle l'écoute religieusement parler longuement d'«antisémitisme d'importation en France». L'allusion aux Arabes et musulmans de France est évidente. Un véritable appel à la haine et la répression contre eux.

Entre la France et Israël, entre le président Macron et le premier ministre Netanyahou, les intellectuels sionistes français, les grands médias français qui les relaient, ont choisi apparemment leur camp. La logique du président Macron, et du monde entier, sur le lien entre le cessez le feu et l'arrêt de la livraison des armes, n'est pas manifestement la leur. Ce qu'ils disent est carrément délirant. L'un d'eux, Arcady, explique qu'un cessez le feu n'a pas de sens car «avec qui le faire?» De même pour la solution à deux États dont il se déclare partisan du bout des lèvres : «Avec qui la faire, des organisations terroristes?!» Puis il va jusqu'à s'écrier, horrifié, scandalisé qu'il y a «des armes stockées à Beyrouth». Un scoop! On pourrait lui dire «mais il y en a aussi en Israël». Cela rappelle ces westerns américains, où on interdisait aux indiens d'avoir des armes, jusqu'à les avoir tous massacrés

En écho à Netanyahou, le mot *«barbares»* revient dans leur bouche à tous. Le propos est manifestement colonial et, même dans la droite ligne du vocabulaire fasciste. On n'a même pas à démontrer ce qu'ils sont ou sont devenus. Il suffit qu'ils parlent.

À les écouter, Israël tue les Palestiniens pour les libérer du Hamas, et les Libanais pour les libérer du Hezbollah. Le seul terme qu'ils emploient est celui «d'organisations terroristes». Les termes de palestinien pour Hamas et de libanais pour Hezbollah ne sont jamais prononcés. En somme, des sortes d'ovni, issus de nulle part, si l'on suit le récit israélien et des médias occidentaux affiliés.

Ils expliquent qu'Israël envahit le Liban pour en finir avec le Hezbollah, car c'est une «organisation islamiste bien plus dangereuse» que l'OLP. Ils versent, au passage, une larme bien sèche, de nostalgie sur celle-ci. Hilarant. Ils oublient simplement que c'était le même argument d'Israël lorsque l'OLP était au Liban, «une organisation terroriste». Israël a envahi le Liban pour en expulser l'OLP et les Palestiniens. Il les a massacrés à Sabra et Chatila. Il y est resté douze ans jusqu'à la fondation du Hezbollah qui l'en a expulsé.

Le dégoût

Entre le président français et le premier ministre israélien, toute la «sionosphère» française n'hésite, apparemment, pas un instant. Cela donne une idée de l'influence d'Israël sur la vie politique et médiatique française.

Aux dernières nouvelles, le 14 octobre, Emmanuel Macron rappelle à Netanyahou qu'«il ne doit pas oublier que son pays a été créé par une décision de l'ONU». Emmanuel Macron aurait-il caché un certain sens de l'humour. Le monde sioniste s'en étrangle de rage. Netanyahou, avec l'élégance et la finesse qu'on lui connait, rappelle au président français et donc à la France les «crimes de Vichy contre les juifs».

Mais revenons à nos intellectuels sionistes et laissons le mot de la fin à Raphael Enthoven. Si on s'en souvient, le 5 novembre 2023, au tout début du génocide de Gaza, il avait dit «qu'il n'y a pas d'autre option que de bombarder Gaza», pour en conclure froidement que «toutes les différences sont donc entre les victimes et les gens qui tuent». Lui spécialiste de l'inversion, et qui accusait Hamas «de prendre en otage la population palestinienne», accuse désormais, JL Mélenchon «de pratiquer l'inversion en qualifiant de terroristes les actes israéliens à la place de ceux de Hamas». Et au Président Macron, «de parler des bombardements de Gaza et du Liban et d'oublier ceux d'Irak et d'Afghanistan». Étrange logique que celle de la justification de crimes par d'autres crimes. Au bout du compte, face à tous ces propos, on n'a même plus de sentiments de révolte ou d'indignation, on est pris de dégoût. Tout simplement de dégoût. reseauinternational.net 18 octobre 2024 (Depuis LFI a fait acte de repentance et a qualifié d'acte « terroriste » le soulèvement révolutionnaire du 7 octobre 2023 – J-C)

1	D .		T 7'11 '	1	,	1
	_ I lomin	iane de	Villenin	lili tera	line renone	se superbe :
1		iuuc uc	V IIICDIII	iui icia	une repons	se suberbe.
		1	· · · · · ·		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·

https://www.youtube.com/watch ?v=UszQ8O	a5bz4
---	-------

Quelques commentaires publiés dans plusieurs blogs.

- Quel est le mobile ou l'objectif de ce genre d'article, qui semble avoir été construit pour uniquement laisser libre cours à une falsification et un amalgame ordurier ? Pour qui roule-t-il ? Les ennemis du socialisme, de tous les peuples.
- "Et les dictateurs de l'histoire moderne, à l'instar d'Hitler, sont tous des socialistes, et ne sont qu'une autre façade, une autre marionnette mise en place quand l'obéissance des jeunes n'est plus acquise. Qui a financé le bolchevisme, le communisme, le capitalisme, tout comme le nazisme, le fascisme, et maintenant, le messianisme sémitique ?"

Bolchevisme=communisme=capitalisme=nazisme=fascisme=sionisme, voilà la seule raison d'être de cet article, de la propagande antisocialiste.

Pour parvenir à mettre fin à tous ce qu'il dénonce fort justement du reste, cela présente l'avantage d'avoir un effet soporifique sur la vigilance des lecteurs, l'auteur nous dit qu''il existe une issue simple qui est le réveil des consciences", puis, il nous appelle à faire "une révolution" ou à "affronter directement, voire physiquement tous ceux qui orchestrent notre asservissement", mais comme à aucun moment il ne s'agira de se doter d'une théorie révolutionnaire, d'un programme révolutionnaire, d'un parti révolutionnaire pour organiser, rassembler, guider les masses lors de ce combat afin de mener à bien cette "révolution", autant dire qu'elle ne fait pas vraiment partie de son programme.

En guise de "réveil des consciences" il vous endort et vous trompe, pire, lorsqu'il incite à un affrontement physique individuel, il cautionne le terrorisme ou les actions violentes aveugles qui

font le jeu de la réaction et que les masses condamnent... Organisez-vous dans une des organisations du mouvement ouvrier qui se réclament de la révolution socialiste.

- Surinterprétation d'une menace qui n'existe pas.

L'IA est à l'image du 0,1% et ne représente pas plus, elle fait l'objet de fantasmes et d'instrumentalisations. On s'emploie à faire croire qu'elle constituerait une menace, une de plus, alors qu'elle est quasi inexistante pour la population, je parle des 8 milliards d'habitants, et non des égocentrés hexagonaux hyper connectés et par conséquent décérébrés qui croient que le monde entier leur ressemble.

Une bonne nouvelle tout de même, à l'instar des hommes, « l'IA ne «développera» jamais d'âme, ne possédera jamais d'âme », tant mieux !

- Annie Lacroix-Riz reproche à Orwell d'avoir été antistalinien, et de s'être comporté comme tel avec ses amis intellectuels plutôt sociaux-démocrates ou conservateurs proches du pouvoir.

Nous nous ne lui reprocherons pas d'être stalinienne, c'est son droit, le tout est de l'assumer jusqu'au bout, ce qu'elle est incapable de faire, du coup dans cette mini-conférence de comptoir de café, elle dérape carrément, c'est à la mode en ce moment, chacun y va de sa crise d'autoritarisme ou de mythomanie aiguë, le grand délire, quoi.

Quelques précisions en préambule. Il ne faut pas se laisser impressionner.

Les archives se manipulent aussi, d'ailleurs, de quelles archives parlent-elles ? Qu'y a-t-il dans ces archives ? Qui les a alimentées ? C'est un peu comme les manuels scolaires, les encyclopédies ou les dictionnaires, il n'y figure que ce qu'on avait envie d'y mettre, et tout le reste est passé à la trappe, ce qui fera forcément l'objet d'une interprétation déformée de l'histoire, idéologiquement falsifiée. Ici, on est dans ce cas de figure.

Il y a les historiens qui s'en tiennent strictement à la description des faits tels qu'ils se sont produits dans un contexte donné, Marx et Engels par exemple, et il y a ceux qui s'emploieront à les manipuler en fonction de l'idéologie qu'ils ont adoptée, pour la justifier au détriment de la réalité ou de la vérité, ce qui est le cas ici à l'aide de surinterprétations, amalgames, faits tronqués, spéculations en tous gens, contrevérités ou mensonges grossiers, etc. tout y passe, écoutez, c'est sidérant. On se croirait aux 20H en mars 2020!

Je ne vais pas encore monopoliser cette rubrique et abuser de la bienveillance des administrateurs de ce blog, j'en suis chaque fois gêné.

Rapidement ce que j'ai relevé aux trois quarts de cette vidéo, je n'ai eu le temps de regarder la suite, ce sera pour demain matin.

– Un amalgame Orwell-Koestler, puisque Koestler = agent des services secrets britanniques = CIA, vous en déduirez qu'Orwell en était un également, comme votre voisin peut-être, c'est la méthode policière de Lacroix-Riz.

- Elle fait un portrait abominable d'Orwell : raciste, misogyne, anti-ouvrier, "le peuple le dégoûte", il "méprise les masses", il n'était pas anti-impérialiste, c'était un moralisateur, il méprisait le parti travailliste (Labour) (à juste titre me semble-t-il), il a critiqué Gandhi (moi aussi, il était contre l'industrialisation de l'Inde que préconisait Nehru)...
- Elle dérape complètement : Orwell et sa femme étaient trotskystes, tu parles, les trotskystes le haïssent, il faut le savoir quand même. Elle raconte n'importe quoi. Elle est prise en flagrant délit.
- Le POUM agent de l'Allemagne nazi pour le compte de la police de Franco, on se croirait aux procès de Moscou des années 30.
- Andreu Nin était un flic, là, elle ne fait pas dans le détail et finit de se discréditer. Nin passé par la CNT, il participe à la création du POUM, il se rapproche de Trotsky puis rompt avec lui. Il est accusé de collusion avec l'ennemi par les staliniens pour avoir supposément fourni aux fascistes les plans des dispositifs de défense de Madrid et Barcelone. Les documents retrouvés en 1990 prouvent que l'accusation reposait sur un faux élaboré par le NKVD. (Wikipédia avec source à l'appui.)

Tout le reste était à l'avenant.

Elle profite de sa situation privilégiée pour influencer et tromper son auditoire. Elle n'arrête pas de mouliner et répéter, "vérifiez-le vous-même" sachant que personne n'ira vérifier quoi que ce soit, c'est très malhonnête comme procédé, cela relève de l'abus de pouvoir, elle fait partie des pires fossoyeurs du marxisme et du socialisme. La preuve.

Ses conférences sont diffusées par le Cercle Universitaire d'Etudes Marxistes (C.U.E.M.)

La collaboration tactique entre Trotsky et les nazis

https://www.cuem.info/?page_id=1246

Cela dépasse en imagination et en pourriture les mystifications des idéologues de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Pour remettre les choses à leurs places. A lire très attentivement, le passage après la lettre de George Orwell.

Malheureux comme Orwell en France (III) L'affaire de la « liste noire » (2)

https://agone.org/orwell-grevin-2/

- Annie Lacroix-Riz intervient devant un parterre de militants acquis à sa cause, donc elle se croit permise de déblatérer n'importe quoi, elle se lâche littéralement. Finalement, on n'a pas besoin de l'accuser de quoi que ce soit, elle le fait très bien elle-même, c'est excellent.

Comment procède-t-elle ? Elle va piocher dans les poubelles de l'histoire officielle des petits bouts qu'elle assemble ensuite pour en faire un récit conforme à son idéologie, pour ensuite déclarer : Voilà comment les choses se sont passées. Si vous la croyez sur parole, vous serez manipulé.

Ce qui nous intéresse chez Orwell, ce n'est pas ce qu'il aurait été ou ce qu'il aurait fait, mais le contenu de son ouvrage 1984 dans lequel il décrit avec une précision surprenante la mise en place d'une dystopie qui ressemble à s'y méprendre avec ce qui se déroule sous nos yeux depuis déjà quelques années.

Or, madame Annie Lacroix-Riz n'en a pas dit un mot, elle s'est attaquée uniquement à la personnalité d'Orwell et elle a totalement délaissé le contenu de son principal ouvrage, 1984. On est donc là en présence d'un règlement de compte, d'un procès d'intention caractérisé.

Il a encore fallu que cette hystérique évoque les hitléro-trotskystes, autrement dit, le fondateur de l'Armée rouge aurait été un suppôt d'Hitler. Pourquoi porte-t-elle une telle accusation aussi grotesque ? Parce qu'il n'est pas possible de justifier autrement l'assassinat de Trotsky et la liquidation de la quasi-totalité des compagnons de Lénine par Staline, le stalinisme et tous ses crimes.

Annie Lacroix-Riz est littéralement fascinée par les services secrets et les élites, elle ferait mieux de s'en tenir à son rôle d'historienne, et de ne pas le mélanger avec sa propagande idéologique nauséabonde. Elle me fait penser à Thierry Meyssan qui est un remarquable journaliste d'investigation, mais qui est infréquentable sur le plan politique.

(En attente de publication	ou éventuellement censuré – J-C)

- Réponse à Zéro.

Je crois surtout que les couches supérieures de la classe ouvrière, les éléments progressistes des classes moyennes se sont détournés de la version socialiste de la lutte des classes. Je ne remets pas en cause les milliers de militants qui combattent sincèrement quotidiennement au côté de la classe ouvrière.

J'ai observé un truc, chaque fois que j'évoque la nécessité impérieuse de s'organiser, j'essuie que mépris ou sarcasme, tout le monde s'en fout, c'est révélateur. Il n'y a même plus de débat théorique, or, sans armement théorique, c'est comme vouloir affronter un char les mains nues. Même arracher un accord de principe relèverait d'un exploit, c'est peu dire.

Où sont passés les enseignements de la lutte de classe du passé ? Imaginez un instant un scientifique qui se lancerait dans des recherches, et qui négligerait toutes les connaissances acquises par les générations antérieures, il aurait l'air de quoi, franchement, où cela le mènerait-il, nulle part ! Voilà où nous en sommes.

J'avais cru, que les expériences pénibles ou cruelles que nous avons vécues au cours des dernières années seraient salutaires, pas du tout, bien au contraire, comme vous l'avez fait remarquer à juste titre. Apparemment, on ne se pose pas les bonnes questions. Pourquoi ? On a l'impression que personne ne veut y réfléchir à fond. Vous avez beau vous exprimer le plus simplement du monde, personne ne semble comprendre de quoi vous parlez.

S'il en faudrait beaucoup plus pour me déstabiliser, je comprends qu'un travailleur ou un militant qui ne passe pas 24h/24 à se poser toutes ces questions soit démoralisé. À croire qu'il en faudra beaucoup plus avant que le mouvement ouvrier se recompose sur des bases saines, et se remettre en

ordre de bataille pour affronter et vaincre le capitalisme et ses institutions. En attendant, il faut redoubler de patience et essayer de partager nos idées, cela finira bien par se décanter un jour...

- Que dire de plus ? Nous sommes nombreux à enrager face à cette situation.

On ne va pas se lamenter sur le triste sort qui accable les Palestiniens, tous les peuples finalement à divers degrés, le nôtre aussi, ou je parle de la France avec sa classe ouvrière et ses classes moyennes se voient imposer des conditions d'existence somme toute épouvantables et une multitude de souffrances inutiles et injustes, surtout quand on pense à la vie formidable qu'on pourrait tous avoir si l'exploitation et l'oppression ne rythmaient pas tous les rapports sociaux de la société, on vivrait enfin libre et en paix. Ce système économique est à l'origine des malheurs qui accablent tous les peuples, le problème auquel nous sommes incapables de nous attaquer, or, on vient de lire ici comment s'en débarrasser :

- « Il ne reste que la Résistance des peuples et ses organisations de libération ».

S'organiser pour conquérir notre libération, tel est le fin mot de l'histoire. C'est le principal enseignement politique qui aurait dû être tiré de l'expérience des Gilets Jaunes, qui était condamnée dès le début faute d'organisation, dirigeants, programme, etc.

On ne mène pas une guerre désarmée, désorganisée, sans commandement, sans stratégie, il n'y a que des charlatans pour proposer un tel scénario. Ici et ailleurs, vous lisez beaucoup d'articles qui se terminent en vous appelant à vous unir et à vous organiser dans le mouvement ouvrier ?

Nous sommes le nombre, nous sommes invincibles. Si nous sommes organisés et unis, nous pouvons balayer tous les obstacles qui se dressent sur le chemin de notre émancipation. S'organiser dans des organisations qui ont adopté ces objectifs politiques dans leur programme, et qui combattent sur la base de cette orientation politique. Ils en existent, elles ne sont pas parfaites, rien n'est parfait, il ne faut pas demander l'impossible, à défaut de mieux, on doit s'en contenter, on n'a pas le choix, PT, PRCF, GMI, LO, etc. Je n'ose plus proposer mon courant politique, Le Socialisme.

L'essentiel, c'est ce qui nous unit, et non les désaccords que nous pouvons avoir ensemble.

L'essentiel, c'est d'aller jusqu'au bout, de ne rien céder à l'opportunisme, et de ne jamais lâcher le fil qui nous relie à notre objectif. Avec une détermination sans faille et incorruptible, une conviction inébranlable, un moral d'acier trempé, une méthode efficace pour interpréter le monde et nous guider, la victoire finale est à notre portée. Tout dépend uniquement de nous finalement, car personne ne mènera ce combat à notre place.

- Pignouf - Individu mal élevé, dépourvu de toute finesse, de toute délicatesse. Rustre.

(Le Grand Robert de la langue française)

Cela vous va à merveille (comme pseudonyme – J-C), bien que ce soit très incomplet ou bien en dessous de la réalité vous concernant.

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

C'est tout ce que vous avez trouvé comme argument politique? C'est bien vous ça.

Voilà un procès d'intention de la pire espèce, inspiré de la "gauche" la plus réactionnaire (sociallibéral libertaire) qui a adopté le wokisme, que vous défendez du reste, et qui considère que critiquer les idées d'une personne de couleur, c'est du racisme, l'équivalent de l'amalgame entre l'antisionisme et l'antisémitisme en quelque sorte, ce qui est ordurier. Vous pourriez être chroniqueur à BFMTV.

J'avoue avoir ignoré l'origine de monsieur Renoncourt, parce que ce n'est pas un détail sur lequel je m'arrête, car voyez-vous, où je vis, je suis le seul occidental à peau clair, donc ce genre de question ne me vient jamais à l'esprit, et si c'est votre cas, c'est sans doute parce que vous avez un esprit pour le moins bien tordu ou pourri! Il y a bien des "Blancs" à Pondichéry et à Auroville, mais je ne les connais pas et ils ne m'intéressent pas.

Dites-moi, les lecteurs du GS vous connaissent mieux que moi, et ce qu'ils pensent de vous est rarement à votre avantage d'après ce que j'ai pu lire, jamais même, au mieux, ils se moquent de vous ou vous prennent ouvertement pour un imbécile, ce qui a l'art de vous flatter, c'est dire à quel point vous l'êtes! Dans le marais répugnant dans lequel vous baignez, à quoi vous servirait un "piédestal", puisque vous vous enfoncez très bien tout seul chaque fois que vous vous exprimez. J'ai en horreur les personnages qui parlent fort, qui abuse de la situation pour faire preuve d'autoritarisme, les dictateurs qui ont raté leur vocation.

Quand vous faites dans l'ignominie et le diffamatoire en me prêtant un état d'esprit colonial, vous ne faites que vous salir vous-même un peu plus, ce qui colle assez bien avec votre personnalité.

(En attente de publication	ou éventuellement censuré – J-C)

- Aux administrateurs du blog Le Grand Soir

Visiblement vous avez censuré ma réponse à « *Pignouf* » (ci-dessus – J-C) où je le mettais en pièces ou à mort. En échange, vous lui avez demandé de publier un rectificatif, je me demande bien pourquoi, là je fais l'idiot.

Je publierai demain dans mon blog en guise de droit de réponse, le commentaire que je vous avais adressé, non pas que je veuille m'acharner à tout prix sur ce lecteur, j'estime simplement qu'il existe des principes qui doivent être respectés, et que ceux qui les violent délibérément ou intentionnellement s'exposent forcément à des représailles ou une sanction, qu'ils l'assument. Sinon c'est trop facile, n'importe qui peut déblatérer n'importe quoi sur n'importe qui en toute impunité, dans ces conditions toute discussion ou échange devient inconcevable.

(En attente de publication	ou éventuellement censuré – J-C)	

^{-&}quot; juger comme vous le faites l'homme haïtien"

En complément.

Malheureux comme Orwell en France (III) L'affaire de la « *liste noire* » (2) - agone.org 26 février 2020

En 1997, le principal éditeur français d'Orwell, Ivrea-Encyclopédie des nuisances, édite une brochure, George Orwell devant ses calomniateurs. Quelques observations. Bien qu'antérieure à la diffusion en 2003 de la « *liste d'Orwell* », cette analyse donne l'essentiel de l'affaire (et en particulier le rôle des médias), qui tient moins aux faits et moins encore à la vie et à l'œuvre d'Orwell qu'à une attitude intellectuelle formée à « *l'école stalinienne de la falsification* »

Si l'école stalinienne de la falsification reste un modèle pour notre époque, c'est par son objectif principal, plus encore que par ses procédés particuliers. On sait, en effet, que la propagande totalitaire n'a pas besoin de convaincre pour réussir et même que ce n'est pas là son but. Le but de la propagande est de produire le découragement des esprits, de persuader chacun de son impuissance à rétablir la vérité autour de soi et de l'inutilité de toute tentative de s'opposer à la diffusion du mensonge. Le but de la propagande est fracassantes et sans suite, de sa confusion bruyante de tous les instants. Cependant, si chacun, là où il se trouve, avec ses moyens et en temps utile, s'appliquait à faire valoir les droits de la vérité en dénonçant ce qu'il sait être une falsification, sans doute l'air du temps en serait-il un peu plus respirable. C'est pourquoi nous jugeons nécessaire de répondre à la récente campagne de calomnies visant à présenter George Orwell comme un délateur.

L'article en entier :

https://agone.org/orwell-grevin-2/

— Celia Izoard, « *Pourquoi fallait-il retraduire1984* » (BlogAgone, 15 mars 2019)

http://blog.agone.org/post/2019/03/18/Pourquoi-retraduire-encore-%C2%AB%C2%A01984-%C2%BB

— Thierry Discepolo : « *Préface inédite à l'édition québécoise de la nouvelle traduction de1984* » (BlogAgone, 4 février 2019)

 $\frac{\text{http://blog.agone.org/post/2019/02/04/Pr\%C3\%A9face-in\%C3\%A9dite-\%C3\%A0-l\%E2\%80\%99\%C3\%A9dition-qu\%C3\%A9b\%C3\%A9coise-de-la-nouvelle-traduction-de-Milleneuf-quatre-vingt-quatre-de-George-Orwell}$

— « Malheureux comme Orwell en France (I) Traduire de mal en pis » (BlogAgone, 27 avril 2019)

 $\frac{http://blog.agone.org/post/2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-de-mal-en-pis}{(2019/04/27/Entretiens-sur-la-r\%C3\%A9ception-francophone-d-Orwell-(1)-Traduire-d-Orwell-(1)-Trad$

— « L'art de détourner George Orwell » (Le Monde diplomatique, juillet 2019)

https://www.monde-diplomatique.fr/2019/07/DISCEPOLO/60049

La Voix de l'Opposition de Gauche – courant marxiste-révolutionnaire combattant pour la révolution socialiste internationale - Jean-Jacques Rosat, « 1984, une pensée qui ne passe pas » (En attendant Nadeau, 5 juin 2018). https://www.en-attendant-nadeau.fr/2018/06/05/1984-orwell-kamoun/ Situation politique et sociale en France. Sondage : Avec 78 % de mécontents, la popularité de Macron continue de s'effondrer -20minutes.fr 20 octobre 2024 La défiance plutôt que la confiance. Dans le baromètre mensuel de l'Ifop pour le Journal du dimanche, Emmanuel Macron continue de s'enfoncer avec une cote de popularité à 22 %, soit 78 % de mécontents (+ 3 points). Dans le JDD, Frédéric Dabi, patron de l'Ifop, pointe la vitesse à laquelle Emmanuel Macron s'enfonce : « Il a perdu 9 points depuis mai, dernière étude réalisée avant les européennes et l'annonce de la dissolution. » Surtout, le chef de l'Etat peut de moins en moins compter sur son socle électoral. « Les plus de 65 ans ne sont plus que 24 % à le soutenir (-6) et les retraités 23 % (-6) », indique l'hebdomadaire. 20minutes.fr 20 octobre 2024 La fracture entre les français et Macron est consommée, confirme un sondage exclusif. Pour 84% les politiques doivent être pénalement responsables - France-Soir 14 octobre 2024 J-C - Bien qu'il faille se méfiez des sondages comme de la peste, celui-ci comporte de très nombreuses questions, et les réponses à certaines d'entre fournissent des indications qui ne sont pas sans intérêt pour qui veut en savoir davantage sur l'état d'esprit actuel qui règne en France dans les différentes classes. https://edition.francesoir.fr/politique-france-economie/la-fracture-entre-les-francais-et-macron-estconsommee-confirme-un Martinique: rassemblement de plusieurs milliers de manifestants contre la vie chère -BFMTV 20 octobre 2024 L'État a annoncé avoir signé un accord notamment avec les distributeurs pour baisser de "20% en moyenne" les prix de l'alimentaire en Martinique. Pour le leader du RPPRAC, collectif à l'origine du mouvement, cet accord est un "échec".

"Les choses ne font que commencer": plusieurs milliers de manifestants, se sont rassemblés ce samedi 19 octobre à Fort-de-France, déterminés à poursuivre le mouvement contre la vie chère en Martinique malgré l'accord signé sur une baisse des prix de l'alimentaire. BFMTV 20 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Santé.

Docteur Knock ou comment ils changent "les règles" pour fabriquer de faux malades pour le compte de Big Pharma.

Une internaute - Ils ont encore abaissé les seuils de la tension artérielle.

Ce qui était jusque-là une tension artérielle normale (120/70) est aujourd'hui considérée comme « élevée ».

Toujours plus de malades potentiels qui s'ignorent...

La normalité correspond aujourd'hui à ce qu'on croyait être de l'hypotension artérielle. Mais ça se soigne aussi!

https://x.com/GuillaumeBarucq/status/1846662442748645555

https://www.medscape.com/viewarticle/new-blood-pressure-guidelines-lower-treatment-target-2024a1000fvc?form=fpf

Une internaute:

- C'est pareil pour la glycémie, il y a encore une quinzaine d'année on considérait qu'on était diabétique après 2 mesures matinales à1.27, puis selon les recommandations de BigPharma (laboratoire et industriel Lill) y c'était 1.10, puis 0.70 maintenant ! Donc plus de "malades" diabétiques et plus de profits pour les Labos. La HbA1c va de pair, la norme de l'hémoglobine glyquée se situe entre 4 et 6%. Bientôt ils diront à 0. Tous aux médocs...

Satoshi Omura et l'ivermectine par Gérard Maudrux 20 octobre 2024

https://www.covid-factuel.fr/2024/10/20/satoshi-omura-et-livermectine/

Satoshi Omura prix Nobel de Médecine en 2015.

https://www.covid-factuel.fr/2023/02/14/ivermectine-et-cancer-reserve-aux-chevaux/

Lu.

Le 1er octobre 2024, l'Assemblée parlementaire du conseil de l'Europe1 (APCE) a adopté une nouvelle résolution barbare de type orwellien intitulée «Propagande et liberté de l'information en Europe» (résolution no2567 (2024).

En outre, l'APCE ordonne de ruiner et de poursuivre les hommes d'affaires qui aideraient financièrement les critiques de la politique de Bruxelles et des États-Unis :

«Prévoir des mesures juridiques appropriées contre le parrainage, la production et la diffusion de propagande illégale». Dans le même temps, comme s'il fallait encore renforcer l'absurdité de ce qui se passe, le «Ministère de la Vérité» européen ajoute que tout ce resserrage de la liberté d'expression doit se faire «tout en respectant pleinement le droit à la liberté d'expression et en veillant à ce que les restrictions et les sanctions soient strictement conformes à la légalité, à la légitimité et à la nécessité».

La résolution dit :

«L'Assemblée recommande aux États membres d'élaborer des stratégies globales de lutte contre la propagande illégale et de prendre des mesures efficaces pour lutter contre la propagation de la propagande malveillante».

«Le rapport préparé par l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) en novembre 2023, basé sur 900 articles de vérification des faits publiés dans le cadre de 11 votes dans 10 pays européens différents, a révélé que tous les sujets potentiels étaient littéralement soumis à la désinformation et aux récits de propagande : la guerre en Ukraine, le changement climatique, les institutions de l'UE, les questions de genres et la communauté LGBTIQIA+, l'immigration, les réfugiés, la religion, le système de santé et la politique liée au COVID».

L'APCE requiert aux pays membres du Conseil de renforcer les manipulations mensongères et la propagande dégénérative, qualifiant cela «d'authenticité» :

«Fournir des informations fiables et crédibles sur des questions d'intérêt public telles que la protection des droits de l'homme pour tous et l'environnement, en particulier sur des questions controversées telles que le changement climatique et ses effets, les droits des minorités, des migrants ou des personnes LGBTQIA+, les questions de genre et de genre, etc.».

L'IA, un instrument politique entre les mains des tyrans.

Bill Gates déclare qu'inciter les gens à éviter la vaccination est une « *incitation à la violence* » et qu'il veut que les « *antivax* » soient censurés par l'IA.

Extrait.

Ne pas aimer les vaccins serait un délit criminel si Gates parvenait à ses fins.

L'approche totalitaire de Gates en matière d'IA est une menace pour l'humanité.

Aujourd'hui, l'éminent philanthrope souhaite utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour censurer en temps réel la « *désinformation* » liée aux vaccins. Les propos de Gates, tenus lors d'une récente interview sur la chaîne CNBC, ont suscité un vif débat sur le droit à la liberté d'expression, le contrôle des esprits et la réécriture de l'histoire par l'élite.

Dans sa dernière interview, il a exprimé le souhait d'imposer des « *limites* » à la liberté d'expression, en particulier en ce qui concerne les vaccins. Selon Gates, la liberté d'expression est certes importante, mais elle doit être limitée, en particulier si elle incite à la violence ou dissuade les gens de se faire vacciner.

« Nous devrions avoir la liberté d'expression, mais si vous incitez à la violence ou si vous incitez les gens à ne pas se faire vacciner, où sont les limites ? » a déclaré Gates. Il a suggéré que les États-Unis pourraient avoir besoin de nouvelles règles pour traiter ces questions, indiquant une préférence pour les systèmes pilotés par l'IA qui pourraient rapidement identifier et supprimer les contenus nuisibles avant qu'ils n'aient une chance de se répandre.

Ironiquement, tout le monde sait que le véritable pourvoyeur de « *mésinformation vaccinale* » a toujours été Bill Gates, qui cherche des moyens d'exploiter les populations par la propagande et de leur faire avaler des programmes de vaccination pour faire avancer sa mission « *philanthropique* » de transhumanisme et de contrôle des populations.

L'approche totalitaire de Bill Gates pourrait conduire à une censure excessive et à une suppression du débat légitime, érodant le consentement éclairé en médecine et tournant en dérision les systèmes de soins de santé dans le monde.

 $\frac{https://www.mondialisation.ca/bill-gates-declare-quinciter-les-gens-a-eviter-la-vaccination-est-une-incitation-a-la-violence-et-quil-veut-que-les-antivax-soient-censures-par-l/5693198?doing_wp_cron=1729412077.5573990345001220703125$

S'opposer au sionisme est légitime et légal.

L'antisionisme est considéré comme un droit à la liberté d'expression - consortiumnews.com 18 octobre 2024

Le professeur David Miller a remporté un procès pour licenciement abusif après qu'un tribunal du travail britannique a jugé que ses « convictions antisionistes étaient considérées comme des convictions philosophiques et comme une caractéristique protégée » par la loi britannique sur l'égalité.

Regardez la rediffusion. https://www.youtube.com/watch?v=gVJrhFiMtQk

Le tribunal a décidé en février que le professeur David Miller a été injustement renvoyé de l'Université de Bristol pour avoir prétendument tenu des propos antisémites. Jugement écrit le tribunal a déclaré que critiquer Israël pour l'apartheid, le nettoyage ethnique et le génocide n'était pas antisémite. Le tribunal a jugé que ces positions étaient « dignes de respect dans une société démocratique ».

L'un des juges a déclaré :

« L'opposition du professeur Miller au sionisme n'est pas une opposition à l'idée d'autodétermination juive ou d'un État à prépondérance juive existant dans le monde, mais plutôt, comme il le définit, à la réalisation exclusive des droits juifs à l'autodétermination sur une terre qui abrite une population non juive très importante. ...

Ce que [Miller] a dit a été accepté comme légal, n'était pas antisémite, n'incitait pas à la violence et ne représentait aucune menace pour la santé ou la sécurité de quiconque. »

Il s'agit d'une décision importante à un moment où les journalistes qui osent critiquer le comportement d'Israël à Gaza, en Cisjordanie et au Liban sont soumis à une pression croissante, dans certains cas, à des perquisitions à leur domicile ou à des interrogatoires dans les aéroports britanniques en vertu de la loi britannique sur le terrorisme. Le dernier cas en date est le raid effectué jeudi par la police antiterroriste au domicile londonien de Asa Winstanley, Rédacteur en chef L'intifada électronique, à propos de quel journaliste Glenn Greenwald tweeté:

« Il est presque impossible de surestimer le degré d'autoritarisme et d'érosion des droits de l'homme en Occident pour protéger Israël – en censurant les critiques à l'encontre de ce pays étranger et en punissant ses détracteurs », a déclaré le journaliste Glenn Greenwald. tweeté « Des licenciements massifs aux États-Unis et des lois restreignant la liberté d'expression », a-t-il déclaré. Mais « le Royaume-Uni, comme toujours, est pire ». consortiumnews.com 18 octobre 2024

Etats-Unis.

L'extrême centre de Rothschild-Rockefeller-Davos appelle à voter démocrate. - courrierinternational.com 18 octobre 2024

La "trumpification" de la vie politique américaine

Pour son numéro daté du 12 octobre, le magazine britannique *The Economist* a opté pour une couverture plutôt osée : une cravate rouge dressée en lieu et place du célèbre obélisque dédié à George Washington sur le National Mall de la capitale fédérale américaine.

Une manière pour l'hebdomadaire britannique de symboliser Donald Trump, dont la cravate rouge est devenue la signature vestimentaire, et la façon dont l'ancien président et actuel candidat républicain à la présidentielle du 5 novembre a imprimé sa marque sur la vie politique américaine.

Ce qui est spectaculaire, souligne le magazine, c'est de voir à quel point "la politique américaine s'est trumpifiée" ces dernières années, et en particulier durant cette campagne électorale. courrierinternational.com 18 octobre 2024

Chine.

La Chine publie un rapport sur l'espionnage états-unien de l'Internet - Réseau Voltaire 18 octobre 2024

Les autorités chinoises ont publié, le 14 octobre, un rapport intitulé Volt Typhoon III : A Cyber Espionage and Disinformation Campaign conducted by US Government Agencies (Volt Typhoon III : une campagne de cyberespionnage et de désinformation menée par des agences gouvernementales états-uniennes). Il fait suite à ceux publiés le 15 avril (sur le kit « *Marble* ») et le 8 juillet 2024 (sur l'archivage et le traitement de toutes les données envoyées par les câbles sousmarins).

Selon ce document, la dénonciation par Washington d'une prétendue opération d'espionnage chinoise, « *Volt Typhoon* », était un leurre. En réalité, c'est Washington lui-même qui a créé ce

La Voix de l'Opposition de Gauche – courant marxiste-révolutionnaire combattant pour la révolution socialiste internationale

virus en l'attribuant à d'autres pour masquer sa surveillance générale des communications par Internet.

https://www.cverc.org.cn/head/zhaiyao/futetaifeng3_FR.pdf

Moldavie.

L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie par Thierry Meyssan -Réseau Voltaire 22 octobre 2024

Si nous avons souvent montré que l'UE n'est qu'une chambre d'enregistrement de l'OTAN, c'est pour la première fois une décision de la Cour de justice du Luxembourg qui l'illustre. Selon elle, l'UE ne peut pas renvoyer de migrants en attente d'une décision d'asile vers des pays tiers dont les frontières légales ne correspondent pas à leurs frontières réelles. Il s'ensuit que l'Italie ne peut pas transférer de migrants égyptiens et bengalis dans des centres de rétention en Albanie. Tout cela en prévision d'un exode massif de Moldaves pour justifier d'une guerre en Transnistrie.

https://www.voltairenet.org/article221413.html

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 octobre 2024

A force d'être saturé de scènes de cruauté ou de barbarie, il finit par ne plus y avoir de place pour l'empathie, l'espoir d'un monde meilleur s'évanouit.

C'est le risque qui guette chacun d'entre nous, alors serrons les rangs, brisons notre isolement, agissons, organisons-nous, mobilisons-nous sur le terrain de la lutte de classe et nous vaincrons!

Dites-vous bien, qu'en matière de résistance, d'engagement politique, rien ne vaut le militantisme, pendant lequel vous êtes amenés à rencontrer des centaines de travailleurs, à confronter sincèrement vos idées ou à essayer de les partager avec eux, de leur faire connaître le marxisme et le socialisme, parce que c'est l'unique moyen de faire avancer notre cause, de construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait si cruellement défaut de nos jours.

Ce n'est certainement pas en restant scotché pendant des heures devant un écran, qu'on changera un jour quoi que ce soit, il ne faut pas se leurrer. On perd son temps, quand on ne met pas en pratique nos idées, et quand cette pratique ne se traduit pas sur le plan organisationnel, la théorie, la pratique et l'organisation entretiennent des liens réciproques, et c'est seulement unis ou indissociables qu'ils sont réellement efficaces.

Nos ennemis sont puissamment organisés, structurés, disciplinés, armés théoriquement ou idéologiquement, ils savent ce qu'ils veulent, et ils se donnent les moyens d'y parvenir, ce qui leur permet d'atteindre leurs objectifs en règle générale, puisqu'ils ont été en mesure d'assurer la survie du capitalisme qui était condamné à disparaître depuis un siècle.

Nous, nous faisons exactement l'inverse, et nous obtenons le résultat inverse. Cela devrait faire réfléchir.

Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale. – Le Socialisme – 26 octobre 2024

http://www.luttedeclasse.org/dossier-2-2024/Le-Socialisme_declaration_26102024.pdf

Tribune libre de la lutte de classe.

Appel du 7è Congrès. Que veut le Parti des travailleurs ? - 20 octobre 2024

http://www.luttedeclasse.org/dossier_2_2024/appel-du-congres_20-10-24.pdf

C'est quoi une société qui bascule dans l'autoritarisme, la tyrannie ou le totalitarisme ?

L'homme est devenu l'ennemi à abattre pour une frange de féministes hystériques instrumentalisées par le régime et les médias à son service, pour d'autres fanatisées, c'est l'Arabe, le musulman, l'immigré...Depuis que l'extrême droite a renoué avec le sionisme, dont elle partage l'idéologie fasciste et nazi, le juif sur lequel elle crachait il n'y a pas si longtemps que cela encore, est porté littéralement en héros!

Hier et pendant très longtemps, les hommes furent considérés supérieurs aux femmes, selon le droit naturel. Puis soudain, le législateur, obéissant au sommet de sa hiérarchie, décréta que leurs rapports devaient s'inverser, c'est ainsi que ce droit fut subrepticement ou autoritairement requalifié en délit. Par conséquent, à partir de ce jour-là, il fut décidé que tous les hommes qui avaient usé un jour du privilège exorbitant qui leur avait été accordé légalement jusque-là, devraient rendre compte des abus de pouvoir dont ils auraient pu se rendre coupables en actes ou en paroles envers des femmes, et être pénalement sanctionné, lourdement de préférence, ce qui signifiait que cette nouvelle loi s'appliquerait rétrospectivement, ce qui est parfaitement illégitime, mais pas illégal, puisque les tyrans ont le pouvoir d'en décider ainsi. Voilà en guise de présentation.

Aux temps des miliciens des mœurs et des justiciers, des procureurs en herbe vous surveillent et épient vos moindres paroles ou actes, les rapportent aux autorités ou les livrent aux médias avides de ces saloperies, ce sont tous des agents du régime tyrannique en place, qu'ils en aient conscience ou non peu importe.

Autrefois, la plupart des différents entre simples citoyens, qui se connaissaient ou non, portant sur un manque de respect, se traitaient à l'amiable entre eux dans le meilleur des cas. Dans le pire, celui qui dominait l'emportait sur le plus faible, conformément aux rapports sociaux de production établis dans la société ou le capitalisme, personne ne pouvant aller contre cette injustice tant que ces rapports sociaux n'auraient pas été abolies, les victimes en prenaient leur partie.

Dorénavant, ils s'étalent sur la place publique. Ils font l'objet d'une instrumentalisation politique, et l'institution judiciaire s'en saisit pour sanctionner, réprimer à tour de bras. Mais qui, sinon ceux qui se croient autorisés à faire preuve d'abus de pouvoir à l'instar de ceux qui gouvernent ou détiennent le pouvoir. Ils ne font que les imiter finalement, à ceci près, que ceux qui en sont à l'origine, ne seront jamais inquiétés par la justice puisqu'elle est faite pour eux ! C'est donc le pauvre type qui se laissera aller qui paiera pour eux.

C'est dégueulasse, assurément, mais la victime qui réclame justice ou plutôt qui hurle vengeance, elle ne remontera pas si loin, elle se satisfera du premier coupable venu ou désigné, peu importe que ce soit un bouc émissaire ou que la peine qui lui sera infligée sera disproportionnée par rapport aux faits qui lui étaient reprochés, devenue complètement hystérique, elle s'en fout.

Les désormais présumés coupables, puisque la présomption d'innocence est bafouée, sont trainés dans la boue, bannis, excommuniés, lunchés en place publique, leur vie brisée...

Une main aux fesses d'une femme ou posée sur sa poitrine ; une bise volée dans le cou, une caresse d'un genou, des propos tendancieux, une proposition suspecte, etc. suffisent, peu importe les circonstances, si le mec était bourré ou défoncé ou non, si cela se passait en boîte de nuit...

Ils appellent cela une agression sexuelle ou un viol, autrefois on appelait cela une drague plutôt lourdingue, un geste déplacée, le type se faisait sermonner ou envoyer promener, parfois il prenait une grosse baffe méritée dans sa gueule et cela en restait là. Parfois les femmes laissaient faire jusqu'à la conclusion ou l'acte sexuel proprement dit, personne ne se demandait comment cela avait commencé, cela ne concernait que les intéressés.

De nos jours, ils perdent leur boulot, divorcent ou leurs compagnes les abandonnent, ils sont séparés de leurs enfants, leurs familles les bannissent, leurs amis ne veulent plus les voir, leurs collègues de travail ne leur parlent plus, ce sont des littéralement des pestiférés, ils sont trainés devant les tribunaux, leur vie est étalée dans les journaux, à la radio ou télévision, dans les réseaux dits sociaux, bref, que ce qu'on leur reproche soit justifié ou non, ils n'ont plus qu'à disparaître, partir loin ou se mettre une balle dans la tête!

Ce procédé me fait horreur, bien que je ne sente pas du tout concerné. Au contraire, j'ai dû repousser les avances sexuelles de plusieurs femmes. Pour un peu, s'il n'y avait pas prescription, je porterais plainte contre elles histoire de me faire un peu de pognon!

Surréaliste. Tandis qu'ils ont cautionné l'anéantissement total de la bande de Gaza.

Les BRICS lancent un appel urgent à la création d'un État palestinien et au cessez-le-feu à Gaza - Réseau International 24 octobre 2024

Les dirigeants des BRICS ont appelé dans une déclaration commune à un «État de Palestine indépendant et viable, dans les frontières internationalement reconnues de juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité avec Israël». (Source : thecradle.co) Réseau International 24 octobre 2024

J-C – Un champ de ruine et un charnier à ciel ouvert ! Admirez le cynisme. Et dire qu'il y en a qui avaient des illusions dans les BRICS, à cette allure, elles vont vite s'envoler, tant mieux. A la fin, ils se rendront compte qu'il ne reste que le socialisme comme alternative cohérente et sérieuse au capitalisme.

Dans quel monde merveilleux vivons-nous?

Si la médecine humaine est maltraitée, celle des animaux l'est tout autant ou pire encore, car ces pauvres bêtes ne peuvent pas s'organiser et se défendre. Ils les bourrent de médicaments, hormones de croissance et antibiotiques, vaccins, etc. pour le compte de BigPharma.

Si tu ne vaccines pas tes animaux, ils risquent de mourir, ce sera de ta faute, c'est culpabilisant et dissuasif quand on n'y connait rien en médecine vétérinaire. Ici ou les parasites pullulent du fait du climat tropical, les animaux ne se portent pas forcément plus mal qu'ailleurs, où ils sont systématiquement piquousés.

En visionnant un documentaire filmé dans le nord de l'Inde, j'ai fait la connaissance avec des habitants d'un minuscule village totalement isolé, planté à plus de 3500 mètres d'altitude dans les contreforts de l'Himalaya, certaines maisons étaient encastrées dans la montagne façon troglodytes.

Ils vivaient sans eau courante, électricité, téléphone, gaz, pas de médecin, aucun service public, à part parfois quelques agents itinérants, une route à flanc de montagne forée à la dynamite au début des années 2000, une des plus dangereuse du monde bordée de précipices de 500 mètres!

Le commentateur raconta qu'ils vivaient comme il y a un siècle en arrière. On eut le droit à la visite d'une habitation à l'heure du thé, et effectivement c'était plus que rudimentaire, rien, pas même une chaise ou une table, le dénuement le plus total. Et bien malgré tout, ils arboraient tous un grand sourire, un sourire franc qui sent bon l'authenticité, et ils étaient particulièrement loquaces, bref, sympathiques.

Ils ont évoqué leur vie très dure, ils prennent cela avec une certaine fatalité, il faut dire qu'ils n'ont jamais connu autre chose, ils ne disposent d'aucun point de comparaison, et ils ont des à-côtés que nous n'avons pas, par exemple, ils vivent au grand air dans un cadre majestueux, et ils disposent de plus de temps et de liberté pour profiter de la vie, du coup, ils se disent relativement satisfait de leur sort, et ils n'envisagent pas de partir vivre ailleurs.

Cela m'a interpelé, car nous, avec tout ce dont on dispose, on fait la gueule, on fait chier tout le monde, il nous manque toujours quelque chose, on n'est jamais heureux, pire, on se pourrit la vie nous-même quand elle est trop agréable. C'est là qu'on se dit que l'occidental a un gros problème avec lui-même, il ne sait pas ce qu'il veut vraiment, ce qu'il aime ou n'aime pas, il veut tout, tout de suite, puis il s'en lasse et le balance ou le maudit, il ne sait plus ce qu'il veut ! La société de consommation et du divertissement l'a rendu fou. Pourvu qu'il s'en lasse, qu'il en revienne et prenne enfin son destin en mains, c'est tout le mal qu'on lui souhaite. Vous voyez, même là on ne juge personne, je le fais remarquer au passage.

Pour aborder le week-end dans la bonne humeur.

Pour vaincre la stratégie de la peur qui peut provoquer des ''fissures anales'' : Devinez ce qu'ils ont imaginé : Soulagez-vous, allez chier un bon coup!

J-C - Dire qu'ils passent leur temps à nous emmerder ou nous pourrir la vie, c'est peu dire, la preuve. Quel délire !

Cette mauvaise habitude très répandue aux toilettes est à oublier absolument selon ces gastroentérologues - Femme Actuelle 23 octobre 2024

Que ce soit à cause des bruits ou des odeurs, il peut être très embarrassant d'aller à la selle lorsque l'on n'est pas chez soi. Pour certaines personnes, il s'agit d'un véritable blocage psychologique, et même d'une phobie que l'on appelle parcoprésie, aussi connue sous les termes de "poop shaming" ou "syndrome de la toilette phobique".

Celle-ci se manifeste par la peur de la défécation dans les toilettes publiques ou chez autrui. Pour éviter de vivre cette situation, le réflexe de beaucoup de personnes est de se retenir d'aller à la selle. Cependant, le fait de se retenir trop régulièrement pourrait être nocif pour la santé. C'est ce qu'explique le Dr Ritu Nahar, gastro-entérologue à Allied Digestive Health auprès de Parade, un média américain.

En France, selon une étude Ifop publiée en mai 2022, 44 % des salariés disaient se retenir d'aller aux toilettes sur leur lieu de travail. Pour lutter contre ce tabou, le ministère de la Santé de l'État du Queensland, en Australie, a diffusé en septembre dernier sur différents réseaux sociaux une campagne de sensibilisation pour prôner la normalisation du "caca au travail". Femme Actuelle 23 octobre 2024

J-C – J'en suis arrivé à me demander, si en fait de progression, on n'avait pas loupé une formidable occasion au XXe siècle, et du coup on s'était condamné à régresser indéfiniment. Maintenant, la question est de savoir jusqu'où, jusqu'à quand ou quand cette orientation s'inversera, à quelle occasion, personne ne le sait.

Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

J-C - J'ai souligné en rouge les expressions qui tendent à influencer les lecteurs, elles sont destinées à discréditer la Russie et ses alliés pour le compte du clan de l'oligarchie financière anglo-saxonne néoconservatrice qui dirige l'OTAN.

L'auteur va s'employer à minimiser la portée de ce sommet. Il peine à camoufler sa russophobie ou xénophobie névrotique ou compulsive.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Le sommet des Brics à Kazan s'achève ce jeudi 24 octobre par une conférence de presse du président russe. La déclaration finale, **vague et sans mesures**, a été publiée mercredi dans l'aprèsmidi et **ne dit rien** sur les bases d'un système financier alternatif. Mais peu importe pour le chef de l'État russe, le **succès d'image** est là.

Les 43 pages de déclaration finale ne mentionnent **aucune décision concrète**, mais un engagement général, et ce **sans limite de temps**. « *Nous convenons d'examiner la possibilité de mettre en place un système Brics de paiement transfrontalier indépendant* », indique le document qui, dans la foulée, précise qu'il ne s'agit en aucun cas de prétendre remplacer le système en place mais de « *compléter les infrastructures existantes* ». (Un « *engagement général* » a peut-être plus de valeur qu'une « *décision concrète* » en certaines circonstance, ce que RFI ne pouvait pas préciser, chacun aura compris pourquoi. – J-C)

Cette déclaration commune est un pas avant tout **symbolique**. Et au fond, peu importe, car avec une poignée de main avec son homologue turc, Vladimir Poutine a eu ce qu'il voulait : être le premier à accueillir dans un sommet des Brics un pays de l'Otan. (Une conférence de cette importance au regard de ses participants ravalée à un « *symbole* », autant dire qu'elle fut insignifiante. – J-C)

Ce jeudi verra aussi, à Kazan, la première réunion en format officiel avec les pays, comme la Turquie, qui frappent à la porte de l'organisation. Le chef de l'État russe, **inculpé par la Cour pénale internationale** et limité dans ses déplacements internationaux, a en tout cas **les images** qu'il voulait montrer à son opinion intérieure et au monde : celles d'un dirigeant **encore capable** de jouer les chefs d'orchestre diplomatique.

Appels à l'arrêt des combats au Proche-Orient et en Ukraine

Dans la déclaration conjointe, les Brics ont évoqué le conflit au Proche-Orient et ont appelé Israël à « cesser immédiatement » les attaques contre la force de l'ONU au Liban (Finul) et à « préserver l'intégrité territoriale » de ce pays, tandis que le président iranien, Massoud Pezeshkian, a appelé ses partenaires à « user de toutes leurs capacités collectives et individuelles pour mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban ».

Mais ce sommet a aussi été l'occasion, pour nombre de **protagonistes**, d'évoquer le conflit ukrainien. Xi Jinping a rappelé son plan proposé avec le Brésil – qui avait été qualifié par Volodymyr Zelensky « d'initiative destructrice conçue sans le consulter » – et a déclaré que « la Chine, le Brésil et les pays du Sud mondial ont créé un groupe d'amis de la paix ». (Des chefs d'Etat qui représentent la moitié ou plus de la population mondiale ravalés au rang de vulgaires « protagonistes ». – J-C)

Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dont la venue à Kazan était très contestée par l'Ukraine, se pose aussi comme médiateur dans le conflit en cours. Enfin, dans les allées de ce sommet très verrouillé, on pouvait également observer une importante et totalement silencieuse délégation des Émirats arabes unis. C'était sous leur égide que s'était déroulé le dernier échange de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine.

De son côté, le Kremlin, par la voix de son porte-parole mercredi matin, a affirmé lors d'une interview à une télévision russe que « *l'Ukraine est à l'ordre du jour de chaque réunion bilatérale* » et que toutes les offres de médiation des Brics sont accueillies « *favorablement* » par le chef de l'État russe.

Rapprochement Chine-Inde

Et outre Vladimir Poutine, ce sommet a aussi été l'occasion pour d'autres dirigeants d'afficher leurs ententes. Le sommet des Brics à Kazan a été le théâtre de la première rencontre entre les leaders chinois et indiens depuis cinq ans et le début des affrontements armés entre la région chinoise du Tibet et de celle, indienne, du Ladakh, selon un média d'État. (Xi Jinping et Narendra Modi leur brûlaient la gueule, « *leaders* » de peuples insignifiants, c'était déjà assez bien pour eux. Faux, ils s'étaient rencontrés au sommet des Brics en Inde en septembre 2021. – J-C)

Les deux pays n'ont pas fait d'annonce conjointe mais **l'effet est là** : ils ont annoncé, en amorce du sommet des Brics, avoir conclu un accord sur des patrouilles dans des zones frontalières disputées. (Une paille, mieux qu'un simple « *effet* », un accord qui pourrait permettre d'éviter des conflits inutiles, mais à RFI ils ne sont pas d'accord ou ils le perçoivent mal, à Washington aussi ! – J-C)

Les deux dirigeants qui se croisaient brièvement pendant les G20 ont passé, à en croire les images diffusées par les médias russes, du temps ensemble mardi soir, Vladimir Poutine assis entre eux deux. Et mercredi, Xi Jinping a eu des mots apaisants. « Les deux parties doivent renforcer la communication et la coopération, gérer correctement les conflits et les divergences et réaliser les rêves de développement de l'autre », a-t-il dit. (C'est ce que j'ai indiqué plus haut et désavoue les propos de RFI. – J-C)

A bas le colonialisme! Quand l'impérialisme anglo-saxon fait son show.

Qu'il fasse "amende honorable", qu'il corrige "les inégalités qui perdurent" : Qu'il annule la résolution 181 de l'ONU, dissolve Israël et quitte la Palestine!

Le Commonwealth pousse le Royaume-Uni à faire amende honorable pour son passé colonial - AFP 25 octobre 2024

Charles III a tenté de temporiser vendredi au sommet du Commonwealth face aux demandes croissantes de réparations pour le passé colonial britannique sur fond de débat houleux quant à l'héritage de l'esclavage et de l'empire.

De nombreuses nations d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique souhaitent que le Royaume-Uni et d'autres puissances européennes versent une compensation financière pour l'esclavage ou qu'elles fassent au moins amende honorable sur le plan politique.

En quatre siècles, environ 10 à 15 millions d'esclaves ont été amenés de force dans les Amériques depuis l'Afrique, selon les historiens, même si le bilan humain exact reste inconnu.

La famille royale britannique, qui a bénéficié de la traite des esclaves pendant des siècles, a été invitée à présenter des excuses.

Mais le monarque s'est abstenu de le faire vendredi, demandant aux participants au sommet de "rejeter le langage de la division".

"Je comprends, en écoutant les gens à travers le Commonwealth, que les aspects les plus douloureux de notre passé continuent de résonner", a-t-il déclaré.

"Aucun d'entre nous ne peut changer le passé. Mais nous pouvons nous engager, de tout notre cœur, à en tirer les leçons et à trouver des moyens créatifs de corriger les inégalités qui perdurent."

Le Premier ministre Britannique Keir Starmer a jusqu'ici rejeté publiquement les demandes de réparations et ses collaborateurs ont exclu la possibilité de présenter des excuses lors du sommet.

"La traite des esclaves et les pratiques esclavagistes étaient odieuses et il est très important que nous prenions cela en compte comme point de départ", a déclaré M. Starmer à la BBC lors du sommet.

"La question qui se pose alors est la suivante: +Où allons-nous à partir de là?+ Ma position, si vous voulez, est que nous devrions regarder vers l'avant, que nous devrions examiner les défis d'aujourd'hui." AFP 25 octobre 2024

Quelques commentaires publiés dans le blog Le Grand Soir.

- Réponse à Caza

Merci de votre contribution.

Je ne comprends pas pourquoi vous me posez ce genre de questions, car on a pu observer qu'au cours des dernières décennies des millions de travailleurs et jeunes ont participé soit à différentes mobilisations sociales ou politiques à l'initiative d'organisations du mouvement ouvrier, soit organisées par des organisations qui gravitent autour ou qui y sont totalement étrangères. (Loi travail, retraites, Palestine, etc.)

Quant à savoir qui dans ce pays est "conscient des enjeux de luttes des classes", je n'ai pas de réponse toute faite à cette question. Tout dépend ce qu'on entend par là. Compte tenu du niveau théorique très bas des militants du mouvement ouvrier, on aurait envie de répondre très peu, d'autant plus qu'en dehors d'organisations marginales d'extrême gauche se réclamant encore du socialisme, aucun syndicat ou parti n'inscrit son combat dans la perspective de la rupture avec le capitalisme et ses institutions, aucun ne popularise les idées du socialisme, partant de là, je ne vois pas comment les travailleurs et jeunes pourraient être "conscients des enjeux de luttes des classes", sachant surtout, qu'à de rares exceptions près, cela ne viendra jamais d'eux-mêmes.

En guise de conclusion intermédiaire.

Bien que le mouvement ouvrier soit corrompu et dégénéré, il y a des milliers de militants qui continuent la lutte de classe avec leurs organisations au côté des travailleurs et jeunes, sans trop se soucier de savoir quelle est l'orientation politique de leur combat politique, de sorte que quelle qu'en sera l'issue, les travailleurs n'en retiendront aucun enseignement, et en aucun cas ils ne renoueront avec le socialisme.

On peut se poser d'autres questions :

- Pourquoi la conception de la lutte de classe des marxistes est-elle incompatible avec celle des opportunistes, dits aussi, socialistes révisionnistes ou liquidateurs ou encore, réformistes bourgeois ? Peut-être parce qu'on ne peut pas concilier capitalisme et socialisme...
- Pourquoi, suite à la capitulation, la trahison, la décomposition de la social-démocratie et du stalinisme, le prolétariat n'est-il pas parvenu à se doter d'une nouvelle direction (nationale et internationale) ? Pourquoi finalement tous les autres courants du mouvement ouvrier ont-ils dégénéré à leur tour ? Notez que tous le nient farouchement, cela allait de soi...
- Pourquoi la multitude d'expériences de la lutte de classe auxquelles des millions de travailleurs ont participé au cours des 75 dernières années, n'ont-elles pas permis une élévation de leur conscience de classe, pourquoi au contraire ont-ils abandonné le socialisme ? Entre 2020 et 2022, on n'en a pas trouvé la moindre trace en France, hormis quelques cas isolés...
- Pourquoi ceux qui se présentent comme progressistes ou humanistes, qui prétendent avoir une conscience de classe supérieure à la moyenne des masses, s'acharnent-ils contre le marxisme et le socialisme, ses représentants, et cautionnent-ils le capitalisme et ses institutions ? Ils ne manquent pas parmi les lecteurs du GS, voire mes détracteurs hystériques notamment.

- Réponse à Vincent.

Vous êtes gentil Vincent. Si je peux me permettre, il me semble que vous n'avez pas bien saisi ce que j'ai voulu dire dans mon commentaire, sinon vous vous seriez aperçu que ce que vous expliquiez dans la première partie de votre commentaire y figurait, je ne vais pas le reformuler ici.

Je vous ferai remarquer, que toutes les questions politiques que j'ai posées, tranchent radicalement avec la démarche des dogmatiques qui évitent soigneusement de se les poser, vous devinerez sans peine pourquoi. Je voudrais bien savoir quel dirigeant de quel parti les posent d'ailleurs, à ma connaissance aucun, c'est révélateur. On peut le déplorer sans que cela ne change quoi que ce soit. Ils vous répondront qu'elles ne se posent pas en ces termes en guise de fin de non-recevoir, pour ne pas avoir à les aborder sérieusement, j'ajouterais, en prime avec le mépris habituel, j'ai déjà essayé, donc je vous en parle en connaissance de cause. Laissons cela de côté.

Si nous disposions d'un parti ouvrier révolutionnaire, qui organiserait ne serait-ce que 10% des 2,5 millions de travailleurs que vous évoquiez, ce n'est pas en théorie, mais en pratique que nous serions sur la voie de la révolution socialiste, mais malheureusement, il n'existe pas, d'où le combat politique pour le construire.

Faut-il encore, pour participer à ce combat politique, être convaincu que c'est un instrument indispensable pour organiser les masses et renverser le régime en place, instaurer une République sociale. Je crois que c'est là un des principaux problèmes que nous avons à résoudre, parce que personne ou presque ne veut en entendre parler. Que proposent ceux qui s'opposent ou rejettent cette stratégie ? Rien ! Quels sont leurs arguments ? Ils renvoient à ceux de Proudhon ou des anarchistes que Marx avaient balayés. Pour un peu, on croirait que la Révolution russe de 1917 n'aurait jamais eu lieu ou que le parti bolchevik n'aurait jamais existé, ni l'URSS du reste.

On était en droit de penser, que l'épisode des Gilets Jaunes aurait servi de leçon à ceux qui s'imaginaient qu'on pourrait combattre l'Etat des capitalistes sans théorie, sans programme, sans parti, sans dirigeant, etc. mais apparemment non.

Autre chose. Vous vous trompez en croyant que je n'aurais "ni connu ni vécu ni mesuré "les dégâts irréparables produits par la doctrine du "management" façon néolib", car pour avoir été obligé de bosser dans plus de 40 boîtes en à peine 20 ans, c'est que j'en ai enduré des souffrances et des humiliations en tout genre, indirectement, c'est ce qui a brisé ma vie de famille, et c'est la principale raison qui m'a conduit à quitter la France pour ce trou en Inde où je survis, après un énième licenciement et une énième période de chômage.

Je suis donc bien placé pour vous comprendre quand vous dites que vous voulez "que ça pète", j'en profiterais pour sauter dans le premier avion pour rejoindre les rangs de la révolution.

Les anglo-saxons et les sionistes d'extrême droite ont fait un très mauvais calcul, car en faisant en sorte que les Palestiniens n'aient plus rien à perdre après avoir rasé le territoire où ils les maintenaient prisonniers, ils ont perdu de vue, que c'était le meilleur moyen pour qu'ils se radicalisent et rejoignent en masse les rangs des organisations ayant adopté la lutte armée, ou prennent le relais de tous les militants palestiniens qu'ils avaient massacrés.

En France, si nous n'en sommes pas encore là, en attendant, il est conseillé de s'organiser dans cette perspective pour venger un jour tous nos camarades tombés sur le champ d'honneur du combat pour notre libération de l'exploitation et de l'oppression.

- Après m'avoir calomnié dans un commentaire du 20 octobre à la suite de l'article - Irradier les consciences... publié le 18 octobre 2024, et parce que vous avez bénéficié de la bienveillance du GS, qui a trouvé bon de ne pas publier ma réponse, c'est son droit, je constate que vous en profitez pour m'attaquer une nouvelle fois, pourquoi, parce que j'ai osé dénoncer les calomnies dont s'est rendue coupable Annie Lacroix-Riz à l'encontre de G. Orwell.

Qu'apportez-vous en guise d'argument ? Que dal, comme d'habitude.

Je vous cite – Je ne serais pas étonné qu'en effet, Orwell soit une arnaque idéologique. Vous avouez que vous n'en savez absolument rien, mais vous la ramenez quand même, bref, cause toujours, il en restera bien quelque chose, c'est le procédé auquel recourent les individus malintentionnés, qui ont pour unique objectif que nuire à la réputation d'une personne. Après nous avoir fait part de votre ignorance, vous vous permettez de porter un jugement sur la qualité de la production littéraire d'Orwell, c'est tout à fait remarquable, surtout qu'à l'instar d'Annie Lacroix-Riz, vous ne direz pas un mot du contenu de 1984, la seule chose qui nous intéressait ici.

Soit, je veux bien admettre que la lutte contre le stalinisme soit passée au second plan, en revanche, mais 1984 ne contenait pas que cela, on ne pouvait pas faire l'impasse en lisant cet ouvrage sur le rapprochement qui existait avec le nazisme ou le fascisme, le nouvel ordre mondial totalitaire que le Forum économique mondial de Davos voudrait nous imposer ou ce que nous vivons déjà depuis quelques années, la dictature sanitaire de 2020 à 2022 notamment. À croire que, moins on en saura, et mieux cela vaudra.

Voilà qui va à l'encontre de mon engagement politique ou ma conception de la lutte de classe, qui consiste au contraire à partager mes connaissances ou celles des autres, quand j'estime qu'elles en valent la peine, de manière que collectivement le niveau de conscience politique progresse. J'en suis arrivé à la conclusion que nous ne partageons rien ou presque.

Pour montrer aux lecteurs du GS qu'avant de l'ouvrir, j'ai tout de même étudié le sujet.

Dans ma causerie du 8 mai 2018 (entre autres)

Politiquement incorrect. (5 pages avec sources ou liens)

http://www.luttedeclasse.org/dossier47/causerie08_05_2018.pdf

En complément sur Orwell et la perception que j'en ai.

Dans ma causerie du 9 novembre 2018

En famille. Pourquoi à l'unisson avec la droite et l'extrême droite, la gauche et l'extrême gauche détestent-elles Orwell ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier48/causerie09_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 10 novembre 2018

Pourquoi de l'extrême droite à l'extrême gauche détestent-ils tant Orwell ?

http://www.luttedeclasse.org/dossier48/causerie10_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 11 novembre 2018

Jean-Jacques Rosat - Chroniques orwelliennes - Sur le contrôle des esprits - Collège de France

http://www.luttedeclasse.org/dossier48/causerie11_11_2018.pdf

Dans ma causerie du 1er décembre 2018

Orwell avait les mêmes faiblesses que les intellectuels de gauche, qui fatalement s'éloigneront du socialisme.

http://www.luttedeclasse.org/dossier49/causerie01 12 2018.pdf

J-C – Dans le fichier des causeries de 2008 à 2022. Maintenir enfoncée la touche du clavier CTRL et appuyez sur la touche F, vous accèderez à la fenêtre « *recherche* », dedans tapez « *Orwell* », pour accéder rapidement à tous les articles où Orwell avait été évoqué.

En famille. Quand le Parlement européen, apporte un "un soutien fort" à des fascistes.

J-C - Ils ne peuvent pas à la fois condamner la propagande fasciste et récompenser ses auteurs, devinez quel choix le Parlement européen a fait. Notez que d'ex-dirigeants nazis participèrent à la création de l'UE, l'UE tente de réaliser les objectifs politiques là où les nazis ont échoué.

Le prix Sakharov du Parlement européen, "un soutien fort" à l'opposition vénézuélienne Courrier International 24 octobre 2024

Le prix Sakharov, récompense attribuée par le Parlement européen, a été décerné jeudi 24 octobre à Edmundo González Urrutia et María Corina Machado, les chefs de file de l'opposition au Venezuela. Ils succèdent au mouvement d'opposition iranien Femmes, vie, liberté et Masha Amini, la jeune Iranienne morte en garde à vue après avoir été arrêtée pour port de voile inapproprié.

Le média européen Politico précise que "les leaders de l'opposition vénézuélienne ont été sélectionnés par le Parti populaire européen de centre droit et les Conservateurs et réformistes européens d'extrême droite. Le groupe d'extrême droite des Patriotes s'est rallié à eux après que leur candidat initial, le milliardaire de la technologie Elon Musk, n'a pas réussi à figurer sur la liste des finalistes pour le prestigieux prix". Courrier International 24 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Parole d'un sioniste nazi. L'art de l'inversion accusatoire.

«Une guerre de civilisation contre le barbarisme» : Netanyahou enjoint en direct aux Français de soutenir Israël - RT 24 oct. 2024

Le 23 octobre, Benjamin Netanyahou a accordé depuis Jérusalem une interview à la chaîne privée française Cnews. Répondant aux questions de Laurence Ferrari, le Premier ministre israélien a exprimé en direct son point de vue sur la situation au Moyen-Orient.

S'adressant directement aux Français, et plus généralement à l'Occident, Benjamin Netanyahou a déclaré que le combat de l'État hébreu n'était pas uniquement la guerre d'Israël contre ses ennemis propres. «Nous ne combattons pas seulement pour nous. Nous combattons pour vous aussi. C'est une guerre de civilisation contre le barbarisme. Ce n'est pas seulement du terrorisme. C'est pire que cela», a-t-il lancé.

Continuant sur l'idée de lutte commune à l'Occident et Israël, il a déclaré : «Ce sont des supplétifs terroristes du Hamas qui, il y a un an, ont violé des femmes et les ont décapitées. Ils ont décapité des hommes et ont brûlé des bébés vifs. C'est une sauvagerie qui nous rappelle les nazis». Il a ensuite insisté : «On les combat en votre nom, ils ont tué un professeur en France et un prêtre français dans son église».

Benjamin Netanyahou est également revenu sur sa relation avec Emmanuel Macron. «J'ai parlé à Emmanuel Macron, et j'ai été extrêmement déçu», a déploré le Premier ministre israélien.

«Il nous a soutenus au début de la guerre mais, petit à petit, j'ai vu qu'il changeait de position et qu'il prenait des positions qui sont contre nos intérêts communs», a déclaré le Premier ministre israélien.

C'est celui qui le dit qui l'est! Quand un fasciste peut en cacher un autre.

Kamala Harris juge que Donald Trump est un fasciste - Courrier International 24 octobre 2024

Kamala Harris a répondu par l'affirmative, mercredi 23 octobre, lorsqu'on lui a demandé, sur CNN, si elle pensait que Donald Trump était un fasciste.

Dans un entretien publié la veille par le *New York Times*, l'ancien chef de cabinet de Trump à la Maison Blanche avait estimé que son ex-patron répondait à la définition d'un "fasciste", et expliqué qu'il avait parlé avec admiration d'Adolf Hitler – des propos que l'équipe de campagne de M. Trump a démentis auprès de la presse.

"C'est absolument faux. Le président Trump n'a jamais dit cela", a déclaré mercredi son conseiller de campagne Alex Pfeiffer.

"Dans la dernière ligne droite de la course, [elle] intensifi [e] ses attaques, décrivant de plus en plus [Donald Trump] comme [...] inapte à être président", remarque CNN. Courrier International 24 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Au bout d'un mot, il y a des fachos!

« Au bout d'un joint, d'un rail de coke, il y a des criminels » : Bruno Retailleau annonce vouloir s'attaquer aux consommateurs de stupéfiants - Public Sénat 23 octobre 2024

« Il n'y a pas d'offre quand il n'y a pas de demande. Il faut sortir de cette consommation dite récréative, un peu romantique. Je veux vous dire qu'au bout d'un joint, au bout d'un rail de coke, il y a des trafiquants, des proxénètes, des criminels [...] Il faut que chacun soit responsabilisé »

J-C - Des "trafiquants, des proxénètes, des criminels", en somme, l'histoire de la Ve République et de ses partis ! Rien qu'entre 2020 et 2022, on ne les compte plus, tout comme leurs innocentes victimes beaucoup plus nombreuses !

Situation politique et sociale en France.

Faites tomber les masques. Vont-ils les soutenir ou les lâcher? Devinez.

Assemblée nationale : Un collaborateur d'une députée LFI interdit d'accès - 20minutes.fr 25 octobre 2024

Est-ce en raison de propos polémiques tenus par cet assistant parlementaire ? La députée LFI Ersilia Soudais a annoncé jeudi que son collaborateur parlementaire Ritchy Thibault avait été interdit d'accès au Palais Bourbon par l'administration de l'Assemblée nationale.

Ancien gilet jaune, Ritchy Thibault avait déclaré début octobre lors d'une manifestation pour la Palestine : « Le seul chemin dans les rues de Paris, c'est l'intifada ». Le mot arabe, qui se traduit par « soulèvement » en français, renvoie à la révolte des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza contre Israël, déclenchée en décembre 1987 et en septembre 2000.

Le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard, avait par la suite pris ses distances avec ces propos, sans explicitement les condamner.

Plus récemment, Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a déposé plainte pour « *injure publique* » contre ce collaborateur parlementaire, qui avait qualifié les policiers d'« *enfants de Pétain* ».

« La collaboration entre les enfants de Pétain de la police nationale et les torchons de Bolloré est logique. Rien d'étonnant dans le fait d'être fiché par un régime en cours de fascisation », avait-il écrit à propos d'un article d'Europe 1, propriété de Vincent Bolloré, qui indiquait qu'il était inscrit dans au moins deux fichiers de police.

Totalitarisme. Quand LFI cautionne l'état policier et les médias mainstream délateurs.

J-C – On doit avoir à l'esprit, que les narcotrafiquants, les marchands et trafiquants d'armes, les réseaux de pédophilie internationaux, les banquiers et les paradis fiscaux, les autorités politiques et les services secrets tirent profit chacun de leur côté de ces activités illégales.

On ne peut s'empêcher de penser, chaque fois qu'une affaire est médiatisée, c'est qu'en haut lieu ils ont décidé de l'instrumentaliser à des fins politiques pour déstabiliser tel ou tel acteur politique ou Etat.

Là, c'est LFI qui est à nouveau visé, ce panier de crabes antiparti ouvrier, dans lequel on trouve tout et n'importe quoi. Au-delà c'est ce qu'il incarne à tort dans la conscience collective des travailleurs, donc c'est la classe ouvrière qui est visée et personne d'autre. Comme la réaction n'aurait pas suffisamment d'occasions pour l'attaquer, LFI va lui fournir de nouveaux prétextes. Vous comprenez pourquoi LFI est si nuisible à notre cause, et pourquoi je ne leur passe rien.

A la place de ces ordures, j'aurais répondu au ministre de l'Intérieur, à LR et au RN, qu'ils aillent se faire foutre avec leur société policière, qu'ils se mêlent de leurs affaires, des camés jusqu'à la gueule, des malfrats ou des gangsters, il y en a à la pelle dans les milieux qu'ils fréquentent, sans parler de la corruption quasi généralisée au niveau des institutions de la Ve République...

Qui est Andy Kerbrat (36 ans), le député Insoumis pris en flagrant délit d'achat de stupéfiants ? Paris Match 22 octobre 2024

Le député La France Insoumise de Loire-Atlantique a été contrôlé par des policiers en possession d'une drogue de synthèse à Paris ce jeudi 17 octobre.

Les faits se sont déroulés le jeudi 17 octobre en soirée sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de Paris. Le député a acheté 1,35 gramme de 3-MMC à un dealer de rue, mineur, selon les enquêteurs.

Très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, le site Valeurs Actuelles se faisait un plaisir d'épingler l'achat de drogue de synthèse par le jeune député insoumis.

Selon des informations de *Valeurs actuelles* qui a révélé l'affaire (et *Le Parisien* - J-C), très en lien avec la police et pas vraiment copain avec La France insoumise, l'élu a été contrôlé en possession de 3-MMC sur le quai de la station de métro Lamarck-Caulaincourt, dans le 18e arrondissement de la capitale.

« *J'assume entièrement ma responsabilité et me mets à la disposition de la justice* », a-t-il écrit avant de présenter ses excuses et annoncer qu'il suivra « *un protocole de soins* » pour reprendre son activité de parlementaire.

Ces révélations de la presse ont évidemment agacé le principal concerné, qui n'avait pas encore eu le temps d'en parler à ses proches. Cette affaire « interroge une nouvelle fois sur la porosité entre des sources policières et les médias d'extrême droite », a dénoncé le député dans un communiqué.

L'élu de Loire-Atlantique a reçu le soutien de sa collègue écologiste Sandrine Rousseau (Les Ecologistes) sur les réseaux sociaux, ainsi que Mathilde Panot (LFI).

J-C - Savez-vous pourquoi, Rousseau, au lieu de le clouer au pilori comme elle en a l'habitude avec les hommes, l'a au contraire soutenu, devinez ? Parce qu'il est comme elle homosexuel !

Paris Match - Ouvertement Gay, Andy Kerbrat milite aussi pour les droits LGBTQIA + (Source : AFP, Paris Match, BFMTV et Le HuffPost 22 octobre 2024

J-C – Souvenez-vous, le député LFI Adrien Quatennens, hétérosexuel, fusillé sur place par tous les partis du NFP pour une simple baffe donné à son épouse, il n'a pas bénéficié de la même mansuétude, cela montre à quel point ces partis politiques ne sont plus que des auxiliaires de l'idéologie de la classe dominante, des dégénérés, des balances, des ordures. Quand on lit cela, on se dit qu'ils sont infréquentables.

Cela dit, ce type-là, Andy Kerbrat, c'est une loque humaine, il s'est excusé en s'humiliant littéralement, il ne mériterait même pas qu'on le défende.

Tyrannie. La France a basculé dans un régime de terreur, d'Inquisition et de maccarthysme.

J-C - La police des mœurs et la délation sont devenues l'activité préférée d'une certaine frange de la population française de préférence étiquetée à gauche, influencée par l'idéologie totalitaire et l'abus de pouvoir dont font preuve les autorités en France et dans le monde.

Ne souhaitant pas s'attaquer aux régimes, au capitalisme, ils s'en prennent aux premiers venus qui leur sont désignés par les médias aux ordres, c'est ainsi que se forme la graine de fasciste, il faut l'avoir à l'esprit, c'est donc très grave et on se doit de le dénoncer fermement.

Comment de simples faits divers parviennent-ils à la connaissance de la population entière, ce qui s'est passé dans une obscure salle de classe, lors d'une altercation dans un village, sinon que l'intention était de monter en épingle ces incidents afin de les instrumentaliser politiquement.

Si vous me demandez ce que je pense de ce qui s'est passé ici ou là rapporté par ces médias, je vous répondrai que je n'en ai vraiment rien à foutre. Et Gare à ceux qui s'emmêleraient ou se transformeraient en auxiliaires du ministre de l'Intérieur, je les broierais!

Quelques exemples parmi tant d'autres.

Gard: une enseignante d'école primaire mise en examen après des violences sur des élèves - BFMTV 24 octobre 2024

Pour cinq de ces six enfants, il s'agit de violences psychologiques, comme des brimades ou des propos dénigrants ou humiliants, a appris BFMTV d'une source proche de l'enquête.

Lors d'auditions, les enfants ont notamment rapporté avoir été victimes de mauvais traitements et de propos particulièrement inadaptés de la part de l'enseignante. Une jeune fille de neuf ans s'est même vue prescrire trois jours d'ITT par un médecin. Elle a rapporté avoir été violentée au niveau de la cuisse et de la main. Des déclarations corroborées par l'examen médical qui a suivi.

Selon les informations de BFMTV, l'enseignante, placée en garde à vue ce mercredi 23 octobre à Alès, a nié les faits. Toujours selon les informations de BFMTV, la quinquagénaire avait fait l'objet d'un signalement en 2013 pour des faits similaires, mais finalement classé sans suite. BFMTV 24 octobre 2024

Niort : Une vingtaine de signalements de harcèlement moral et sexuel à l'hôpital - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Toulouse : L'affectation au CHU d'un interne condamné pour agression sexuelle suspendue - 20minutes.fr 24 octobre 2024

Nicolas Bedos condamné à de la prison ferme : "une peine humiliante", son avocate contreattaque - Closer 23 octobre 2024

J-C – Entre nous, je déteste ce type depuis le début. Il a profité de la notoriété de son père. C'est un raté, et il ne me fait pas marrer. Les néoconservateurs n'ont pas besoin de ce genre de personnages, alors ils les éliminent les uns après les autres, et ces cons d'intellectuels dits de gauche, n'ont toujours pas compris ce qui leur arrivait.

On ne va pas pleurer sur leur sort. J'évoque son cas, uniquement pour montrer comment fonctionne la justice de nos jours.

Closer - À l'issue de son procès, Nicolas Bedos a été condamné pour agressions sexuelles par le tribunal mardi 22 octobre 2024. Le fils de Guy Bedos a écopé d'un an de prison, dont six mois avec sursis. Mais aussi d'une obligation de soins. Pour rappel, le comédien était accusé par une jeune femme "de s'être dirigé vers elle, tête baissée. Avant de tendre la main droite au niveau de son sexe, par-dessus son jean". De son côté, une seconde jeune femme qui travaillait dans une boîte de nuit parisienne "a raconté aux enquêteurs que Nicolas Bedos l'avait attrapée par la taille. Et embrassée dans le cou dans la nuit du 11 au 12 mai 2023. Alors que ce dernier était ivre". De passage sur le plateau de C à vous mardi 22 octobre 2024, l'avocate du réalisateur, Me Julia Minkowski, a révélé que son client n'allait pas en rester là.

"Nous avons formé appel de cette décision. Donc je tiens à rappeler que Monsieur Nicolas Bedos, à ce jour, est toujours présumé innocent. C'est une décision rendue par un tribunal. Une décision de première instance", a premièrement indiqué Me Julia Minkowski. L'avocate de l'acteur a ensuite défendu bec et ongles son client.

"On a jugé Nicolas Bedos pas pour ce qu'il a fait. Mais pour ce qu'il est. Parce que c'est une personnalité. Et parce que la justice s'achète un bon coup de com'. Elle est tellement critiquée pour son incapacité à prendre réellement à bras-le-corps le problème des violences sexuelles. Que quand elle a une personnalité sous la main. Elle agit avec une célérité qu'on ne connaît pas par ailleurs", a notamment affirmé Me Julia Minkowski.

Un verdict qui interpelle au plus haut point Me Julia Minkowski, l'avocate de Nicolas Bedos : "Cette sévérité est totalement inédite, injuste, totalement inacceptable. Nous sommes dans une société où pour un baiser dans le cou ou une main posée sur un jean au milieu d'une boîte de nuit, on se retrouve condamné à porter un bracelet électronique pour une durée de six mois".

Ce jeudi 24 octobre 2024 sur Instagram, l'intéressée ayant reçu des "centaines de messages de gens de la sphère publique comme privée, célèbres et anonymes" est sortie du silence pour les remercier. Cela lui a "réchauffé le cœur", a précisé la mère de famille qui affirme sur Instagram que si ces retours venaient à être dévoilés au grand jour, "on comprendrait peut-être l'incroyable fossé qu'il y a désormais entre ce que les gens disent (ou plutôt n'osent pas dire) et ce qu'ils pensent".

Avec sa plume, la belle-fille de Joëlle Bercot n'a pas mâché ses mots quant à la peine prononcée contre sa moitié. "On ne répare pas une injustice en en commettant une autre. Respecter la loi oui, punir injustement un homme pour en faire un symbole, ça s'appelle de la tyrannie", a écrit Pauline Desmonts, le cœur lourd. "C'est la première fois dans l'histoire de la justice française qu'un juge

condamne un homme (n'ayant jamais eu de condamnation de cette nature) à de la prison ferme pour un comportement déplacé en boîte de nuit".

Voulant se faire entendre, la principale concernée a également ajouté: "N'en déplaise à certains, ce n'est pas appliquer la loi que d'appliquer la peine maximale faisant fi du contexte, de la nature, de la gravité et de la matérialité des faits. La terreur se définit comme une période où un gouvernement ou un groupe minoritaire impose sa domination par la violence, l'intimidation et la répression systémique. Où la peur devient un moyen de contrôle, forçant les populations à se soumettre". Closer 23 octobre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

– Un patient atteint de la maladie de Parkinson constate une amélioration significative des symptômes après un mois de schéma posologique croissant. Patient atteint de la maladie de Parkinson qui souhaitait essayer l'ivermectine, sur la base de recherches précliniques prometteuses.

Cela fait 6 semaines, avec une dose croissante d'ivermectine. La réponse à l'ivermectine et l'amélioration des symptômes en si peu de temps ont été vraiment remarquables. Ce patient est à nouveau capable de jouer au golf. Je suis resté sans voix. Article Lien dans la photo pour éviter le shadowban, il suffit de re-taper l'URL dans la 1ère photo en haut, dans votre navigateur pour y accéder

https://x.com/MakisMD/s	status/1849126172157764070

Quel est le salaire d'un(e) infirmier(e) en 2024 en France ?

 $\underline{\text{https://www.20minutes.fr/vie-pro/4117436-20241024-salaire-e-infirmier-e-2024-france?xtor=RSS-176}$

J-C - Il y a des dizaines de milliers d'emplois à pourvoir. Si vous avez un fils ou une fille, un petitfils ou une petite-fille qui ne sait pas ce qu'il ou elle va devenir, après une formation de 3 ans, il ou elle sera assuré d'avoir un boulot, un statut, un salaire, certes, misérable au début, mais qui n'a pas commencé par là un jour parmi ceux qui sont nés dans une famille ouvrière.

Combat contre la dictature climatique.

La forêt mondiale est-elle menacée ? - Association des climato-réalistes 14 octobre 2024

https://www.climato-realistes.fr/la-foret-mondiale-est-elle-menacee/

Le réchauffement climatique a-t-il rendu plus probables les fortes précipitations qui se sont produit en Europe centrale en septembre 2024 ? - Association des climato-réalistes 13 octobre 2024

https://www.climato-realistes.fr/le-rechauffement-climatique-a-t-il-rendu-plus-probables-les-fortes-precipitations-qui-se-se-sont-produit-en-europe-centrale-en-septembre-2024/

Cyclone Hélène : un événement hâtivement attribué au réchauffement climatique - Association des climato-réalistes 8 octobre 2024

https://www.climato-realistes.fr/cyclone-helene-un-evenement-hativement-attribue-au-rechauffement-climatique/

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Lu.

Par dizaines et peut-être par centaines, les résolutions onusiennes, les recommandations, du Conseil de sécurité ou de l'Assemblée générale, seront ignorées ou violées par l'État hébreu. De 1947 à 2024, on serait bien en peine d'en citer une seule qui ait été respectée. On trouvera ci-après quelques exemples de textes archivés sans suite :

La résolution 194 du 11/12/1948 qui place Jérusalem sous mandat international et garantit le principe des droits existants (sic) est ignorée. La résolution 242 du Conseil de sécurité du 22/11/67 qui traite de l'évacuation des territoires occupés l'est également, comme les résolutions 476 du 30/06/80, la 478 du 20/08/80 ainsi que la 672 du 12/12/90, qui condamnent l'attitude belliqueuse de l'État sioniste et ses lois illégales.

Au total ce sont 226 résolutions du Conseil de sécurité qui auraient été violées pour la période 1948/2016. Elles s'ajoutent aux 140 résolutions de l'Assemblée générale ignorées ou violées depuis 2015... Etc. Ce qui en dit long sur le respect accordé par certains États au Droit international. Démarche exceptionnelle et se référant à l'article 99 chapitre XV de la Charte, le secrétaire général Gutteres a été amené à appeler le Conseil à agir d'urgence pour éviter une catastrophe humanitaire à Gaza, menace pour la paix et la sécurité dans le monde... C'est l'objet de la résolution 2712 du 15 novembre 2023.

Pourquoi cette désinvolture provocatrice ? La réponse est simple : l'État d'Israël est assuré du soutien tous azimuts de l'Occident, de l'Amérique et du bloc anglo-saxon en premier lieu.

J-C – Gardez soigneusement cela en mémoire.

Pensez à tout ce que vous avez lu sur le droit international, à tous ceux qui nous ont vendu ses mérites, c'était quoi ou qui ces gens-là? Des démagogues, des imposteurs, des charlatans, il y en a par brouettés entières dans les médias et les réseaux sociaux. On en a la preuve ici, si c'était encore nécessaire

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

L'ONU condamnée à mort ? par Michel Raimbaud - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Extraits.

Née dans le sillage de la seconde guerre mondiale, l'ONU a « *fauté* » dès ses premiers pas, endossant ou parrainant une spoliation de nature coloniale qui, plus de soixante-quinze ans plus tard, paraît quasiment irréparable.

Nous ne reproduirons pas ici le bilan atroce et accablant de la réaction et de la répression de l'Etat israélien contre les Gazaouis, surtout les civils palestiniens, enfermés à vie dans une enclave devenue le plus grand camp de concentration du monde, au sens plein du terme. Déjà spoliateur, usurpateur et ségrégationniste, pratiquant un apartheid comme l'Afrique du Sud de jadis, l'Etat sioniste a franchi une nouvelle étape dans son mépris des lois, du droit international et du droit humanitaire : il réalise en direct, prenant plaisir à le médiatiser, un génocide, une épuration ethnique, assortis de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et il est condamné sans appel par la Cour Internationale de Justice (CIJ) tandis que la Cour Pénale Internationale (CPI) a lancé deux mandats d'arrêt contre le Premier Ministre Netanyahou et le ministre Yoad Gallant.

On ne peut qu'être épouvanté de la démence des dirigeants sionistes, qui ont brisé tous les tabous et jeté aux oubliettes les lois internationales. Il est urgentissime de mettre fin à leur impunité par le blocus, l'isolement, le boycott systématique. Leur arrogance est devenue sans bornes, comme en témoigne la posture de Netanyahou qui s'opposait le 16 octobre passé à la participation de l'Algérie à la conférence de Paris sur le Liban (sic) et qui insulte les Nations-Unis dans leur sanctuaire, brandissant une carte du Proche-Orient où la Palestine est remplacée par un Grand Israël sans frontières, et son ambassadeur déchirant la Charte.

C'est le premier génocide en direct, revendiqué comme tel par un Etat qui s'affiche ouvertement comme un Etat hors-la-loi, s'enfonçant dans la monstruosité et la sauvagerie. Poursuivant sans repos le carnage à Gaza et en Palestine, tandis que le Sud-Liban et Beyrouth sont systématiquement bombardés sous prétexte d'éliminer les responsables du Hezbollah et de détruire son infrastructure économique et sociale, Israël n'épargne plus rien ni personne.

L'Occident collectif défend Israël dans tous ses crimes et méfaits, approuve son protégé lorsque celui-ci s'attaque ouvertement aux institutions de l'ONU et à ses émanations diverses : l'Assemblée Générale, l'UNRWA, la Commission des Droits de l'Homme, les rapporteurs et mandataires divers, la FINUL, se permettant de déclarer persona non grata le Secrétaire Général Antonio Guterres. Le dit Occident soutient sans réserve l'Etat sioniste lorsque ce dernier pratique avec ostentation le terrorisme dans toute la région, multipliant les incursions et assauts contre les installations civiles et les assassinats arbitraires, dans le cadre d'un terrorisme ciblé ou aveugle.

Nombreuses sont les voix qui s'élèvent pour réclamer que soit expulsé des Nations-Unies l'Etat terroriste qui leur a déclaré la guerre ainsi qu'au Secrétaire Général lui-même, déclaré persona non grata en Israël. Ce serait la moindre des choses. L'ONU avait pris une telle mesure contre l'Afrique du Sud de l'apartheid. En ne le faisant pas contre une entité criminelle à ce point et dangereusement provocatrice, elle se déshonore par son silence et avoue son impuissance, sous la pression, il faut bien le dire des Anglo-saxons et de l'Occident collectif, de plus en plus collectif dans l'ignominie et l'hypocrisie, recroquevillé sur des « *valeurs* » et des « *normes* » de son invention, imposées en lieu et place du droit onusien.

Qui dira l'horreur des enfants tués d'une balle dans la tête, des femmes systématiquement ciblées, des prisonniers systématiquement violés, des civils déshumanisés, au prétexte qu'ils sont « des

animaux ». On ne hurlera jamais assez pour leur rappeler aux indifférents que des familles entières par milliers, voire dizaines de milliers, sont exterminées et meurent sous les décombres suite aux bombardements aveugles de « *l'armée la plus morale du monde* ». Aucun pays ne proteste, ne demande des comptes, ce qui encourage les dirigeants de Tel Aviv à poursuivre leurs projets de destruction et de domination de toute la région...Francesca Albanese, rapporteuse sur la situation des DDH dans les territoires occupés : un million de Palestiniens ont fait l'expérience des prisons israéliennes depuis 1967. Gaza, plus grand camp de concentration à ciel ouvert de la planète. Aux termes du droit international, les Palestiniens ont le droit de résister à l'occupant par tous les moyens, qu'ils soient ou non légaux : en pareil cas, la notion de terrorisme n'existe pas, malgré l'acharnement occidental à qualifier le Hamas de groupe terroriste.

Les membres de l'ONU se taisent, et tout se passe comme si déjà l'ONU elle-même était décédée, de sa belle ou de sa vilaine mort ou d'une mort honteuse... Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Liban : les locaux à Beyrouth de la chaîne Al-Mayadeen touchés lors d'une frappe israélienne - RT 24 oct. 2024

Le bureau de la chaîne Al-Mayadeen à Beyrouth a été touché le 23 octobre par une frappe israélienne. Le média a annoncé que les locaux étaient vides, ayant déménagé au début du conflit. La ligne éditoriale du site est perçue comme favorable au Hezbollah ainsi qu'au gouvernement syrien.

Israël accuse six journalistes d'Al-Jazeera de travailler pour le Hamas et le Jihad islamique, la chaîne dément - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a accusé le 23 octobre six journalistes d'Al-Jazeera de faire partie du Hamas et du Jihad islamique.

De son côté, la chaîne qatarie a démenti les allégations israéliennes, «rejetant catégoriquement la représentation de nos journalistes comme des terroristes par les forces d'occupation israéliennes et dénonce leur utilisation de preuves fabriquées».

Pour le média, dont le siège est basé à Doha, le but de l'accusation israélienne est de mettre une cible dans le dos des journalistes encore présents sur place. «Le réseau considère ces accusations fabriquées comme une tentative flagrante de faire taire les quelques journalistes restants dans la région, occultant ainsi les dures réalités de la guerre aux yeux du public du monde entier», peut-on lire dans le communiqué.

Conflit au Proche-Orient : l'aviation israélienne frappe Tyr, principale ville du sud-Liban - RT 24 oct. 2024

L'armée israélienne a bombardé le 23 octobre la ville historique de Tyr, dans le sud du Liban, ciblant des banques proches du Hezbollah et des quartiers résidentiels. Des milliers d'habitants ont pris le chemin de l'exil.

Russie.

Discours de Vladimir Poutine lors de la réunion dans le format élargi du sommet des BRICS - Réseau International 24 octobre 2024

https://reseauinternational.net/discours-de-vladimir-poutine-lors-de-la-reunion-dans-le-format-elargi-du-sommet-des-brics/

Ukraine.

Conflit en Ukraine : le maire de Lvov affirme que les «bons Russes» n'existent qu'«au cimetière» - RT 24 oct. 2024

Le maire de Lvov, Andreï Sadovoy, a tenu des propos particulièrement virulents à l'encontre de Russes exilés en Ukraine lors d'une interview avec RBK Ukraine le 21 octobre, affirmant que la seule place des «bons Russes» était «au cimetière». L'édile venait alors de répondre à plusieurs questions concernant la tenue dans sa ville, en mai dernier, d'un «forum» réunissant une quarantaine de Russes favorables à la politique de Kiev.

Parmi ces pro-ukrainiens figuraient notamment Ilya Ponomariov, ancien député de la Douma (2008-2016), désormais impliqué dans la promotion de milices russes combattant aux côtés des forces armées ukrainiennes. Moscou considère ces groupes comme terroristes et les accuse d'être instrumentalisés par le service de renseignement ukrainien. RT 24 oct. 2024

Moldavie.

J-C – Encore une élection frauduleuse à mettre au compte de l'OTAN, puisque les centaines de milliers de Moldaves résidant en Russie n'ont pas pu voter, contrairement à ceux présents dans l'UE.

Et Bruxelles ose dénoncer "une ingérence et une intimidation sans précédent " de la Russie! Ils sont couverts par les médias mainstream et les partis institutionnels qui relateront la version de l'OTAN.

Fraude électorale en Modavie pour rejoindre l'Union européenne - MPR 21 - legrandsoir.info 23 octobre 2024

Dans un exercice effronté caractéristique, Bruxelles a dénoncé "une ingérence et une intimidation sans précédent" de la Russie lors du référendum pour l'incorporation de la Moldavie dans l'Union européenne. En effet, le référendum de dimanche a été truqué, mais à l'envers : promouvoir l'adhésion à l'Union européenne comme étape préliminaire à l'annexion du pays à la Roumanie.

Le gouvernement a fermé toutes les chaînes de télévision de l'opposition (NDT : ainsi que RT), interdit plusieurs partis et a même fait pression sur Durov, le propriétaire de Telegram, pour qu'il censure les chaînes d'une partie de l'opposition. Le vote a été très serré : 50,4% en faveur de l'entrée contre 49,6% contre. En termes absolus, la différence est d'environ douze mille voix.

Aucune des deux parties n'a pris l'avantage jusqu'à la dernière minute, lorsque les 180 000 votes des Moldaves vivant dans l'Union européenne ont été ajoutés. 90% d'entre eux ont voté dans l'affirmative.

Mais beaucoup plus de Moldaves vivent en Russie que dans l'Union européenne, près de 40%, dont seulement 5% ont pu voter. La plupart n'ont pas pu le faire car le gouvernement moldave n'a ouvert que 2 bureaux de vote à Moscou pour 400 000 citoyens moldaves vivant en Russie, au lieu des 17 précédents.

En revanche, 60 bureaux de vote ont été ouverts en Italie, 26 en Allemagne, 20 en France, 17 au Royaume-Uni, 16 en Roumanie, 16 aux États-Unis, 11 en Espagne, 10 en Irlande et 6 au Portugal.

La Moldavie est lentement et patiemment absorbée par la Roumanie. La plupart des hauts fonctionnaires moldaves ont la nationalité roumaine, ce qui serait inacceptable dans n'importe quel pays du monde.

Le Chef de l'Etat, le Président du Parlement, le Premier Ministre, le Ministre des Affaires étrangères, la grande majorité des ministres et députés du parti au pouvoir, la plupart des postes de chefs d'Etat, ministres d'Etat, membres de la Cour constitutionnelle, le chef des services secrets sont roumains.

Pour que la Roumanie absorbe la Moldavie, elle doit d'abord adhérer à l'Union européenne, ce qui est l'étape précédente qu'ils ont franchie dimanche avec la fraude électorale.

L'OTAN, les migrants dans l'UE et la guerre à venir en Moldavie - voltairenet.org 22 octobre 2024

Par Thierry Meyssan

Extraits

La Moldavie a acquis son indépendance lors de la dissolution de l'URSS, le 27 août 1991, huit jours après la déclaration d'indépendance de la Transnistrie (19 août). Cette petite république a été successivement considérée comme ukrainienne, puis après le pacte Molotov-Ribbentrop, fondue par Staline dans une partie de la Roumanie sous le nom de Moldavie. Depuis trente-trois ans, les deux entités sont absolument distinctes, cependant les Nations unies ont enregistré, en 1991, la Transnistrie comme une région de la Moldavie. La Cour de justice a considéré que la Moldavie n'est pas « *sûre* », au motif que la Transnistrie serait une région « rebelle », quoique totalement indépendante avant même l'indépendance de la Moldavie.

En 1992, la population transnistrienne s'est emparée des blindés de la Force de paix russes pour combattre les forces roumaines commandées par la CIA.

Il se trouve que la Transnistrie, aujourd'hui République moldave du Dniestr, a dû affronter l'OTAN lors d'une guerre présentée mensongèrement par l'Occident comme la « guerre civile moldave » (sic), alors même que l'armée moldave n'y a jamais pris part. Le 17 septembre 2006, cette petite république a demandé par référendum à adhérer à 97,2 % à la Fédération de Russie. Elle l'a à

nouveau demandé, en 2014, lorsque la Crimée voisine a été admise dans la Fédération de Russie [8].

Lorsque la Rand Corporation, le laboratoire de pensée du lobby militaro-industriel états-unien, a présenté son plan pour Étendre et déséquilibrer la Russie (Overextending and Unbalancing Russia) à la Chambre des représentants, le 5 septembre 2019, ses membres ont insisté pour lancer une guerre en Ukraine, ou à défaut, en Transnistrie [9]. Vu l'échec militaire des nationalistes intégraux en Ukraine, Washington pense rapidement passer un cran et lancer une guerre en Transnistrie/Moldavie [10].

Après que le plan de la RAND Corporation ait été rédigé, de petites mains ont créé des pages en 43 langues consacrées à la « guerre du Dniestr » de 1992 sur l'encyclopédie en ligne Wikipedia. C'est une excellente illustration de la manière de procéder de la propagande atlantique. La présentation des évènements fait l'impasse sur le rôle de la CIA dans les combats. Les forces de l'OTAN y sont décrites comme « moldaves », alors qu'elles étaient roumaines. Comparez ces pages avec l'article que j'ai écrit à ce sujet, il y a dix-sept ans [11]. Vérifiez les références. Cette narration fantaisiste sera reprise de bonne foi par tous les journalistes occidentaux.

Le 20 octobre 2024, les Moldaves devaient élire leur président et se prononcer sur l'inscription dans la Constitution de leur demande d'adhésion à l'Union européenne. Surprise : ils ont choisi de reconduire à la présidence la pro-UE Maia Sandu, mais ont voté contre l'adhésion de leur pays à cette organisation supranationale. Le plan de Washington prévoyait une sorte de remake du coup d'État de la place Maïdan de 2014. Cette fois, il ne s'agissait pas de placer des « nationalistes intégraux » au pouvoir, mais de provoquer une guerre avec la Transnistrie. La Cour de justice de l'UE avait pris les devants en interdisant de renvoyer en Moldavie les citoyens qui refuseraient d'y participer.

Dans un premier temps, la présidente Maia Sandu a dénoncé « une attaque sans précédent contre la démocratie ». « Des groupes criminels, agissant de concert avec des forces étrangères hostiles à nos intérêts nationaux, ont attaqué notre pays à coups de dizaines de millions d'euros, de mensonges et de propagande » pour « piéger notre pays dans l'incertitude et l'instabilité », a-t-elle précisé. Puis, dans un second temps, la Commission électorale a annoncé une victoire du « Oui » à 50,28 %, après comptabilisation des votes des Moldaves à l'étranger ; un résultat largement dénoncé comme frauduleux en Moldavie, mais applaudi par la presse occidentale.

Notes:

[8] « La Transnistrie demande d'adhérer à la Fédération de Russie », Réseau Voltaire, 24 mars 2014.

[9] Overextending and Unbalancing Russia, James Dobbins, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz, Brent Williams, Rand Corporation, April 2019. Voir aussi les détails du plan dans Extending Russia: Competing from Advantageous Ground, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz & Brent Williams, Rand Corporation, May 25, 2019.

[10] « Rand Corp: comment abattre la Russie », « Ukraine: tout était écrit dans le plan de la Rand Corp. » et « La guerre avance selon le plan de la Rand Corporation », par Manlio Dinucci, Traduction M.-A., Réseau Voltaire, 21 mai 2019, 8 mars et 18 octobre 2022.

[11] « En 1992, les États-Unis tentèrent d'écraser militairement la Transnistrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17 juillet 2007.

https://www.voltairenet.org/article221413.html

Portugal.

Deuxième nuit d'émeutes à Lisbonne après la mort d'un homme tué par la police - Euronews 23 octobre 2024

L'agglomération de Lisbonne a connu une nuit d'émeutes, avec plusieurs incidents de violence et de vandalisme enregistrés dans différents endroits, à savoir Carnaxide (Oeiras), Casal de Cambra (Sintra) et Damaia (Amadora), aux premières heures de la matinée de mardi.

Outre le quartier de Zambujal, la PSP a également renforcé ses ressources dans divers endroits, notamment dans les zones urbaines sensibles.

Dans la nuit, des émeutes ont également été signalées à Carnaxide, dans la municipalité d'Oeiras, plus précisément dans le quartier de Portela, où des coups de feu ont été tirés et un bus incendié, ainsi que plusieurs poubelles et un véhicule léger.

Dans la municipalité de Sintra, un objet a été lancé sur le poste de police de la PSP à Casal de Cambra, sans causer de dommages, et à Damaia, des troubles ont eu lieu dans plusieurs rues, y compris des jets de pétards et de pierres sur la voie publique, ainsi que des incendies criminels de plusieurs poubelles.

Cette deuxième nuit de violence dans les rues fait suite à la mort d'Odair Moniz, 43 ans, abattu par un agent de la PSP aux premières heures du lundi matin dans le quartier de Cova da Moura à Amadora.

La police a expliqué que lorsque les agents "se sont approchés du suspect, celui-ci a résisté à l'arrestation et a tenté de les agresser avec une arme blanche", ajoutant que "l'un des agents de police, ayant épuisé tous les autres moyens et efforts", a utilisé une arme à feu sur le suspect "dans des circonstances qui feront l'objet d'une enquête criminelle et disciplinaire".

Ce mercredi, dans une nouvelle communication, le PSP a dit "regretter la mort" d'Odair Moniz, soulignant qu'elle "fait l'objet d'une enquête de la part des autorités judiciaires".

Le policier qui a tiré sur l'homme a depuis été mis en examen, a indiqué une source de la Polícia Judiciária.

Mardi, des dizaines de personnes se sont rassemblées devant l'appartement où vivait Odair Moniz, dans le quartier Zambujal d'Amadora, pour lui rendre hommage. Citoyen cap-verdien de 43 ans, il était propriétaire et gérant d'un café et était connu de tous les habitants du quartier sous le surnom de "Dá" et père de trois enfants.

La mobilisation a été organisée à l'initiative d'une association d'habitants du quartier. "Les gens étaient incrédules [face à la mort d'Odair Moniz]", a déclaré à Lusa Gilberto Pinto, président de l'association des habitants du quartier, A Partilha.

"C'est un effet boule de neige, un sentiment d'injustice qui s'est installé", a-t-il déclaré à l'agence de presse portugaise.

Les habitants soulignent la personnalité d'Odair et refusent de croire la version de la police, qui affirme qu'il les a menacés avec une arme blanche. Euronews 23 octobre 2024

J-C – On va vers un état de guerre civile dans plein de pays occidentaux, à suivre.

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 27 octobre 2024

Copains et coquins.

Le projet de budget 2025 présenté par Barnier donne des sueurs froides à toutes les formations politiques présentes à l'Assemblée nationale. Toutes entendent collaborer avec zèle à l'élaboration de la politique à tendance néoconservatrice que Macron appliquera en 2025, y compris les membres du NFP qui sont dès lors disqualifiés pour s'exprimer en notre nom, ils la cautionnent avant l'heure, ainsi que ses conséquences dramatiques pour les travailleurs et jeunes, d'une certaine manière, autant dire qu'il ne faudra pas compter sur eux pour défendre leurs intérêts.

Même au sein du camp présidentiel, il y a des députés qui proposent des amendements opposés à l'orientation du gouvernement, certains sont adoptés grâce aux voix d'autres formations politiques. Bref, c'est la foire d'empoigne des alliances et mésalliances parfois contrenatures, au point que le projet qui leur a été présenté est devenu en grande partie méconnaissable, au grand dam de Barnier qui s'apprête à dégainer le49.3, tandis que Macron ronge son frein.

Le petit dictateur enragerait, paraît-il, car il a perdu le contrôle du Parlement, finalement, il ne tient que grâce à la division de son propre camp qui balance ou hésite, entre ceux qui craignent une violente réaction de la classe ouvrière, et ceux qui entendent l'écraser, comble du paradoxe!

Ajoutons, avec la complicité du NFP pro-capitaliste et garant des institutions de la Ve République, qui n'a pas l'intention de proposer une issue politique en rupture avec le capitalisme et ses institutions, que des millions de travailleurs et jeunes pourraient adopter ou sur laquelle ils pourraient se mobiliser, surtout pas !

"Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah".

Marche en soutien au Libanais propalestinien Georges Abdallah, en prison depuis 40 ans - AFP 26 octobre 2024

Quelque 2.000 personnes ont manifesté samedi, au 40e anniversaire de l'incarcération du militant libanais propalestinien Georges Ibrahim Abdallah, pour réclamer sa libération de la prison de Lannemezan, dans le sud-ouest de la France, où il est enfermé, a constaté une équipe de l'AFP.

Le cortège, parti de la gare de Lannemezan (Hautes-Pyrénées), a rallié le centre pénitentiaire au son de slogans tels que "Libérez Gaza, libérez Georges Abdallah".

Outre la situation explosive au Proche-Orient, cette action intervient dans un contexte particulier: la justice française doit rendre le 15 novembre sa décision sur une nouvelle demande de libération conditionnelle de Georges Abdallah. AFP 26 octobre 2024

J-C – Il est libérable depuis 1999, ce sont les Américains et les sionistes qui s'opposent à sa libération.

Le rêve, non, le cauchemar américain!

"Il suffit d'un imprévu pour se retrouver à la rue" : à Miami, la crise du logement met à mal le "rêve américain" de nombreux habitants - francetvinfo.fr 26 octobre 2024

https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/l-amerique-en-marche-arriere/reportage-ilsuffit-d-un-imprevu-pour-se-retrouver-a-la-rue-a-miami-la-crise-du-logement-force-des-habitants-arenoncer-a-une-part-du-reve-

americain_6816800.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3& at_variant=V3-compte&at_send_date=20241026&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

J-C – Quel cauchemar vivent vraiment au quotidien les travailleurs aux Etats-Unis? Vous n'en savez rien au juste, et bien lisez cet article pour en avoir une idée assez précise.

Complément à la causerie d'hier. Comment, tout au long d'un article, RFI distille insidieusement la propagande anglo-saxonne de l'OTAN.

Vitrine pour Vladimir Poutine, le sommet des Brics signe une déclaration conjointe sans grandes mesures -RFI/Reuters

Un sommet insignifiant, vraiment? 2 démentis.

- 1- RT Lors du sommet des BRICS+ tenu à Kazan du 22 au 24 octobre, il a été décidé d'octroyer le statut de pays partenaire (et non membres à part entière) à 13 pays : Algérie, Biélorussie, Bolivie, Cuba, Indonésie, Kazakhstan, Malaisie, Nigéria, Thaïlande, Turquie, Ouganda, Ouzbékistan, Vietnam. RT 25 Oct 2024
- J-C Les Brics 10 +13 = 46% du PIB mondial et plus de la moitié de la population mondiale ; le G7 = 29,08% et moins de 25% de la population mondiale. Tenez, à propos des Brics, une formule m'est venue à l'esprit ce matin : Le Bretton Woods II. Vous voyez ce que je veux dire ?
- 2- XVI° sommet des BRICS: Déclaration de Kazan Réseau Voltaire 24 octobre 2024

www.voltairene	t.org/artic	<u>le221435.r</u>	<u>itml</u>		

Législatives en Géorgie. Quand les porte-parole de l'UE-OTAN vous informent, c'est garantie 100% de propagande.

Législatives en Géorgie : le parti au pouvoir revendique "une majorité solide" face aux oppositions pro-européennes qui refusent de reconnaître les résultats - franceinfo/AFP 26 octobre 2024

La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale, franceinfo/AFP 26 octobre 2024

J-C- Dans cet article et d'autres, quelques titres plus loin, l'AFP et France Info se sont littéralement déchaînés contre le parti au pouvoir pro-russe en Géorgie. Lisez, c'est délirant, 100% de propagande pro-UE-OTAN-Davos.

Franceinfo - Le parti au pouvoir Rêve géorgien est en passe de remporter les législatives en Géorgie face à l'opposition pro-européenne, selon des résultats partiels communiqués samedi 26 octobre. Ce verdict risque de remettre en cause les ambitions de ce petit pays du Caucase de rejoindre l'Union européenne.

J-C- Car implicitement, ce serait un bonheur de rejoindre l'UE plutôt que s'allier à la Russie ou rejoindre les Brics, par exemple !

Franceinfo - "Comme le montrent les résultats rendus publics par la commission électorale centrale, le Rêve géorgien s'est assuré une solide majorité" dans le nouveau parlement, a déclaré aux journalistes le secrétaire exécutif du parti Mamuka Mdinaradze. Dans la soirée, l'opposition a annoncé refuser de connaître les résultats, un de ses responsables qualifiant le vote de "volé". "Pour l'instant nos données nous montrent des résultats beaucoup plus serrés que ceux que la commission centrale a publiés", a déclaré de son côté à l'AFPTV Alexander Krevo, un porte-parole du Mouvement national uni (MNU).

J-C- Dorénavant, lorsque le candidat ou le parti que soutient l'UE, l'OTAN, Davos perd les élections, systématique la clique des oligarques anglo-saxons et leurs médias contestent le résultat des élections. Ils considèrent qu'un scrutin et ses résultats sont légitimes, uniquement si c'est leur candidat ou leur parti qui a remporté une élection. Notez que c'est conforme à leur conception de la démocratie, qui en réalité est une dictature, celle du capital sur le travail.

Un tiers du paragraphe pour le parti pro-russe, deux tiers pour le parti pro-UE dans ce paragraphe. Ici, c'est la quantité ou le nombre de lignes qui est censée faire la différence et indiquer aux lecteurs quel parti méritait de l'emporter.

Franceinfo - La formation au pouvoir recueillait 53% des voix après l'analyse du scrutin dans 72% des bureaux de vote, selon la commission électorale centrale, après une journée de scrutin émaillée d'incidents. Après avoir voté, la présidente Salomé Zourabichvili, en rupture avec le gouvernement, avait prévenu que ce scrutin allait "déterminer l'avenir du pays". L'alliance d'opposition, qui avait promis des réformes électorales, judiciaires et l'abrogation de lois décriées promulguées il y a peu, accuse le Rêve géorgien, de s'être engagé dans une spirale vers un régime autoritaire prorusse et d'éloigner la Géorgie de l'Union européenne et de l'Otan, à laquelle elle ambitionne également d'adhérer.

J-C- Un parti pro-russe est forcément autoritaire, si ce sont l'Union européenne et l'Otan synonymes de bien-être, de démocratie et de paix qui l'affirment, les lecteurs sont priés de le penser également, cela leur est suggéré ouvertement.

Franceinfo - Le gouvernement disait avant le scrutin vouloir obtenir les trois quarts des sièges du Parlement, ce qui le mettrait en position de modifier la Constitution et, en vertu de son projet, d'interdire les partis d'opposition pro-occidentaux. La Géorgie a été secouée en mai par de grandes manifestations contre une loi sur "l'influence étrangère", inspirée d'une législation russe sur les "agents de l'étranger" utilisée pour écraser la société civile.

J-C- Les lecteurs sont appelés à faire un lien entre un projet du parti pro-russe consistant prétendument à "*interdire les partis d'opposition pro-occidentaux*" en Géorgie, et la législation russe soi-disant conçue pour "écraser la société civile", de sorte qu'ils soutiennent les agents de l'UE et de l'OTAN en Géorgie.

Franceinfo - Bruxelles a averti que de l'issue de ces élections dépendraient les chances de cette ancienne république soviétique du Caucase d'environ quatre millions d'habitants d'entrer dans l'UE, qui a inscrit cette aspiration dans sa Constitution. Premier responsable étranger à réagir, le Premier ministre hongrois Viktor Orban, unique dirigeant de l'UE resté proche de Moscou, a salué la victoire "écrasante" du parti au pouvoir.

J-C- Quelle "chance" d'entrer dans l'UE, quel cauchemar ou malheur plutôt pour le peuple géorgien!

Les titres d'autres articles de propagandes de l'UE-OTAN (liste non-exhaustive).

- Législatives en Géorgie : des médias et des ONG dénoncent une série d'incidents en marge du scrutin franceinfo/AFP
- "C'est une bataille contre la Russie, contre la dictature" : en Géorgie, la jeunesse pro-européenne se mobilise pour des élections décisives franceinfo/AFP
- Cinq questions sur les élections législatives en Géorgie, cruciales pour l'avenir européen et démocratique du pays franceinfo/AFP

Les pays de l'UE sont profondément divisés quant à la stratégie à adopter face à la crise mondiale du capitalisme et l'ensemble des acteurs qui y sont impliqués.

J-C – Désaccords, crispations, tensions, avertissements, coups tordus, invectives, insultes, menaces, etc. ils nous pourrissent la vie, en contrepartie ils se la pourrissent eux-mêmes, je n'irais pas jusqu'à en tirer satisfaction, disons que la survie du capitalisme n'est une balade tranquille pour personne, et en assumer toutes les conséquences un exercice à haut risque ou plus en plus périlleux, compromettant...

L'UE doit arrêter de «donner des leçons» aux autres, estime Charles Michel - RT 26 Oct 2024

La participation de partenaires de Bruxelles au sommet des BRICS de Kazan montre qu'il est temps pour l'Union européenne d'arrêter de «donner des leçons aux autres» et de commencer à faire

«preuve de respect», a déclaré au Financial Times (FT) le chef du Conseil européen, Charles Michel.

«Nous sommes convaincus de savoir ce qui est bien et ce qui est mal. Et nous ne faisons pas d'effort, du moins pas pour comprendre les raisons pour lesquelles [les autres pays] pensent différemment. Au niveau européen [...] il y a un réflexe qui se rapproche de la forme d'un cours magistral», a déclaré le responsable européen dans cet entretien publié le 25 octobre par le quotidien britannique.

Charles Michel a notamment commenté la participation de la Turquie, de l'Égypte ainsi que des Émirats arabes unis à ce sommet organisé en Russie. Selon le chef du Conseil européen, si ces pays, qui entretiennent des liens économiques et pour certains militaires étroits avec l'Occident, «ont fait le choix de venir à Kazan, c'est qu'ils ont voulu envoyer un signal au reste du monde».

Charles Michel a également estimé que l'UE devait faire preuve de «plus de respect» à l'égard des pays en développement, «avec lesquels l'organisation avait signé des accords de coopération stratégique, commerciale ou politique, si elle voulait lutter contre les efforts chinois et russes d'étendre leur influence en Afrique, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est», a relaté le FT.

«Les mots que nous utilisons sont vraiment désobligeants parce que nous donnons l'impression d'être un joueur sur le terrain et en même temps un arbitre», a également déclaré Charles Michel. RT 26 Oct 2024

Von der Leyen annule sa rencontre avec le Premier ministre serbe en raison d'une réunion avec un ministre russe - RT 26 Oct 2024

Le 25 octobre, la présidente de la Commission européenne est arrivée en milieu de journée à Belgrade en provenance de Bosnie et y a rencontré le président serbe. Avant son dîner avec Aleksandar Vucic, Ursula von der Leyen devait également s'entretenir avec le Premier ministre serbe, mais le rendez-vous a été annulé à la dernière minute.

En cause ? Milos Vucevic venait de s'entretenir avec le ministre russe du développement économique, Maxim Rechetnikov, qui était également en visite à Belgrade. «Nous avons annulé la rencontre avec le Premier ministre [serbe] après sa rencontre avec le ministre russe de l'Économie», a déclaré à une agence de presse française l'ambassadeur de l'Union européenne en Serbie, Emanuele Giofret.

Il y avait «des signes de l'intention de la Serbie de renforcer les relations économiques dans d'autres domaines avec la Fédération de Russie», a-t-il ajouté.

Selon le représentant du bloc européen, cette «intention» pouvait se lire dans un communiqué de presse «publié sur le site internet» du gouvernement serbe et «retiré» depuis. «Dans ces conditions, la présidente de la commission a estimé qu'il était inutile d'organiser une réunion avec le Premier ministre», a poursuivi le diplomate. RT 26 Oct 2024

Combat contre la barbarie coloniale et impérialiste.

Les condamnations se multiplient après l'agression israélienne contre l'Iran - french.presstv.ir 26 October 2024

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a condamné samedi dans un communiqué l'agression d'Israël contre l'Iran, la qualifiant de « *violation de la souveraineté iranienne* » et du droit international. Il a exhorté toutes les parties impliquées à faire preuve de « *la plus grande retenue* ».

Le ministère malaisien des Affaires étrangères a condamné dans un communiqué les frappes militaires du régime israélien et a déclaré que l'agression constituait une violation flagrante du droit international et portait gravement atteinte à la stabilité régionale.

Le ministère omanais a appelé la communauté internationale à prendre des mesures décisives pour mettre un terme à l'agression et s'attaquer aux causes profondes des crises régionales, y compris l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens et arabes.

Le Pakistan a également vivement condamné l'agression israélienne contre l'Iran, la qualifiant de grave violation de la Charte des Nations Unies et du droit international.

« L'Algérie condamne avec force et dénonce avec fermeté les attaques militaires menées à nouveau par l'armée d'occupation israélienne contre la République islamique d'Iran, tout en exprimant sa solidarité avec les frères en Iran suite à cette odieuse agression qui constitue une atteinte éhontée à la souveraineté de leur pays et une violation flagrante de la charte des Nations Unies et des principes du droit international », lit-on dans le communiqué.

La France appelle à éviter « *toute escalade* », sans condamner l'agression israélienne contre l'Iran. french.presstv.ir 26 October 2024

J-C – Vous aurez sans doute remarqué comme moi que leurs bombardements réciproques ne se sont pas traduits par des destructions massives et aveugles ni un massacre de civils innocents, au point que si on ne les avait pas vécu en temps réel, on pourrait se demander s'ils ont réellement eu lieu, n'est-ce pas, plutôt curieux, non ?

A croire que les uns et les autres trouvent leur compte à cette situation conflictuelle qui dure depuis près d'un demi-siècle s'agissant de l'Iran, plus de 75 ans pour les autres Etats du Moyen-Orient et les monarchies du Golfe, car elle permet de dresser les peuples les uns contre les autres, au lieu qu'ils réalisent leur unité pour renverser tous ces régimes archaïques et despotiques produits du colonialisme occidental au XIX et XXe siècle.

Afrique.

Zoom Afrique du 24 octobre 2024 - french.presstv.ir 24 October 2024

- BRICS : une voie vers l'émancipation des pays africains face à la domination occidentale
- Niger : la suspension des activités d'Orano, un tournant pour la souveraineté minière africaine

La Voix de l'Opposition de Gauche – courant marxiste-révolutionnaire combattant pour la révolution socialiste internationale

- L'intégration des pays de l'Alliance des États du Sahel fondée par le Burkina Faso, le Mali et le Niger au BRICS : un pas vers une nouvelle souveraineté africaine

 $\frac{https://french.presstv.ir/Detail/2024/10/24/735897/L\%E2\%80\%99adh\%C3\%A9sion-des-pays-de-l\%E2\%80\%99AES-aux\%C2\%A0BRICS-\%C2\%A0un-pas-vers-une-nouvelle-souverainet\%C3\%A9-africaine$

Argentine.

Argentine: le FMI salue la politique économique du président Milei - RFI 26 octobre 2024

En Argentine, Javier Milei continue sa politique de la tronçonneuse, comme il l'appelle lui-même. Pour renflouer les caisses du pays tout en réduisant le secteur public à sa plus simple expression, il veut désormais vendre près de 1 200 biens immobiliers détenus par l'État. Une annonce qui intervient alors que le Fonds monétaire international (FMI), a salué ce vendredi 25 octobre la politique économique du président, élu il y a un peu moins d'un an.

Pour la première fois depuis 16 ans, l'Argentine a enregistré un excédent budgétaire au premier semestre 2024, salue le FMI, qui se réjouit aussi d'une décrue plus rapide que prévue de l'inflation.

Elle devrait certes rester très élevée cette année, juste sous la barre des 140% fin 2024 estime l'institution. Mais elle retomberait à 45% d'ici à la fin de l'année prochaine, prévoit le FMI.

Des signes d'une stabilisation de l'économie qui pourraient jouer en faveur de Buenos Aires qui veut obtenir un nouveau prêt, un nouvel accord auprès du FMI. Car l'Argentine doit rembourser 20 milliards de dollars d'emprunts qui arrivent à échéance l'an prochain.

Le Fonds monétaire international voudrait en retour une libéralisation du taux de change entre le dollar et le peso argentin. Ce qui pourrait mener à une dévaluation de la monnaie nationale, craint le gouvernement. RFI 26 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 28 octobre 2024

Les vieux réalisent enfin le rêve des bourgeois, l'ultime récompense d'une vie de labeur et de sueur, alors ils ont tendance à être un brin réac.

Les jeunes sont naturellement égocentriques, il ne faut pas leur en vouloir, ils y sont fortement encouragés par l'idéologie de la classe dominante.

Entre les deux, les hommes et les femmes entre deux âges baignent dans l'hédonisme, ils veulent profiter à fond de la vie, quelque part c'est légitime aussi, en revanche, ils se foutent du sort des deux autres et de tout ce qui se passe dans le monde, c'est dommage.

Du coup, les relations vont être un peu compliquées et tendues entre les différentes générations. Les autorités et les médias feront tout pour, selon le principe diviser pour mieux régner, tandis que nous faisons l'inverse en les incitant à se situer sur le terrain de la lutte de classe, le leur uniquement, afin qu'ils prennent conscience qu'ils ont tout intérêt à s'unir et à s'organiser pour combattre ensemble le régime, leur unique ennemi (et non l'immigré), qui est à l'origine de tous leurs problèmes ou souffrances.

C'est par là qu'il faut commencer, si on souhaite réellement s'en sortir et s'attaquer à la racine de nos problèmes, au lieu de passer son temps à juger et accuser les autres, nos semblables, parce que nous sommes tous embarqués dans la même galère.

Il faut laisser dire, ne vous formalisez pas, relativisez ce que vous entendez, prenez cela au second ou troisième degré, la plupart des gens racontent un tas de conneries à longueur de temps. Il ne faut pas répondre et ne pas leur en vouloir, vous savez pourquoi, parce qu'ils pensent sans doute la même chose de vous, donc cela vous reviendrait en pleine gueule! On est toujours le con de quelqu'un, alors c'est un jeu de cons!

Ils se situent sur le mauvais terrain de classe. Tout est confus dans leurs têtes. Ils sont comme vous, ils ne supportent plus le matraquage idéologique incessant que la réaction leur impose, ils n'en peuvent plus, ils en deviennent dingues. Ils ne sont pas complètement abrutis pour autant, ils ne sont plus aptes à réfléchir, c'est tout. Vous me direz que c'est déjà pas mal, certes, mais ils ont tous des faiblesses, ils présentent tous des failles, il faut apprendre à les exploiter.

Ce n'est pas parce qu'ils sont prêts à tout justifier, qu'ils n'en prendraient pas aussi plein la gueule quotidiennement, car personne n'échappe totalement à cette société de merde. Plus elle devient pourrie, et plus il devient difficile de ne pas angoisser, de se donner bonne conscience, de ne pas être déprimé ou dépressif, de trouver le sommeil, de ne pas faire de cauchemars, de se lever du bon pied, de se dire au réveil : comme je suis heureux de vivre, quelle belle journée on va avoir, mon cul ouais, attends un peu d'écouter ou de lire les dernières nouvelles et tu vas vite déchanter!

Donc il y a toujours matière à discussion, même si c'est plus difficile dans le contexte actuel, sinon on se coupe du reste du monde, on finit par être injuste et détester la Terre entière, on se ferait du mal plutôt qu'autre chose à adopter cette attitude, c'est con, or personne n'a envie de passer pour un con, c'est désagréable, n'est-ce pas ?

En devenant vieux, c'est presque plus facile à faire qu'à dire, je vous l'accorde. On a tendance à relativiser beaucoup de choses auxquelles on accordait beaucoup d'importance avant. La fatigue et la lassitude en sont pour quelque chose, mais aussi, les désillusions, les trahisons, les échecs, les erreurs, le peu de temps qu'il nous reste à vivre, on se dit qu'il vaut mieux ne pas le gaspiller inutilement, essayons une dernière fois d'être utile aux nôtres, à notre classe, à notre cause, au socialisme, et inch Allah pour faire chier les sionistes nazis et autres racistes!

La crise économique entraîne une crise sociale, qui débouche sur une crise politique, qui se transforme en crise institutionnelle, c'est dialectique. Mais le tableau n'est pas complet, que manque-t-il ? La crise révolutionnaire à venir.

Dorénavant, pour les Etats-Unis et leurs vassaux, la démocratie consiste à contester le résultat d'une élection quand leur candidat ou parti l'a perdue, en invoquant n'importe quel prétexte fabriqué et plus grotesque les uns que les autres, ainsi ils révèlent la véritable nature dictatoriale de leur idéologie et de leur régime.

Et comment viendrons-nous à bout de cette dictature ? Pardi, en leur imposant la nôtre, la seule légitime, puisqu'elle incarnera les aspirations à la démocratie de l'immense majorité des exploités et des opprimés qui composent la société.

Sur la situation politique et sociale en France.

Quand la Constitution d'un Etat a même prévu de suspendre les institutions, tous les coups sont permis... sauf son abrogation, il faudra une révolution!

- Budget à l'Assemblée : pour Coquerel, le camp Barnier subit « une décomposition accélérée » Le HuffPost
- Budget 2025 : Bayrou dénonce l'absentéisme « *inadmissible* » des députés (de son camp) 20 minutes.fr
- Sur le budget, Bayrou n'a pas de mot assez dur pour critiquer l'attitude des députés de son camp absents Le HuffPost
- Budget de la Sécurité sociale : le sucre offre au gouvernement son premier couac Le HuffPost
- Légalisation des casinos en ligne: le gouvernement renonce à légiférer dans l'immédiat BFMTV
- Sur le budget, le RN adresse un « carton rouge » à Barnier et le menace de censure Le HuffPost

- Budget 2025: Jean-Philippe Tanguy assure que le Rassemblement national "votera contre" BFMTV
- Budget 2025: François Bayrou estime que le 49.3 est "vital" dans la Ve République BFMTV

Entre la Bourse ou le Casino et la vie, ils ont tranché.

Légalisation des casinos en ligne: le gouvernement renonce à légiférer dans l'immédiat - BFMTV 28 octobre 2024

Face à la sonnette d'alarme tirée par les casinos physiques français ou encore par la Fédération Addiction, le gouvernement a retiré l'amendement prévoyant d'ouvrir la voie à l'autorisation des casinos en ligne en France du projet de budget 2025.

"Je suis très vigilant sur ce sujet-là. Il ne faut pas faire d'erreurs. Il ne faut pas que cela pénalise un certain nombre d'acteurs, notamment les casinos physiques", a estimé le ministre.

L'organisation représentant les casinos, Casinos de France, a salué cette décision dans un communiqué ce dimanche. BFMTV 28 octobre 2024

Budget 2025 : hausse du délai de carence des fonctionnaires de 1 à 3 jours - LePoint.fr 28 octobre 2024

« Nous réduirons de 1,2 milliard les dépenses liées aux arrêts maladie dans la fonction publique grâce à des mesures de lutte contre l'absentéisme et de meilleure maîtrise des arrêts », a fait savoir le ministre du Budget et des Comptes publics.

Il a également indiqué que le remboursement des trois premiers mois d'un arrêt maladie ordinaire serait désormais plafonné à 90 % au lieu de 100 % à l'heure actuelle. LePoint.fr 28 octobre 2024

Santé.

Parole d'internaute.

- Je connais tous les bienfaits de cette molécule (Ivermectine - J-C) depuis des années et ma question est pourquoi n'est-elle pas utilisée pour soigner le covid, le cancer, la sclérose en plaques ? Cela nous montre encore une fois que les intérêts économiques de sociétés ultra puissantes passent bien avant l'intérêt de la population. Que nos politiciens sont corrompus jusqu'à la moelle. Que les journalistes des médias dominants ne sont pas indépendants et racontent ce qu'on leur demande de dire. Que les médecins et scientifiques se plient devant le pouvoir politique par peur de perdre leur emploi ou d'être ostracisé par la communauté médicale. Croyez-vous vraiment que nous soyons en démocratie? Que nous l'ayons jamais été ? Je crois que là aussi il s'agit d'une illusion qui est entretenue auprès de la population pour mieux la gouverner.

J-C - On peut dire les choses comme cela.

- Il serait quand même bien de citer la base de données qui réunit toutes les études réalisées sur l'Ivermectine à travers le monde à laquelle collabore des scientifiques étasuniens anglais, russes, chinois, japonais, indiens, etc.: http://www.c19ivm.org

Au 24 octobre ce sont 105 études qui ont été réalisées par 1206 scientifiques sur 220 423 patients de 30 pays (et non 50 000 patients). Quant à Andrew Hill il a laissé modifier sa méta-analyse – prépubliée sur Researchgate) et falsifier sa conclusion. Tout est expliqué dans mon enquête publiée sous le titre Tous vaccinés, tous en danger? (IS Edition). Je montre comment cette étude falsifiée a été utilisée au sein de l'OMS et par qui pour déconseiller l'Ivermectine. La question que le corps médical devrait se poser est: comment peut-on utiliser une étude falsifiée au sein de l'OMS pour déconseiller l'utilisation d'un médicament ? Et pas seulement le corps médical.

Japon.

J-C – Décidément, tout fout le camp!

Législatives anticipées au Japon: déroute électorale pour le parti conservateur au pouvoir - RFI 27 octobre 2024

Le parti au pouvoir au Japon a perdu sa majorité à la chambre basse du Parlement lors de législatives dimanche 27 octobre, pour la première fois depuis 2009, selon des projections. Un échec cuisant pour le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba qui a convoqué ce scrutin anticipé.

Le Parti libéral-démocrate (PLD) est crédité de 153 à 219 sièges, selon de premières projections de la chaîne de télévision publique NHK. Bien en deçà de la majorité absolue de 233 sièges sur 465. Un tel résultat serait quasi-inédit dans l'histoire du PLD, qui a réussi à se maintenir au pouvoir presque sans interruption depuis 1955. RFI 27 octobre 2024

Moldavie.

Moldavie : le désaveu des élites globalistes au référendum européen par Karine Bechet-Golovko - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/moldavie-le-desaveu-des-elites-globalistes-au-referendum-europeen/5693396?doing wp cron=1730034652.8709459304809570312500

Moldavie: revers pour l'Occident par Mikhail Gamandiy-Egorov - Mondialisation.ca, 22 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/moldavie-revers-pour-loccident/5693342?doing_wp_cron=1730034688.5519359111785888671875

Sanctions antirusses : Sandu justifie son alignement sur l'Occident par... la crainte de sanctions - RT 27 oct. 2024

Lors d'un débat pré-électoral ce 27 octobre, la présidente moldave Maïa Sandu a justifié l'alignement de Chisinau sur les sanctions antirusses décrétées par les Occidentaux par le risque que les banques moldaves puissent être sanctionnées par ces mêmes Occidentaux.

«Notre système bancaire et d'autres éléments de l'économie auraient été sanctionnés» : telle est la raison donnée ce 27 octobre par la présidente moldave sortante Maïa Sandu, lors d'un débat d'entredeux-tours des élections présidentielles face à Alexandru Stoianoglo.

Cet ancien procureur général de Moldavie a interrogé son opposante sur les raisons qui l'ont poussée à s'aligner sur les sanctions antirusses décrétées par Bruxelles. Alexandru Stoianoglo a notamment souligné qu'en raison des restrictions imposées à la Russie, la Moldavie avait commencé à recevoir du gaz à un *«prix plus élevé»*. RT 27 oct. 2024

Géorgie.

Législatives en Géorgie : Rêve géorgien l'emporte, l'opposition crie au «coup d'État constitutionnel» - RT 27 oct. 2024

Rêve géorgien, parti au pouvoir en Géorgie, a remporté 54,08% des voix lors des législatives, contre 37,58% pour la coalition pro-européenne, suite au dépouillement réalisé dans plus de 99% des circonscriptions, a annoncé ce 27 octobre le président de la Commission électorale centrale (CEC) Giorgi Kalandarishvili. Rêve géorgien obtient ainsi une majorité des sièges dans le nouveau Parlement, mais n'atteint pas la majorité constitutionnelle fixée à 113 sièges sur les 150. Si, la veille au soir, Rêve géorgien avait reconnu ces élections législatives comme valides, les partis de la coalition pro-européenne, d'opposition, ont refusé de reconnaître les résultats du scrutin.

Le 23 octobre, le président du Parlement, Chalva Papouachvili, avait déclaré que la campagne électorale se déroulait sur fond d'«*ingérence étrangère*» et que certaines forces en Géorgie se préparaient à un coup d'État après le scrutin.

«Il s'agit d'une campagne fasciste ordinaire. Ils ont déclaré que la majorité de la population géorgienne était ennemie. Jusqu'à présent, la représentation de l'UE n'a pas réagi, ce qui encourage naturellement ce type de terreur de la part des organisations financées par l'UE», avaitil par ailleurs déclaré, selon des propos rapportés par Sputnik Géorgie.

Le même procédé qu'en Ukraine, en Serbie, en Hongrie, au Venezuela...

Géorgie : la présidente Salomé Zourabichvili appelle à manifester après des élections législatives « falsifiées » - Le HuffPost 28 octobre 2024

Cette pro-occidentale en rupture avec le gouvernement a dénoncé ce dimanche 27 octobre une « falsification totale » des élections législatives, qui ont été remportées par le parti prorusse au pouvoir mais sont contestées par l'opposition. Plus tôt, l'ex-président Mikheil Saakachvili, aujourd'hui emprisonné et également très critique du gouvernement, avait lui aussi appelé à des « manifestations massives » afin de « montrer au monde que nous luttons pour la liberté ».

Estonie.

J-C - La « dénazification » des pays baltes s'imposent aussi. Ce sera aux peuples baltes de la réaliser.

Estonie : «Les citoyens russes et biélorusses ne doivent pas avoir leur mot à dire dans les élections locales» - RT 27 oct. 2024

Le Premier ministre Estonien Kristen Michal, dans une interview à la radio-télévision publique estonienne le 25 octobre, a déclaré que tous les citoyens russes et biélorusses vivant en Estonie devraient être privés du droit de vote.

Alors que le Parti social-démocrate (SDP) a l'intention de proposer que seuls les citoyens russes et biélorusses d'Estonie qui ont refusé de condamner l'offensive russe en Ukraine soient privés du droit de vote aux élections locales, le Premier ministre estonien Kristen Michal préfère quant à lui tous les priver de ce droit.

«Notre position est claire depuis un certain temps. Premièrement, nous voulons un changement : les citoyens russes et biélorusses ne doivent pas avoir leur mot à dire dans les élections locales. Leur droit de vote doit être suspendu ou révoqué. Plus nous aurons de clarté juridique sur cette question, mieux ce sera», a-t-il déclaré à la radio-télévision publique estonienne, selon des propos rapporté le 25 octobre.

Kristen Michal a également déclaré «apprécier» que les sociaux-démocrates «se rendent compte que la Russie représente une menace pour la sécurité, qu'elle mène des activités d'influence active et que les citoyens russes et biélorusses» ne devaient rien décider dans les affaires du pays. RT 27 oct. 2024

Brésil.

Qu'est-ce qui se passe au Brésil?

Le Brésil ne peut pas être un cheval de Troie au sein des BRICS. Les États-Unis exercent une pression énorme et de plus en plus forte sur le gouvernement brésilien par Eduardo Vasco - Mondialisation.ca, 24 octobre 2024

Les États-Unis exercent une pression énorme et de plus en plus forte sur le gouvernement brésilien. Elle est principalement exercée par les agents de l'impérialisme américain au Brésil, en particulier les politiciens de droite, les bureaucrates de l'Itamaraty et les grands médias.

Folha, Estadão, Rede Globo, CNN Brasil et Jovem Pan [médias brésiliens]- ainsi que l'ensemble du cartel médiatique de notre pays – font pression sur Lula pour qu'il adopte des positions favorables aux intérêts américains. Lorsqu'ils obtiennent de bons résultats, ils vantent les « *victoires* » de la diplomatie brésilienne, qui sont en réalité des défaites pour le Brésil. Ces victoires appartiennent en réalité aux États-Unis.

La présidence brésilienne des BRICS en 2025 sera fortement sabotée par les agents américains au Brésil.

Pour lire l'article:

https://www.mondialisation.ca/le-bresil-ne-peut-pas-etre-un-cheval-de-troie-au-sein-des-brics-les-etats-unis-exercent-une-pression-enorme-et-de-plus-en-plus-forte-sur-le-gouvernement-bresilien/5693403?doing wp cron=1730033918.7473111152648925781250

J-C – Pour mémoire :

Chili. Le 23 août 1973, le général Carlos Prats démissionne. Le président Salvador Allende, pour rétablir l'ordre, nomme commandant en chef de l'armée chilienne Augusto Pinochet, au lieu d'armer le peuple et de l'appeler à l'insurrection pour défendre la démocratie... Vous connaissez la suite.

Le Venezuela, qui voulait intégrer les Brics, dénonce le veto du Brésil - RFI/AFP 25 octobre 2024

Le Venezuela, qui ambitionnait d'intégrer les Brics lors du sommet à Kazan en Russie, a dénoncé jeudi le veto opposé par le Brésil à son entrée, fustigeant une « agression ».

Le Venezuela « a eu l'appui et le soutien des pays participant à ce sommet pour la formalisation de son entrée », a expliqué le ministère vénézuélien des Affaires étrangères dans un communiqué. Mais « la représentation du ministère brésilien des Affaires étrangères [...] a décidé de maintenir le veto que [l'ancien président brésilien de droite Jair] Bolsonaro a appliqué au Venezuela pendant des années, reproduisant ainsi la haine, l'exclusion et l'intolérance promues par les centres de pouvoir occidentaux pour empêcher, pour l'instant, l'entrée du Venezuela » dans les Brics, a-t-il dénoncé.

C'est « une action qui constitue une agression contre le Venezuela et un geste hostile [...]. Le peuple vénézuélien ressent de l'indignation et de la honte face à cette agression inexplicable et immorale du ministère brésilien des Affaires étrangères, qui maintient la pire des politiques de Jair Bolsonaro contre la révolution bolivarienne », a encore fustigé le ministère.

Lula, qui a tenté d'être un médiateur dans la crise politique vénézuélienne, proposant vainement un nouveau scrutin, n'a toujours pas reconnu la réélection de Nicolas Maduro.

Interrogé sur le différend entre Brasilia et Caracas à Kazan, le président russe Vladimir Poutine, proche allié de Nicolas Maduro, avait dit « espérer que la situation se règle », insistant toutefois sur le fait qu'un consensus était indispensable pour qu'un nouveau pays soit admis dans les Brics. « Le Venezuela lutte pour son indépendance, pour sa souveraineté. Nous considérons que le président

La Voix de l'Opposition de Gauche – courant marxiste-révolutionnaire combattant pour la révolution socialiste internationale

Maduro a gagné les élections et les a gagnées honnêtement. Et nous lui souhaitons de réussir », avait ajouté Nicolas Poutine. RFI/AFP 25 octobre 2024

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 31 octobre 2024

Pour télécharger facilement et rapidement des vidéos.

Téléchargeur Vidéo Rapide et Facile - SaveFrom.net

https://fr.savefrom.net/348/

Une suggestion:

David Gilmour (Pink Floyd) - Live at the Royal Albert Hall 2006 Full Concert

https://www.youtube.com/watch?v=PbtJi1-v8h8

Qu'est-ce que l'Union des associations internationales (UIA) ?

L'UIA est l'un des principaux fournisseurs d'informations sur les organisations internationales à but non lucratif.

LUIA est une base de données mondiale de la société civile (ONG) qui a répertorié plus de 72 500 profils d'organisation, des informations supplémentaires dans les profils, des fonctions de recherche sophistiquées et l'exportation de données. Mais ces données sont payantes, or je n'ai pas les moyens de m'offrir ce service pour mieux vous informer, si nous avions une organisation on pourrait pallier à cet inconvénient, tant pis.

Source: https://uia.org/s/or/en/1100016173

De la philosophie de la nature.

A propos des inondations en Espagne et ailleurs.

Avec une pensée fraternelle pour le peuple espagnol.

Ah ben voilà que la mousson est aussi arrivée en Espagne après un petit tour par l'Europe centrale!

La météo qui intervient sur le court terme est imprévisible, et le climat qui intervient sur le long terme n'a rien à voir là-dedans. L'un et l'autre sont tout sauf stables depuis 4,5 milliards d'années.

Quand on dit qu'on est encore à la préhistoire de la civilisation humaine ou que jusqu'à présent les hommes ont fait leur histoire inconsciemment, on ne croyait pas si bien dire. Ils sont vulnérables aux moindres aléas météorologiques, que les autorités s'empressent de dénaturer en catastrophes climatiques, une grotesque manipulation des consciences animée par de sordides considérations économiques et politiques

Ici aussi, au Tamil Nadu, il pleut ce matin. En principe la mousson commence au mois d'octobre, sauf que cette année elle était en avance de... 4 mois ! On a eu de la flotte pendant 4 mois, du jamais vu en 30 ans ou plus. Notez que personne ne s'en plaint ici, on fait avec, et puis c'est bon pour les cultures, sauf au moment de la moisson, évidemment, c'est ce qui est le plus à craindre.

L'urbanisation à outrance ou anarchique devait se payer un jour ou l'autre, et ce n'est peut-être qu'un début, qui sait ? A force de bétonner et bitumer à tout va, de construire des habitations en zones inondables, de construire des barrages, de bétonner les rives des rivières ou fleuves, d'ignorer que là où il y a un ruisseau aujourd'hui, hier ou autrefois il y avait une rivière, bref, à force de malmener la nature et croire qu'on peut faire n'importe quoi et en contrôler les conséquences, quand ils ne les ignorent pas, de véritables catastrophes peuvent survenir dont les autorités sont responsables en grande partie.

Donnons la parole à des spécialistes.

DES HYDROSYSTÈMES SOUS CONTRÔLE ANTHROPIQUE

Depuis le Néolithique, que ce soit aux échelles des bassins versants (défrichements, gestion forestière, agriculture, etc.), des lits majeurs (irrigation, protection contre les crues, etc.) ou des lits mineurs (stabilisation des berges), la dynamique des systèmes fluviaux est contrôlée par la société à des degrés divers (voir par exemple Bravard et Salvador, 2009). Les hydrosystèmes d'Europe peuvent ainsi être considérés comme des « *anthroposystèmes* », les composantes humaines et naturelles interagissant et co-évoluant depuis des siècles voire des millénaires, selon des modalités et des rythmes variés, souvent complexes, et dans des spatialités diverses (voir par exemple Gunnell, 2009). Néanmoins, la pression anthropique sur les hydrosystèmes n'a cessé de croître (cf. supra), avec des endiguements, des stabilisations de berges, des rectifications, des constructions de retenues, des extractions de granulat dans les lits mineurs et majeurs, des canalisations et chenalisations, des changements d'occupation du sol (dont l'imperméabilisation due à l'étalement urbain), et des pratiques culturales (voir par exemple United Nations, 2007).

Si l'on considère, comme l'énoncent Tricart et Kilian (1979), qu'un « ... aménagement consiste à infléchir ou à remplacer par une autre une dynamique existante », on constate que la plupart des aménagements hydrauliques ont largement modifié les dynamiques hydromorphologiques et écologiques des hydrosystèmes, ainsi que leurs fonctions écologiques et les services rendus à la société. Parmi les impacts, citons la contraction des zones inondables, l'accélération des ondes de crue, l'incision des lits et l'enfoncement corrélatif des niveaux piézométriques, l'augmentation de l'aléa inondation en aval des zones aménagées et/ou incisées, la stabilisation des formes fluviales, la pollution des eaux, le non renouvellement et donc le vieillissement des successions écologiques, l'altération de la biodiversité, etc. (Voir par exemple Piégay et Stroffek, 2000). L'ampleur des impacts anthropiques amène à considérer que les milieux fluviaux sont parmi les écosystèmes les plus dégradés au monde, notamment dans les pays industrialisés et/ou fortement peuplés (Rapport et al., 1998)

https://www.researchgate.net/publication/280858173 Maitriser_les_evolutions_du_lit_des_cours_d %27eau_incision_atterrissement_et_mieux_gerer_les_formes_fluviales

Welcome to the jungle

J-C - En voilà qui ne regretteront pas d'être partis prématurément. Quant à ceux qui restent, ils paieront la note à leur place, il faut bien que quelqu'un paie! Rien ne se crée, rien ne se perd, tout se transforme.

Et dire qu'il y en a qui ont trouvé le moyen de créer un « collectif » pour se livrer à ce décompte macabre.

"Un triste record": au moins 735 personnes sans domicile fixe sont mortes en 2023 - francetvinfo.fr 30 octobre 2024

Au moins 735 personnes sans abri sont mortes en 2023, annonce le collectif *Les Morts de la rue*, mercredi 30 octobre, dans son 12e rapport annuel de recensement de la mortalité des SDF. L'association, soutenue par le gouvernement, évoque "*un triste record*" après un chiffre déjà inédit de 638 décès comptabilisés en 2022. "*Cette augmentation par rapport aux années précédentes pourrait être le reflet à la fois d'une détérioration des conditions de vie pour ces populations, mais aussi d'une amélioration du recensement*", souligne-t-elle.

Il met en lumière "un âge moyen de décès de seulement 48,8 ans" contre 79,9 ans dans la population générale.

Ces décès sont "occultés, parfois oubliés", alors même que le nombre estimé de personnes vivant sans domicile fixe a doublé en une décennie, atteignant 330 000 hommes et femmes, déplore le collectif Les Morts de la rue. Un tel rapport vise donc à les "rendre visibles". Il n'offre toutefois qu'"une vision partielle de cette sombre réalité, car de nombreux décès attribuables au sansabrisme nous échappent". "Le nombre réel de décès des personnes sans abri et sans logement personnel pourrait être six fois plus important", estime le collectif sur la base d'une étude publiée en 2015.

France. Une autre «sombre réalité ».

Prisons: 79.631 détenus en France au 1er octobre, nouveau record - AFP

Commentaires publiés par le blog Le Grand Soir.

- C'est désagréable de devoir encore rédiger un commentaire désobligeant, c'est gênant à la fin.
- N'eût-il pas été plus sérieux de...
- Une fois de plus, nous assistons à un manque criant d'esprit critique de la part de la presse.
- Comment est-ce possible...

- Comment se fait-il que...

Quelle naïveté ou ignorance ! Car enfin, sachant qu'ils cautionnent le nazisme et le fascisme, à quoi devions-nous nous attendre d'autre de la part de l'UE ?

Maria Corina Machado et Edmundo Gonzalez Urrutia sont des agents de la NED/CIA, des fascistes, ils les encensent et les récompensent, c'est dans l'ordre des choses.

A quoi voulez-vous en venir ? Ne serait-ce pas véhiculer de dangereuses illusions dans l'UE et les médias mainstream ?

A quoi cela rythme-t-il ? Le partage des idées c'est formidable, mais quand cela prend des allures suicidaires, d'assassinats ou d'euthanasies, c'est plus que malsain, c'est nuisible. L'encourager ou ne pas le dénoncer serait s'en rendre complice.

- A françois gerard

Je vous rassure, vous avez raison, tout le monde ou presque ignore que le fascisme ou le nazisme n'ont jamais disparu après la fin de la Seconde Guerre mondiale. On en veut pour preuve Franco et Salazar, Pinochet et Videla, Duvalier et ses "*Tontons Macoutes*", notamment, plus près de nous, les régimes nazis ukrainiens et sionistes.

Personnellement, bien que j'aie milité dans un courant trotskyste à la fin des années 70 je l'ignorais totalement jusqu'à une date relativement récente. Je l'ai découvert par hasard, il y a une dizaine d'années ou un peu moins en tombant sur des articles du Réseau Voltaire entre autres. J'ai appris qu'un certain nombre de nazis avaient été récupérés et recyclés par les Américains et les sionistes, mais aussi en Allemagne et d'autres pays occidentaux. Des nazis furent recrutés ou instrumentalisés dans le cadre du réseau Gladio ou Stand-Behind et sévirent dans toute l'Europe occidentale, attentats, assassinats, etc. Comment les Américains avaient entretenu des relations secrètes avec l'état majeur du régime nazi. Comment ils financèrent la montée du parti nazi de Hitler. Comment ils continuèrent avec le Canada à lui fournir des matières premières pendant cette guerre.

Tout ce que j'avance ici est largement illustré sur le Net, il suffit de chercher un peu pour trouver tous les éléments qui le prouvent. Continuons.

Ce sont d'ex-nazis qui participèrent à la fondation de l'UE. Toutes les monarchies du nord de l'Europe fricotèrent plus ou moins ouvertement avec les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'y avait-il d'étonnant à ce que la première réunion du groupe Bilderberg dirigé par D. Rockefeller ait eu lieu sous les auspices de la monarchie des Pays-Bas en 1954, et que jusqu'à ce jour, elle a participé sans interruption à toutes les réunions annuelles de cette institution contrôlée par l'oligarchie anglo-saxonne, on peut ajouter sioniste sans craindre d'être accusé d'antisémitisme avec le génocide actuelle des Palestiniens commandité par cette même oligarchie. L'alliance objective et la fascination de la monarchie et de la finance pour le fascisme et le nazisme ne s'est jamais démentie jusqu'à nos jours, là aussi vous avez le droit d'ajouter le sionisme. Ce n'est pas un hasard s'ils se retrouvent au premier plan politique depuis quelque temps déjà.

J'ignorais tout cela, je n'avais jamais entendu parler non plus de Bilderberg, de la Trilatérale et du CFR, etc. cela ne faisait pas partie de la formation des militants, aussi incroyable que cela puisse

paraître, alors le citoyen lambda, imaginez un peu, n'en parlons pas, il n'y est pour rien, ne lui en voulez pas.

Ne parlons pas non plus des manuels scolaires ou universitaires, qui firent l'impasse sur tout ce que je viens de rappeler. Sur les liens qu'entretinrent les gaullistes avec d'ex-pétinismes ou collaborateurs des nazis dès 1944-45, puis avec l'extrême droite, censure, pour ne pas être accusé de parti pris ajoutez les sociaux-démocrates qui votèrent les pleins pouvoirs à Laval. Plus fort encore, un demi-siècle plus tard, comme quoi c'est bien une constante, en 2011 un ex-militant d'Occident et fondateur du GUD ayant rejoint l'UMP, Gérard Longuet, était nommé ministre de la Défense par Sarkozy, un ex-ministre de l'Intérieur ou un flic devenu président, cela aurait dû faire froid dans le dos, eh bien pas du tout! Tout s'explique.

On pourrait terminer avec la normalisation du FN renommé RN, ne jouons pas sur les mots, c'est un parti fasciste qui avance masqué, normalisé par ceux qui ont toujours instrumentalisé l'extrême droite, et qui finalement partagent ou s'accommodent très bien de son idéologie nauséabonde, il partage celle des sionistes, aussi racialiste et totalitaire. En période de crise, il leur rendra une multitude de services, et en cas de besoin, ils le porteront au pouvoir pour faire la sale besogne à leurs places, avant de le sacrifier et de le faire rentrer dans l'ombre jusqu'à la prochaine fois et ainsi de suite.

Voilà ce qui arrive quand on ne parvient pas à retenir ou à tirer les enseignements politiques essentiels des expériences qu'on a vécues ou pour les avoir ignorées involontairement ou délibérément. Il va de soi que tous les acteurs politiques de premier plan savent pertinemment à quoi s'en tenir, tirez-en les conclusions que vous voudrez. Il n'en demeure pas moins vrai que, lorsqu'une personne a adopté un récit, il est extrêmement difficile de l'amener à en changer. C'est un combat de chaque instant...

Vous m'excuserez pour n'avoir pas fourni plus de références, je n'ai pas de mémoire et les rechercher me prendrait trop de temps, et mon commentaire serait encore plus long!

Comment pour des raisons idéologiques, ces sadiques ont déduit la vie de centaines de milliers de jeunes dans le monde.

Transidentité : un documentaire se penche sur la délicate question de la détransition, "une solitude" - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Le documentaire se plonge dans le parcours d'Emma, une jeune femme qui a décidé de renouer avec son genre féminin après avoir entamé une transition vers le masculin.

Aujourd'hui âgée de 20 ans, Emma fut, durant son adolescence, habitée par à un profond mal-être. Elle ne se reconnaissait pas dans les normes féminines. A 14 ans, elle décide de transitionner, autrement dit s'engager dans un processus de transition de genre. Soutenue par ses parents et des médecins, elle commence à prendre de la testostérone à 15 ans. L'année suivante, une mastectomie (une ablation de la poitrine) est pratiquée et elle choisit comme prénom Nathan. Durant deux ans, l'ado se sent à sa juste place, mais à sa majorité, tout bascule.

Le processus de détransition est plus douloureux pour Emma et sa famille que sa transition. "C'est plus dur d'assumer, confie la jeune femme, parce que cela revient à dire que l'on regrette, que l'on

a fait une erreur (...) La détransition, c'est plus une solitude, dans le sens où on n'entend pas beaucoup parler de détransition."

Les deux jeunes femmes partagent une expérience commune : le reste du monde les perçoit toujours comme des personnes trans. "Je m'attendais à être perçue au féminin de nouveau un jour, je me rends compte en fait que non", déplore Elie dans le film.

https://www.francetvinfo.fr/societe/lgbt/video-transidentite-un-documentaire-se-penche-sur-ladelicate-question-de-la-detransition-une-

solitude_6850889.html#at_medium=5&at_campaign_group=1&at_campaign=7h30&at_offre=3&at_variant=V3-compte&at_send_date=20241029&at_recipient_id=459386-1676105518-3fb080c9

Comment ont-ils fini par vous contaminer, vous empoisonner pour que vous développiez un cancer, à moins qu'il s'agisse d'une campagne d'intoxication basée sur l'instrumentalisation d'éléments naturels décrétés toxiques, et destinée à vous nuire dans les deux cas.

Google -

Le mercure émane naturellement des rochers, du sol et des volcans, les activités humaines ont augmenté son niveau dans l'atmosphère.

Le méthylmercure s'accumule dans les poissons et les crustacés. Les niveaux de méthylmercure dans les poissons et les crustacés dépendent de ce qu'ils mangent.

Où trouve-t-on le méthylmercure?

Le méthylmercure est formé à partir du mercure inorganique par l'action de microbes vivant dans les systèmes aquatiques, notamment les lacs, les rivières, les zones humides, les sédiments, les sols et l'océan. Cette production de méthylmercure a été principalement attribuée aux bactéries anaérobies présentes dans les sédiments.

Combien de temps le méthylmercure reste-t-il dans le corps ?

Sa demi-vie estimée dans le corps humain varie de 44 à 80 jours. L'excrétion du méthylmercure se fait par les selles, l'urine et le lait maternel.

"Du poison dans le poisson" : deux ONG alertent sur la contamination du thon au mercure en Europe - francetvinfo.fr 29 octobre 2024

Les organisations non gouvernementales (ONG) Bloom et Foodwatch alertent sur les dangers pour la santé de la contamination généralisée au mercure relevée dans des boîtes de thon en Europe, annoncent les ONG dans un communiqué, mardi 29 octobre.

L'intégralité des 148 boîtes de thon testées a révélé la présence de mercure avec des taux jusqu'à quatre fois supérieurs aux normes européennes pour certaines.

Le mercure est "l'une des dix substances les plus préoccupantes au monde, comme l'amiante ou l'arsenic" parce que son dérivé, le méthylmercure, est classé comme "cancérogène possible par le

Centre international de recherche contre le cancer (CIRC)", expliquent les deux organisations qui demandent donc à la grande distribution et aux pouvoirs publics de prendre des mesures d'urgence.

Des tests réalisés en laboratoire par Bloom ont révélé que l'intégralité des 148 boîtes de thon testées étaient contaminées par du mercure. Dans certaines d'entre elles, le taux de mercure était même quatre fois supérieur à la norme européenne. Les boîtes ont été achetées en France, en Allemagne, en Angleterre, en Espagne et en Italie. Dans plus de la moitié d'entre elles, la teneur en mercure était supérieure à celle autorisée pour les autres poissons. Pour certains poissons, comme le lieu jaune ou le cabillaud, la teneur en mercure ne doit pas dépasser 0,3mg/kg. Or, pour le thon, la teneur en mercure est plus étendue : elle ne doit pas dépasser 1mg/kg de thon. Cette différence est très critiquée par les ONG. "Ce métal est un puissant neurotoxique : de faibles doses consommées régulièrement suffisent pour entraîner de graves troubles du développement neuronal chez les enfants et attaquer le fonctionnement cérébral des adultes."

Si les boîtes mises en cause proviennent de différents pays d'Europe, la concentration de mercure la plus importante a été détectée dans une boîte de thon provenant d'une entreprise française Petit Navire, achetée en France (jusqu'à 3,9 mg de mercure/ kg de thon). Viennent ensuite des produits Carrefour, achetés en Espagne (jusqu'à 2,5 mg de mercure/kg de thon), puis des produits de la marque As do Mar, achetés en Italie (jusqu'à 1,5 mg de mercure/kg). francetvinfo.fr 29 octobre 2024

J-C – On peut donc déduire, que la consommation de ces boîtes de thon ne présente aucun danger pour la population, à condition qu'elle n'en fasse pas une consommation excessive ou répétée en un lapse de temps très court.

Voyons maintenant ce que valent les références de FranceInfo, d'où les sortent-ils ?

Financement de Bloom.

- Une multitude d'entreprises, fondations et mécènes dans le monde dont :

2022 - McKinsey & Company

Nos partenaires stratégiques

- WWF Europe
- Corporate Europe Observatory

Corporate Europe Observatory

https://corporateeurope.org

Qui nous finance ? (980 178 dollars en 2023)

Les Open Society Foundations ont été créées en 1979 par George Soros. «L'initiative Open Society pour l'Europe vise à contribuer à des démocraties plus dynamiques et plus légitimes au sein de

l'Union européenne en soutenant les militants et les organisations de la société civile confrontés aux nombreux défis de l'Europe.»

Foodwatch

https://www.foodwatch.org/fr

Foodwatch a été fondée en 2002 par Thilo Bode. Il a pris le poste de directeur de Greenpeace Allemagne en 1989 et a ensuite été nommé directeur de Greenpeace International, dirigeant l'organisation pour un total de 12 ans.

La création et le développement de foodwatch France ont d'abord été possibles grâce au soutien de foodwatch Allemagne.

M. Rohwedder, Directeur exécutif de Foodwatch International

Il était un militant de premier plan pour WeMove Europe, ainsi que le directeur exécutif de la Bewegungsstiftung. Avant de rejoindre foodwatch, il a travaillé en tant que directeur politique de LobbyControl.

WeMove Europe

https://www.wemove.eu/fr

WeMove Europe est un mouvement qui mène des campagnes visant à renforcer le pouvoir citoyen et à transformer l'Europe pour les citoyens, les générations futures et la planète.

Deux grandes convictions animent l'action de WeMove Europe: nous, les citoyens, avons le pouvoir de faire changer les choses, et la politique européenne doit changer afin de donner la priorité à l'humain et à la planète. Nous voulons une meilleure Europe. Une Europe qui prend l'action climatique au sérieux, qui donne la priorité au bien-être...

Nous sommes actuellement financés par nos membres qui nous soutiennent partout en Europe (76 %), par des fondations progressistes (15 %) et par nos partenaires (9 %).

Dites-nous qui vous finance et on saura pour qui vous travaillez.

- Les fondations progressistes suivantes nous ont financés à différents moments depuis notre lancement en 2015 : la Fondation européenne pour le climat, la Fondation Charles-Leopold-Mayer ou encore la Open Society Foundation for Europe.

J-C - L'Open Society Fou	indation de G. Sorros, bingo!	

Le sommet des BRICS à Kazan.

À Kazan, l'ordre du monde a basculé par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 29 octobre 2024

Le sommet des BRICS à Kazan a marqué la fin de la domination du G7 sur le monde. Les règles anglo-saxonnes qui organisaient les relations internationales seront progressivement remplacées par les engagements pris par chacun qui devront désormais être respectés. Cette révolution nous ramène aux tentatives de la Russie et de la France, en 1899, de fonder un droit international, mises à mal par la Conférence de l'Atlantique et le duopole États-Unis/Royaume-Uni.

https://www.voltairenet.org/article221436.html

J-C - Dans cet article, monsieur Meyssan fait de la propagande et rassure ses sympathisants : L'ONU, ses institutions et le Conseil de sécurité, FMI, Organisation mondiale du Commerce (OMC), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), et même le GIEC, etc. survivront au développement futur des Brics, même que Poutine et Xi s'en sont portés garants, on les croit sur parole sur ce coup-là.

Dans cet entretien pour le « *Courrier des stratèges* » (Libertarien) du 26 octobre 2024, Thierry Meyssan, qui se dit indépendant, mais qui soutient Trump, à 37:40 il est pris en flagrant délit de parti pris idéologique.

https://www.voltairenet.c	org/article221434.html		

Lu.

Le chaos et l'instabilité de toutes sortes sont instrumentalisés au profit du pouvoir de l'argent, car «les problèmes d'intérêt mondial sont le seul atout restant d'une civilisation qui s'effondre». Le capitalisme est devenu dépendant d'une «série ininterrompue de chocs géopolitiques» qui servent d'alibi pour continuer à créer des «actifs» à partir de rien et à les «canaliser» sur le marché boursier.

Un système économique fondé sur l'endettement est un «jeu de simulation qui nécessite un traumatisme constant». Le capital «cannibalise violemment son propre avenir dans une tentative désespérée de dissimuler son insolvabilité – une astuce qui ne fonctionnera que tant que la monnaie fiduciaire représentée par les obligations ne sera pas réclamée en tant que titres» (et qui le ferait ?).

La nation la plus puissante du monde, les États-Unis, est «engagée dans une lutte futile et désastreuse pour empêcher l'effondrement de son hégémonie mondiale en essayant de faire circuler le fardeau de la dette, véritable roche de Sisyphe». La superpuissance a désormais besoin de «l'aide de l'inflation pour dissimuler ses actions insoutenables à la lumière du jour» et «pour empêcher la masse croissante d'obligations de révéler leur nature de pacotille».

Il y a donc une «lutte existentielle dans les cercles financiers, qui exige des mesures toujours plus manipulatrices, irrationnelles et destructrices».

La corporatocratie capitaliste, reposant sur l'intérêt, qui domine l'Occident cherche à maintenir son hégémonie économique en parrainant des guerres, des confrontations et d'autres urgences mondiales, dont l'objectif essentiel est de justifier l'impression irréfléchie de plus d'argent.

Il est probable que toutes les puissances, grandes et petites, s'inquiètent de la situation en coulisses, car même si nous nous dirigeons vers un «monde multipolaire», une nouvelle infrastructure économique basée sur les monnaies numériques est déjà en cours d'élaboration, dans laquelle les «amis et les ennemis», au sens défini par Carl Schmitt, malgré leurs désaccords, sont tous impliqués.

La population mondiale a déjà été préparée avec succès à l'action civique par le biais d'une urgence coronaviresque. Les technocraties du futur proche pourront manipuler les masses plus efficacement et même normaliser la violence extrême, suivie en temps réel par des citoyens engourdis sur les écrans des appareils intelligents, comme dans le cas du génocide à Gaza.

Les gens ressemblent de plus en plus à des «zombies marchant vers leur sinistre destin», les yeux rivés sur leur smartphone. En raison de la dépendance technologique, tout peut arriver «là-bas» : de petits enfants peuvent être écrasés sous des bombes démocratiques produites par des fabricants d'armes éthiques et approuvées par des gouvernements libéraux qui ont gagné la confiance des «citovens décents».

«Nous devrions trouver d'urgence des moyens de déprogrammer les esprits humains», sinon «même le bruit d'une explosion nucléaire ne les fera pas sortir de leur consentement inoculé».

Pourtant, lui aussi a observé que «depuis la grande expérience coronaviresque, le village mondial est de plus en plus habité par d'étranges créatures programmées pour discuter des pronoms à attribuer (aux nouvelles catégories sexuelles) plutôt que de critiquer les processus destructeurs de la machine à tuer qu'est le capital». Mais comment les gens ordinaires peuvent-ils avoir un impact sur les guerres des banquiers ?

J-C – En s'organisant dans le mouvement ouvrier, en participant activement à la lutte de classes.

Stratégie du chaos et de la terreur.

J-C-II faut avoir à l'esprit, que pour soutenir des régimes nazis en Ukraine et en Israël, il faut mentir à tour de bras pour le justifier, cela signifie que rien ne les arrête.

L'essentiel pour eux, ce n'est pas forcément un flagrant délit ou des scènes de sexe ou de violence, tout ce qui permet d'évoquer le sexe, la drogue, la violence est bon à prendre. Par exemple dans le cinéma, pas besoin d'érotisme à chaque plan, deux ou trois très courts dans un film suffiront, tout le monde saura qu'il y a du cul dans ce film, c'est vendeur. Plus les actrices ont du charme, plus elles sont réputées pour être des femmes faciles ou de grosses salopes, il suffit qu'elles soient à l'affiche pour que les spectateurs sachent qu'ils en auront pour leur argent, même si tout est suggéré, ils fantasmeront, ensuite il sera possible de les culpabiliser...

L'essentiel c'est de créer une atmosphère, une ambiance d'un type particulier, dont on pourra tirer profit politiquement, le cinéma est à ce titre un formidable instrument de propagande.

Depardieu a commis le crime d'être né dans un milieu ouvrier pauvre, d'être devenu célèbre et riche, et surtout d'avoir un comportement incompatible avec le paradigme désormais en vogue du social-libéralisme libertaire. Il était devenu trop puissant et il se croyait intouchable, ils ont donc décidé de le sacrifier, de l'abattre tout simplement.

Je ne juge pas ses actes, je n'en ai rien à foutre.

Ces histoires ne nous concernent pas, alors pourquoi les portent-ils à notre connaissance ? Pour que chacun s'en saisisse, et qu'ensuite éclate un conflit entre les personnes qui prendront parti pour l'un ou l'autre protagoniste, créant des divisions à n'en plus finir entre les membres de la société, de sorte qu'ils cessent d'avoir des relations ensemble et soient totalement atomisés, et cela fonctionne à merveille, hélas, nous en sommes tous victimes !

C'est d'autant plus navrant et préoccupant, que de plus en plus de gens adoptent ce comportement, juge tout le monde à tort et à travers, ce qui contribue à envenimer leurs relations, les restreindre ou les rompre, car ne sachant pas à quelle nouvelle accusation ils vont devoir répondre à ce compte-là.

«Des accusations totalement mensongères» : l'avocat de Depardieu offensif avant son procès - RT 28 oct. 2024

« Parmi 50 personnes, personne [ne] confirme la version de la plaignante ». Interrogé sur les ondes de France Info le 28 octobre 2024, l'avocat de Gérard Depardieu, Jérémie Assous a battu en brèche les accusations concernant des faits supposés d'agressions sexuelles lors du tournage en 2021 du film « Les volets Verts », un long métrage sorti en 2022. Il réclame également le report de l'audience pour que le comédien, malade, « puisse être présent ».

L'affaire jugée ici concerne les accusations de deux femmes qui disent avoir été victimes d'agression sexuelle, de harcèlement sexuel et d'outrages sexistes lors du tournage du film.

Sur la radio publique, l'avocat de Gérard Depardieu a donné une version très différente de celle présentée d'ordinaire. Selon lui, les journalistes sont « *victimes* » et relayent des plaintes dans une enquête préliminaire dont les contenus « *sont secrets* ».

Jérémie Assous explique ainsi que les faits supposés se sont déroulés dans l'entrée d'un appartement parisien, un lieu filmé. Sur une quarantaine de personnes présentes lors des faits, aucune n'est prête à témoigner. « Il n'y a aucun témoin sur l'équipe de tournage entière qui a vu ces deux personnes [...] qui a vu l'agression », avance-t-il. Il pointe du doigt ce qu'il considère comme des incohérences dans la version des plaignantes qui affirment que le personnel de sécurité de l'acteur avait évacué ce dernier du plateau de tournage, ce qui, toujours selon lui, est impossible car ce personnel n'a pas accès au plateau. « Ce sont des accusations totalement mensongères », a-t-il lancé.

Enfin l'avocat affirme disposer de « six témoins qui disent qu'ils n'ont absolument rien vu et qui étaient présents ».

Quant à la procédure, maître Assous déplore « une enquête préliminaire qui a été menée au pas de charge, qui a duré deux mois et à partir du moment où Gérard Depardieu a été mis en examen, l'enquête a été terminée », regrettant également que la défense n'ait pas pu avoir accès au dossier. Enfin l'avocat assure que « 19 témoins à décharge ont été volontairement écartés par la police et par le procureur de la république ».

Ambiance délétère, la terreur idéologique anglo-saxonne règne en maître sur les plateaux de télévisions en France.

Michel Fugain à propos de Michel Sardou dans l'émission Quelle Époque ce samedi 26 octobre.

- "Je le rencontre dans un cours d'art dramatique où je suis allé pour me faire des potes", a-t-il confié avant de toutefois ajouter : "Un cours d'art dramatique, normalement, c'est une "mine de gonzesses". Michel Fugain s'adresse ensuite à Christophe Dechavanne pour demander son approbation mais le principal concerné, très gêné par cette question, répond simplement "non". De son côté, Léa Salamé opté pour le silence, consciente que sa prise de parole pourrait donner un tournant tragique à cette interview.
- J-C Michel Fugain aurait tenu des propos diffamatoires ou commis un délit en prononçant "gonzesse". Elle en est là la brigade des mœurs qui sévit en France et qui cautionnent le génocide des Palestiniens entre autres. Quant aux journalistes et commentateurs télé, plus ils sont médiocres, plus ils seront soumis ou obéissants, et le cas échant des ordures.

Sur la situation politique et sociale en France.

Ils ne peuvent plus le nier ou le camoufler plus longtemps.

J-C - Quand la machine à fabriquer le consentement s'enraie ou elle est impuissante face à la réalité ou les conditions objectives... "L'exécutif est en grande difficulté dans l'opinion publique cet automne", dixit Public Sénat, voilà qui a de quoi les inquiéter. Vous me direz que, cela ne les empêchera pas de passer en force, certes, mais ils peuvent craindre aussi une explosion sociale spontanée des masses qui pourrait s'avérer incontrôlable dans de telles circonstances, allez savoir...

Sondage : 8 Français sur 10 considèrent que le budget est injuste socialement - Public Sénat 29 octobre 2024

Les Français se montrent également très critiques sur la répartition des efforts dans le projet de loi de finances. 79 % sont convaincus que le budget ne sera pas « *juste socialement* ». Le sentiment général est très éloigné de la communication du gouvernement qui avait insisté sur les mesures exceptionnelles visant les hauts revenus et les grandes entreprises.

Dans ce contexte, les Français sont en très grande majorité inquiets sur leur niveau de vie. 15 % seulement estiment que le budget 2025 protégera leur pouvoir d'achat, contre 84 % qui s'attendent à l'effet inverse.

Quant à la méthode, les Français sont également majoritairement opposés à un éventuel emploi de l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter le budget. 67 % des personnes interrogées répondent que le recours au 49.3 ne serait « pas justifié ». Public Sénat 29 octobre 2024

Sondage : l'impopularité de Michel Barnier s'accroît, celle d'Emmanuel Macron atteint des sommets - Public Sénat 29 octobre 2024

Les masques tombent. RN = Antisocial. Qui l'ignorait ?

Hausse du délai de carence dans la fonction publique : le RN y est favorable - RT 28 oct. 2024

Le Rassemblement national (RN) s'est montré favorable à la mesure alors que le programme de Marine Le Pen en 2022 défendait l'idée d'un alignement du régime de la fonction publique sur le secteur privé en établissant à deux jours le délai de carence pour tous.

Jordan Bardella, actuel président du parti, s'est ainsi montré favorable à la mesure proposée par le ministre. RT 28 oct. 2024

Commentaire d'un internaute

- Vous savez que de nombreuses conventions collectives et non des moindres prennent en charge les jours de carence dans le privé ?
- J-C Exact, de plus, quand ce n'est pas le cas, beaucoup d'entreprises les prennent en charge après concertation au niveau des comités d'entreprises, lorsque des directions demeurent intraitables sur l'augmentation collectives des salaires, il est possible de négocier cette contrepartie qui profitera aux salariés qui ne tombent pas malade pour le plaisir...

Après les faux malades ou les arrêts de travail abusifs, les faux chômeurs ou fainéants, les salauds de pauvres, les immigrés profiteurs, les assurés sociaux fraudeurs, les Arabes terroristes en puissance, les jeunes délinquants qui s'ignorent, les vieux qui ne veulent pas crever, les malades qui coûtent trop chers, les handicapés qui font de la surenchère, les retraités qui pètent dans la soie, les lycéens indisciplinés, les nourrissons bourrés de virus à la naissance, les ouvriers qui revendiquent, les médecins qui veulent soigner leurs patients, les prisonniers qui se révoltent, les femmes qui veulent rester des femmes, les vaches qui ne demandent qu'à brouter en paix, et puis quoi encore ! Garde-à-vous. En rang serré, en avant marche, une, deux, une, deux...

Santé.

Cibler la connexion mitochondrie-cellule souche dans le traitement du cancer : un protocole orthomoléculaire hybride par la rédaction de l'AIMSIB 20/10/2024

https://www.aimsib.org/2024/10/20/cibler-la-connexion-mitochondrie-cellule-souche-dans-le-traitement-du-cancer-un-protocole-orthomoleculaire-hybride/

La théorie c	l'Antoine	Béchamp	(1816 -	1908)	į
--------------	-----------	---------	---------	-------	---

 $\underline{https://www.bonnes-habitudes.fr/comprendre/la-th\%C3\%A9orie-d-antoine-b\%C3\%A9champ/approximation for the property of the pr$

Turbo-cancers, maladies auto-immunes et pathologies neurologiques survenant après la vaccination ARNm anti-covid - Réseau International 28 octobre 2024

Résumé: Le fait que les vaccins ARNm anti-covid provoquent des «turbo-cancers» a été présenté par les médias mainstream comme une «fake news» (par exemple ici France Culture en octobre 2023). C'est pourtant une réalité empirique. La docteure Ute Krüger est spécialiste en pathologie avec 25 ans d'expérience professionnelle. Elle a travaillé comme médecin-chef dans le service de pathologie clinique de plusieurs hôpitaux suédois. Depuis que ces injections ont été rendue obligatoires et administrées en masse, elle a observé une augmentation des cancers très agressifs («turbo-cancers»), des maladies auto-immunes et des maladies neurologiques. Elle présente ici le résultat de ses observations cliniques et de son enquête.

 $\frac{https://reseau international.net/turbo-cancers-maladies-auto-immunes-et-pathologies-neurologiques-survenant-apres-la-vaccination-arnm-anti-covid/$

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

L'Arabie saoudite accueille la première réunion d'une « alliance internationale » pour un État palestinien - Le HuffPost 30 octobre 2024

L'espoir d'une paix durable entre Israéliens et Palestiniens existe-t-il encore après plus d'un an d'affrontements dans la bande de Gaza ? Oui pour les 90 « États et organisations internationales » réunis depuis ce mercredi 30 octobre en Arabie saoudite pour constituer une nouvelle « alliance internationale ». Objectif, encourager la création d'un État palestinien.

L'« Alliance internationale pour la mise en œuvre de la solution à deux États », israélien et palestinien vivant côte à côte dans la paix et la sécurité, avait été annoncée en septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Elle réunit des pays arabes, musulmans et européens. L'Union européenne est par exemple représentée par Sven Koopmans, son envoyé spécial au Moyen-Orient, ont affirmé des diplomates à l'AFP.

« Un génocide est en train de se produire avec l'objectif d'expulser le peuple palestinien de sa terre, ce que l'Arabie saoudite rejette », a déclaré le ministre saoudien des Affaires étrangères, Fayçal ben Farhane avant l'ouverture des discussions. Il a dénoncé la situation humanitaire « catastrophique » dans la bande de Gaza.

La guerre de Gaza a ravivé les discussions sur une solution à deux États, bien que des analystes jugent cet objectif plus éloigné que jamais, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, étant fermement opposé à l'établissement d'un État palestinien.

Mi-septembre, le prince héritier et dirigeant de facto du royaume du Golfe, Mohammed ben Salmane, a affirmé que son pays ne reconnaîtrait pas Israël avant la « *création d'un État palestinien* ». L'Irlande, la Norvège et l'Espagne ont annoncé en mai reconnaître l'État de Palestine, suivis par la Slovénie en juin. Le HuffPost 30 octobre 2024

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

Si « c'est une victoire de l'état de droit » pour les marchands d'armes, elle est forcément légitime.

J-C – Commettre un génocide n'est-il pas légitime de nos jours ?

On nous dit que : L'annonce initiale des organisateurs avait irrité Israël qui avait accusé le président Emmanuel Macron de faire « *honte* » à la France (AFP). Macron n'étant plus à une honte près ou plutôt, ne sachant pas ce que cela signifie, il s'est arrangé pour la faire porter à une autre institution.

Euronaval : La justice contredit les organisateurs du salon de défense et autorise la présence d'entreprises israéliennes - 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

Six mois après Eurosatory, les organisateurs du salon Euronaval ont été déjugés et doivent renoncer à interdire certaines entreprises israéliennes de venir exposer leurs armes et équipements militaires, une décision immédiatement saluée par Israël.

Le tribunal de commerce de Paris a invalidé mercredi la décision des organisateurs d'Euronaval d'interdire à certaines entreprises israéliennes de prendre part à ce salon de défense, selon une décision qu'a pu consulter l'AFP, confirmant des informations de presse.

Le ministre israélien des Affaires étrangères, Israël Katz, a dans la foulée salué la décision de la justice française. « Il s'agit d'une victoire importante pour la justice et d'un message clair contre les tentatives visant à affaiblir Israël dans sa lutte contre les forces du mal », a affirmé sur X le ministre.

« C'est une victoire de l'état de droit dont nous devons nous satisfaire », a réagi auprès de l'AFP Me Patrick Klugman, l'un des avocats représentant les chantiers navals et les industriels israéliens, ainsi que la chambre de commerce France-Israël, qui contestaient cette décision des organisateurs.

Contactés par l'AFP, les organisateurs d'Euronaval, salon consacré au secteur naval de défense, n'ont pas souhaité réagir mercredi soir. Ils avaient indiqué que celui-ci n'accueillerait ni stands ni matériels israéliens lors de sa prochaine édition, à la demande du gouvernement français.

L'exécutif français avait ensuite indiqué que les entreprises israéliennes étaient bienvenues à ce salon, à condition qu'elles ne présentent pas d'équipements utilisés dans des actions offensives à Gaza et au Liban.

- « Il n'a jamais été question d'interdire la participation des entreprises israéliennes à des salons commerciaux en France. Les entreprises israéliennes qui le souhaitent pourront évidemment accéder à Euronaval », avait indiqué l'exécutif dans une déclaration écrite transmise à l'AFP.
- « La décision prise par le gouvernement stipule extrêmement clairement que les entreprises israéliennes sont autorisées à participer au salon, mais ne peuvent disposer d'un stand. Aucun industriel, ni journaliste, ni citoyen, ni visiteur israélien n'est interdit sur le salon », avait par ailleurs indiqué le directeur général d'Euronaval Hugues d'Argentré.

Quelques jours plus tard, il avait indiqué qu'au moins d'eux entreprises israéliennes auraient des stands sur le salon, n'étant pas concernées par les mesures de restriction qui touchaient cinq entreprises. 20 Minutes/AFP 31 octobre 2024

J-C - Le président du tribunal de commerce de Paris : Patrick Sayer, il a été banquier d'affaires pendant plus de 20 ans chez Lazard & Co à New York.

Israël interdit les activités de l'UNRWA sur son territoire - Courrier international 29 octobre 2024

Le Parlement israélien a voté lundi à une écrasante majorité (90 voix contre 10) en faveur d'un projet de loi interdisant les activités en Israël de l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA). Un second texte, également largement adopté (89 contre 7), interdit aux responsables israéliens de travailler avec l'UNRWA et ses employés.

Interrogé lundi par Al-Jazeera, le porte-parole de l'UNRWA Adnan Abu Hasna a dénoncé une escalade "sans précédent". Pour le fonctionnaire de l'agence onusienne, la décision israélienne signifie "l'effondrement du processus humanitaire dans son ensemble", note la chaîne qatarie.

"Sans coordination avec Israël, il sera presque impossible pour l'UNRWA de travailler à Gaza ou en Cisjordanie, puisque Jérusalem ne délivrera plus de permis d'entrée dans ces territoires et ne permettra plus de coordination avec Tsahal', précise le Times of Israel. "Israël contrôle également actuellement l'accès à Gaza depuis l'Égypte, les forces israéliennes étant déployées le long de la frontière qui les sépare", rappelle le site d'information israélien.

Ha'Aretz estime que la nouvelle loi pourrait notamment "compliquer" les échanges entre les banques israéliennes et l'UNRWA. De hauts responsables de l'agence ont exprimé leurs inquiétudes quant au fait que "la loi pourrait conduire à l'effondrement du système administratif de l'UNRWA en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en raison des difficultés de paiement des salaires et des fournisseurs, traités par l'intermédiaire de la Banque Leumi", une des principales banques israéliennes.

Le vote de la Knesset a provoqué lundi un tollé international. Le chef de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a dénoncé une décision "intolérable" qui aura des "conséquences dévastatrices". "Elle contrevient aux obligations et aux responsabilités d'Israël", at-il ajouté, en soulignant que "l'UNRWA est une bouée de sauvetage irremplaçable pour le peuple palestinien".

Le Premier ministre britannique Keir Starmer s'est, lui, dit « *gravement préoccupé* », tandis que l'Allemagne a « critiqué vivement » cette décision. L'Irlande, la Norvège, la Slovénie et l'Espagne, quatre pays ayant reconnu l'Etat de Palestine, ont « *condamné* » dans un communiqué commun ce texte en jugeant « *essentiel et irremplaçable* » le travail de l'UNRWA.

Côté palestinien, le Hamas a dénoncé une « agression sioniste », tandis que son allié le Jihad islamique a condamné « une escalade dans le génocide » de la population. La présidence palestinienne a, elle, jugé que le texte confirmait « la transformation d'Israël en un Etat fasciste ».

Avant le vote, les États-Unis s'étaient quant à eux déclarés "très préoccupés" et "avaient exhorté le gouvernement à ne pas approuver" ce texte, selon le porte-parole du département d'État, Matthew Miller, qui a insisté lundi sur le rôle humanitaire "crucial" de l'UNRWA à Gaza.

Même en Israël, le projet de loi avait suscité l'inquiétude dimanche de hauts responsables du ministère des Affaires étrangères, rapporte le quotidien israélien Yediot Aharonot. Ces derniers ont averti que si le texte était adopté en deuxième et troisième lectures à la Knesset, Israël "serait suspendu des Nations unies pour violation de la charte de l'organisation".

Alors qu'il a décidé d'empêcher l'UNRWA d'opérer sur son territoire, Israël "n'a pas fourni d'alternative aux 1,2 milliard de dollars de services fournis" par l'agence onusienne aux réfugiés palestiniens, remarque le Jerusalem Post. Or, "il est possible qu'en vertu du droit international, Israël ait désormais la responsabilité financière de financer ces services".

Le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a réagi lundi dans la soirée aux critiques, en affirmant que l'Etat hébreu était « prêt » à « travailler avec (ses) partenaires internationaux » pour continuer à « faciliter l'aide humanitaire à Gaza d'une façon qui ne menace pas (sa) sécurité ». Courrier international 29 octobre 2024

Les États-Unis ont financé 70% de l'effort de guerre israélien depuis plus d'un an - RT 30 oct. 2024

Le Watson Institute for International & Public Affairs a publié un rapport montrant que le gouvernement américain a dépensé au moins 22,76 milliards de dollars en aide militaire à Israël entre le 7 octobre 2023 et le 30 septembre de cette année.

La plus grande partie a été livrée, mais environ 5,2 milliards de dollars n'arriveront que l'année prochaine. Selon les estimations officielles de la Banque d'Israël, le coût total de la guerre s'élèverait à environ 250 milliards de shekels (65 milliards de dollars), dont approximativement 118 milliards de shekels (31 milliards de dollars) pour les coûts militaires, y compris les coûts opérationnels de l'armée, le réapprovisionnement en équipements militaires, en munitions et en soutien logistique. Par conséquent, selon un simple calcul, les États-Unis ont financé environ 70 % de l'effort de guerre.

Le document souligne qu'Israël est le pays qui a reçu le plus d'aide américaine depuis la Seconde Guerre mondiale, soit 251,2 milliards de dollars sur 66 ans. En outre, l'aide fournie par l'administration Biden à Israël au cours de l'année écoulée a été la plus élevée de l'histoire des relations entre les deux pays, de 25% supérieure au deuxième montant le plus important - 14 milliards de dollars à la fin des années 1970 (en termes réels, reflétant le pouvoir d'achat ajusté en fonction de l'inflation). RT 30 oct. 2024

L'Espagne annule un contrat d'armes avec Israël - RT 30 oct. 2024

Le gouvernement espagnol a fait savoir qu'il annulait un récent contrat d'achat de munitions auprès d'une société israélienne, étendant ainsi l'engagement de l'Espagne à ne pas vendre d'armes à Israël et à ne pas en acheter non plus auprès de ce pays.

La radio Cadena Ser avait précédemment rapporté que la Guardia Civil avait décidé d'acheter plus de 15 millions de cartouches de 9 mm pour six millions d'euros à Guardian LTD Israel. RT 30 oct. 2024

Grande-Bretagne.

J-C – Mimétisme ou pandémie ? Le capitalisme est en faillite, il doit disparaître.

Royaume-Uni: lourdes hausses d'impôts dans le budget travailliste - AFP 30 octobre 2024

Des hausses d'impôts assumées, de 40 milliards de livres (48 milliards d'euros), contre des investissements dans des services publics à bout de souffle: le gouvernement travailliste de Keir Starmer a présenté mercredi son premier budget depuis son accession au pouvoir au Royaume-Uni en juillet, vertement critiqué par les conservateurs.

Parmi les hausses d'impôts dévoilées, un accroissement des cotisations patronales, appréhendé par les entreprises, qui rapportera plus de la moitié des nouvelles recettes: 25 milliards de livres par an.

Une mesure décriée avant même son officialisation par l'opposition, qui estime qu'elle contrevient à la promesse du Labour d'épargner les "gens qui travaillent", car ils finiront par payer la note sur leurs salaires.

Autres sources de recettes et d'économie: la hausse de l'impôt sur les plus-values ou la TVA sur les écoles privées, ainsi que la fin du chèque énergie pour des millions de retraités, un choix très contesté, y compris chez les travaillistes.

L'organisme public de prévision budgétaire, l'OBR, considère que le niveau de taxation britannique passera de 36,4% du PIB en 2024/2025 à 38,3% en 2027/2028, "un plus haut historique".

La chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, a de nouveau dénoncé un "*trou noir*" de 22 milliards de livres dont elle aurait hérité dans les finances publiques, et insisté sur l'énorme dette, à 100% du PIB.

Iran.

L'exécutif iranien promet de répondre à l'attaque israélienne - RT 28 oct. 2024

L'Iran ne laissera pas impunie l'attaque israélienne du 26 octobre dernier sur le territoire iranien. Tout l'exécutif iranien, du guide suprême au président en passant par les Gardiens de la révolution, promet de répondre militairement à l'État hébreu.

Afrique.

Carburants : le Ghana envisage de réduire ses importations en provenance d'Europe - RT 29 oct. 2024

«Au lieu d'importer comme nous le faisons actuellement de Rotterdam, il sera beaucoup plus facile pour nous d'importer du Nigeria et je pense que cela fera baisser nos prix», a souligné le chef de l'autorité de régulation ghanéenne. «Cela pourrait mettre fin aux importations de carburant en provenance d'Europe, dont la facture s'élève à 400 millions de dollars par mois», a-t-il précisé.

Selon Mustapha Abdul-Hamid, importer du Nigeria plutôt que d'Europe permettrait de faire baisser les prix d'autres biens et services en supprimant les frais de transport. Sans compter la possibilité de paiement en monnaies locales au lieu du dollar, ajoutent les analystes, qui permettrait de faire baisser encore davantage les coûts des importations.

De manière générale, les analystes s'accordent à penser que les pays africains s'efforceront d'effectuer à l'avenir leurs transactions en monnaies locales. Dans une perspective à plus long terme, il s'agirait pour eux de s'entendre sur une monnaie commune qui remplacerait les transactions en devises.

Espions français en Afrique de l'Ouest : une «opération secrète démasquée» - RT 29 oct. 2024

Le média ouest-africain AES Info a révélé le 28 octobre qu'une «opération secrète» menée par la France a été démasquée au Sahel. Le média dit avoir identifié des agents français et affirme que Paris entend déstabiliser les trois pays alliés.

«Un réseau complexe, utilisant de fausses ONG»: c'est ainsi que le média sahélien AES Info décrit ce qu'il nomme une «opération secrète» menée par la France au Niger et ayant des ramifications au Bénin, au Tchad et dans plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest.

Le média, créé à l'initiative des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), c'est-à-dire le Burkina Faso, le Mali et le Niger, dévoile les noms de personnes qu'il identifie comme des agents et informe également de la construction de camps militaires français dans la région.

Le média les accuse par ailleurs d'avoir fourni du matériel militaire et de communication à des organisations terroristes notamment Boko Haram.

Leur activité consisterait également à financer des groupes armés pour que ceux-ci s'installent dans des zones critiques et provoquent des crises humanitaires, permettant ainsi à des «ONG fictives d'intervenir et de fournir une couverture logistique».

Le documentaire présenté par l'AES explique en outre que la France construirait deux camps au Nigeria, à Guigani et Garingata, où «seront approvisionnés» en armement les «terroristes de la forêt» de Sarma puis ceux de la zone des trois frontières. Enfin une autoroute logistique de Kandi à Sokotto aurait été prévue dans le but d'attaquer simultanément des zones dans les trois pays de l'AES.

J-C - Il n	'y a	pas	de	nazi	en	Ukraine,	pas	de	génocide	en	Palestine	occupée,	alors	pourquoi
voudriez-v	ous q	u'il y	y ait	t des	espi	ons frança	ais a	u Sa	ahel, franc	hen	nent?			

« Révolution de couleur », assassinats et coup d'Etat : La CIA à l'œuvre.

1- Géorgie.

Les États-Unis et l'UE menacent la Géorgie après les résultats électoraux - RT 29 oct. 2024

Les États-Unis et l'Union européenne ont adressé des menaces à la Géorgie après les récentes élections législatives. Ce scrutin, tenu le 26 octobre, a abouti à la victoire du parti au pouvoir, «Rêve géorgien – Géorgie démocratique», qui a obtenu 53,9 % des voix et dispose désormais du droit de former seul le gouvernement. Ce résultat n'a toutefois pas satisfait Washington ni les dirigeants européens, qui s'inquiètent de la trajectoire politique de Tbilissi. Lors d'un point de presse, Matthew Miller, porte-parole du département d'État américain, a exhorté la Géorgie à modifier son orientation politique, évoquant «de futures conséquences» si elle persiste dans ce qu'il qualifie de cap «antidémocratique». L'UE a également pris position à travers un communiqué signé par les ministres de 13 États membres, dont la France et l'Allemagne, exigeant que Tbilissi assure le maintien de l'ordre tout en respectant les droits des manifestants.

Ces injonctions occidentales ont provoqué une vive réaction à Moscou. Maria Zakharova, porteparole du ministère russe des Affaires étrangères, a dénoncé ces menaces occidentales comme une forme de néocolonialisme, critiquant l'ingérence des puissances occidentales dans les affaires intérieures de la Géorgie. Dans un message publié sur son compte Telegram, Maria Zakharova a ironisé: «Démocratie, Monsieur, vous êtes arrivés. Prochaine station: Néocolonialisme».

Pendant ce temps, certaines sources en Géorgie ont confié à TASS, agence d'information russe, que des tireurs d'élite formés en Ukraine arriveraient dans le pays pour provoquer des incidents violents lors des manifestations. «De sources officielles bien informées, les Occidentaux ne reculent devant rien pour faire basculer la situation politique intérieure en Géorgie après les élections du 26 octobre et provoquer une nouvelle "révolution de couleur" : des tireurs d'élite formés en Ukraine arrivent dans la République pour organiser des provocations lors de manifestations de masse», ont révélé ces sources.

Le parquet général de Géorgie ouvre une enquête sur une éventuelle fraude électorale - RT 30 oct. 2024

Après la convocation de la présidente géorgienne pour un interrogatoire, les leaders de l'opposition ont conseillé à Salomé Zourabichvili de ne pas se rendre au parquet. «L'opposition n'a pas l'intention de se rendre au bureau du procureur géorgien, car elle ne lui fait pas confiance. Je pense que la présidente ne se rendra pas non plus au bureau du procureur, mais elle n'a pas besoin de mon avis», a déclaré Zourab Japaridze, l'un des leaders de l'opposition.

De l'autre côté, Mamouka Mdinaradze, secrétaire exécutif du parti au pouvoir Rêve géorgien, qui a remporté les législatives, a conseillé à Salomé Zourabichvili de coopérer avec le bureau du procureur et d'expliquer pourquoi elle affirme que les élections législatives ont été truquées.

«La présidente Zourabichvili doit répondre de ses accusations. Nous sommes prêts à ouvrir n'importe quel bureau de vote dans le cadre de l'enquête du bureau du procureur pour prouver que des élections équitables ont eu lieu, et la présidente et les leaders de l'opposition doivent répondre de leurs accusations», a déclaré Mamouka Mdinaradze. RT 30 oct. 2024

2- Slovaquie.

Robert Fico affirme avoir échappé à une nouvelle tentative d'assassinat - RT 28 oct. 2024

Le Premier ministre de la Slovaquie a annoncé avoir échappé à une seconde tentative d'assassinat au début du mois. L'incident s'est produit lors des célébrations du 80e anniversaire de la bataille du col de Dukla, à la frontière polono-slovaque.

Selon Robert Fico, un homme armé a été intercepté dans la zone réservée aux visiteurs grâce au dispositif de détection de métaux, alors que celui-ci portait un pistolet chargé. Interrogé par la publication Štandard, le Premier ministre a exprimé ses soupçons sur les motivations de l'agresseur : « Il me déteste en raison de mon approche envers l'Ukraine », a-t-il déclaré, suggérant que sa politique envers Kiev pourrait être à l'origine de cette tentative.

3- Bolivie.

Bolivie : Ce sont des policiers qui ont tiré sur Evo Morales - resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Une source politique du plus haut niveau national qui a demandé à garder l'anonymat a affirmé au journal bolivien La Razon que ceux qui ont tiré 14 fois sur le véhicule de l'ancien président Evo Morales sont des policiers qui, ensuite, se sont rapidement réfugiés à la neuvième division de l'armée, cantonnée à Villa Tunari, Cochabamba, et ont été évacués en hélicoptère.

«Les militaires qui sont dans le régiment, au Chapare, admettent que ceux qui ont cherché à arrêter Evo sont entrés dans la caserne. Ils étaient avec des policiers et sont partis en hélicoptère», a révélé la source à ce média

Un groupe de militaires de la caserne a également admis devant les manifestants que les camionnettes qui ont participé à cet incident sont entrées dans la caserne avec des policiers. Selon un militaire, les camionnettes, dans lesquelles se trouvaient des policiers en civil, sont entrés dans la caserne et ont été évacués, suite à un ordre venu d'en haut.

«Ce sont des policiers, nous, nous n'avons pas ces camionnettes. Dans la caserne, il n'y a pas de ces camionnettes dernier modèle», dit le militaire à un groupe de partisans de Morales sur une vidéo partagée sur les réseaux sociaux.

On pense que c'était une tentative pour arrêter Evo et que, ayant échoué, les hommes en uniforme ont tiré sur le véhicule. «Ils auraient pu tuer le chauffeur d'Evo, le semi blindage de la voiture a diminué l'impact».

La même source a indiqué que, lors de l'enquête, les projectiles, qui se sont incrustés dans le véhicule seront des témoignages irréfutables de la sorte d'armes qui a été utilisée.

À ce sujet, le président Luis Arce a donné des instructions pour qu'une enquête minutieuse soit menée pour éclaircir ses faits : «face à la dénonciation d'un attentat présumé contre la vie de

l'ancien président Evo Morales, j'ai donné des instructions pour une enquête immédiate et minutieuse pour éclaircir ce fait». resumenlatinoamericano.org 27 octobre 2024

Tentative d'assassinat contre Evo Morales : l'ancien président bolivien aurait échappé de peu à la mort - RT 28 oct. 2024

Véritable thriller en Bolivie : l'ancien président du pays, Evo Morales (2006-2019), affirme avoir échappé à une tentative d'assassinat. Selon une vidéo diffusée dimanche 27 octobre sur son compte Facebook, Evo Morales se trouvait à bord d'un véhicule criblé de balles, aux côtés de son chauffeur.

Dans cette vidéo de quatre minutes, on distingue Evo Morales installé sur le siège passager, parlant au téléphone, tandis que des impacts de balle transpercent le pare-brise. Le chauffeur, blessé à la tête, parvient malgré tout à conduire le véhicule. Selon les déclarations de Evo Morales, quatorze coups de feu auraient été tirés sur sa voiture.

Face à cette agression, Evo Morales a exigé la démission de deux ministres de premier plan : Carlos del Castillo, ministre de l'Intérieur, et Edmundo Novillo, ministre de la Défense. Dans un message posté sur X, Evo Morales a appelé le président Luis Arce à prendre des mesures : «Si le président Arce n'a pas commandité cette tentative d'assassinat, il doit démettre Carlos del Castillo et Edmundo Novillo de leurs fonctions, ainsi que les policiers impliqués, et ouvrir immédiatement une enquête».

Le gouvernement bolivien a accusé Evo Morales de chercher à saper l'ordre constitutionnel et à déstabiliser le pays. Selon le journal bolivien El Deber, en effet, les partisans de l'ancien président bloquent plusieurs des principales routes du pays depuis deux semaines.

Etats-Unis.

Les États-Unis ne sont pas une démocratie, ils n'ont jamais été conçus pour être une démocratie.

(Données provenant de différentes sources sur le Net, recoupées avec Wikipédia, notamment)

Contrairement à la croyance populaire, le président américain n'est pas élu au suffrage populaire. Il est plutôt choisi par un collège électoral, un système hérité des pères fondateurs des États-Unis, qui ont participé à la rédaction de la Constitution américaine de 1787.

« Les pères fondateurs n'étaient pas particulièrement partisans de la démocratie au sens où on l'entend aujourd'hui. Ils ne faisaient pas confiance au peuple pour faire un choix éclairé. On crée donc ce système où le corps électoral, à l'époque les hommes blancs propriétaires, vote pour des gens, qui, eux, vont se réunir pour élire un président. C'est une forme de suffrage indirect », explique Christophe Roy-Cloutier, directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand.

Presque 250 ans plus tard, le collège électoral est toujours en fonction.

Il est formé de grands électeurs, qui sont désignés par l'assemblée législative de chaque État. Ils sont 538 au total, choisis parmi les membres de la société civile ou des deux principaux partis politiques. Selon la loi, il suffit d'avoir 18 ans pour être nommé grand électeur. Sont exclus d'office les membres du Congrès et les fonctionnaires du gouvernement fédéral.

Il s'agit essentiellement d'un poste honorifique : les grands électeurs n'interviennent dans aucune autre élection ni aucune autre activité politique.

La Constitution américaine définit le fédéralisme comme une relation de parité entre le gouvernement fédéral et les gouvernements des États.

Une grande partie des droits revendiqués par les États est basée sur le dixième amendement : "Les pouvoirs qui ne sont pas délégués aux États-Unis par la Constitution, ni interdits par celle-ci aux États, sont réservés respectivement aux États ou au peuple".

Dans ses fondements, elle est fédérale et non nationale ; dans les sources d'où sont tirés les pouvoirs ordinaires du gouvernement, elle est en partie fédérale et en partie nationale. En d'autres termes, les États américains se voient attribuer la souveraineté sur tout ce qu'ils ne cèdent pas aux États-Unis par leur propre consentement

Le droit de vote n'est pas inscrit dans la Constitution américaine ; au contraire, des amendements ont fini par interdire la privation d'un droit qui n'était pas explicitement accordé.

La Constitution donne aux États le pouvoir d'organiser les élections comme ils le souhaitent (sous réserve, bien sûr, des contestations judiciaires - ce qui explique le caractère très disparate des règles et des lois électorales d'un État à l'autre).

Chaque État a droit à un nombre précis de grands électeurs, qui correspond au nombre de sénateurs et de représentants qu'il envoie au Congrès, déterminé en fonction de son poids démographique. Par exemple, le Texas compte 40 grands électeurs, puisqu'il compte 38 représentants et 2 sénateurs. Un État moins peuplé comme le Wyoming n'en compte que 3 (2 sénateurs, 1 représentant).

Pour devenir président, il ne suffit pas d'obtenir le plus grand nombre de voix. Il faut avant tout remporter la majorité des grands électeurs, soit 270. Ainsi, en 2020, Joe Biden a gagné après avoir eu la faveur de 306 grands électeurs, contre 232 pour Donald Trump.

Les électeurs américains ne votent donc pas directement pour un président. Techniquement, ils votent plutôt pour une liste de grands électeurs engagés à voter pour un candidat.

Ceux-ci ont pour mot d'ordre de respecter le suffrage populaire dans leur État, selon la formule du « winner takes all ». Le candidat qui remporte la majorité des voix dans un État se voit attribuer le vote de l'ensemble des grands électeurs de cet État. Ainsi, même si, en novembre prochain, Donald Trump remportait le scrutin en Floride par une seule voix, il empocherait tout de même le vote de l'ensemble des 30 grands électeurs du Sunshine State. Font exception à cette formule le Nebraska et le Maine, qui répartissent proportionnellement leurs grands électeurs en fonction des résultats du scrutin.

Dans les jours suivant le scrutin présidentiel, les grands électeurs se rassemblent dans la capitale de leur État respectif pour voter pour un président et un vice-président.

Ce système est souvent décrié pour les distorsions qu'il provoque. À quatre reprises dans l'histoire américaine, l'élection présidentielle a été remportée par le candidat ayant terminé au deuxième rang au suffrage universel.

Le fédéralisme maintient un système intrinsèquement antidémocratique en laissant à peu près tous les aspects des élections à la discrétion des États et des localités. Il n'y a pas de droits uniformes en ce qui concerne le nombre de bureaux de vote, l'accessibilité des candidats au scrutin, etc. Les élections américaines sont fondamentalement injustes, et ceux qui sont au pouvoir peuvent facilement les manipuler pour perpétuer leur emprise sur le pouvoir. Les frontières qu'établissent les districts dans lesquels les représentants sont élus sont facilement manipulées pour s'assurer qu'un parti reste au pouvoir.

Par exemple, dans de nombreux États, les membres du Congrès sont majoritairement républicains, même si l'ensemble des votes populaires à l'échelle de l'État pour les membres de la Chambre des représentants va toujours aux candidats démocrates, souvent avec une large marge. Et sans aucune représentation proportionnelle, les sièges au Congrès reviennent toujours au vainqueur du vote populaire de l'un des deux partis au pouvoir, même si aucun des deux n'a obtenu la majorité réelle en raison de la présence de candidats d'un troisième parti dans le scrutin. Le Collège électoral pousse cette perversion de la règle de la majorité à l'extrême.

À tout cela il faut ajouter la suppression des électeurs - presque une industrie aux États-Unis. Des efforts légaux, illégaux et extralégaux sont déployés dans tout le pays pour empêcher les gens de voter.

Lors de la rédaction de la Constitution, aucun pays au monde n'élisait directement le pouvoir exécutif. Ayant à peine renversé un roi, les auteurs de la Constitution répugnaient à donner ce pouvoir au Congrès, mais ils n'avaient pas l'intention de le laisser à un vote populaire. Ils ont donc imaginé un système d'intermédiaires - des électeurs "indépendants" - que les États chargeraient de choisir un président dans le cadre d'un collège électoral.

Mais plus que cela, le Collège électoral est le descendant direct de l'esclavage et de l'intention des pères fondateurs d'accueillir les propriétaires d'esclaves pour qu'ils adhèrent au nouveau pays.

Le fonctionnement du Collège électoral devait être basé sur la population, ce qui a soulevé la question du nombre d'électeurs à attribuer à chaque État. Comme pour la répartition des sièges à la Chambre, cela signifiait qu'il fallait se demander comment compter la population esclave. En 1787, 40 % des habitants des États du Sud étaient des esclaves Noirs. Madison lui-même était originaire de Virginie, qui comptait 60 % de Noirs. Il savait donc que les propriétaires de plantations et les agriculteurs Blancs n'accepteraient pas des lois qui ne prenaient en compte uniquement la population Blanche, car cela diminuerait leur influence au sein du gouvernement fédéral.

Ils ont trouvé un compromis pour que les États du Sud ratifient la Constitution : ils comptaient les esclaves Noirs comme les trois cinquièmes d'une personne pour comptabiliser les habitants de chaque État. Avec 200 000 esclaves, la Virginie s'est retrouvée avec plus d'un quart du total des votes électoraux alors requis pour remporter la présidence. Aujourd'hui, le nombre d'électeurs - 538 - est égal à la taille de la délégation du Congrès de chaque État, soit pas moins de trois, plus trois électeurs supplémentaires pour le district de Columbia.

La Constitution ne dit rien sur la manière dont les États doivent répartir leurs voix, et les auteurs de la Constitution n'ont pas prévu le développement des partis politiques. Finalement, tous les États sauf deux ont promulgué des lois qui donnent tous leurs votes à celui qui remporte le vote populaire

dans l'État, ce qui contribue à faire pencher la balance du pouvoir dans les élections présidentielles américaines en faveur d'une minorité de l'ensemble des électeurs à l'échelle nationale.

Comme l'ont montré les élections de 2000 et 2016, le Collège électoral permet à un candidat de remporter la Maison-Blanche même si son adversaire reçoit plus de voix. En effet, les votes du Collège électoral sont attribués au total au vainqueur du vote populaire dans 48 États. En 2012, Barack Obama a remporté la Floride par moins de 1 % des voix ; il a quand même obtenu les 29 voix du Collège électoral. Il a perdu la Caroline du Nord de seulement 2 %, mais Mitt Romney a obtenu les 15 votes électoraux. En 2016, Hillary Clinton a remporté une majorité significative des 139 millions de voix populaires (3 millions de voix en plus que Trump), mais a perdu le vote du Collège électoral au profit de Trump (304 grands électeurs, contre 227 à Clinton); des analyses suggèrent qu'un déplacement de 79 646 voix dans trois États - Michigan, Pennsylvanie et Wisconsin - aurait fait pencher la balance du Collège électoral. Au lieu de cela, 0,06% du vote national global a décidé de l'élection. La même chose s'est produite en 2000, lors de la victoire de George W. Bush face à Al Gore.

Le collège électoral donne aussi une importance démesurée aux « *swing states* », ces États qui, à la faveur d'une élection, peuvent passer d'un camp à l'autre. Les États les plus populeux, comme New York et la Californie, sont ignorés par les candidats présidentiels puisque leurs votes sont déjà assurés au Parti démocrate avant même le début de la campagne.

« On a beaucoup plus de chances de voir un candidat présidentiel à Manchester, au New Hampshire, ou à Carson City, au Nevada, qu'à Los Angeles, à New York ou même au Texas. Le collège électoral marginalise beaucoup d'électeurs, d'autant plus que le nombre d'États pivots semble diminuer d'un cycle électoral à l'autre », mentionne M. Roy-Cloutier.

Le système actuel nuit également aux tiers partis et favorise le bipartisme, selon le politicologue.

« Comme c'est un système qui favorise les partis qui sont capables de terminer premiers aux élections, parce que ce sont les seuls qui vont chercher des voix au collège électoral, cela va dissuader les électeurs d'accorder leur vote à un tiers parti, puisqu'il s'agit essentiellement d'un vote gaspillé. »

Les appels à la réforme ou à la simple abolition du collège électoral sont donc nombreux, et ce, depuis longtemps. On estime que, depuis 1800, plus de 700 propositions du genre ont été présentées devant le Congrès. Toutes ont échoué.

Modifier le système demanderait un amendement constitutionnel, qui nécessite l'aval des deux tiers des membres de chaque chambre du Congrès et des trois quarts des membres des assemblées d'État. Dans le contexte d'extrême division qui sévit à Washington, l'adoption d'un tel amendement relève du fantasme. D'autant plus que le collège électoral profite aux deux principaux partis politiques américains.

« Le Parti républicain a vraiment besoin du collège électoral tel qu'il fonctionne en ce moment pour demeurer compétitif, indique Christophe Roy-Cloutier. Depuis 1992, il n'a remporté le suffrage populaire devant les démocrates qu'une seule fois [2004]. Et malgré tout, il a remporté trois élections dans cette période. C'est essentiel à sa survie. »

Les démocrates profitent également de la situation puisque le système des grands électeurs « réduit la compétition qui pourrait venir d'autres partis, comme le Parti vert ou, cette année, la candidature de Robert F. Kennedy Jr. ».

Les espoirs de changement résident donc dans une modification qui se ferait au sein des assemblées législatives des États, donc plus facile à réaliser.

À l'heure actuelle, 17 États, ainsi que le District de Columbia, ont adopté des textes de loi qui oblige le vote de leurs grands électeurs à refléter le vote populaire à l'échelle nationale.

Portail: www.luttedeclasse.org Courriel: jctardieu@outlook.fr

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 3 octobre 2024

Vidéo. Meyssan et Cie: l'Iran a-t-elle vraiment bombardé Israël?

https://www.youtube.com/watch?v=yhmfGqzroA8

J-C - Meyssan raconte dans quelle circonstance serait mort le chef du Hezbollah Hassan Nasrallah.

Il se rendait à pied à une réunion avec un représentant du gouvernement iranien au quartier général du Hezbollah à Beyrouth, quand il fut tué par le souffle de la bombe que les Israéliens larguèrent sur l'immeuble qui abritait le siège du Hezbollah. Le thème de cette réunion devait porter sur le refus de l'Iran de soutenir le Hezbollah selon monsieur Meyssan.

Meyssan pense que l'Iran et les USA auraient donné leur accord pour l'exécution de Nasrallah.

Parole d'internaute.

- Si je comprends Thierry Meyssan, il y a 2 "blocs" dominants en Iran qui s'opposent : les gardes de la révolution d'un côté et les businessmen de l'autre. Les 1ers soutiennent le Hezbollah, les 2nds veulent une détente avec les USA, quitte à abandonner les Palestiniens et le Hezbollah. Les 2nds auraient ainsi trahi Nasrallah et les 1ers ont réagi en attaquant Israël. Alors qui gouverne en ce moment, parce que ça a l'air de basculer rapidement là?

Pezeshkian vient d'être élu, il a un mandat clair du conseil de la révolution pour appliquer son programme, proche des businessmen, d'apaisement de l'ouest, mais les Gardiens de la Révolution auraient eu l'accord direct du leader suprême pour frapper? de là à s'attirer les foudres des USA? Les USA ont déjà annoncé qu'ils vont assister Israël dans sa riposte, qui sera sévère. Et l'Iran a de sa part déclaré qu'ils répondraient à toute riposte (la question étant, contre qui?).

Les Russes comme les Chinois se sont engagés du côté de l'Iran, le 1er en livrant des S400, des hélicoptères de combat, et des Su35 (pas clair s'ils ont été livrés, mais l'accord existe), les 2nds ont signé une coopération militaire de 25 ans en 2016. Mr Meyssan, vous pensez vraiment que la Chine et la Russie acceptent de coopérer avec un partenaire aussi instable que l'Iran? Ca me parait assez débatable, mais ils ont aussi inclus l'inde dans les Brics, qui a aussi un rôle assez trouble, donc pourquoi pas, l'avenir nous le dira. Mais il me semble que l'Iran vient de s'engager définitivement dans le conflit, vous dites que la Russie s'est aussi engagé indirectement avec le Yémen, ça me semble difficile de défuser la situation, personne ne voulant sembler baisser le regard le premier.

Vis-à-vis du Liban, je ne vois pas Israël l'emporter seule : le Hezbollah a combattu en Syrie pendant 12 ans, ils sont aguerris, alors que l'armée israélienne est une armée de réservistes, les victimes à

Gaza et depuis aujourd'hui au sud Liban sont très jeunes (des capitaines de 23 ans!) et donc inexpérimentés.

La version de monsieur Meyssan démentie.

Le guide suprême iranien avait averti le chef du Hezbollah de fuir le Liban - leparisien.fr 3 octobre 2024

Quelques jours avant d'être tué dans une frappe israélienne, l'ayatollah Ali Khamenei avait recommandé Hassan Nasrallah de fuir le Liban. Selon l'agence Reuters, le guide suprême iranien aurait envoyé un message pour demander au chef du Hezbollah de partir pour l'Iran. Des rapports des services de renseignement iraniens suggéraient qu'Israël avait des agents au sein du Hezbollah et prévoyait de le tuer.

Selon Reuters, Khamenei se trouve dans un lieu sécurisé en Iran depuis samedi. C'est lui qui a personnellement ordonné mardi le tir des missiles sur Israël, a déclaré un haut responsable iranien.

Le chef du Hezbollah aurait accepté un cessez-le-feu quelques jours avant son assassinat.

Selon le ministre libanais des Affaires étrangères, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait accepté un cessez-le-feu de 21 jours imposé par les États-Unis et la France quelques jours seulement avant d'être tué par Israël.

« Nasrallah était d'accord », a déclaré Abdallah Bou Habib dans un entretien diffusé mercredi sur CNN. « Nous étions entièrement d'accord. Le Liban a accepté un cessez-le-feu mais en consultant le Hezbollah. Le Président de la Chambre libanaise Nabih Berri, a consulté le Hezbollah et nous avons informé les Américains et les Français de ce qui s'était passé. Et ils nous ont dit que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou était également d'accord avec la déclaration publiée par les deux présidents Biden et Macron ». Selon le ministre des Affaires étrangères libanais, le conseiller principal de la Maison Blanche, Amos Hochstein, devait se rendre au Liban pour négocier le cessez-le-feu. leparisien.fr 3 octobre 2024

J-C - Du coup, on en viendrait à penser que Nasrallah n'aurait pas été dénoncé par ses adversaires en Iran, mais il aurait été trahi par ses propres amis qui n'auraient pas apprécié qu'il négocie un cessez-le-feu avec les Américains.

Toute guerre est bonne à prendre pour les banquiers et les capitalistes, puisque outre le financement de l'armement, elle se traduise par d'immenses destructions qui nécessitent reconstruction par la suite.

Finalement, ce sont les mêmes qui financent la paix et la guerre, qui financent les destructions et la reconstruction, ils gagnent sur tous les tableaux, vive la guerre ! Et si c'était devenu leur unique stratégie et objectif pour conserver le pouvoir ?

Le 4 octobre 2024

Complément. J'ai ajouté les 7 pages de la causerie du jour au 195 pages de la causerie de septembre disponible au format pdf.

J'ai corrigé une faute d'orthographe dans la causerie du 3, c'était en toute fin de journée décalage horaire oblige, plus la fatigue.

Suite de la causerie d'hier sur le Liban.

La version de monsieur Meyssan démentie, d'autres éléments de preuve.

J-C- A quoi joue monsieur Meyssan, de qui, de quoi est-il l'agent ? Il a raconté à plusieurs reprises qu'il avait appris beaucoup de choses de son grand-père qui était un agent secret de l'armée, ce qui nous vaut son interprétation policière de la situation au Moyen-Orient ou sa tendance à partir dans des histoires abracadabrantes d'espionnage dans lesquelles il a parfois lui-même trempé, ce qui lui permet de se mettre en scène sans qu'on sache précisément quel rôle il joue et pour le compte de qui. D'une certaine manière, il faut bien qu'il continue à exister, bien qu'il soit mis au rencart depuis son retour en France où il ne joue plus aucun rôle politique, hormis peut-être celui de nous induire en erreur ou de nous conduire sur de fausses pistes, en gage de reconnaissance ou d'allégeance envers ceux à qui il doit sa survie.

Cela dit, c'était sans compter que de nos jours l'histoire s'accélère et vous rattrape au galop, dans ces conditions les masques de ses différents acteurs tombent rapidement, et les petits secrets, fabulations ou manigances des uns et des autres sont dévoilés en quelques jours ou semaines seulement, surtout quand les enjeux politiques sont colossaux à l'échelle mondiale.

Meyssan nous a raconté que Nasrallah était tombé parce qu'il aurait été trahi par une faction iranienne favorable aux Etats-Unis, or les infos rendues publiques ces derniers jours montrent que l'histoire était plus banale que cela, les Israéliens qui avaient infiltré le Hezbollah connaissaient son emploi du temps, dès lors sa vie était gravement menacé et il était facile de le supprimer à la première occasion, ce sont les autorités iraniennes qui l'ont affirmé, vous me direz qu'on s'en serait douté, à ceci près qu'elles fournissent des détails pour étayer leur version, ce qu'on aurait été incapable de faire, y compris Monsieur Meyssan, mais lui il ne s'embarrasse pas de scrupules, ils les inventent ! Cela dit, son dernier article de journaliste et non d'espion à la retraite était excellent.

Liban : Nasrallah était d'accord pour un cessez-le-feu avec Israël, affirme le chef de la diplomatie libanaise - RT 3 oct. 2024

«Hassan Nasrallah avait donné son accord pour un cessez-le-feu», a-t-il affirmé lors d'une interview accordée à la chaîne CNN dans la nuit du 2 au 3 octobre. RT 3 oct. 2024

Nasrallah du Hezbollah a accepté un cessez-le-feu peu avant l'assassinat - newarab.com 3 octobre 2024

Le ministre libanais des Affaires étrangères, Abdallah Bou Habib, a révélé jeudi que le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, avait accepté un "ce cessez-le-feu complet" juste avant qu'il ne soit assassiné par Israël la semaine dernière.

Dans une interview accordée à la radio publique américaine, Bou Habib a déclaré que Nasrallah avait accepté un cessez-le-feu quelques instants avant d'être assassiné, ajoutant que les responsables libanais avaient informé les médiateurs américains et français du consentement du gouvernement à un cessez-le-feu.

Bou Habib a également déclaré que le Premier Ministre israélien Benyamin Nétanyahou était au courant de l'accord et qu'il avait également accepté un cessez-le-feu.

"Il (Nasrallah) a accepté, il a accepté (au cessez-le-feu)," a déclaré Habib.

"Le gouvernement libanais avait accepté un cessez-le-feu après avoir consulté le Hezbollah par l'intermédiaire du président Nabih Berri, et nous avons informé les Américains et les Français", a-t-il déclaré.

Bou Habib a également déclaré que les représentants des États-Unis et des Français leur ont dit que le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou avait également donné son accord.

L'accord de cessez-le-feu a été mené par les États-Unis, la France et d'autres États arabes après une réunion entre le président américain Joe Biden et son homologue français Emmanuel Macron à l'Assemblée générale des Nations unies à New York le 25 septembre.

Il a stipulé une trêve de 21 jours dans les combats au cours de laquelle des négociations œuvreront en vue d'un cessez-le-feu.

Netanyahou et d'autres ministres d'extrême droite ont immédiatement rejeté la proposition, et le Premier ministre israélien a ordonné à l'armée israélienne de continuer à « se battre avec toute la force » un jour plus tard.

Nasrallah a été assassiné le 28 septembre lors d'une frappe aérienne israélienne dans la banlieue sud de Beyrouth. newarab.com 3 octobre 2024

L'Iran restera aux côtés du Hezbollah jusqu'à la libération de la Palestine et de Qods (Commandant de la force Qods du CGRI) - french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Le commandant de la Force Qods du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) a déclaré que l'Iran restera aux côtés du mouvement de la Résistance libanaise Hezbollah jusqu'à la libération totale de la Palestine.

Le général de brigade Esmaïl Qaani a fait cette remarque dans un message de condoléances, dimanche 29 septembre, suite à l'assassinat de Sayed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah libanais.

Dans un message de condoléances hier samedi à l'occasion du martyre de Sayed Hassan Nasrallah, le Leader de la Révolution islamique, l'Ayatollah Sayed Ali Khamenei, a déclaré que le Front de la Résistance porterait de nouveaux coups écrasants au « corps délabré et en décomposition » du régime sioniste.

L'Ayatollah Khamenei a affirmé que les fondements posés par Nasrallah au Liban ont inspiré d'autres pays et que ces structures ne disparaîtront pas avec son martyre, mais seront renforcées par le sang du leader du Hezbollah. french.almanar.com.lb 30 septembre 2024

Le 7 octobre 2024

Capitalisme : Stop ou encore ? Ils ne peuvent plus gouverner qu'en recourant au chaos, à l'abus de pouvoir, à la terreur, au fascisme ou au nazisme, à la guerre.

Le récit officiel du 7 octobre 2023 sert uniquement à cautionner la guerre que livre l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste à tous les peuples du Moyen-Orient, à justifier leur budget pléthorique de la Défense, le recours à la stratégie du bombardement massif des populations civiles et des infrastructures d'une nation, qui se traduit par un effroyable massacre et de gigantesques destructions, afin de maintenir son hégémonie sur cette région du monde et pouvoir continuer à en piller les richesses au détriment de sa population.

Il doit également servir d'avertissement ou de menace de représailles militaires adressée à tout gouvernement qui oserait affirmer son indépendance ou refuserait de se soumettre à son diktat.

Leur ennemi: La vérité.

Abus de pouvoir du sachant sur l'ignorant, du conscient sur l'inconscient, du fort sur le faible ou vulnérable...

Le récit de ces imposteurs, qui démarre le 7 octobre 2023, relève de la supercherie intellectuelle. Il repose sur un déni, une interprétation idéologique et frauduleuse de l'histoire (son effacement ou sa réécriture), qui remonte au milieu ou vers la fin du XIXe siècle s'agissant de la Palestine.

Il recourt au mécanisme bien rodé et facilement identifiable de l'inversion accusatoire ou l'inversion de la cause et de la conséquence.

Ce procédé consiste à ne plus interpréter la vérité des faits en demeurant strictement fidèle à leur enchaînement, mais à sélectionner minutieusement ceux qui vont leur permettre de substituer à la réalité un récit fabriqué de nature idéologique à l'insu du public, de telle sorte que l'ordre chronologique des faits sera amputé et par conséquent faussé, de manière à ce que le rapport de cause à effet qui existait n'apparaisse plus ou soit escamoté, de façon à pouvoir en situer l'origine en fonction du rôle qu'ils comptaient lui faire jouer, de la signification qu'ils entendaient lui attribuer, de l'instrumentalisait qu'ils voulaient en faire, pour pouvoir uniquement justifier ou tenter de légitimer leurs décisions politiques injustes ou criminelles, barbares en l'occurrence.

Tout le monde connaît la situation, donc inutile de revenir dessus.

En revanche, identifier la méthode, démasquer les mécanismes ou instruments auxquels ils recourent pour formater ou conditionner les consciences pour parvenir à leurs fin, ce n'est pas donné à tout le monde. Maîtriser le sujet évite de se faire manipuler, et de se retrouver à combattre parfois dans le mauvais camp ou au côté de nos ennemis!

Le combat politique, la lutte armée de libération de la Palestine est légitime. Israël est un Etat artificiel sans Constitution ni frontières, il n'aurait jamais dû exister, il doit disparaître. Il est fort probable malheureusement, que cet Etat colonial ne disparaîtra pas avant que le capitalisme ait été vaincu en occident par la révolution socialiste. Je crois que partant de là, il ne faille se faire aucune illusion sur le sort tragique qui attend les Palestiniens.

En complément.

Boycott!

- Attaque du 7 octobre : Des milliers de personnes rassemblés à Paris « en soutien d'Israël, du peuple israélien » 20minutes.fr 7 octobre 2024
- Samuel Paty et Dominique Bernard: une minute de silence dans les écoles le 14 octobre BFMTV 7 octobre 2024

Totalitarisme. Quand le ministère de la Propagande passe en mode "cancel culture".

France 2 : « *Notre histoire de France* », une série documentaire pour déconstruire le roman national - 20 Minutes 6 octobre 2024

Ce mardi, à 21h05, France 2 diffuse, en partenariat avec « 20 Minutes », son ambitieuse série documentaire avec les épisodes dédiés à Vercingétorix et Clovis. Le programme vise à déconstruire certains mythes et à éclairer notre époque

L'un des enjeux du programme est de « déconstruire un certain nombre de mythes provenant du Roman national, c'est-à-dire des réécritures de l'histoire pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture », indique Nicolas Daniel, directeur des magazines de France Télévisions. 20 Minutes 6 octobre 2024

J-C - « *Déconstruire un certain nombre de mythes* » pour les remplacer par d'autres conformes à leurs objectifs politiques, personne n'est dupe ici, ailleurs c'est une autre histoire. On ne va pas perdre son temps avec cela, fions-nous au "*bon sens*" populaire, dans ce qu'il a de meilleur.

Commentaires d'internautes.

- 1- L'histoire de France,... de France2 et 20 mns....le révisionnisme en prime time.
- 2- Heureux d'apprendre que c'est le rôle de la télévision d'Etat que de "*déconstruire*" notre Histoire. On s'en doutait déjà, mais c'était un rôle dévolu à Netflix et autres Disney ...
- 3- Rien que dans le titre de l'article, nous reconnaissons bien l'orientation déconstructive de ce site d'informations.
- 4- A moins que ce soit une reconstruction faisant suite à une succession de mensonges inculqués depuis notre enfance et bien avant.
- La destruction de notre histoire en marche!
- 5- "... l'histoire a été réécrite pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture". Et c'est exactement ce qui sera fait dans cette série.
- Avec France TV et 20minutes il y'a forcément un biais idéologique. Ca fait 40 ans qu'ils déconstruisent.

- 6- Naturellement, 20 minutes et France 2 ont invité les plus grands historiens et spécialistes dans le domaine ? Bref, vouloir déconstruire est une chose, être crédible en est une autre...
- 7- A ce que je viens de lire, il me semble que l'on ne va pas rectifier l'Histoire mais la réorienter au goût du jour et cela m'inquiète. Certes, on peut douter de certaines légendes, mais venir aujourd'hui avec d'autres certitudes me laisse dans le même doute.
- 8- Et donc, la suite ce sera "la culture de France" dont le but sera de montrer qu'il n'y a pas de culture française, c'est ça le but ?
- -9 Quand il y cette phrase dans l'article "Le programme vise à déconstruire certains mythes et à éclairer notre époque" c'est pourtant extrêmement clair, sauf pour ceux qui sont encore en 1994 et qui ne comprennent rien à ce qui se passe outre atlantique.
- 10- "Déconstruction". Y'a un autre mot, moins joli, mais plus exact: revi-sion-nisme.
- 11- Merci de nous avoir avertis que ça a un but de "déconstruction", comme ça on comprend tout de suite qu'il ne faut pas perdre son temps à regarder ca.
- 12- Ce serait presque rigolo si ce n'était pas en fait si grave. Car c'est France 2, c'est l'Etat ! Donc on a à notre tête des gens qui veulent nous bourrer le crâne avec ces idéologies wokistes.
- 13- L'un des enjeux du programme est de « déconstruire un certain nombre de mythes provenant du Roman national, c'est-à-dire des réécritures de l'histoire pour la mettre au service de certaines idéologies, nationalistes ou autres, et influencer le présent au regard de cette réécriture »

Ça ressemble vachement à une entreprise de rééducation financée par nos impôts. En clair, une espèce de cancel-révisionnisme.

14- "C'est-à-dire de la manière dont l'histoire a été réécrite pour la mettre au service de certaines idéologies"

C'est exactement ce qu'ils essayent de faire : construire un nouveau roman national à leur sauce.

- 15- L'objectif de cette émission n'est pas d'apporter un éclairage nouveau sur une période donnée mais de " *déconstruire le roman national* ". L'intention n'est pas du tout la même.
- 16- On déconstruit une idéologie et on en fabrique une autre. L'histoire continuera toujours d'être utilisée par les puissants pour manipuler les masses.

Le 13 octobre 2024

Les matériaux de la prochaine causerie sont prêts, je n'ai plus qu'à mettre tout cela en ordre, quelques heures de travail quand même. En attendant, en lisant un article sur la guerre au Moyen-Orient je suis tombé sur le document suivant dont personne ne pourra critiquer ou nier le contenu compte tenu de sa source, l'ONU.

Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232) - 11 septembre 2024

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël, daté du 11 septembre mais publié hier, est incroyablement accablant et constituera un document clé pour le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud et d'autres contre Israël devant la CIJ.

Il fait état de 498 attaques israéliennes contre des établissements de santé dans la bande de Gaza et – fait bien moins médiatisé – de 500 attaques contre des établissements de santé en Cisjordanie, bien qu'elles soient toutes moins meurtrières.

• Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (ONU) - 11 septembre 2024

Bon dimanche quand même!

Gardez le moral et mobilisez-vous, organisez-vous, ne restez pas isolé devant un écran.

Courage et détermination sans faille, notre conviction est inébranlable, totale, et qu'on ne vienne pas nous reprocher les sacrifices et les morts que causerait inévitablement une révolution, leurs nombres n'atteindront jamais le millième de ce qu'ils auront imposé injustement aux peuples durant plus de deux siècles, nous les mâterons, nous les vaincrons, le socialisme vaincra.

Le 19 octobre 2024

Un complément à la causerie d'hier sur Macron.

Hier, pour comprendre la dernière sortie de Macron sur Israël, j'avais évoqué l'hypothèse selon laquelle il valait mieux évoquer la résolution 181 de l'ONU, plutôt que la période qui l'avait précédée et suivie, au demeurant fort compromettante pour les sionistes (et les anglo-saxons), mais c'était peut-être sans compter que les sionistes nazis n'en ont rien à foutre des graves accusations qui peuvent être portées contre eux, car ils estiment légitimes la multitude d'actes criminels ou terroristes, massacres, qu'ils ont commis des années 30 jusqu'à nos jours, au nom de la reconquête de la sacro-sainte "*Terre promise*" ou la Palestine, qui leur appartient sans partage.

Macron dément, ment, puis finalement passe aux aveux.

J-C - Je n'avais pas eu accès à cette info au moment de rédiger ma causerie, elle confirme que Macron a bien tenu les propos que ses amis lui reprochent sur la création d'Israël.

La fidélité au sionisme doit être absolue au sein de son gouvernement, de tous les partis, des médias, tous les Français ont le devoir de s'y conformer sous peine de poursuites judiciaires, qu'on se le dise!

Pas vraiment un démenti - Le HuffPost 18 octobre 2024

Lors de la conférence de presse à Bruxelles jeudi 17 octobre, au moment des questions-réponses avec les journalistes, Macron a déclaré qu'il n'avait pas à faire « des démentis sur des propos sortis de leur contexte et qui n'avaient pas vocation à être public ». Et d'ajouter : « Le travail de mes équipes n'est pas de faire des démentis sur des propos que j'aurais tenus dans telle ou telle réunion. Car ce ne sont pas des propos qui ont vocation à être publics. Sinon je ne fais plus de propos publics. » Le HuffPost 18 octobre 2024

J-C - Il allait de soi, que ressortir la résolution 181 de l'ONU, que les sionistes n'ont eu de cesse d'ignorer ou de violer depuis 1947, ne pouvait être que du plus mauvais effet, au moment même où Netanyahou continuait de bombarder Gaza et s'en prenait au Liban.

J'ai cherché sur le Net si un parti ou une organisation d'extrême gauche avait réagi à cette sortie de Macron et je n'ai rien trouvé, sans doute ne voulaient-ils pas trop se mouiller ou se démasquer. Si vous avez lu quelque chose, merci de partager ou de me l'envoyer.

Le 26 octobre 2024

Esquisse d'une nouvelle analyse de la situation mondiale.

Au réveil, ce matin 26 octobre, j'ai rédigé vite fait d'un seul trait ce texte, sur 3 pages au format A4. Comme quoi passer une bonne nuit est important, même courte. Reste maintenant à le mettre au propre, à rédiger l'introduction ou la présentation, ce qui va demander beaucoup plus de temps. Le temps de déjeuner, boire un café fort et fumer une clope et c'est parti.

Quel titre lui donner, au hasard : Pourquoi le développement démographique exponentiel au cours du XXe siècle, allait devenir un des facteurs déterminant de l'orientation de la situation mondiale au XXIe siècle ?

Immédiatement quelques questions nous viennent à l'esprit :

- Quelles allaient en être les conséquences économiques et politiques principalement pour les Etats et les peuples où cette démographie galopante avait eu lieu, en Afrique et en Asie pour l'essentiel, des continents entiers qui représentent de nos jours les trois quarts de la population mondiale ?
- Comment cela allait-il se traduire ou s'exprimer concrètement au niveau des besoins et des aspirations des peuples dans chacun de ces pays ?
- Quelles profondes modifications cela allait-il entraîner au bout de quelques générations, au niveau des différentes classes et de leurs rapports sur le plan économique et politique ?
- Quelles conséquences en découleraient-ils dans leurs rapports avec les pays dominants, les différents impérialistes qui les avaient colonisés, occupés, soumis à leur dictature, pillés, mais aussi avec leurs concurrent des puissances des pays émergents ?

Voilà en gros, en toile de fond, la trame de cette analyse.

Le développement démographique de l'Afrique et de l'Asie au cours de la seconde moitié du XXe siècle jusqu'à nos jours, allait se traduire par l'explosion de nouveaux besoins économiques et

sociaux au sein de ces populations, qui constitueraient autant de défis que les autorités politiques de ces Etats allaient devoir affronter, sans en avoir réellement les moyens puisque tous ces pays avaient été maintenus dans un état de sous-développement économique par les puissances occidentales principalement. Cette contradiction allait entraîner des tensions politiques croissantes et des affrontements sanglants, des émeutes, entre une partie de la population composée majoritairement de jeunes et de travailleurs pauvres, et les régimes corrompus en place à la solde des différents impérialistes occidentaux.

Plus la population augmenterait, plus les besoins en tout genre à satisfaire de ces peuples croîtraient mécaniquement (alimentation, santé ou hôpitaux, école et université, logement, transport, routes, ports, aéroports, énergie, communication, culture, etc.). Sur ces continents, des millions de jeunes diplômés formés dans les universités allaient se retrouver sans emploi ou confronter au chômage, ils allaient grossir les rangs de la classe ouvrière réduite à la pauvreté ou la misère, au lieu de rejoindre les rangs des classes moyennes, situation qui allait les conduire à s'opposer aux différents régimes en place et à chercher une issue politique pour y mettre un terme (Burkina Faso, Niger, Mali, etc.).

La majorité de ces jeunes diplômés était issue de la petite bourgeoisie, elle présentait la particularité d'alimenter aussi l'armée et les institutions, et il allait fatalement arriver un moment ou une sorte d'alliance objective allait se conclure entre ces couches des classes moyennes et des corps d'officiers qui vivaient de plus en plus mal la misère à laquelle était vouée leur peuple, des membres de leurs propres familles, l'injustice et les innombrables souffrances dont ils étaient victimes, ainsi que le rôle répressif que leur faisaient jouer ces régimes despotiques.

C'est ce qui les amènera progressivement à se dresser à la fois contre les régimes en place, et à exiger la rupture avec le colonialisme occidental, qui tirait profit de l'exploitation négrière et du pillage des ressources de leurs pays depuis plus d'un siècle, et ne laissait à leurs peuples que des miettes à se partager sur fond de corruption généralisée, pour finalement se tourner vers d'autres puissances pour assurer le développement de leurs pays, la Russie et la Chine principalement, ainsi que les membres des Brics, constatant que ces puissances émergentes leur proposaient des accords de partenariat plus avantageux ou davantage respectueux de leurs propres besoins, entre autres.

Qu'il soit dit au passage, que nous soutiendrons certains dirigeants ou nouveaux régimes africains sans nous faire d'illusions sur leurs intentions, on les jugera sur pièces le moment venu. Entre des pays dominés et des pays dominants, en l'occurrence les puissances impérialistes occidentales, notre préférence et notre soutien iront toujours aux pays dominés, même si leurs régimes sont loin d'être des modèles de démocratie, car tel est notre principe de l'internationalisme prolétarien et de la lutte de classe, toujours défendre le plus faible au détriment du plus fort, telle est notre conception de la justice sociale, elle n'est pas négociable.

De leur côté, la Russie et la Chine sont toujours des pays en voie de développement, ils ont des besoins énormes en termes de matières premières, mais aussi en infrastructures à l'instar de tous les pays africains ou asiatiques, en Amérique du Sud également. Faiblement endettés et bénéficiant d'une croissance économique soutenue, d'une balance commerciale largement excédentaire, ils peuvent se permettre de contribuer au financement des infrastructures dont l'Afrique et l'Asie a impérativement besoin de nos jours, contrairement aux puissances occidentales endettées dans des proportions phénoménales, qui ne dégagent plus de croissance ou pas suffisamment pour maintenir leur train de vie et leur statut de pays dominants, d'où les attaques incessantes contre leurs propres peuples,

Ces puissances occidentales ont achevé leur développement depuis longtemps, ils sont entrés dans une phase de récession, de régression économique sans fin depuis déjà plusieurs décennies, leur

croissance économique est quasiment nulle ou négative, leur marché intérieur est saturé, le nombre de leurs citoyens insolvables ou pauvres ne fait qu'augmenter, leur PIB est trafiqué, l'essentiel ils le réalisent à l'internationale, finalement s'ils échappent à la ruine et à l'effondrement de leur économie, c'est uniquement en continuant de racketter ou piller les pays du monde entier, en les menaçant militairement lorsqu'ils refusent leurs conditions, sinon, en endossant le nouveau masque du colonialisme, la philanthropie, auquel collaborent une armée d'ONG qu'ils financent, et dont c'est la seule raison d'être sous couvert d'actions humanitaires.

Ainsi, les puissances impérialistes occidentales ne peuvent plus jouer le rôle de locomotive de l'économie mondiale, cette époque est définitivement révolue, et comme elles n'en ont plus les moyens, pour tenter désespérément de conserver leur hégémonie sur le reste du monde, elles recourent à l'usage de la force armée, elles déclenchent de nouvelles guerres toujours plus destructrices et barbares dont elles imputent la responsabilité à leurs victimes, le comble du cynisme et de la cruauté en prime. Ce qui leur faut sauver à tout prix, c'est le capitalisme avec lequel elles s'identifient.

On conclura, en insistant sur le rôle prépondérant que sera amené à jouer la jeunesse ou les nouvelles générations d'étudiants destinés à rejoindre les rangs des classes moyennes en Afrique et en Asie, en Amérique du Sud, dans tous les pays en voie de développement et certains émergents présentant les mêmes caractéristiques démographiques, je pense au Brésil, à l'Inde, aux pays du Maghreb, à l'Egypte, il y en a d'autres, qui refusent désormais de continuer à vivre dans les conditions de dénuement total ou presque qui furent imposées à leurs parents et grands-parents, et qui exigent tout de suite, maintenant, que l'exploitation des richesses ou des ressources de leurs pays profitent en priorité au développement économiques de leurs pays, à financer les infrastructures qui leur font si cruellement défaut, afin que leurs peuples puissent enfin accéder à un niveau de vie décent, et cessent de vivre dans une société en proie à toutes sortes de violence, qui ajoutée à la pauvreté et à la précarité extrême, menacent gravement ou leur pourrissent littéralement l'existence.

La convergence avec le prolétariat, en Afrique notamment, mais aussi en Amérique de Sud, de pans entiers de la petite bourgeoisie, de la jeunesse et de l'armée dans ces pays, préfigure un bouleversement des régimes en place et des rapports établis entre les classes par les puissances impérialistes occidentales au XXe siècle, parfois dès le XIXe ou même avant, qui implique avant tout la nécessité impérieuse de rompre avec le colonialisme

Cette coalition inaugure donc une nouvelle phase de la lutte des classes, qui, certes ne permettra pas de se débarrasser du capitalisme et de l'exploitation, cette initiative étant dévolue au prolétariat des pays économiquement les plus avancés, mais permettra en attendant d'atténuer l'injustice sociale cruelle dont tous ces peuples ont souffert inutilement trop longtemps, et de poser les premières pierres de régimes républicains, laïques, plus démocratiques.

Notre soutien à tous les peuples en lutte contre l'exploitation et l'oppression, contre le colonialisme d'où qu'il provienne, la guerre, est inconditionnel, conforme aux principes du socialisme.

Note: J'ai mis 3h30 pour finaliser ce texte, en étant dérangé 4 fois quelques minutes, distribuer des médicaments à une parente de ma compagne, remplir et peser un sac de riz, entre autres. Je ne peux pas militer sur le terrain, mais je peux rendre d'autres services...

• Au format pdf	
_	
Portail: www.luttedeclasse.org	 Courriel: jctardieu@outlook.fr

Le 31 octobre 2024

En écoutant Pink Floyd, histoire de ne pas perdre de temps. On se détend un peu.

Les Indiens fêtent Diwali, c'est jour férié en Inde et les écoles sont fermées jusqu'à lundi. On a un peu la gorge serrée, l'esprit n'est pas trop à la fête. Pour autant, on ne doit pas être gagné par la démoralisation, on n'a pas le droit de se laisser aller, vaut mieux encore se soulager un bon coup. Moi, je vais aller faire une sieste, plus besoin d'alcool ou de drogue, je tire suffisamment de satisfaction de mon activité spirituelle ou intellectuelle, c'est un grand mot, presque un gros mot pour un ouvrier.

Un ouvrier qui pense doit s'excuser, car cela ne figure pas dans les attributions des esclaves. Il y en a toujours pour vous le rappeler. A leur tout petit niveau, ils pratiquent à leur manière un abus de pouvoir, ils piquent des crises d'autoritarisme et vous les imputent, ben voyons, comme d'autres pratiques un abus de positions dominantes, des Etats, des puissances, des impérialistes, c'est contagieux apparemment.

Cela semble être un comportement très répandu en France pour avoir constaté à quel point les rapports sociaux s'étaient dégradés au cours des dernières décennies, c'est un euphémisme, sans doute avec une accélération depuis janvier 2020, où vous vous êtes retrouvés séquestrés chez vous par le tyran de service, de quoi en vouloir à la Terre entière et j'en fais les frais, d'autant plus que, loin des yeux, loin du cœur!

Ils prennent tout au premier degré, ils démarrent au quart de tour, ils se vexent pour un rien, ils sont aussi susceptibles que des vieilles filles ou des bigots superstitieux, des vieillards aigris, des complexés ou des refoulés compulsifs, un mot de trop et ils lèvent les yeux au ciel ou ils deviennent agressifs, des gens bien dans leur peau ou équilibrés ne réagissent pas de la sorte.

Si vous êtes un brin moqueur ou sarcastique, ils croient que vous vous foutez de leur gueule, ce qui n'est pas entièrement faux quand ils prennent les choses de haut. Cela peut rapidement dégénérer, je ne sais pas pourquoi je vous raconte tout cela, parce que je n'ai personne d'autres sur qui me venger, je déconne, je suis de bonne humeur et je n'en veux à personne!

- Causerie et infos octobre 2024
- Causeries et infos 2023-2024 (3670 pages 30Mo)

Quel boulot! Il va falloir que je me repose, je ne peux pas continuer à ce rythme-là, la machine ne suit plus!

En complément à mon commentaire publié par Le Grand Soir sur la permanence du fascisme.

Page 280 de la causerie d'octobre 2022.

- Causerie 2022 (2173 pages)
- 1 "Il n'existe pas d'exception à cette règle le fascisme ne vient qu'après que la classe ouvrière ait manifesté son incapacité absolue à prendre entre ses mains le destin de la société." L. Trotsky OEuvres : Août 1940